

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES FRUITS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le mardi 24 décembre 1901, à 2 heures 1/2

PAR

HENRI SOUNES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. MASSIGLI,

Suffragants : { MM. SALEILLES, *Professeur,*
BARTIN, *Agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901





THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES FRUITS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le mardi 24 décembre 1901, à 2 heures 1/2

PAR

HENRI SOUNES

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. MASSIGLI,

Suffragants : { MM. SALEILLES, *Professeur,*
BARTIN, *Agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

DES FRUITS

INTRODUCTION

1. On peut appeler *fruits*, tout ce qu'une chose produit à des intervalles réguliers, conformément à sa nature et sans altération de sa substance. C'est ainsi que l'on considère comme fruits : les grains, les céréales telles que le blé ou l'orge, les fruits des arbres, les différents produits des troupeaux comme le lait, la laine et le croit, ceux des forêts comme les glands, les faines, les feuilles sèches, toutes choses que l'on peut appeler des fruits proprement dits. Il faut y joindre encore d'autres choses qui sont assimilées aux fruits : comme les arbres coupés dans les taillis, les produits des mines et carrières et enfin l'intérêt de l'argent, les loyers ou fermages qui, bien que n'étant pas en réalité produits par la chose, ont été cependant, de toute antiquité, considérés comme des fruits.

2. Pour que le produit d'une chose soit un fruit, il faut, en vertu de la définition même, qu'il réponde aux trois conditions suivantes :

- 1° Qu'il soit périodique ;
- 2° Qu'il soit produit par une chose frugifère ;
- 3° Que sa production n'ait pas altéré la substance de cette chose.

Cependant plusieurs auteurs ne reconnaissent pas la nécessité de cette troisième condition.

Pourquoi, disent-ils, faire entrer cet élément dans la définition des fruits, car on est amené immédiatement après à l'éliminer par une série d'exceptions (1) ? D'ailleurs, ajoutent-ils, le code civil lui-même, dans ses articles 588 et 1568 ne dit-il pas le contraire. ? Il range, en effet (art. 588) dans la catégorie des fruits les arrérages d'une rente viagère, alors que ceux-ci comprennent les intérêts, plus une portion du capital. D'après l'article 1568, le mari usufruitier ne restitue à la dissolution du mariage, que le droit d'usufruit, alors que celui-ci s'est usé avec le temps. — Nous croyons cependant, avec d'autres auteurs (2), qu'il convient de maintenir cette troisième condition. En effet, tout produit dont la perception altère la substance d'une chose tend à la détruire. Il n'a plus ainsi le caractère de périodicité nécessaire, puisqu'au bout d'un usage plus ou moins long, la chose tout entière sera détruite. Le caractère propre des fruits est, au contraire, de pouvoir se renouveler indéfiniment. Les deux cas prévus par le code civil sont des exceptions établies en vue d'une utilité pratique pour éviter des comptes minutieux ; enfin les autres exceptions ne sont pas si nombreuses qu'on le laisse entendre et s'expliquent, comme nous le verrons par d'autres idées.

3. On peut maintenant distinguer assez aisément les produits des fruits. Sera « produit » toute chose née d'une autre et qui ne remplira pas les conditions ci-des-

(1). — Sic Béranger. *Des fruits*. Thèse, Paris, 1879. p. 67.

(2). — Planiol, *Précis de droit civil*, t. I, n. 1679. — Laurent, t. VI, n. 197. — Aubry et Rau, t. II, p. 186. § 192.

sus énumérées. Les fruits sont des produits : mais tous les produits ne sont pas des fruits. On peut citer par exemple : les coupes de bois faites dans une haute futaie non aménagée, les matériaux de démolition, les minerais extraits d'une mine non encore exploitée à l'ouverture d'un usufruit et le lot gagné dans un tirage par le porteur d'une obligation.

4. DIFFÉRENTES SORTES DE FRUITS. — Le code civil distingue 3 sortes de fruits : les fruits naturels, industriels et civils,

1^o FRUITS NATURELS. — « *Les fruits naturels, dit l'art. 503 c. civ., sont ceux qui sont le produit spontané de la terre. Le produit et le croît des animaux sont aussi des fruits naturels.* » Ce sont donc, aux termes de cet article, ceux que la terre donne d'elle-même, sans le secours de l'homme, comme l'herbe d'un champ non cultivé, les osiers d'une oseraie naturelle, les roseaux des marais. Il ne faut pas, d'ailleurs chercher à interpréter trop strictement l'art. 583, car l'on arriverait ainsi, surtout à notre époque de perfectionnement agricole, à ne plus trouver de fruits naturels. C'est ainsi qu'il faut faire entrer dans la catégorie des fruits naturels, ceux qui poussent sur des arbres, même si ceux-ci ont été plantés par l'homme, pourvu qu'une fois plantés ils produisent ces fruits spontanément ou sans culture (1), comme par exemple les glands, les caroubes et les faines. De même il faut encore ranger dans la catégorie des fruits naturels, les produits des ruches, des garennes, des colombiers, de la pêche d'un étang (2), bien que

(1) Duranton, t. iv, n^o 348. — Proudhon. *Usufruit* n. 902. — Demolombe, t. ix, n^o 580.

(2) Proudhon, *Usufruit*, n^o 903.

l'homme soit obligé, pour se les approprier, d'accomplir un certain travail. Enfin il faut également appeler fruits naturels, le produit et le croît des animaux, bien que les soins, la nourriture et le logement des bestiaux paraissent plutôt faire entrer ces produits dans la classe des fruits industriels. Cependant, comme les articles 547 et 583 Code civil déclarent, sans faire de distinction, que le produit et le croît des animaux constituent des fruits naturels, il est difficile de dire que ces produits, même lorsqu'ils sont le fait de savants et coûteux croisements, puissent constituer des fruits industriels.

2. FRUITS INDUSTRIELS. — « *Les fruits industriels d'un fonds*, dit l'article 583, 2°, Code civil, *sont ceux qu'on obtient par la culture.* » Ce sont, d'une manière générale, tous les produits de la chose fécondée par le travail et l'industrie de l'homme. Il faut ranger dans cette catégorie, tous les fruits de la terre lorsqu'il y a exploitation agricole, tels que les céréales, les raisins et les légumes. Les fruits naturels eux-mêmes, lorsqu'ils sont produits et par la nature et par le travail de l'homme, se transforment en fruits industriels, comme par exemple l'herbe de certaines prairies, dites naturelles, mais dont la culture est forcée pour pouvoir en retirer un plus grand rapport.

3° FRUITS CIVILS. — « *Les fruits civils*, dit l'art. 584 c. civ., *sont les loyers des maisons, les intérêts des sommes exigibles, les arrérages des rentes. Les prix des baux à ferme sont rangés aussi dans la classe des fruits civils.* ». — Tels sont, d'une manière générale, les revenus en argent, qu'une chose peut produire en vertu d'un contrat, comme par exemple, les loyers pour

le louage d'un bien urbain, ou les fermages pour celui d'un bien rural ; ce sont encore les sommes qu'on peut tirer, à intervalles réguliers, d'un capital en argent qu'on prête à autrui, qu'elles s'appellent intérêts ou arrérages de rentes. Les fruits civils ne furent peut-être pas, à l'origine du droit, considérés comme de véritables fruits, parce qu'on ne peut pas dire qu'ils sont produits par la chose elle-même ; mais, suivant l'expression de M. Planiol (*Précis*, t. 1, n° 1683), « ils représentent l'usage « de cette chose et le produit que le preneur a pu en tirer. Entre les mains du bailleur, ces sommes tiennent « lieu de la jouissance en nature qu'il aurait pu garder « pour lui. »

On s'est demandé à ce sujet dans quelle classe il fallait faire entrer les produits d'une usine. Evidemment il n'y a pas à rechercher si ce sont des fruits naturels. Il est également difficile de les considérer comme des fruits industriels, car la loi paraît n'attribuer ce caractère qu'aux fruits naissant de la chose elle-même avec le secours de l'industrie de l'homme (arg. art. 583 et 585 al. 1 c. civ.). Ils ne peuvent donc être que des fruits civils (1). "

La loi ne fait pas de distinction entre les différents fruits civils ; cependant certains auteurs (2) emploient à ce sujet une terminologie particulière. Ils les divisent en fruits civils proprement dits, qui sont ceux que nous avons énumérés et en fruits civils irréguliers parmi lesquels on pourrait citer les rétributions dues pour

(1) Planiol. *Précis*, t. 1, n° 1682, note 1 — Cf. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Des biens*, n° 490 et s.

(2) Aubry et Rau, t. 11, § 192. — Demolombe, t. x, n° 280. — Proudhon. *De l'usufruit*, t. 11, n° 905,

mouture dans un moulin ou pour sciage dans une scierie ; ces rétributions appartiennent à ceux qui ont fait ou exécuté les conventions à raison desquelles elles sont dues. Mais il est difficile de bien distribuer les fruits civils dans ces deux catégories et cette opinion nous semble arbitraire et ne s'appuyer sur aucun texte. L'intérêt qu'elle présente serait, d'après les auteurs qui l'ont établie, qu'il n'y aurait pas lieu de totaliser les rétributions par années pour les partager ensuite entre les ayants-droit à proportion de la durée de la jouissance de chacun d'eux. En un mot, ces fruits ne seraient pas acquis jour par jour comme le sont les autres fruits civils.

5. La division que le code fait des fruits en trois classes est généralement critiquée. La distinction entre fruits naturels et industriels est inutile (1). Elle avait pris autrefois naissance, au sujet d'une controverse relative au possesseur de bonne foi. On doutait alors que ce possesseur eût droit aux fruits naturels comme aux fruits industriels qui lui étaient attribués « *pro cultura et cura* ». Mais cette controverse étant éteinte depuis longtemps, la distinction qu'elle avait engendrée aurait dû disparaître. Aujourd'hui il n'y a aucune différence, quant aux conséquences juridiques tirées de la classification des fruits, entre fruits naturels et industriels ; ils s'acquièrent par exemple, tous deux de la même façon, par la perception. Il est au contraire utile de distinguer les fruits civils ou fruits en argent des autres que l'on aurait pu ranger sous la dénomination très large de fruits en nature. Il y a ici, en effet, un grand intérêt

(1) Cf. Planiol. *Précis*, t. 1, n° 1682 texte, et note 1.

à faire la distinction, car les fruits civils, au contraire des autres, s'acquièrent, en général, jour par jour (1).

6. Les fruits naturels ou industriels sont tantôt immeubles et tantôt meubles suivant le moment auquel on les envisage. La terre, on l'a fort bien dit, immobilise tout ce à quoi elle donne la vie, et la loi romaine disait déjà : « *fructus pendentes pars fundi esse videntur.* » Par conséquent, sont immeubles, toutes les récoltes, tous les produits du sol qui sont encore, suivant la formule habituelle de l'article 520 du Code civil, « *pendants par branches et par racines.* »

Mais cette immobilisation n'est pas perpétuelle. La nature elle-même exige que le fruit soit détaché de la terre qui le porte, soit pour être consommé, soit pour être semé. Il devient alors meuble (2).

Seulement on a varié sur la fixation du moment où cette mobilisation se produit. Dans l'ancien droit, plusieurs coutumes se préoccupaient plus spécialement de la maturité des fruits. La raison de leur immobilisation n'existait plus, du moment qu'ils n'étaient plus alimentés par la terre : le moment de la mobilisation variait donc suivant l'espèce envisagée. C'est ainsi que les blés devenaient meubles à la Saint Jean ; les foin à la « mi may », etc., et que, la récolte commencée, on considérerait comme meuble même ce qui n'était pas coupé (3). Au contraire le code civil, reprenant la tradition romaine et voulant supprimer toutes ces distinctions,

(1) Cf. Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *op. cit.* n° 488. et 489.

(2) Sauf bien entendu l'application des règles sur les immeubles par destination.

(3) Pothier. *Des choses*, n°s 240 et 241 ; Planiol. *Précis*, t. 1, n° 861.

sources de nombreux procès, fixe en ces termes le moment de mobilisation. « *Dès que les grains sont coupés et les fruits détachés, quoique non enlevés, ils sont meubles. Si une partie seulement de la récolte est coupée, cette partie seule est meuble.* » (Art. 520 c. civ. al. 2 et 3.) — « *Les coupes ordinaires de bois taillis et de futaies, mises en coupes réglées, ne deviennent meubles qu'au fur et à mesure que les arbres sont abattus.* » (Art. 521, c. civ.) — Il y a lieu alors de leur appliquer toutes les conséquences qui dérivent de leur nature de meubles, et c'est ainsi que lorsqu'un immeuble a été hypothéqué avec les fruits qui étaient fixés au sol, ces fruits, détachés, cesseront de faire partie du gage du créancier.

7. Il ne faut pas cependant, en généralisant la distinction ci-dessus, décider que, dans tous les cas, les fruits sont immeubles, lorsqu'ils sont fixés au sol, et meubles dans le cas contraire. Certains fruits, tout en étant immeubles par leur nature, sont destinés à être prochainement détachés et à devenir des meubles. On les envisage alors « non dans leur état actuel, comme unis à la terre, mais dans leur état prochain, comme distincts et séparés. On peut donc les appeler des « meubles par anticipation », puisqu'au moment où on leur fait application des règles spéciales qui ont été faites pour eux, ils sont encore des immeubles par nature (1). »

Ceci se produit dans deux ordres d'hypothèses. D'abord quand les fruits font l'objet d'une vente, ensuite, quand ils sont l'objet d'une saisie.

(1) Planiol. *Précis*, t. 1, n° 860

1° La vente de fruits, envisagée séparément de celle du sol, est une vente mobilière (1). On ne considère pas alors les fruits dans leur état actuel, mais bien sous la forme qu'ils auront plus tard. L'intérêt pratique de cette assimilation aux meubles existe particulièrement aux points de vue suivants :

A) Le droit de mutation est moins élevé pour une vente mobilière que pour une vente immobilière.

B) La compétence diffère. Dans le cas de vente d'immeuble le tribunal compétent est celui de l'arrondissement dans lequel se trouve l'immeuble ; au contraire, dans le cas de vente mobilière, c'est celui du domicile du défendeur.

C) La compétence des officiers publics chargés de vendre n'est pas la même. Un notaire seul peut vendre des immeubles, tandis qu'une vente mobilière peut être faite, d'après la loi du 5 juin 1851, art. 1, par un huissier, un commissaire priseur, et même un greffier de justice de paix.

D) Il n'y a pas lieu à transcription.

E) La capacité d'aliéner n'est pas la même. En principe, un simple administrateur peut vendre librement les meubles.

2° Les fruits pendants par branches et par racines sont saisis par un procédé particulier appelé la saisie brandon (C. proc. civ., art. 626 à 636). Elle se signale par une grande simplicité de formes et une grande rapidité. Il suffit, pour qu'elle puisse avoir lieu, qu'il s'agisse de fruits déjà nés, non encore coupés, dont le saisi est encore propriétaire et qui ne sont pas enfin

(1) Douai, 7 mai 1818 (S. 20, 2, 53). Cass. sur Douai, 8 mars 1820 (S. 20, 1, 277).

immobilisés par une saisie immobilière déjà transcrite.

D'ailleurs, seuls, les arbres ayant le caractère de fruits, peuvent être saisis brandonnés; il faut qu'il s'agisse de pépinières; de bois taillis ou de futaies mises en coupes réglées; les hautes futaies non aménagées ne peuvent l'être : on ne peut que les saisir immobilièrement avec le fonds, ou saisir-arrêter le produit des coupes déjà faites et non encore enlevées.

8. Quant aux fruits civils, qui consistent dans une somme d'argent et qui, par conséquent, ne sont pas les produits réels de la chose, il n'y a aucune difficulté sur leur nature. Ils sont meubles, c'est incontestable.

PREMIÈRE PARTIE

DU DROIT AUX FRUITS

9. Les cas dans lesquels une personne est appelée à faire les fruits siens, sont très nombreux et on peut les classer de deux manières, suivant le point de vue sous lequel on les envisage. On peut, en premier lieu, se préoccuper de la nature du droit, qui permet d'acquérir les fruits. Dans ce cas, c'est tantôt, un propriétaire qui, en vertu des droits absolus qu'il a sur une chose, acquiert également tout ce qui est produit par elle ; tantôt, au contraire, c'est un autre que le propriétaire qui acquiert les fruits, pour des raisons qui varient suivant les circonstances.

Suivant une autre méthode, on envisage, au contraire, la source du droit aux fruits. C'est alors, tantôt uniquement la loi jointe à une condition, à un fait matériel, qui donne le droit aux fruits, par exemple le possesseur de bonne foi y a droit en vertu de la loi et parce qu'il possède ; tantôt c'est la volonté des personnes, qui, créant des rapports juridiques, en fait décou-

ler le droit aux fruits, comme dans le cas de donation ou legs, d'usufruit, de mariage ou d'un contrat quelconque.

C'est cette méthode, à notre sens plus rationnelle, que nous suivrons.

SECTION PREMIÈRE

DE L'ACQUISITION LÉGALE DES FRUITS

CHAPITRE PREMIER

DU POSSESSEUR DE BONNE FOI

10. En principe, c'est le propriétaire qui acquiert tous les produits de sa chose, et, lorsque celle-ci est possédée par un autre, sans que cette possession ait sa source dans un acte juridique qui lui soit opposable, il a le droit de revendiquer, avec la chose elle-même, tous les fruits qui en sont nés. Tel est le principe, établi en termes très nets par l'article 549 du Code civil. *« Le simple possesseur ne fait les fruits siens que dans le cas où il possède de bonne foi; dans le cas contraire, il est tenu de rendre les produits avec la chose au propriétaire qui la revendique. »* Mais ce même article établit une exception en faveur du possesseur de bonne foi. Il y a là un avantage considérable pour ce possesseur. En effet, tandis que celui-ci garde les fruits qu'il a perçus, le possesseur de mauvaise foi est obligé de restituer tous les fruits produits par la chose et même ceux qu'il a négligés de percevoir. Or, ces restitutions sont des plus dangereuses; en général, on consomme ses revenus au fur et à mesure qu'ils sont produits, si bien qu'au moment de la restitu-

tion il faut rendre des sommes parfois considérables et qui ne font plus partie du patrimoine.

11. Le droit romain admettait également que le possesseur faisait les fruits siens pourvu qu'il soit de bonne foi. Il est cependant à présumer (1) [que, dans le droit de la République, les fruits séparés de la chose devaient appartenir au propriétaire et qu'alors le possesseur de bonne foi ne pouvait les acquérir que par l'usucapion s'il en remplissait toutes les conditions. En effet, dans un même texte d'Ulpien (2), on voit les deux solutions à la fois ; il décide d'une part que les petits des troupeaux peuvent être usucapés par le possesseur de bonne foi, tandis que les poulains lui appartiennent immédiatement. Or, comment expliquer ce texte, à moins d'admettre avec M. Dernburg que la première partie de la phrase est une reproduction de Sabinus qu'Ulpien commente en cette place, tandis que la seconde au contraire indiquerait l'opinion d'Ulpien lui-même ?

Quoiqu'il en soit, dès l'Empire, il n'y a plus de doute possible, on attribue les fruits au possesseur de bonne foi (3) et cette solution, suivie par notre ancien droit, fut admise comme un axiome par le Code civil.

12. La raison de la faveur dont jouit le possesseur de bonne foi était cherchée autrefois, dans ce fait qu'il avait travaillé à la production des fruits et qu'il devait par conséquent jouir du produit de son travail. Mais cette idée conduisait, non seulement à décider que le possesseur de mauvaise foi, lui-même, doit gagner les

(1) Girard. *Précis*, liv. 3, 2, chap. III, sect. 4, § 3.

(2) D. liv. XLVII, titre II, loi 48, 5 et 6.

(3) D. liv. XXII, tit. I, loi 25, 1, Julien. — D. liv. XLI, titre I, loi 48, Paul.

fruits qu'il a contribué à produire, mais encore à en déduire logiquement, comme le firent des jurisconsultes romains (1), que le possesseur de bonne foi ne peut faire siens que des fruits industriels. Aussi, depuis longtemps, s'accorde-t-on à dire que le possesseur de bonne foi acquiert les fruits parce qu'il est censé les avoir consommés, qu'il n'en est pas plus riche, « *lautius vixit, non est locupletior* » et que ce serait le ruiner que de l'obliger à restituer, longtemps après coup peut-être, ce qu'il a dépensé (2). On se trouve en présence, d'un côté, d'un possesseur qui s'est cru légitime propriétaire et qui a été tout naturellement amené à consommer les fruits retirés de biens qu'il croyait à lui, de l'autre, d'un propriétaire qui, laissant sa chose à l'abandon, doit supporter les inconvénients de sa négligence. L'équité devait faire décider en faveur du possesseur de bonne foi, qui pourrait être ruiné par une réclamation survenant après des années de possession paisible.

13. Telles sont les raisons qui permettent d'accorder au possesseur de bonne foi le droit de faire les fruits siens. Mais cette faveur est soumise à certaines conditions dont la coexistence constitue l'état de possesseur de bonne foi et que nous examinerons dans un premier paragraphe. Nous étudierons ensuite dans un second, les moyens par lesquels le possesseur peut prouver qu'il est de bonne foi et enfin dans un troisième nous déterminerons quels fruits sont ainsi acquis et la manière de les acquérir.

(1) D. liv. xxii, tit. I. loi 45, Pomponius. — Inst. liv. ii, tit. I, § 25.

(2) Planiol. *Précis*, t. i, n° 978. Baudry-Lacantinerie et Chauveau. *Des Biens*, n° 316.

PARAGRAPHE PREMIER

Des éléments de la bonne foi

14. L'article 550 du code civil donne du possesseur de bonne foi la définition suivante : « *Le possesseur est de bonne foi quand il possède comme propriétaire en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignore les vices.* » Comme on le voit, la condition essentielle pour qu'un possesseur soit de bonne foi, c'est qu'il se croie propriétaire. C'est cette opinion qui, le conduisant à faire tous les actes qu'accomplit d'habitude le propriétaire, lui permettra entre autres choses, de percevoir les fruits, et de les consommer en vertu du droit qu'il pense avoir sur eux. Seulement, le code civil, au lieu de faire dépendre la bonne foi de circonstances de fait, variant dans chaque hypothèse, a déterminé les cas dans lesquels il considère cette croyance comme assez ferme pour permettre au possesseur qu'elle égare de faire les fruits siens. Il faut que celui-ci ne se contente pas de l'apparence douteuse d'un droit de propriété, il faut, d'abord, qu'il se croie propriétaire, en vertu d'un titre translatif, et en second lieu qu'il ignore les vices qui rendent cet acte inutile.

15. On trouve déjà dans le droit romain, les mêmes conditions qui sont maintenant nécessaires au possesseur pour être de bonne foi. Il lui faut d'abord se croire propriétaire en vertu d'une *justa causa* (1), c'est-à-dire d'un acte juridique antérieur à la prise de possession à laquelle il sert de fondement et qui représente à peu

(1) D. liv. 41, tit. 2, loi 3, 1.

près le juste titre actuel. Il faut, ensuite, qu'il soit de bonne foi au moment de la perception des fruits, c'est à-dire qu'il ignore tous les vices de son titre.

L'ancien droit français suivait la théorie romaine et nous n'en aurions pas parlé, si des auteurs n'avaient donné de la bonne foi d'excellentes définitions, qui ont inspiré l'article 550 de notre code civil et qui sont encore fréquemment citées aujourd'hui. C'est, en effet, Pothier et Voet qui ont précisé les conditions dans lesquelles il y a bonne foi. Pothier en disant : « *Bona fides, nihil aliud est, quam justa opinio quæsitæ domini* » (1) et Voet : « *Bona fides est illaesa conscientia putantis rem suam esse* » (2). Le code civil a, en quelque sorte, précisé les termes de « *justa opinio* » et « *illaesa conscientia* » en exigeant pour cette croyance ferme un titre translatif de propriété.

A) *Du juste titre*

16. On appelle juste titre translatif de propriété l'acte par lequel le droit de propriété passerait de la tête du cédant sur celle du possesseur, si cet acte n'était pas vicié. Mais il importe, à ce sujet, d'éviter une confusion qui peut se produire sur le mot « titre ».

D'habitude, en effet, comme par exemple dans l'article 46 du code civil on désigne par là l'acte authentique ou sous-seing privé qui sert à établir la preuve d'un droit quelconque. Ici, au contraire, ce mot précise l'acte juridique lui-même, le *negotium juridicum*, qui donne

(1) Pothier, *Pandectes*, t. II, p. 149, n° 77.

(2) Voet, *Com. sur le titre de usucap*, n° 6. Cpr. Domat. *Loix civiles*, t. II, liv. 3, sect. 3, § 5.

naissance au droit et qui existe indépendamment de toute preuve et de tout écrit (1). Cette distinction présente un grand intérêt, puisque les conditions de validité d'un acte ne ressemblent en aucune façon aux conditions de forme d'un écrit.

Ce serait d'ailleurs faire subordonner l'acquisition des fruits par le possesseur de bonne foi, à la rédaction d'un écrit constatant l'acte juridique, ce qui n'a jamais été exigé, dans un droit aussi peu formaliste que le droit français.

Les titres translatifs de propriété ainsi compris sont très nombreux. On peut citer entre autres, une vente, un échange, une constitution de dot, un legs, une donation. Nous envisagerons uniquement ici, les cas particulièrement intéressants ou qui ont été l'objet d'une décision de la jurisprudence.

17. Jugements. — Il y a en premier lieu juste titre, lorsqu'une personne a été maintenue en possession par un jugement rendu au possessoire (2). La cour de cassation a décidé dans ce cas que le jugement possessoire est définitif sur le fait et les caractères de la possession et qu'il établit une présomption de propriété. Sans doute un possesseur qui se croit propriétaire et qui triomphe dans un jugement au possessoire voit sa croyance affermie par le fait de cette décision ; cependant, il nous semble, que dans cette hypothèse la cour de cassation n'a pas suivi de très près l'article 550 du code civil. Le jugement possessoire ne peut en défini-

(1) Planiol, *Précis*, t. 1, n° 971. — Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Des biens*, n° 294.

(2) Cass. 5 juin 1826 (D. 26, 1, 409 ; S. 27, 1, 115). Cpr. Garnier, *Act. poss.*, p. 400.

tive assurer le possesseur que d'une chose, c'est qu'il est possesseur à juste titre et non nécessairement qu'il est propriétaire, puisqu'en fait le jugement pétitoire subséquent peut attribuer la propriété à l'adversaire du possesseur primitif.

On a décidé, à plus forte raison, que des communes jouissant de propriétés en vertu de jugements ou de sentences ayant le caractère du dernier ressort ne devaient pas restituer les fruits, du moins jusqu'au jour de la demande (1).

18. Ordonnance illégale. — De même le Conseil d'Etat a jugé (2) que celui qui possède en vertu d'une ordonnance illégale, n'est tenu de restituer les fruits que du jour où le propriétaire revendique.

Cet arrêt visait l'ordonnance du 25 mai 1816, illégale en ce qu'elle violait une loi du 12 janvier 1816. Des possesseurs d'actions de canaux faisant partie de majorats et qu'ils avaient acquises de l'Etat en vertu de la dite ordonnance se virent maintenus dans le droit aux fruits jusqu'à la revendication formée par le propriétaire légitime de ces actions.

19. Expédition régulière de minute nulle. — On a encore jugé (3) que, dans le cas où la minute d'un acte notarié était nulle pour défaut de forme par suite de l'absence de signature du vendeur et des témoins, l'expédition valable de cet acte pouvait servir à l'acheteur de juste titre pour l'acquisition des fruits.

20. Acquisition à titre onéreux entre vifs. — Une personne achète un immeuble qui se trouve grevé d'hy-

(1) Cass., 13 février 1826 (D. 26, 1, 225, S. 26, 1, 387).

(2) Conseil d'Etat, 24 août 1832 (S. chr.).

(3) Angers, 9 mai, 1825, (S. chr.).

pothèques : elle procède aux formalités de la purge, une surenchère se produit et le surenchérisseur ou un tiers devient adjudicataire du bien. On se demande, non pas si le premier propriétaire a un titre translatif de propriété, ce qui ne fait pas de doute, mais bien si ce titre est suffisant pour lui permettre de faire les fruits siens entre l'intervalle de la vente à l'adjudication. La question est assez délicate, car il s'agit en définitive de savoir si la surenchère est rétroactive ou non. Si, avec la majorité de la doctrine, on admet qu'elle n'a pas cet effet, on ne peut faire reproche au propriétaire intermédiaire de s'être approprié les fruits, puisqu'il croyait que, même au cas de surenchère, il y aurait droit. Mais si au contraire on décide avec la jurisprudence qu'il y a rétroactivité, le propriétaire devait voir sa croyance ébranlée par ce fait qu'il pouvait y avoir anéantissement de son droit et dans ce cas il ne doit pas gagner les fruits. Cependant par une inconséquence, qui s'explique par des raisons d'équité, la jurisprudence n'hésite pas à attribuer dans ce cas les fruits au propriétaire surenchéri (1).

Dans une espèce voisine (2), mais bien moins douteuse, nous voyons qu'un acquéreur, ayant délaissé l'immeuble hypothéqué et s'en étant plus tard rendu adjudicataire, ne doit pas aux créanciers hypothécaires les fruits ou intérêts perçus entre la vente primitive et la sommation de payer ou de délaisser. Son droit de propriété pendant cette période découle, en effet, d'un

(1) Cass., 19 avril 1865 (D. 65, 1, 209, S. 65, 1, 280). Sur la question de rétroactivité de la surenchère, V. Planiol, Précis, t. 11, n. 3367.

(2) Agen, 29 juin 1849 (D. 49, 2, 245);

juste titre translatif de propriété que la nouvelle adjudication ne fait que confirmer.

21. On s'est demandé aussi, si le titre nul, pour défaut de forme, pouvait constituer un juste titre. La raison de douter vient de ce que, d'après l'article 2267 du Code civil, un pareil titre ne pourrait servir de base à l'usucapion de dix à vingt ans. Il est vrai que cet article ne s'occupe pas du possesseur de bonne foi et il n'y aurait pas lieu de s'en préoccuper si un assez grand nombre d'auteurs n'avaient fait, depuis fort longtemps, un rapprochement injustifié, entre la possession en vue du droit aux fruits et la possession *ad usucapionem*. Cependant la majorité de la doctrine et la jurisprudence sont en sens contraire (1). L'acquisition des fruits par le possesseur n'est réglée, dit-on avec raison, que par l'article 550, il s'agit donc uniquement de savoir si le titre est tel que le possesseur puisse avoir juste sujet de se croire propriétaire. D'ailleurs si dans le cas de l'article 2267 on exige un titre valable quant à la forme, c'est qu'en cette matière, le titre constitue une condition distincte de la bonne foi. Il est naturel qu'on se montre plus difficile sur la valeur du titre considéré séparément tandis qu'ici on ne voit pas pour quelle raison un titre nul pour vice de forme serait considéré plus sévèrement qu'un titre nul au fond. Le code ne faisant pas de distinction ce n'est pas à l'interprète à en établir.

22. En général, le vice le plus fréquent est le défaut de propriété en la personne de l'auteur du titre dont le

(1) Aubry et Rau, t. 11, § 206, p. 271. — Troplong, *De la prescript.*, II, n° 917. — Cass., 11 décembre 1864 (D. 65, 1, 116) : Rouen, 24 mai 1865 (D. 65, 2, 146).

possesseur actuel est l'ayant-cause. C'est alors le véritable propriétaire qui revendique, réclamant la chose et les fruits, l'aliénateur n'ayant pu transférer des droits qu'il n'avait pas lui-même. Cependant il y a des cas assez nombreux où le propriétaire revendique la chose qu'il a lui-même transmise, parce que cette aliénation a été viciée pour une cause quelconque. Il s'agit alors de savoir si le titre de l'acquéreur est suffisant pour lui permettre de gagner les fruits.

Il en est ainsi, par exemple, lorsqu'une personne ayant acquis un bien voit son titre disparaître par suite d'une annulation prononcée pour une cause quelconque. L'annulation qui se produit alors enlève à l'acquéreur, non seulement la propriété de la chose mais encore la jouissance. Il n'est plus qu'un possesseur, l'aliénation lui sert de juste titre et il fera les fruits siens pourvu qu'il ait ignoré les vices de son titre (1).

Un autre exemple se présente dans le cas où l'aliénation est rescindée pour cause de lésion de plus des sept douzièmes en vertu de l'art. 1674 du Code civil. On a jugé dans ce cas, que l'acheteur dont le titre est rescindé avait droit de garder les fruits perçus depuis la vente jusqu'à la demande en rescision (2).

Enfin on peut encore citer le cas où un héritier, sachant une succession mauvaise, la cède à un acquéreur en prenant soin de spécifier qu'il ne sera tenu à aucune garantie. Il peut arriver alors que l'acquéreur,

(1) Aubry et Rau, t. II, § 206, p. 269, note 2. — Planiol. *Précis*, t. II, n. 1336.

(2) Cass., 15 décembre 1830 (D. 31, 1, 24. S. 31, 1, 33). *Sic*, Aubry et Rau, t. II, § 206, p. 269.

ayant les moyens de prouver la mauvaise foi de son vendeur, fasse rescinder la cession.

Dans cette hypothèse, on a décidé (1), avec raison, que l'acquéreur, pourvu qu'il ait été de bonne foi, garde les fruits, la cession rescindée constituant un juste titre.

23. Il peut arriver que le possesseur ait acquis, sans le savoir, un bien d'une personne incapable d'aliéner, comme par exemple d'un mineur, d'un interdit ou d'une femme mariée. Il n'est guère douteux dans ce cas qu'il y ait juste titre, l'acquéreur pouvant être trompé sans qu'il y ait faute de sa part. On a bien, il est vrai, cité à ce sujet un passage du Digeste ainsi conçu : « *Qui cum alio contrahit, vel est, vel debet esse non ignarus conditionis ejus* » (2) ; mais on n'a jamais songé à l'appliquer sérieusement qu'à l'acquisition de la chose elle-même et non à celle des fruits (3). Il est, en effet, un principe qui domine toute cette matière, et qui a certainement guidé les auteurs et la jurisprudence, c'est qu'il ne faut pas se préoccuper de savoir si le titre est juste en lui-même, suivant les règles juridiques ordinaires, mais si sa valeur est suffisante pour permettre à un homme d'intelligence moyenne de se croire fermement propriétaire.

Mais la question se complique, lorsque l'incapable n'était pas propriétaire de la chose qu'il a vendue. Le possesseur, dans ce cas, ne cesse pas pour cela de faire les fruits siens, pourvu qu'il n'ait pas connu les vices de son titre. L'aliénation faite par un incapable

(1) Cass., 7 août 1849. (D. 51, 5, 287).

(2) D. liv. 50, tit. 17, l. 19, ff.

(3) Zachariæ. t. 1, p. 421, — Demolombe, t. ix, n° 605.

peut, comme nous venons de le voir, constituer un juste titre et il en est de même de celle qui est faite par un non-propriétaire. La seule différence est que le possesseur devra dans ce cas ignorer à la fois l'incapacité et le défaut de propriété de son auteur (1).

Un cas assez curieux se produit, lorsque le possesseur n'est de bonne foi que pour la deuxième condition et qu'au bout d'un certain temps l'incapable couvre par sa ratification le vice dont l'acte d'aliénation était atteint. Comme on le verra plus tard, l'acquéreur d'un incapable n'est pas de bonne foi lorsqu'il connaît l'incapacité, par conséquent il n'a pas pu gagner les fruits jusqu'au moment de la ratification. Mais celle-ci une fois faite, le seul vice qu'il connaissait est couvert, il est acquéreur à juste titre et si le véritable propriétaire revendique il n'aura pas à lui restituer les fruits.

24. On décide encore de même, lorsque le vice consiste non dans l'incapacité de l'aliénateur mais dans l'inaliénabilité de la chose. C'est ainsi que la cour de Paris a jugé que l'acquisition d'un bien dotal pouvait constituer un juste titre permettant à l'acquéreur de gagner les fruits (2).

25. Nous n'avons envisagé jusqu'ici que des justes titres translatifs de propriété ; mais on étend encore l'article 550 Code civil aux titres constitutifs d'usufruit ou d'usage. On peut dire en quelque sorte que, s'ils ne sont pas translatifs de propriété quant à la chose elle-même, ils le sont quant aux fruits ; l'usufruitier dont le titre

(1) Taulier, t. II, p. 264.

(2) Pau, 27 juin 1867 (D. 68, 2, 237). — Aubry et Rau, t. II, § 206, p. 270. — Laurent, t. VI, n° 215.

est vicié croyant avoir légitimement droit aux fruits, on ne peut lui reprocher de se les être appropriés. La jurisprudence est d'ailleurs très ferme dans ce sens. Elle décide d'une façon très nette, qu'un arrêt du conseil portant cantonnement entre le propriétaire d'une forêt et des usagers constitue « un véritable titre translatif de propriété » suffisant pour que celui qui possède en vertu de ce seul titre fasse les fruits siens (1).

26. Donations. — De même que le possesseur de bonne foi, dont le droit dérive d'une acquisition entre vifs à titre onéreux, peut faire les fruits siens s'il ignore les vices de son titre, de même le donataire y a droit pour des raisons identiques. Il a les mêmes motifs plausibles de se croire propriétaire.

C'est ainsi que le donataire dont le titre se trouve résolu par suite de l'action Paulienne intentée par des créanciers aura cependant l'avantage de faire les fruits siens jusqu'au jour où l'action aura été intentée (2).

Qu'une vente à réméré étant annulée comme constituant un contrat pignoratif, le donataire de l'acquéreur est considéré comme ayant un juste titre et ne doit pas restituer les fruits (3).

Que les donataires qui en vertu d'un contrat de mariage ont joui des arrérages d'une rente viagère, ne doivent pas les restituer, lorsque le donateur demande la nullité de la donation, sous prétexte que sa

(1) Orléans, 11 janvier 1849 (D. 49, 2, 172). *Sic*, Aubry et Rau, t. II, § 206, p. 268.

(2) Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *op. cit.*, n. 302. — Aubry et Rau, t. II, § 206.

(3) Chambéry, 3 janvier 1873 et Cass., 22 décembre 1873 (D. 74, 1, 241).

signature n'était pas formellement mentionnée dans l'acte (1).

Que lorsqu'une donation est annulée pour défaut d'acceptation, les donataires gagnent cependant les fruits jusqu'au jour de la demande en annulation, pourvu, bien entendu, qu'ils aient possédé et joui de bonne foi (2).

Enfin celui qui a reçu, par une institution contractuelle, des biens qui avaient déjà fait l'objet d'une autre institution au profit d'un tiers ne doit pas restituer les fruits du jour du décès de l'instituant mais du jour de la demande judiciaire (3).

27. Titre héréditaire. — Le titre héréditaire est également un juste titre au sens de l'article 550 du Code civil; il y a là un titre translatif de propriété comme ceux qui ont été examinés plus haut, avec cette seule différence que c'est la loi elle-même qui rend l'héritier propriétaire (4).

Il arrive assez souvent qu'une personne recueille de bonne foi une succession à laquelle elle se croyait appelée; elle est alors ce qu'on nomme un héritier apparent. Plus tard il peut arriver que le véritable héritier intentant la pétition d'hérédité, il y ait lieu à la restitution de toute l'hérédité. La jurisprudence s'est, en principe, montrée très favorable à l'héritier apparent et elle valide avec beaucoup de facilité les actes d'ad-

(1) Douai, 7 mai 1819. (D. Rép. v° *Propriété*, n° 329).

(2) Bruxelles, 26 décembre 1816 (S. chr.).[‡]

(3) Bordeaux, 14 pluviôse an 12 (S. chr.).

(4) Cass., 7 août 1849. (D. 51, 5, 287). — Douai, 15 mai 1847 (S. 47, 2, 565. P. 48, 1, 218). — Colmar, 18 janvier 1850. (D. 51, 2, 161).

ministration qu'il a pu faire. Aussi ne faut-il pas s'étonner si elle l'autorise à faire les fruits siens (1).

Le droit romain décidait au contraire que le possesseur d'une hérédité devait restituer tous les fruits au véritable héritier en vertu de la formule célèbre *Fructus augent hereditatem* (2). » L'explication de cette formule se trouve dans ce fait que les Romains considéraient le défunt comme encore vivant, fiction rendue par la maxime bien connue *hereditas jacens personam defuncti sustinet*. Or lorsque l'héritier véritable réclamait par la pétition d'hérédité le patrimoine du défunt, il était censé le recevoir directement de celui-ci et par conséquent, le possesseur intérimaire étant considéré en quelque sorte comme un usurpateur, ne pouvait faire les fruits siens,

Notre ancien droit maintint la règle romaine, il était de jurisprudence constante que le possesseur d'une hérédité, fût-il de bonne foi, ne faisait pas siens les fruits produits par cette hérédité (3).

Le droit moderne décidant au contraire que l'héritier est saisi à son insu des droits et des biens de la succession, il semble que la règle romaine ait cessé d'exister et que les arrêts précités aient été bien rendus.

Aussi est-on étonné de trouver un arrêt de la cour de Bordeaux (4) qui déclare que le cohéritier, même de bonne foi qui s'est mis en possession de la part de son

(1) Cass., 22 janvier 1852 (D. 52, 1, 56). — Cass., 11 juillet 1866 (D. 66, 1, 325). Paris, 5 juillet 1834 (P. 37, 2, 56). — Paris, 29 avril 1844 (P. 44, 1, 752).

(2) D., liv. 5, t. III, loi 20, 3, et 41, 2.

(3) Rousseaud de Lacombe, v° *Fruits*, n. 4. — Pothier, *Du domaine de propriété*, n. 400 et 430.

(4) Bordeaux, 20 mars 1834 (S. 34, 2, 375. — D. 34, 3, 194).

cohéritier, doit restituer les fruits depuis le jour de l'ouverture de la succession. La Cour de cassation elle-même décide, d'une manière plus générale encore, que les art. 559 et 550 c. civ. ne s'appliquent pas à un cohéritier qui s'est mis en possession de toute la succession (1).

Nous croyons fermement que ces arrêts ne sont pas rendus suivant l'esprit du code civil. Comme nous venons de le faire remarquer, la règle *fructus augent hereditatem* qui s'explique facilement en droit romain, ne se comprend plus maintenant en présence de la théorie de la saisine. Puis le code civil lui-même, dans une hypothèse voisine, celle de l'art. 138, considérant la part de l'absent dans une succession ouverte depuis sa disparition, déclare que ceux qui l'auront recueillie à sa place ne seront pas tenus de lui en restituer les fruits jusqu'au jour où étant revenu il la réclamera. Voilà un cas bien net où la règle romaine ne s'applique plus. De même encore le donataire (art. 928 c. civ.) dont la donation est réduite au décès du donateur comme excédant la quotité disponible, n'est pas tenu de restituer les fruits de cette portion qui est cependant une part d'hérédité, s'il n'est pas attaqué en réduction dans l'année. Enfin il faut ajouter que l'art. 549 c. civ. ne fait aucune distinction entre le possesseur d'une chose singulière et celui d'une universalité.

Il faut d'ailleurs remarquer que la Cour de cassation est indécise et que la doctrine et la jurisprudence des Cours d'appel sont dans notre sens (2).

(1) Cass., 18 décembre 1839. (D. 40, 1, 65, S. 40, 1, 86, P. 392, 620).

(2) Proudhon, *Dom. de propriété*, t. II, n. 548. — Delvincourt,

28. En vertu de ces principes, l'Etat possédant une succession en déshérence ne doit pas restituer les fruits perçus jusqu'à la demande des héritiers. On a même admis dans ce cas que si l'Etat a demandé l'envoi en possession, un certain temps après le décès, il aura droit non seulement aux fruits perçus depuis la mise en possession, mais encore à ceux perçus auparavant (1).

De même, l'héritier apparent qui a vendu un bien héréditaire et en a touché le prix, gagne les intérêts jusqu'au jour où la pétition d'hérédité est intentée.

29. On s'est demandé si le partage pouvait lui aussi constituer un juste titre. Le doute vient de ce que le partage n'étant pas attributif de propriété, mais déclaratif (art. 883 C. civ.), il ne peut être, aux termes de l'article 550, un titre translatif de propriété. La question nous semble mal posée ou plutôt inutile. Sans doute le partage n'est que déclaratif de propriété, mais il faut remarquer qu'il n'existe jamais seul; il y a toujours avant lui un acte translatif de propriété et le partage ne sert, en somme, qu'à préciser cette propriété, ou plutôt à déterminer exactement sur quelle chose le droit des copartageants va désormais porter. Supposons des cohéritiers; ils sont copropriétaires de biens dont la propriété leur a été transmise, en vertu de la loi, à la suite du décès d'un parent; de même lorsqu'une société est dissoute et qu'il y a partage, si l'on admet que la société est une véritable personne ayant des biens à elle, c'est l'acte de dissolution qui rend les

t. II, notes p. 7. — Duranton, t. I, n. 582 et s. — Demolombe, t. II, n. 120, 127 et s. — Aubry et Rau, t. II, § 206, p. 268, note 1.

(1) Paris, 1 juin 1837 (P. 37, 2, 28). — 13 avril 1848. (D. 48, 2, 114, S. 48, 2, 213).

associés propriétaires, non le partage, et, s'il y a simplement propriété collective, c'est l'acquisition des biens par les associés qui les a déjà rendus propriétaires.

Aussi a-t-on jugé avec raison (1) que le cohéritier qui a joui, en vertu d'un partage provisionnel, d'une portion de biens plus considérable que celle qui lui est attribuée lors du partage définitif, a droit aux fruits produits par l'excédent.

On décide de même que le cohéritier qui a possédé en vertu d'un partage rescindé pour cause de lésion fait siens les fruits depuis le partage jusqu'à la demande en rescision (2).

30. Legs. — De même que nous avons vu que le donataire dont le titre est vicié fait cependant les fruits siens, de même il faut décider que le légataire, qui possède en vertu d'un testament nul pour une cause quelconque, gagnera également les fruits jusqu'à la demande formée par les héritiers ou les autres légataires. Il y a là un titre translatif, et le légataire a justes motifs de se croire propriétaire.

En voici deux exemples fournis par la jurisprudence :

Un arrêt de la cour de Rennes a jugé que le légataire universel qui possède en vertu d'un testament nul, comme entaché de substitution prohibée, fait cependant les fruits siens (3).

En second lieu, il a été jugé pour les mêmes raisons qu'une personne qui possède en vertu d'un testament

(1) Nîmes, 2 août 1817 (S. 20, 2. 127).

(2) Orléans, 19 janvier 1839 (P. 3), 1. 233). — Caen, 5 décembre 1849 (D. 54, 2, 197).

(3) Rennes, 19 mai 1849 (S. 50, 2, 609).

nul pour vice de forme, gagne également les fruits (1).

31. *Juste titre putatif.* — Il peut arriver que le titre en vertu duquel la chose est possédée n'existe que dans l'imagination du possesseur sans avoir en lui-même aucune réalité. On se demande alors, si cette croyance suffit à légitimer l'acquisition des fruits par le possesseur. Suivant un auteur (2), l'absence de titre étant une chose beaucoup plus grave que les vices d'un titre existant, il n'y aurait plus lieu d'appliquer l'article 550 du code civil qui d'ailleurs semble bien exiger un titre. Cependant la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour décider que le juste titre putatif suffit (3). Il faut, en effet, remarquer que le titre vicié n'est, à proprement parler, pas plus translatif de propriété qu'un autre. D'ailleurs la loi, dans l'article 550 du code civil, n'exige, à la différence de l'article 2265, uniquement que la ferme croyance à un droit de propriété ; puis elle explique qu'elle entend par ferme croyance celle qui s'appuie sur un titre translatif de propriété ; mais peut-on dire que la croyance est moins ferme lorsque le possesseur se croit légitimement propriétaire en vertu d'un titre qui n'existe pas ?

Ainsi l'adjudicataire d'une partie d'un domaine à la suite d'une expropriation forcée, qui s'empare de plusieurs autres parcelles de ce domaine, sans que celles-ci soient mentionnées dans le procès-verbal de saisie peut, s'il est de bonne foi, faire siens les fruits

(1) Toulouse, 6 juillet 1821 (S. 22, 2, 207).

(2) Laurent, t. vi, n. 208.

(3) Demolombe, t. ix, n. 602. — Aubry et Rau, t. ii, § 206, p. 272. — Huc, t. iv, n. 120. — Planiol, t. i, p. 975. — Colmar, 18 janvier 1850 (D. 51, 2, 161, S. 51, 2, 533, P. 51, 1, 132).

des dites parcelles bien qu'il n'existe pour elles aucun titre translatif de propriété (1).

De même l'adjudicataire de domaines nationaux, qui se met en possession d'autres domaines que ceux qui ont été compris dans les procès-verbaux d'estimation des experts et de l'adjudication, gagnera les fruits jusqu'à la demande en revendication faite par l'émigré (2).

32. Tels sont d'une manière générale les différents cas où il y a juste titre ; il importe maintenant d'envisager certaines hypothèses où au contraire il n'y a pas juste titre translatif de propriété et partant pas de bonne foi possible.

Nous mettons d'abord de côté les cas où le titre ne constitue qu'un dépôt, un louage ou un gage. Le possesseur ici ne possède qu'à titre précaire et ne peut jamais se croire propriétaire tant qu'il n'y a pas intervention de titre (3).

On s'est demandé maintenant, si un arrêt de Cour d'appel attribuant un capital à une personne constituait un juste titre pour lui permettre de garder les intérêts dans le cas où l'arrêt venant à être cassé, le capital lui serait enlevé. La Cour de cassation (4) a décidé dans ce cas, que bien que l'arrêt de Cour d'appel soit réputé avoir l'autorité de la chose jugée, son existence est tellement subordonnée à l'événement d'une cassation que la confiance du bénéficiaire n'est plus absolue. Nous croyons qu'il faut approuver cet arrêt, car lors-

(1) Cass., 8 février 1837 (D. 37, 1, 330, S. 37, 1, 729).

(2) Cass., 20 décembre 1836 (P. 37, 1, 523).

(3) Toulouse, 27 mai 1878 (D. 79, 2, 141). — *Sic*, Planiol, t. 1, n. 971.

(4) Cass., 11 novembre 1828 (S. 28, 1, 409).

qu'un droit est litigieux, il y a toujours quelque doute dans l'esprit des plaideurs jusqu'à ce que la question soit définitivement tranchée ; nous ferons seulement remarquer qu'il eût peut-être été logique de décider de même pour le cas examiné au n° 17, lorsque le bénéficiaire d'un jugement possessoire voit son droit résolu au pétitoire.

32 bis. — Voici, d'après la jurisprudence, brièvement résumés quelques cas où il n'y a pas titre translatif, aux termes de l'article 550 du code civil :

Lorsque des arrérages de rente ont été payés par erreur après l'extinction de la rente (1) ;

Lorsque la femme a continué, à la dissolution de la communauté, l'exploitation d'un établissement industriel commun (2) ;

Lorsqu'un vendeur n'a pas payé son prix (3) ;

Lorsqu'un héritier s'empare d'une succession après la renonciation nulle émanée d'un cohéritier qui avait accepté sous bénéfice d'inventaire (4) ;

Enfin lorsqu'un légataire voit son legs annulé comme atteint de substitution prohibée (5).

B) *Ignorances des vices du titre.*

33. — L'art. 550 du code civil n'exige pas seulement que le possesseur tienne son droit d'un titre translatif

(1) Cass., 4 août 1859 (S. 60, 1, 33, P. 61, 373).

(2) Bordeaux, 21 novembre 1845 (D. 46, 4, 72).

(3) Rouen, 28 décembre 1857 (D. 58, 2, 111). — Laurent, t. vi, n. 243.

(4) Cass., 25 mars 1840 (D. 40, 1, 164. S. 40, 1, 456).

(5) Cass., 30 novembre 1853 (S. 54, 1, 27). — *Contra*, Rennes, 19 mai 1849 (S. 50, 2, 609).

de propriété pour qu'il soit de bonne foi, mais encore qu'il ignore tous les vices dont peut être atteint son titre. Comment, en effet, peut-il se croire fermement propriétaire, avoir la « *justa opinio quaesiti dominii* » qui est essentielle à la bonne foi, s'il connaît le vice par lequel l'acte qui devait le rendre propriétaire, ne lui a transféré aucun droit. La plupart du temps le vice consiste en ce que le possesseur a acquis, d'une personne qu'il croyait propriétaire et qui ne l'était pas : mais il peut y en avoir bien d'autres qu'il est également tenu d'ignorer. Le principe sur cette matière est que le vice ne doit pas être trop grossier parce qu'il est alors difficile d'admettre que le possesseur ait pu l'ignorer (1). Cependant la doctrine et la jurisprudence se montrent assez faciles (2). Ce n'est d'ailleurs qu'une question d'appréciation variant suivant les circonstances. Nous allons examiner, rapidement d'ailleurs, les différents cas où l'erreur du possesseur est pardonnable, et pour cela envisager les deux sortes d'erreur, celle de fait et celle de droit.

34. Erreur de fait. — L'erreur de fait consiste dans la croyance fausse à un fait qui ne s'est pas produit. Elle peut, inversement, consister à ne pas croire à l'existence d'un fait qui pourtant s'est produit. L'exemple classique en cette matière est celui que nous avons donné plus haut : le possesseur se croit propriétaire parce qu'il pense que son auteur l'était lui-même, alors qu'en réalité, il a acquis « *a non domino* ». En matière de fruits, l'erreur de fait ne présente pas de bien

(1) Duranton, t. iv, n. 353. — Troplong, *Presc.*, t. II, n. 917. Cass., 19 décembre 1864 (S. 65, 1, 18. P. 65, 27).

(2) Particulièrement. Paris, 10 janvier 1863 (S. 63, 2, 17).

grandes difficultés, sauf peut-être pour la question de preuve, ce que nous examinerons plus loin. Toute erreur de fait suffira pour permettre au possesseur de faire les fruits siens, si elle lui a permis de se croire propriétaire, et qu'elle soit accompagnée du juste titre translatif.

En voici quelques exemples :

Une personne a joui des biens qui composent une succession en vertu d'un testament dont la signature était fausse mais qu'elle croyait avoir été tracée par le défunt lui-même.

L'héritier d'un acquéreur d'immeuble possède cet immeuble et en perçoit les fruits en se croyant propriétaire, alors que l'aliénation est entachée d'erreur, de dol ou de violence et va être annulée sur la demande du vendeur (1).

Enfin une personne a acquis d'une femme mariée un bien inaliénable qu'elle croyait aliénable (2).

35. Erreur de droit. — On s'est demandé si l'erreur de droit, au contraire de l'erreur de fait, pouvait laisser entière la bonne foi du possesseur. Une maxime ancienne et absolue : « nul n'est censé ignorer la loi », semble s'y opposer, car si l'on admet qu'une personne peut se prévaloir d'un acte vicié sous prétexte qu'elle le croyait légalement fait, on permet alors à tout le monde de violer la loi à volonté en excipant de son ignorance. Cependant ces idées n'ont pas prévalu (3). De même qu'il a semblé contraire à l'équité, que des époux ma-

(1) Demolombe, t. ix, n. 605.

(2) Demolombe, t. ix, n. 607.

(3) Demolombe, t. iv, n. 609. — Laurent, t. vi, n. 218 et s. — Planiol, t. I, n. 973. — Baudry-Lacantinerie et Chauveau, n. 310.

riés sans savoir qu'il y avait un empêchement légal à leur mariage, voient leurs enfants naître illégitimes parce qu'ils n'ont pas connu la loi (1), de même il semble injuste d'obliger un possesseur à restituer des fruits, parce que l'acte par lequel il se croyait propriétaire ne suivait pas toutes les règles juridiques. Le possesseur est-il moins honnête s'il a acquis un bien dotal croyant qu'on pouvait l'acheter, que s'il a acquis un bien inaliénable croyant qu'il ne l'était pas ? D'ailleurs la règle « nul n'est censé ignorer la loi » n'est vraie qu'en matière pénale et cela pour des raisons pratiques. On a fait remarquer, avec justesse, qu'elle n'est inscrite nulle part, qu'aucun texte ne l'a érigée en règle absolue et n'en a défini et précisé les effets. Enfin l'art. 550 c. civ. ne distingue pas et ne se préoccupe que de savoir si le possesseur avait justes raisons de se croire propriétaire : il ne faut pas se montrer plus sévère que la loi et distinguer là où elle n'a pas fait de distinction. La jurisprudence est dans ce sens (2).

36. La théorie que nous venons d'exposer ne distingue en aucune façon entre l'erreur de droit portant sur une loi d'ordre public et celle qui porte sur une loi d'ordre privé. Les raisons de décider en faveur du possesseur sont en effet les mêmes dans les deux cas. Cependant un autre système veut distinguer entre ces

(1) Planiol, t. III, n. 435.

(2) Cass., 9 janvier 1827 (D. 27, 1, 103, S. 27, 1, 370). — Cass., 12 mai 1840. (D. 40, 1, 225, S. 40, 1, 668 P. 40, 2, 153). — Lyon, 29 novembre 1828. (D. 29, 2, 35, S. 29, 2, 230). — Bordeaux, 24 avril 1834 (D. 36, 2, 21, S. 31, 2, 461). — Colmar, 18 janvier 1850 (D. 51, 2, 161, S. 51, 2, 533, P. 51, 1, 132). — Toulouse, 27 mai 1878 (D. 79, 2, 140, P. 80, 84). — *Contra*, Cass., 24 avril 1833 (D. 33, 1, 191, S. 33, 1, 695).

deux sortes de lois. Les lois d'ordre public, qui sont plus utiles à la société que les autres, sont d'habitude prohibitives et personne ne peut aller contre leurs dispositions. Si donc un possesseur se croit propriétaire par suite d'un acte qui est nul en vertu d'une loi d'ordre public, on semble bien suivre l'esprit de la loi elle-même en ne lui accordant aucun effet. D'ailleurs il faudrait ici, ce nous semble, appliquer la règle « nul n'est censé ignorer la loi » que nous avons repoussée tout à l'heure pour les lois d'ordre privé. Pourquoi, en effet, cette règle est-elle admise lorsqu'il s'agit de droit pénal, c'est parce que toutes les dispositions de ce droit sont essentielles à l'existence de la société et que l'on préfère l'intérêt commun à celui du particulier prétendant qu'il ne connaissait pas la loi. Or les dispositions d'ordre public se rapprochent beaucoup sous ce rapport de celles du droit pénal qui d'ailleurs sont toutes elles-mêmes d'ordre public. Dans tous ces cas c'est la société qui est intéressée et l'on ne peut permettre aux particuliers d'y porter atteinte dans aucun cas.

Ce système qui a été établi par Aubry et Rau (1) a été suivi par quelques arrêts de jurisprudence (2), mais malgré toutes les raisons qui militent en sa faveur nous ne croyons pas cependant qu'il faille l'adopter. D'abord il conduit à distinguer les lois d'ordre public et celles d'ordre privé, ce qui dans quelques cas, rares il est vrai, n'est pas toujours facile. Puis, et c'est là surtout l'argument essentiel, l'article 550 du Code civil atta-

(1) Aubry et Rau, t. II, § 205, p. 271, tex. c et note 14.

(2) Cass., 19 décembre 1864. (D. 65, 1, 116). — Lyon, 12 juillet 1873 et R. q. 5 mai 1874 (D. 83, 1, 145). — Cass., 11 janvier 1887 D. 88, 5, 269. — Rouen, 24 mai 1855 (D. 65, 2, 113).

che uniquement le droit aux fruits à la croyance que le possesseur a d'être légitime propriétaire, sans faire aucune distinction,

En définitive nous croyons que tout ceci se réduit à une interprétation judiciaire. Le juge chargé d'apprécier la bonne foi du possesseur se montrera plus sévère, si celui-ci déclare qu'il ignorait un précepte d'ordre public, tandis qu'il sera beaucoup plus facile dans les autres cas.

C'est cette appréciation de la bonne foi par le juge ou plutôt la façon dont le possesseur la prouve que nous allons maintenant examiner.

PARAGRAPHE II

Preuve de la bonne foi.

37. Il s'agit, pour qu'un possesseur soit déclaré de bonne foi, qu'il soit démontré qu'il s'est cru véritablement propriétaire, comme le dit en termes exprès l'article 550 Code civil. On a vu déjà que les éléments de cette bonne foi étaient constitués par un juste titre translatif de propriété et par l'ignorance de ce titre. La question de savoir s'il y a juste titre est une question toute juridique ; au contraire : pour décider si le possesseur a véritablement ignoré les vices, il faut se placer en face des circonstances particulières de chaque espèce et les apprécier. C'est là une question de pur fait qui, comme toutes celles du même genre, dépend du pouvoir discrétionnaire des tribunaux (1).

La conséquence la plus directe en est que lorsqu'un

(1) Demolombe, t. ix, n. 610.

arrêt condamne plusieurs possesseurs successifs d'une même chose à restituer solidairement les fruits sous le prétexte qu'ils sont tous de mauvaise foi, la Cour de cassation ne peut pas apprécier les raisons qui ont déterminé les premiers juges à décider ainsi (1). Il en résulte également que la bonne foi du possesseur devant être appréciée par les juges du fait, il ne pourrait la proposer pour la première fois devant la Cour de cassation (2).

38. Cependant ce pouvoir d'appréciation a ses limites ; il y a des circonstances telles que la mauvaise foi existe nécessairement. Le pouvoir des juges n'est, en effet, véritablement entier que sur la question de savoir si le possesseur a ignoré les vices de son titre ; mais s'il s'agit au contraire de cas où les conditions de l'article 550 ne sont pas remplies, les jugement et arrêts se trouveront alors soumis, suivant le droit commun, au contrôle de la Cour de cassation. Il en est ainsi, entre autres hypothèses, lorsque le possesseur a possédé en l'absence de tout titre même putatif ou encore lorsqu'il est avéré qu'il s'est emparé du bien sans droit et qualité (3). -

39. Le possesseur doit évidemment prouver en justice l'existence des conditions qui lui permettent d'en retenir les fruits parce qu'il se prétend de bonne foi. Seulement il importe ici de distinguer entre la preuve du juste titre et celle de l'ignorance des vices.

Pour la preuve du juste titre, c'est le droit com-

(1) Cass., 24 janvier 1842 (S. 42, 1, 257, P. 42, 2, 507).

(2) Cass., 20 juillet 1852 (S. 52, 1, 639, P. 52, 2, 363).

(3) Cass., 20 janvier 1835 (D. 35, 1, 49, S. 35, 1, 363).

mun qui s'applique et c'est au possesseur à la fournir (1).

Pour la preuve de l'ignorance des vices, il semble également que c'est lui qui doit la fournir en vertu des principes généraux du droit. Le propriétaire revendique la chose et les fruits qu'elle a produits, le possesseur lui oppose sa bonne foi, aussi doit-il la prouver et en prouver tous les éléments suivant la règle « *probatio incumbit ei qui dicit* ». On a cependant ici, comme en beaucoup d'autres cas, appliqué au possesseur des fruits, certaines règles faites pour le possesseur « *ad usucapionem* ». Aussi admet-on que la bonne foi se présume toujours. Cette solution est d'ailleurs très équitable ; il est en effet difficile de prouver que l'on ignore tous les vices de son titre ; or, dans ces hypothèses, un possesseur ayant des titres suffisants, est plus intéressant que le propriétaire qui a laissé sa chose à l'abandon. Aussi a-t-elle été admise par l'unanimité des auteurs (2) et la jurisprudence en a fait de très fréquentes applications (3).

Notons toutefois que MM. Aubry et Rau (4), comme complément de leur théorie exposée plus haut (n° 36), disent que le possesseur est tenu de justifier de sa bonne foi lorsqu'il invoque une erreur de droit fondée sur une loi d'ordre public.

(1) Planiol, t. I, n. 974. — Baudry-Lacantinerie et Chauveau, n. 311.

(2) Demolombe, t. IX, n. 615. — Aubry et Rau, t. 2, § 206. — Planiol, t. I, n. 974.

(3) Cass., 7 janvier 1861 (D. 61, 1, 384). — 11 juillet 1866 (D. 66, 1, 325). — 7 juillet 1868 (D. 68, 1, 446). — 3 mai 1869 (D. 69, 1, 254). 8 janvier 1872 (D. 73, 1, 57). — 11 janvier 1887 (D. 88, 5, 269, S. 87, 1, 225. P. 87, 1, 535). — Pau. 29 juillet 1868 (D. 68, 2, 237).

(4) Aubry et Rau, t. II, § 206. page 271.

40. La bonne foi se présumant, il en résulte que les juges, lorsqu'ils condamneront un possesseur à restituer les fruits qu'il a perçus, devront mentionner expressément dans leur décision qu'il est de mauvaise foi. Ce ne sont point là des termes sacramentels ; cependant on a souvent décidé qu'il ne suffisait pas de déclarer que les fruits avaient été perçus indûment et sans droit (1).

41. C'est donc au véritable propriétaire à prouver la mauvaise foi du possesseur. On admet en général, sans contestation, que cette preuve peut se faire par tous les moyens, tels que témoignages, présomptions ou indices graves, et cela quelle que soit la valeur du litige. La raison en est qu'il faut prouver un fait et non un acte juridique, si bien que la preuve n'est pas soumise à des règles déterminées. D'ailleurs on peut ajouter que le propriétaire n'avait pas la possibilité de se ménager une preuve écrite (art. 1348, c. civ.).

Au contraire, il y a quelques dissensions sur le point de savoir, s'il ne faut pas une preuve écrite lorsque le propriétaire veut établir que le possesseur est de mauvaise foi, non depuis le commencement de sa possession, mais seulement depuis un temps déterminé ; alors que l'intérêt du litige dépasse 150 francs (2). On dit en effet que le propriétaire aurait pu faire des actes utiles pour constituer le possesseur de mauvaise foi et s'en conserver la preuve et qu'il est en faute de ne l'avoir pas fait. Cela n'est pas exact. Sans doute

(1) Cass., 24 juillet 1838 (D. 39, 1, 294. S. 39, 1, 653, P. 39, 2,) 289). 12 mai 1840 (D. 40, 1, 225. S. 40, 1, 668. P. 40, 2, 153). — 7 janvier 1861 (D. 61, 1, 384, S. 61, 1, 432. P. 61, 572).

(2) Delvincourt, t. II, page 5, note 6.

si un propriétaire s'étant aperçu le 1^{er} juin que son bien est possédé par autrui, veut plus tard réclamer les fruits à partir de ce jour, il sera juste de lui demander la production d'un acte par lequel il a pu constituer le possesseur de mauvaise foi ; mais s'il demande au contraire des fruits perçus un an avant, sous prétexte qu'à cette époque le possesseur avait connu le vice du titre, il n'est pas admissible de lui demander un acte écrit (1).

42. Il résulte de ce que nous venons de dire qu'un possesseur, de bonne foi au commencement de sa possession, peut plus tard devenir de mauvaise foi. On s'est souvent demandé, si cela était possible lorsque le possesseur connaissait les vices du titre par un moyen quelconque. C'était bien là, il est vrai, la théorie romaine, car on y admettait déjà que le possesseur de bonne foi d'une hérédité devenait de mauvaise foi, dès qu'il connaissait ne pas y avoir droit, sans se préoccuper des moyens par lesquels il l'avait su (2) et la règle était la même pour le possesseur d'une chose particulière. Par contre l'ordonnance de 1539, dite de Villers-Cotterets (art. 94), décidait qu'il fallait une demande libellée pour que le possesseur devienne de mauvaise foi. C'était, dit-on, une règle salubre pour prévenir les procès. Cependant la doctrine moderne (3) et la jurisprudence (4) suivant en cela d'ailleurs les

(1) Demolombe, t. ix, n. 616.

(2) D. liv. 5, tit. 3, loi 25, 11 et 48, 1.

(3) Aubry et Rau, t. ii, § 206, page 273. — Demolombe, t. ix, n. 613. — Laurent, t. vi, n. 221

(4) Cass., 11 janvier 1887 (D. 83, 5, 263). — Bourges, 3 février 1851 (D. 55, 2, 15). — Paris, 30 avril 1859 (D. 60, 2, 178).

idées déjà émises par Pothier (1) ne font pas de distinction. On ne peut que les approuver, car il serait difficile de permettre à un possesseur devenu de mauvaise foi de faire les fruits siens, sous prétexte qu'il n'a pas été actionné en justice par le propriétaire. D'ailleurs l'article 550 du code civil ne fait aucune distinction et nous avons encore occasion de rappeler à son sujet l'adage si connu : « *Ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus.* »

43. Cependant en fait, c'est presque toujours une demande en justice, qui constitue de mauvaise foi le possesseur. Il est rare qu'il s'avise de lui-même des vices de son titre. Le véritable propriétaire a alors un moyen de preuve facile pour démontrer la mauvaise foi et il aura au moins les fruits à compter du jour de la demande. Il ne faut pas d'ailleurs borner ces effets à la demande en justice, mais encore les étendre à une citation en conciliation ou même à une simple sommation extra-judiciaire dont il est également très facile de rapporter la preuve. En pratique, il en résulte que les juges ne doivent pas se montrer trop sévères dans l'appréciation des faits dont on prétend faire découler la mauvaise foi : le possesseur qui a d'abord été de bonne foi est présumé avoir continué à l'être.

44. Il semblerait donc que chaque fois que le possesseur a été prévenu par le propriétaire au moyen d'un des actes que nous avons énumérés, il dût être forcément de mauvaise foi. Cependant la solution est douteuse. Si l'on admet l'affirmative, il faudrait dire alors que chaque fois qu'un plaideur répond à une demande en justice il sait d'avance que son droit n'est

(1) Pothier, *De la propriété*, n. 342.

pas légitime, ce qui n'est pas admissible. D'autre part il paraît bien difficile aussi de trancher la question par la négative. Le possesseur averti par le propriétaire est bien toujours de bonne foi au sens large du mot, mais l'est-il dans les termes de l'article 550 du code civil ? Nous ne le croyons pas. Sans doute après la demande du propriétaire le possesseur peut croire encore avoir le bon droit de son côté puisqu'il s'apprête à déclarer devant la justice que c'est lui qui est légitime propriétaire. Mais on ne peut pas dire, avec l'article 550 *in fine*, qu'il ne connaît plus les vices de son titre puisque le propriétaire les lui a indiqués. Peut-être le possesseur croira-t-il encore que les affirmations du revendiquant sont fausses, mais ce n'est plus là la question ; du moment qu'il doute, il ne peut plus acquérir les fruits. Cependant on peut citer un cas où le possesseur de bonne foi reste tel après la demande : c'est lorsque le propriétaire a fait une demande trop vague pour que le possesseur pût suffisamment être averti.

Ainsi donc, le possesseur averti par une demande en justice devra, lorsqu'un jugement sera intervenu, restituer les fruits à partir de la demande. C'est l'application pure et simple de la règle que les plaideurs ne doivent pas souffrir des lenteurs de la justice. Le cas est particulièrement intéressant lorsque le possesseur a triomphé dans un jugement possessoire et succombé ensuite au pétitoire (Cpr. supra n° 17) : on admet alors qu'il devra restituer les fruits à partir du premier jugement (1) ; même solution, lorsqu'il y a eu d'abord un jugement en première instance où le possesseur a triomphé, suivi

(1) Demolombe. t. ix. n. 632.

d'un arrêt qui au contraire a reconnu le droit du propriétaire. M. Demolombe (1) admet cependant, dans le cas où le possesseur a obtenu gain de cause, devant une juridiction dont la décision est anéantie plus tard par une requête civile, qu'il fera siens les fruits depuis le premier jugement jusqu'à sa rétractation, pourvu que celle-ci n'ait pas eu lieu par le fait du possesseur.

Notons enfin que si, une première demande étant faite, le propriétaire laisse longtemps le possesseur tranquille sans songer à poursuivre, les juges pourront décider, que celui-ci a pu se croire légitime propriétaire, pensant que le demandeur n'a pas continué à agir parce qu'il a reconnu son défaut de droit.

44 bis. — Le propriétaire doit faire la preuve de la mauvaise foi du possesseur actuel pour l'obliger à restituer les fruits qu'il a perçus ; peut-il arriver au même résultat en se contentant de prouver que l'auteur, dont ce possesseur a hérité, était lui-même de mauvaise foi ?

C'est la théorie très discutée de la jonction des possessions en matière de fruits, sur laquelle deux systèmes diamétralement opposés ont été présentés.

D'après une première opinion, le possesseur de bonne foi, héritier d'un possesseur de mauvaise foi, doit toujours restituer tous les fruits. C'était là déjà l'opinion de nos anciens jurisconsultes (2). Un certain nombre d'auteurs modernes s'y sont rangés (3) et l'on peut

(1) Demolombe, t. ix, n. 634.

(2) Dunod, *Prescript.*, part. 1, chap. VIII, p. 46. — Domat, *Loix civ.*, part. 1, liv. III, tit. 5, sect. 3, n. 14. — Pothier, *Dom. de propriété*, n. 332 à 336.

(3) Proudhon, *Dom. priv.*, t. II, n. 531. — Delvincourt, t. II, part. 2, p. 10 et 11. — Coulon, *Dial.*, t. III, p. 399.

encore citer en ce sens quelques arrêts de jurisprudence (1). Dans ce système, on s'appuie sur le principe bien connu que l'héritier ne fait que continuer la personne du défunt.

Par conséquent il doit être tenu de toutes les obligations de celui-ci, qui n'a pu lui transmettre plus de droit qu'il n'en avait lui-même. Or le défunt possédait sans titre, et si l'héritier veut retenir les fruits, c'est parce qu'il invoque une possession transmise par son auteur, possession déjà viciée, avant qu'il l'ait recueillie. Si cette possession avait causé un tort quelconque au propriétaire, l'héritier étant tenu des obligations de son auteur devrait l'indemniser ; pourquoi donc n'en serait-il pas de même en matière de fruits ? L'héritier les devra, parce que son auteur les devait aussi. Enfin il convient de rappeler, que pour la prescription acquisitive de dix ans, il faut que le défunt ait possédé à juste titre.

Cette théorie cependant n'a été admise ni par la majorité des auteurs (2), ni par la jurisprudence (3) et un second système a été proposé d'après lequel on décide que l'héritier possédant de bonne foi gardera tous les fruits perçus par lui-même et ne sera tenu de rendre que ceux perçus par le défunt. Il ne faut pas

(1) Cass., 8 juin 1864 (D. 64. 1, 383). — Paris, 1^{er} mars 1808 (S. chr.). — Caen, 25 juillet 1826 (D. 28, 2, 151, S. 28, 2, 131).

(2) Aubry et Rau, t. II, § 206. p. 271. — Demante, t. II, n. 385 bis, VIII. — Laurent, t. VI, n. 221. — Baudry-Lacantinerie et Chauveau, n. 323.

(3) Cass., 24 mai 1848 (D. 48. 1, 200, S. 49. 1, 126). — Douai, 1^{er} juillet 1860 (S. 60, 2, 488). — Orléans, 11 janvier 1849 (D. 49, 2, 172, S. 49, 2, 139). — Dijon, 12 août 1874 (D. 76, 2, 92. S. 74, 2, 289).

chercher en cette matière d'argument d'analogie dans les principes de l'usucapion, ni invoquer la règle que l'héritier continue la personne du défunt. Le principe qui fait acquérir les fruits au possesseur n'est pas le même que celui qui lui permet de prescrire la propriété du fonds

Dans ce dernier cas, en effet, l'acquisition résulte d'un droit et non d'un fait, jointe à une possession suffisamment longue. D'autre part la mauvaise foi du défunt oblige bien l'héritier à restituer les fruits perçus par le défunt, ce que tout le monde admet, mais non ceux qu'il a perçus lui-même. La raison en est, que la possession est un fait auquel la loi accorde certains avantages. La possession du défunt a été détruite, perdue par sa mort et l'héritier, lorsqu'il recueille ces biens, se met de nouveau en possession et par là se rend digne de faire les fruits siens s'il est de bonne foi. L'article 550 du code civil se contente d'exiger l'*animus domini*, un titre translatif de propriété, et l'ignorance des vices, conditions que réalise l'héritier de bonne foi.

PARAGRAPHE III.

Quels fruits sont acquis par le possesseur et comment les acquiert-il ?

45. — Le possesseur de bonne foi fait siens tous les fruits, quels qu'ils soient. Quant aux carrières et aux mines, il en profite comme l'usufruitier, lorsque leurs produits sont considérés comme fruits, c'est-à-dire lorsqu'elles ont été ouvertes avant sa mise en posses-

sion (1). Il bénéficie également des coupes de bois de haute futaie, mais, au contraire ne jouit d'aucun produit. Ce sont d'ailleurs les fruits eux-mêmes qu'il fait siens et non les intérêts qu'il aurait retirés de leur vente.

Le possesseur de bonne foi fait également siens les arrérages de rente viagère. Le cas ne peut guère se produire que si un légataire bénéficie d'une rente viagère en vertu d'un testament faux et que l'on croit valable. Il semblerait que dans cette hypothèse il n'y ait ni possession ni possesseur, mais des paiements faits par erreur et sans cause, si bien que ce ne serait pas l'article 549 Code civil, qu'il faudrait appliquer, mais bien les règles du paiement de l'indû. Cependant, comme les arrérages d'une rente viagère sont des fruits, bien que le crédi-rentier touche chaque année une partie du capital, que le créancier les a reçus comme tels et non comme des capitaux successifs, on peut l'assimiler au possesseur de bonne foi d'une chose productive de fruits (2).

46. Le possesseur de bonne foi gagne les fruits par la perception (3). Il en était déjà ainsi à Rome, et l'article 138 Code civil, est très net en ce sens : il parle des possesseurs de parts d'hérédité dévolues à un absent et décide que « *ceux qui auront recueilli la succession gagneront les fruits par eux perçus de bonne foi* ». C'est aussi le jurisconsulte Paul (4), commenté par

(1) Aubry et Rau, t. II, § 206, p. 276. notes 31 à 33. — Laurent, t. VI, n. 205.

(2) Demolombe, t. IX, n. 624. — Aubry et Rau, t. II, § 206, p. 278.

(3) Planiol, t. I, n. 980. — Baudry-Lacantinerie et Chauveau, n. 319. — Laurent, t. VI, n. 206.

(4) Dig., liv. VI, tit. I, loi 78.

Cujas (1), qui indique exactement ce qu'il faut entendre par perception, et les idées n'ont pas varié sur ce sujet. Il faut distinguer soigneusement la perception de la récolte. Récolter, en effet, c'est non seulement percevoir les fruits, mais encore les approprier à l'usage qu'on en veut faire ou les préparer pour la vente. Ainsi, une récolte de raisins ne sera parfaite que lorsque le vin sera en cours de fabrication; celle du blé, lorsqu'il sera engrangé, et ainsi pour tous les produits. Percevoir, au contraire, c'est simplement séparer les fruits des arbres ou de la terre qui les porte, sans qu'il soit nécessaire de faire aucun autre acte; on peut, par exemple, laisser les gerbes sur le sol. A ce sujet, il y a une différence entre le possesseur et l'usufruitier. On dit bien que tous deux gagnent les fruits par la perception; mais pour l'usufruitier, il faut que ce soit lui-même ou ses préposés qui l'effectuent, tandis que le possesseur les acquerra par la séparation, même s'ils ont été perçus par un tiers ou si c'est un phénomène atmosphérique qui les a détachés de l'arbre.

47. Le possesseur gagne donc les fruits qui ont été perçus pendant la durée de sa possession et il ne peut pas, en principe, en acquérir d'autres. Cependant il est des cas dans lesquels il bénéficie de fruits perçus par des tiers. Il en est ainsi, par exemple, lorsque des débiteurs de fruits civils se sont reconnus redevables envers le possesseur ou encore lorsque celui-ci cède ces mêmes fruits à un tiers. On assimile ce fait à une perception (2). Il en est de même, et c'est là un cas très

(1) Cujas, t. III, page 303 et t. VII, p. 339.

(2) Aubry et Rau, t. II, § 206, p. 275-276. — Demolombe, t. IX, n. 268.

fréquent, pour le possesseur de bonne foi d'une hérédité (1). Il est alors censé avoir possédé depuis le jour du décès, et il acquiert, en vertu de cette fiction, tous les fruits perçus depuis cette époque. Ce n'est qu'une extension en faveur du possesseur de bonne foi de la règle établie pour l'héritier, dont l'acceptation remonte au jour de l'ouverture.

48. Les règles qui ont été données jusqu'ici sur la manière dont s'acquièrent les fruits ne s'appliquent qu'aux fruits naturels et industriels. Pour les fruits civils, il s'est élevé au contraire une controverse. Certains auteurs, suivant en cela l'opinion de Domat, décident qu'ils sont acquis jour par jour (2). Ils argumentent d'abord de la grande analogie qui existe entre la situation du possesseur de bonne foi et celle de l'usufruitier. Puis ils font observer qu'il serait contradictoire de donner, dans certains cas, plus de droits au possesseur de bonne foi qu'à l'usufruitier, puisque le premier acquiert les fruits lorsqu'ils sont détachés du sol d'une manière quelconque, tandis que l'autre doit les percevoir lui-même, et dans d'autres moins d'avantages, puisqu'il pourrait perdre beaucoup en n'ayant pu percevoir des fruits civils pendant la durée de sa possession.

L'opinion contraire cependant, qui a été suivie par la majorité des auteurs et la jurisprudence (3), nous paraît plus simple et plus logique. D'abord, et c'est là un argument d'une grande importance, le Code

(1) Aubry et Rau, t. II, § 206, p. 276, note 28.

(2) Domat, *Loix civ.*, liv. III, tit. 5, sect. 3, n. 8. — Laurent, *Princ. de dr. civ.*, t. VI, n. 206.

(3) Aubry et Rau, t. II, § 206, p. 275, texte et note 29. — Planiol, t. I, n. 980. — Baudry-Lacantinerie et Chauveau, n. 319. — Caen, 26 février 1847. Pal. 47, 2, 312.

civil (art. 138) ne distingue pas entre les différents fruits.

De plus, si l'usufruitier acquiert les fruits jour par jour, c'est que celui-ci, en vertu du démembrement de propriété opéré à son profit, a sur les fruits un droit très fort, un « *jus in re* ». De là, l'avantage d'acquérir tous les jours une portion des fruits civils produits dans une année, tandis qu'au contraire le possesseur ne les gagnant que par faveur, par suite d'une attribution formelle de la loi, il faut qu'il remplisse la condition de perception prescrite par l'article 138 du Code civil. Enfin il n'est pas juste de dire que la nécessité d'avoir perçu les fruits civils soit un grand inconvénient, car le possesseur pourra ainsi gagner les sommes qui sont payées d'avance (1).

49. Pour que le possesseur fasse les fruits siens par la perception, il faut qu'il soit encore de bonne foi au moment où celle-ci a lieu. On voit par là la différence considérable qui existe avec la possession *ad usucapionem*. Dans ce dernier cas, en effet, il suffit d'être de bonne foi au commencement pour pouvoir acquérir la propriété après une possession de dix à vingt ans. Ces différences de conditions peuvent conduire à une conséquence curieuse. L'usucapiens de bonne foi au début de la possession qui ne l'est plus dans la suite, pourra néanmoins devenir propriétaire, alors qu'il ne fait plus les fruits siens. Il n'y a pas d'ailleurs d'inconvénients pour lui si le laps de temps nécessaire pour prescrire s'écoule sans encombre. L'acquisition de la propriété est

(1) Aubry et Rau, t. II, § 206, p. 275, texte et note 29. — Planiol, t. I, n. 980. — Baudry-Lacantinerie et Chauveau, n. 319. — Caen, 26 février 1847. (P. 47, 2, 312).

en effet rétroactive et l'ancien propriétaire ne pouvant excercer la revendication ne peut également réclamer les fruits qui sont considérés comme accessoires de la chose.

CHAPITRE II

DES ENVOYÉS EN POSSESSION DES BIENS D'UN ABSENT

50. L'absence est l'état où se trouve une personne dont l'existence est incertaine. C'est une situation douteuse dans laquelle la loi a dû chercher à concilier les intérêts de l'absent et ceux des personnes ayant des droits subordonnés à son décès. Au point de vue qui nous occupe, il fallait se demander s'il était bon d'envoyer les héritiers de l'absent en possession de ses biens et leur permettre ainsi d'en acquérir les fruits, ou, au contraire, s'il fallait penser toujours aux intérêts de l'absent et capitaliser ses revenus. C'est à un moyen terme que le législateur s'est arrêté. L'absent n'est jamais présumé mort et c'est toujours lui qui est propriétaire et qui doit dès lors jouir de ses biens ; mais, pour des raisons particulières que nous examinerons plus tard, on accorde aux héritiers ou aux légataires certains droits de jouissance dont la quotité varie avec la durée de l'absence.

Il est facile d'expliquer, en partant de ces principes, les différences qui séparent le droit de jouissance du possesseur de bonne foi de celui d'un envoyé en possession des biens d'un absent. Le possesseur de bonne foi se croit propriétaire et agit comme tel. Du moment que sa bonne foi est prouvée il fallait donc lui accorder des

droits de jouissance très étendus. Il n'en est plus de même dans le cas d'absence. L'absent est présumé vivre toujours et sa succession ne s'ouvrira que « du jour de son décès prouvé » (art. 130 C. civ.) ; l'envoyé en possession ne peut donc pas se croire propriétaire ; seulement, comme il est bon que les biens soient sagement administrés, on lui accorde, à titre de récompense, une quote part des fruits qu'il a intérêt à faire, par son industrie, la plus grande possible. Les deux situations se rapprochent cependant beaucoup, lorsqu'a lieu l'envoi en possession définitive, parce que l'envoyé est alors réputé propriétaire, jusqu'au retour de l'absent, s'il a lieu.

L'absence se divise en trois périodes bien distinctes que nous examinerons successivement :

1° La présomption d'absence : qui s'ouvre dès que des doutes sérieux s'élèvent sur l'existence de l'absent et qui dure jusqu'à la déclaration d'absence.

2° La déclaration d'absence. Elle ne peut être prononcée que cinq ans après la disparition ou les dernières nouvelles, s'il n'y a pas de procureur fondé et onze ans dans le cas contraire. Elle a pour conséquence l'envoi en possession provisoire.

3° L'envoi en possession définitive, qui peut être obtenu trente ans après la déclaration d'absence, ou, ce qui est plus fréquent, cent ans après la naissance de l'absent.

L'attribution des fruits n'est pas la même dans ces trois périodes.

51. Présomption d'absence. — Dans cette période, sur laquelle il y a peu de choses à dire, c'est toujours à

l'absent qu'appartiennent les fruits (1). Cela va de soi, s'il a laissé un procureur fondé; dans le cas contraire, c'est la justice qui en nomme un à sa place; mais dans ces deux hypothèses, c'est l'absent qui recueillera tous les fruits, car le procureur nommé par lui ou par la justice n'est que son mandataire et agit en son nom.

52. Déclaration d'absence. — L'absence est déclarée par un jugement du tribunal civil, après une enquête et certaines formalités qui ont pour objet d'avertir l'absent de la mesure qui va être prise. La déclaration d'absence n'est pas nuisible à l'absent par elle-même, mais elle permet à certaines personnes de demander l'envoi en possession provisoire et de gagner une part des fruits.

Ce sont tout d'abord les héritiers présomptifs de l'absent au jour de son départ ou de ses dernières nouvelles (art. 120 C. civ.). Dans le doute, on place l'ouverture de cette succession provisoire au jour où l'existence de l'absent est devenue incertaine. On cherche alors quels étaient les héritiers présomptifs à cette époque et on partage la succession entre eux. Il faut entendre d'ailleurs ce mot « héritiers », d'une façon très large; il désigne, en effet, aussi bien les successeurs réguliers que les successeurs irréguliers; le conjoint, l'Etat lui-même, pourront bénéficier également des avantages de l'envoi en possession provisoire.

En second lieu il faut placer les légataires et les donataires de biens à venir, que l'on connaît par l'ouverture du testament. Les intéressés et le procureur de la République peuvent la requérir (art. 123 C. civ) et tout

(1) Demolombe, *Absence*, t. II, n. 123. — Aubry et Rau, t. I, § 154, p. 614, note 1.

se passera comme dans une succession ordinaire ; les légataires particuliers demandant la délivrance au légataire universel ou aux héritiers.

Enfin il faut citer, avec l'article 123 Code civil, toutes les autres personnes ayant sur les biens de l'absent des droits subordonnés à son décès : comme, par exemple, l'appelé à une substitution dont l'absent était grevé ; le nu-propriétaire d'un bien dont l'absent était usufruitier ou encore le donateur avec stipulation de retour.

Telles sont les personnes qui, étant envoyées en possession provisoire, ont droit à une partie des fruits.

53. — Le droit des envoyés en possession provisoire à la portion relativement considérable des fruits que la loi leur accorde paraît exorbitant. Il n'est cependant pas douteux que le Code civil ait été très équitable sur ce point. D'un côté, l'absent ne regrettera pas la part des revenus qu'il perdra, du moment que ses biens auront été sagement administrés par les envoyés en possession ; d'autre part, n'est-il pas juste d'accorder à ces personnes qui vont avoir à s'acquitter d'une administration souvent difficile, à donner caution, à conserver soigneusement des biens qu'il leur faudra rendre peut-être un jour, un avantage compensant dans une certaine mesure, tous ces désagréments ? D'ailleurs, si l'absent vit encore, n'y a-t-il pas négligence de sa part à laisser ainsi ses biens à l'abandon, et à ne pas donner de ses nouvelles ; cette négligence n'est-elle pas exorbitante aujourd'hui surtout, avec la facilité de communication dont nous jouissons ? Qui sait également, si l'espoir de ce gain ne brillera pas aux yeux des héritiers présomptifs ou autres ? N'y aurait-il pas à craindre, s'il n'existait pas, qu'ils ne montrent que peu d'empres-

sement à demander l'envoi en possession et que l'absent ne fût alors le premier à en souffrir : l'administration d'un patrimoine par un mandataire salarié étant en général peu avantageuse pour le propriétaire. On a dit, enfin, mais à tort selon nous, que l'envoyé pouvait avoir cru au décès de l'absent, et que dans cette pensée il avait consommé les fruits ? La preuve en serait que la loi donne d'autant plus à l'envoyé que l'absence est plus longue et les chances de mort plus nombreuses. Mais il est impossible de ne pas décider que l'envoyé est alors de mauvaise foi, car la loi multiplie ses avertissements pour que les biens soient gardés soigneusement en vue d'un retour de l'absent qu'elle croit toujours probable. D'ailleurs, dans ce cas, si on admet cette raison, ce ne sont pas les quatre cinquièmes ou les neuf dixièmes des fruits qu'il faut laisser à l'envoyé, mais la totalité des revenus comme on le fait pour le possesseur de bonne foi.

54. La quotité des fruits que peuvent garder les envoyés en possession provisoire varie avec la durée de l'absence :

Si l'absent reparaît avant quinze ans, depuis la disparition ou les dernières nouvelles, les envoyés devront lui restituer un cinquième des fruits par eux perçus depuis l'envoi en possession provisoire (art. 127 C. civ.).

S'il ne reparaît qu'après quinze ans, les envoyés ne devront plus lui restituer qu'un dixième des fruits perçus.

Enfin après trente ans d'absence, les envoyés gardent tous les fruits.

Il faut faire sur ces différents cas deux remarques importantes :

D'abord si l'absent ne reparait qu'après quinze ans, on ne lui restituera qu'un dixième de tous les fruits perçus, et non $1/5$ pour les années qui ont couru jusqu'à la quinzième et $1/10$ pour les années suivantes. Si l'envoi en possession provisoire n'est accordé que quinze ans après la disparition, les envoyés commenceront de suite à n'être comptables envers l'absent que d'un dixième des fruits (1).

En second lieu il faut remarquer que les trente ans d'absence après lesquels les envoyés gagnent la totalité des fruits ne courent pas, comme ceux qui sont nécessaires pour l'envoi en possession définitive, de la déclaration d'absence (2). Sans doute on a objecté que l'art. 127 du Code civil parle de « trente ans d'absence », et qu'aux yeux de la loi l'absence n'existe que lorsqu'elle est déclarée par un jugement (3); mais outre que le Code n'a pas employé pour la matière de l'absence un langage très rigoureux, il serait difficile d'admettre que les trois périodes n'aient pas le même point de départ. Enfin, il faut reconnaître que la loi elle-même, dans l'art. 127 du Code civil emploie les termes d' « envoyés en possession provisoire », alors qu'elle aurait dû mettre « envoyés en possession définitive », si ce délai partait du jour de la déclaration d'absence. A moins de supposer que les héritiers aient

(1) Demolombe, *Absence*, n. 124. — Laurent, t. II, n. 191.

(2) Demolombe, *Absence*, n. 125. — Aubry et Rau, t. I, § 154, p. 614, texte et note 2. — Laurent, t. II, n. 191, — Planiol, *Précis*, t. III, n. 2490.

(3) Delvincourt, t. I, p. 49, note 5. — Duranton, t. I, n. 418 et 496 en note. — Marcadé, sous l'art. 127, n. 3.

négligé de demander l'envoi en possession définitive, ce qui n'est pas probable, étant donné l'avantage considérable qu'ils ont à le faire.

55. Les envoyés en possession acquièrent les fruits naturels et industriels, comme le possesseur de bonne foi par la perception. Cette solution découle naturellement de l'art. 127 du Code civil qui, en parlant de reddition de fruits, suppose nécessairement que les envoyés en sont nantis et qu'ils les ont perçus. Par conséquent, il faut décider que les envoyés qui ont cultivé et semencé une terre n'auront aucunement droit à la récolte, si l'absent reparait, ne fût-ce que quelques jours avant. Ils auront uniquement droit au remboursement des frais qu'ils ont pu faire (1). Cette solution a été cependant très critiquée (2). Certains jurisconsultes qui rattachent uniquement l'attribution des fruits aux envoyés à l'idée d'une récompense, ont été amenés à décider, que du moment que l'envoyé avait administré les biens de l'absent, pendant une certaine période, il avait droit à une part de fruits proportionnelle au temps de son administration. Les fruits civils seraient alors acquis jour par jour et on appliquerait les règles du régime dotal (art. 1571 C. civ.). Ce système n'est pas admissible, à notre avis. La solution donnée pour le régime dotal est exceptionnelle dans notre droit ; l'art. 127 du Code civil, où se trouve le siège de la matière, ne la laisse aucunement supposer en cas d'absence ; enfin, n'est-il pas téméraire d'appuyer un raisonnement sur une base aussi fragile que celle qui consiste

(1) Demolombe, *op. cit.*, n. 121.

(2) Duranton, t. 1, n. 498.

à ne regarder l'attribution des fruits aux envoyés que comme une simple récompense.

La question est plus délicate lorsqu'il s'agit de savoir si les envoyés acquièrent les fruits civils jour par jour. La difficulté naît de l'article 586 du Code civil, qui ne s'applique pas seulement à l'usufruit, mais bien à tous les cas où il y a acquisition de fruits civils. Nous croyons cependant que l'article 127 apporte justement une dérogation à cette règle. Cet article, en effet, ne distingue aucunement entre les différentes espèces de fruits ; il suppose que les envoyés ont reçu et il faut uniquement se préoccuper des sommes qui ont été perçues par eux pour calculer la quotité de fruits qui leur appartient (1).

56. Les envoyés en possession provisoire jouissent de tous les biens de l'absent, qui se trouvent dans son patrimoine, au moment de l'envoi en possession. Il faut y comprendre également ceux qui pourraient y entrer dans la suite par l'effet de la réalisation d'une condition. Par contre, les biens qui en sont sortis ne doivent pas être comptés et un héritier présomptif réservataire n'aurait pas qualité, par exemple, pour faire réduire une donation faite par l'absent, sous prétexte qu'elle excède la quotité disponible.

Il faut y ajouter les fruits qui ont été perçus pendant la période de la présomption d'absence ; seulement ils n'appartiennent pas aux envoyés à titre de fruits, ils constituent seulement un nouveau capital, qui s'ajoute aux biens de l'absent et dont ils peuvent jouir. Les envoyés en effet, n'ont droit aux fruits qu'en raison de

(1) Cass., 30 juin 1840 (S. 40, 1, 884). Demolombe, *op. cit.*, n. 122.
— *Contra*, Duranton, t. 1, n. 498 et 507.

leur possession et ils n'ont pas possédé pendant la période de présomption d'absence. Ces fruits sont attribués, à titre d'accessoires, à ceux des envoyés qui auront droit à la chose frugifère qui les a produits. C'est ainsi que le nu-propriétaire jouira de ceux qui ont été produits par le bien dont l'absent était usufruitier et que le légataire profitera de ceux de la chose léguée. On a soutenu, il est vrai, que les fruits, perçus avant l'envoi en possession, sont confondus avec l'universalité du patrimoine de l'absent, ne sont plus considérés en eux-mêmes et par conséquent ne peuvent être remis qu'à ceux qui ont des droits sur l'ensemble du patrimoine et non à un légataire particulier par exemple (1). Mais ce raisonnement n'est pas exact, car les fruits perçus après la disparition de l'absent ne sont plus censés lui appartenir, puisqu'on suppose, pour faire le partage des biens, que l'absent est mort au jour de sa disparition ou de ses dernières nouvelles (art. 120 C. civ.). Il ne faut pas non plus s'arrêter à l'objection tirée de ce fait que le légataire particulier ne pouvant profiter des fruits, aux termes de l'article 1014 Code civil, que du jour de sa demande en délivrance, c'est-à-dire dans notre hypothèse, du jour où il s'est fait envoyer en possession provisoire, il ne doit pas par conséquent bénéficier des fruits produits auparavant; car outre qu'il est délicat d'appliquer ici ces textes qui disposent pour l'hypothèse ordinaire du décès, il faut encore remarquer qu'il est injuste de priver des fruits le légataire, parce qu'il n'a pas fait plutôt une demande qu'il était dans l'impossibilité de formuler (2).

(1) Demante et Colmet de Santerre, t. 1, n. 152 bis VII, et 181 bis.

(2) Demolombe, *Absence*, n. 86. — Laurent, t. II, n. 107.

57. Droits du conjoint de l'absent. — Le Code civil, dans son article 124, fait au conjoint de l'absent une situation de faveur. Si cet article n'existait pas, le partage des biens de l'absent devrait se faire comme d'habitude entre les héritiers présomptifs au jour de la disparition ou des dernières nouvelles. Le conjoint jouit au contraire de la faveur considérable de pouvoir continuer la communauté jusqu'au moment de l'envoi en possession définitive, et de jouir pour lui seul de tous les avantages accordés aux envoyés en possession provisoire. On a quelquefois critiqué cette solution. L'héritier présomptif, dit-on, voit sa part de fruits augmenter avec le temps et cela est logique, car plus l'absence dure, plus il y a de chance que l'absent soit mort et plus il est naturel que l'héritier soit porté à prendre par anticipation une part de ce qui lui appartiendra un jour. Il en est différemment pour le conjoint survivant. En effet, au fur et à mesure que le temps s'écoule, il voit diminuer les chances de retour de l'absent ; il devient probable que celui-ci est mort et que par conséquent le conjoint garde indûment la possession de biens qui devraient être répartis entre les différents héritiers. Ces diverses considérations ont une certaine force dont on ne peut se dissimuler la puissance ; cependant, il n'est guère douteux que le législateur a statué ici avec sagesse. Il y a d'abord la question de principe qui pèse d'un grand poids et puisque la mort de l'absent n'est jamais certaine, il est tout naturel de permettre au conjoint de continuer une communauté qui va peut-être reprendre un jour. Son droit est plus sûr que celui des héritiers présomptifs et puisqu'on ne lui permet pas de se créer un nouveau

lien en excipant de l'existence de son premier mariage, il est juste qu'on lui permette d'en retirer quelques avantages en continuant la communauté. La question paraît d'ailleurs exclusivement théorique, et cette disposition de la loi n'a peut-être jamais reçu d'application dans la pratique (1).

Le conjoint, lorsqu'il a fait cette option, se trouve exactement dans la situation d'un envoyé en possession provisoire et c'est lui que l'article 127 du Code civil désigne en parlant d'administration légale. Il y aura alors lieu de faire le calcul ordinaire et de lui accorder les $\frac{4}{5}$ des fruits, si l'absence a duré moins de quinze ans ; les $\frac{9}{10}$ si la durée est plus grande, et la totalité après trente ans (2). De même il ne pourra pas bénéficier des fruits perçus avant qu'il ait été nommé administrateur légal, c'est-à-dire avant la déclaration d'absence ; ils lui seront remis à titre de capitaux comme cela se passe pour les envoyés en possession provisoire.

L'époux peut, s'il le trouve avantageux, prendre un parti opposé et opter pour la dissolution de la communauté. Dans ce cas les choses se passent comme si le conjoint n'existait pas. Les héritiers présomptifs, les légataires et les personnes qui ont des droits subordonnés à la mort de l'absent viendront partager ses biens. Le conjoint d'ailleurs pourra y intervenir et c'est même ce qui arrivera presque toujours depuis la loi du 9 mars 1891 qui a modifié l'article 767 du Code civil : mais ce sera alors à titre d'héritier et non au titre de conjoint.

(1) Planiol, t. III, n. 1212.

(2) Orléans, 22 novembre 1850 (D. 51, 2, 70). — Planiol, t. III, 1212.

Les envoyés en possession provisoire doivent contribuer proportionnellement aux dépenses qui sont une charge des fruits ; on n'a qu'à se reporter aux dispositions du Code sur l'usufruit et appliquer les articles 548, 608, 610 et 1754 Code civil. C'est ainsi qu'ils supporteront les réparations d'entretien, les réparations locatives, les différents impôts et les frais de culture. Au contraire, les grosses réparations (arg. art 605 C. civ.), qui sont d'habitude payées avec une portion du capital, ne seront pas à leur charge et ils les feront exécuter en prenant la valeur sur le patrimoine de l'absent ou en faisant un emprunt (1). Le calcul des frais peut s'effectuer de deux façons : ou bien on fera une masse totale des fruits dont on prendra le cinquième ou le quinzième et dont on retranchera les frais ; ou bien on déduira ces frais au préalable et l'on calculera sur cette somme la part qui revient aux envoyés. Il est facile de voir qu'avec le premier procédé les envoyés sont plus favorisés qu'avec le second, qui répond mieux cependant à l'esprit de la loi. Nous avons dit plus haut, en effet, que le mot *revenu* signifiait d'habitude produit net ; or, justement, l'article 127 du Code civil décide que les envoyés « *ne seront tenus de lui (à l'absent) rendre que le cinquième du revenu* ».

59. Envoi en possession définitif. — L'envoi en possession provisoire n'est que temporaire, comme son nom l'indique, et il arrive un moment où les chances de mort de l'absent sont tellement nombreuses, qu'il est

(1) Plasman, Code des absents, t. 1, p. 213 et s. — Demolombe, *Absence*, n. 127. — Aubry et Rau, t. 1, § 154, p. 615. — Laurent, t. 11, n. 193.

bon de régler, d'une façon précise, la situation de ses héritiers présomptifs et de ceux qui ont des droits subordonnés à son décès. Ceux-ci peuvent demander l'envoi en possession définitif s'il y a trente ans écoulés depuis l'envoi provisoire ou cent ans depuis la naissance de l'absent (art. 129 C. civ.). Ce sont, en principe, les envoyés en possession provisoire qui vont jouir de l'envoi en possession définitif, sauf dans le cas où il y aurait eu un héritier oublié lors du premier partage, ou encore si le conjoint avait opté pour la continuation de la communauté. Le droit aux fruits des envoyés en possession définitive est absolu; ils les gagnent tous. La raison en est qu'ils sont propriétaires des biens de l'absent, propriétaires sous condition résolutoire, il est vrai, mais n'en ayant pas moins droit aux fruits. Sans doute l'absent peut être encore vivant, mais cela est bien improbable, et ses intérêts sont suffisamment sauvegardés par l'obligation de restituer que la loi impose aux envoyés définitifs.

Il faut remarquer; car la loi ne le dit pas expressément, que si l'envoi en possession définitif est accordé, cent ans après la naissance de l'absent, mais moins de douze ou quinze ans depuis la disparition ou les dernières nouvelles, les envoyés n'en auront pas moins droit à la totalité des fruits. L'article 129 assimile d'une façon absolue trente ans d'absence et cent ans d'existence; d'ailleurs, l'article 127 n'est écrit que pour des envoyés provisoires, et il semble impossible de refuser le droit aux fruits à des envoyés définitifs, qui ont le pouvoir bien plus redoutable de gaspiller les capitaux de l'absent, à condition qu'ils ne s'enrichissent pas.

60. *A qui l'article 127 est-il opposable?* — La restitution des fruits, par les envoyés en possession provisoire ou définitive, peut se faire dans trois cas différents : 1^o l'absent lui-même est de retour ; 2^o son décès est prouvé et ce sont ses héritiers au jour où il s'est produit, qui réclament la succession ; 3^o l'existence de l'absent est toujours incertaine et un héritier présomptif au jour de la disparition ou des dernières nouvelles, qui n'a pas eu connaissance de l'envoi en possession, réclame sa part aux envoyés.

1^o Dans la première hypothèse, aucun doute n'est possible, l'article 127 Code civil dit expressément que les envoyés ne rendent les fruits à l'absent qu'en retenant la part qu'il détermine.

2^o Dans le second cas, on se trouve en présence d'une pétition d'hérédité exercée par les héritiers au jour du décès prouvé, contre les héritiers présomptifs au jour de la disparition, qui se sont fait envoyer en possession. Peu importe que ceux-ci soient envoyés provisoires au définitifs.

Il est vrai qu'autrefois on se demandait si la pétition d'hérédité pouvait être exercée contre des envoyés en possession définitive, mais le doute n'a jamais été très grand, car, si le texte du projet de l'article 130 Code civil portait expressément « du jour de son décès prouvé pendant l'envoi provisoire », le texte définitif ne fait aucune distinction entre les deux sortes d'envoyés. Il suffira donc d'être dans les délais voulus pour intenter la pétition d'hérédité, c'est-à-dire dans un espace de temps de trente ans, à dater du jour du décès prouvé, sauf les interruptions et suspensions habituelles. Dans ce cas il n'est pas douteux non plus que l'article 127

Code civil, ne soit opposable aux héritiers qui intentent la pétition d'hérédité, car l'article 130 Code civil y renvoie formellement. Il n'y a pas, d'ailleurs, de raison pour refuser à l'héritier, qui représente l'absent, ce qu'on aurait restitué à l'absent lui-même, s'il avait reparu la veille même de son décès ; il y a là une représentation complète de l'absent par ses héritiers.

3° La troisième hypothèse est beaucoup plus délicate. Il y a lieu à ce qu'on appelle d'habitude une action utile en pétition d'hérédité. C'est un héritier, par exemple, qui n'a pas eu connaissance de l'absence ni de l'envoi en possession qui s'est fait à l'encontre de ses droits. S'il demande la part qui lui revient, dans un laps de temps qui ne doit pas dépasser trente ans depuis l'envoi en possession provisoire, les envoyés ont-ils qualité pour lui opposer l'article 127 Code civil ? Il nous semble à ce sujet avec quelques auteurs et un arrêt de Cour d'appel que l'article 127 Code civil ne peut pas s'appliquer (1). En effet, lorsque c'est l'absent lui-même qui reparaît, il est fondé à réclamer aux envoyés en possession, qui ne sont, en quelque sorte, que des possesseurs à titre précaire, la totalité des fruits, et si l'article 127 Code civil leur permet d'en retenir une partie, c'est en considération de certaines idées dont nous avons déjà parlé. Il en est de même lorsque ce sont ses héritiers qui agissent. Au contraire l'héritier présomptif au jour de la disparition ou des dernières nouvelles n'est pas investi d'un droit beaucoup plus certain que

(1) Delvincourt, t. 1, p. 276. — Duranton, t. 1, n. 497. — Plasman, *Code des absents*, t. II, p. 314 en note. — Rouen, 7 décembre 1840 (S. 41, 2, 209). — *Contra*, Agen, 16 avril 1822 (D. A. 8, 642). — Cass., 30 août 1820 (D. A. 5, 260).

l'héritier envoyé en possession ; peut-être même que plus tard lorsqu'on saura la date du décès de l'absent, on s'apercevra qu'il n'est plus héritier. Pourquoi alors lui accorder la faveur que l'absent seul mérite ; pourquoi lui appliquer une règle spéciale et le faire bénéficier d'une restitution que la loi subordonne à des règles rigoureuses dans les articles 127 et 130 Code civil ? Aussi, il y aurait lieu, dans ce cas, de revenir au droit commun en matière de succession ; l'héritier envoyé en possession aurait tous les droits appartenant à l'héritier apparent et en particulier il ne devrait restituer les fruits à l'héritier présomptif que du jour de la demande. Il y aurait, seulement, à se préoccuper de savoir s'il est de bonne foi, ce qui s'apprécierait suivant les règles établies pour le possesseur de bonne foi, lesquelles s'appliquent toutes d'ailleurs à sa situation.

61. On s'est également demandé, si le conjoint d'un absent, qui a opté pour la continuation de la communauté, pouvait, lorsque l'absent vient à reparaitre, lui opposer l'article 127 Code civil et conserver comme propres une part des fruits produits, soit par les biens propres des époux, soit par la communauté. La difficulté est née de ce fait, qu'en principe, d'après l'article 1401 Code civil, tous les fruits et revenus, de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage, tombent dans la communauté. Il faudrait donc, que l'article 127 Code civil apporte à cette règle une dérogation bien formelle et bien précise pour qu'on puisse l'appliquer ; or c'est justement ce qui n'est pas, si bien qu'une controverse s'est élevée sur la question et que plusieurs systèmes ont été proposés pour essayer de trancher la difficulté.

Nous laisserons de côté, tout d'abord, une opinion qui nous semble trop arbitraire. D'après elle, il y aurait lieu de décider que l'époux serait obligé de rendre tous les revenus capitalisés, tandis que, au contraire, pour ceux qu'il aurait dissipés, il conviendrait d'appliquer l'article 127 Code civil. Cette distinction ne s'explique guère. A moins, et c'est là une raison bien fragile, qu'on ne dise lorsque le conjoint a dissipé les revenus, que c'est parce qu'il croyait de bonne foi à la mort de l'absent. Dans ce cas, on considérerait comme injuste de l'obliger à faire une restitution ruineuse, tandis qu'au contraire ceci ne serait pas à craindre si l'époux avait capitalisé les fruits perçus pendant l'absence. Mais alors, comme on l'a fait souvent remarquer, on arrive ainsi à favoriser les habitudes de dépense du conjoint présent et à l'engager à dissiper les revenus. Il y a d'ailleurs à ce système une objection très forte, qui suffit à le faire rejeter. L'article 127 Code civil, en effet, prévoit le cas d'une restitution de la part de celui qui a perçu des fruits à celui qui y avait droit. Or, dans le cas de continuation de la communauté, ce n'est pas l'époux qui acquiert les fruits, mais bien la communauté. Il est alors difficile de concevoir une restitution faite par la communauté à la communauté, laquelle ne fait que continuer lorsque l'absent revient.

Un second système, plus net et fondé sur des bases plus solides, a été développé par M. Duranton (1). D'après ce système, c'est l'article 127 du Code civil qui doit uniquement s'appliquer. D'abord, le texte ne distingue pas, il parle de l'administrateur légal (c'est le

(1) Duranton, *loc. cit.* n. 464. — En ce sens, Plasman, *op. cit.*, t. 1, n. 287 et s.

conjoint), qui doit rendre à l'absent les fruits selon la quotité déterminée. Ensuite, dit-on, il est tout naturel de récompenser l'époux de l'administration des biens de l'absent, surtout si c'est la femme qui s'y est appliquée. Enfin, de même que l'on stipule parfois, sous le régime de la communauté, que telle ou telle part des fruits acquis pendant le mariage sera propre à l'un des époux, de même ici, on voit une disposition de ce genre qui, au lieu d'être contractuelle, est établie par la loi en faveur du conjoint présent et dont l'article 127 du Code civil règle l'importance. Malgré ces raisons, cependant, ce système ne nous paraît pas plus admissible que le premier et la même objection que nous avons faite plus haut se présente encore ici. Ce n'est pas le conjoint présent qui acquiert les biens, mais la communauté et par conséquent il ne peut y avoir de restitution, aux termes de l'article 127 Code civil.

Le troisième système, qui échappe à cette objection, a réuni la majorité des suffrages des jurisconsultes (1). On admet, d'une manière générale, que l'article 127 du Code civil n'est pas opposable au conjoint absent, par la raison déjà donnée qu'il n'y a pas de restitution possible. Cependant il peut y avoir des cas exceptionnels où cet article pourra s'appliquer, particulièrement lorsque l'époux absent se sera réservé la jouissance d'un bien propre. On cite, d'ordinaire, comme exemple, l'hypothèse d'une femme mariée sous le régime dotal avec société d'acquêts et qui a conservé des biens paraphernaux, dans ce cas le mari présent acquiert une

(1) Zachariæ, t. 1, p. 307. — Marcadé, sous l'art. 127, n. 6. — Demolombe, t. II, n. 288. — Aubry et Rau, t. 1, § 155, p. 619. — Laurent, t. II, n. 213.

part des fruits de ces biens et doit en rendre le surplus à sa femme suivant les règles de l'article 127.

62. Tels sont, dans leur ensemble, les droits qui appartiennent aux envoyés en possession des biens d'un absent. Il nous reste maintenant à examiner une hypothèse voisine de celles que nous avons étudiées, mais dont les effets sont très différents. Lorsqu'une succession est ouverte, à laquelle est appelé un absent, celui-ci ou plutôt ses héritiers, ne peuvent en aucune façon y prétendre, puisque, suivant la règle posée par l'article 725, il faut nécessairement exister à l'instant de l'ouverture de la succession. L'absent vit peut-être encore, mais son existence étant très incertaine la loi ne veut pas (art. 135 et 136 C. civ.), en présence d'un droit aussi aléatoire, retarder trop longtemps la jouissance des cohéritiers et elle leur permet de partager entre eux, suivant les règles ordinaires, la part qui aurait appartenu à l'absent. Ces cohéritiers vont-ils être traités comme des envoyés en possession et n'auront-ils que les droits reconnus à ceux-ci par l'article 127, ou bien les considérera-t-on comme héritiers apparents et leur accordera-t-on tous les fruits pourvu qu'ils soient de bonne foi ? C'est à ce dernier parti que s'est arrêté l'art. 138, si bien qu'il faut faire rentrer les cohéritiers de l'absent dans la catégorie des possesseurs de bonne foi et leur appliquer toutes les règles habituelles.

Il importe de remarquer que si l'article 138 du Code civil ne s'occupe que des biens d'une succession échue à l'absent, il faut cependant l'étendre à tous les biens que l'on peut recueillir à la place d'un absent, parce que son existence n'est pas prouvée. C'est ainsi qu'un héritier ou un légataire universel, grevés d'un legs en

faveur d'un absent, gagneront les fruits des biens dont ils ont conservé la jouissance.

CHAPITRE III

DE L'HÉRITIER

63. *Droits de l'héritier aux fruits des biens dont se compose la succession.* — Les successions constituent un des modes d'acquérir la propriété prévue par l'art. 711 du Code civil, et à la mort d'une personne, lorsque celle-ci n'a pas exprimé ses volontés, la propriété de ses biens passe sur la tête de l'héritier le plus proche, le législateur suivant l'ordre probable des affections du défunt. Cette transmission de propriété s'opère de plein droit, d'une manière pour ainsi dire automatique, et l'héritier qui se trouve propriétaire, à partir du moment précis du décès, n'a qu'à exercer tous ses droits parmi lesquels particulièrement le droit aux fruits, en vertu du principe bien connu que la propriété d'une chose emporte celle de ses accessoires.

On a cependant soutenu que le droit aux fruits de l'héritier n'était pas la conséquence de ce transfert de propriété mais bien de la saisine. Nous ne croyons pas cette interprétation exacte (1). Sans doute le transfert de propriété opéré par la loi dans l'art. 711 du Code civil est tout théorique, il faut encore que l'héritier prenne matériellement possession des biens pour

(1) *En ce sens*, Proudhon, *de l'Usufruit*, n. 59. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Des successions*, t. 1, n. 154, 2^e édition.

qu'il puisse les administrer et en percevoir les fruits ; sans doute encore, ce pouvoir ne peut s'exercer qu'à la condition d'avoir la possession de droit produite, suivant les cas, par la saisine ou par l'envoi en possession ; mais ce n'est là que le moyen matériel d'avoir des fruits, et non l'origine du droit. Il en est ici un peu comme dans le cas d'aliénation entre vifs : la propriété est transférée dès que l'accord a eu lieu entre le vendeur et l'acheteur ; mais il faut que celui-ci ait pris livraison matérielle pour qu'il puisse percevoir les fruits. On ne dit pas cependant dans cette hypothèse que c'est en vertu de l'obligation de livrer que le vendeur a droit aux fruits. Enfin on peut citer des cas où un héritier, ayant la saisine, ne gagne pas cependant les fruits. Supposons, par exemple, un héritier réservataire en présence d'un légataire universel (1004 C. civ.) ; le légataire dans ce cas n'a pas la saisine, dévolue à l'héritier, et pourtant nul ne doute que celui-ci n'ait pas droit aux fruits de la chose tout au moins lorsque la demande en délivrance a été formée dans l'année du décès (1005 C. civ.).

64. Ce que nous venons de dire du transfert de propriété produit au moment du décès est exact également à l'égard des successeurs irréguliers, c'est-à-dire des frères et sœurs naturels, du conjoint et de l'Etat ; seulement ceux-ci n'ont plus la saisine et ont besoin de remplir certaines formalités pour pouvoir appréhender les biens qui composent la succession (1). Ces

(1) Ce sont : 1° l'apposition des scellés ; 2° la confection d'un inventaire ; 3° une demande en justice pour être envoyés en possession, accordée par un jugement du tribunal civil après certaines publications destinées à avertir les autres héritiers s'il y en a ; 4° enfin la

formalités une fois accomplies, les héritiers ont droit aux fruits à partir du jour du décès (1). Cependant certains arrêts ont donné une solution contraire (2). D'après eux, les successeurs irréguliers doivent, dès le décès, accomplir les formalités, sans lesquelles ils ne peuvent être considérés que comme étant de mauvaise foi. Les autres héritiers ont, dit-on, eux-mêmes avantage à l'exécution de ces formalités, par conséquent il n'est que juste de leur attribuer les fruits de la période intérimaire, à titre de compensation. Il faut, croyons-nous, rejeter ce système ; outre que ces raisons ne nous paraissent pas très probantes, le droit commun attribue les fruits au successeur irrégulier qui est propriétaire dès le décès ; aucun délai ne lui étant fixé pour accomplir les formalités nécessaires, il faudrait, pour lui infliger une pareille déchéance, un texte exprès qui n'existe pas.

On s'est quelquefois demandé si le successeur irrégulier qui était envoyé en possession n'était pas, en quelque sorte, un administrateur dans une situation analogue à celle des envoyés en possession des biens d'un absent. La prestation d'une caution fournissait un

présentation d'une caution (sauf pour l'Etat) qui est destinée également à garantir les droits des héritiers encore inconnus qui pourraient se présenter un jour pour réclamer la succession.

(1) Cass., 7 juin 1837 (S. 37, 1, 582). — Paris, 13 avril 1848 (D. 48, 2, 114, S. 48, 2, 213). — Bruxelles, 28 avril 1881 (Fasic. 82, 2, 187). — Demolombe, t. xiii, n. 160 bis et xiv, n. 335 et 336. — Auby et Rau, t. vi, § 638, p. 689, note 7. — Laurent, t. ix, n. 227, 245 et 249. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. i, n. 821. — Huc, t. v, n. 140.

(2) Cass., 22 mars 1841 (S. 41, 1, 453). — Bordeaux, 27 juillet 1854 (D. 55, 2, 187). — Bordeaux, 10 janvier 1871 (D. 71, 2, 250). — Montpellier, 24 février 1873 (S. 74, 2, 65).

argument en ce sens. N'était-il pas alors logique de ne pas lui accorder les fruits, au moins pendant la période durant laquelle la caution était tenue ? Cependant cette opinion n'a jamais été sérieusement soutenue et ses partisans n'ont pas déduit jusqu'au bout les conséquences qu'elle entraîne (1). L'héritier irrégulier est propriétaire sous la condition résolutoire de la réclamation d'un héritier préférable et il gagne les fruits à partir de l'ouverture de la succession.

65. Nous ne nous sommes jusqu'ici occupés que de l'acquisition des fruits par un héritier devenu propriétaire à la suite d'un décès, mais il peut se faire, au contraire, que cet héritier ne soit qu'usufruitier ou usager des biens du défunt. Dans ces différentes hypothèses la difficulté n'est pas plus grande que dans le cas précédent. Au lieu d'appliquer à ces héritiers lès règles qui régissent l'acquisition des fruits par un propriétaire, on leur appliquera celles relatives à l'usufruitier ou à l'usager. En général l'héritier est rarement usufruitier, c'est plutôt le sort contraire qui lui est réservé, car le défunt, s'il fait un testament, donne d'habitude l'usufruit à un étranger, réservant la nue propriété à l'héritier du sang, parce qu'il ne veut pas que le bien sorte de sa famille. Cependant les usufruits héréditaires se sont multipliés depuis le Code civil, ce qui est même inquiétant : d'une part, la libre circulation des biens est entravée et d'autre part l'usufruitier n'est guère un bon administrateur, car il est trop porté à épuiser la chose pour augmenter sa production. La source la plus fréquente en est le mariage. On sait en effet qu'en vertu de l'article

(1) Demante, t. III, n. 89 bis, VII.

767 Code civil modifié par la loi du 9 mars 1891, le conjoint survivant a toujours sur les biens du prédécédé un droit d'usufruit, sauf dans des cas très rares, par exemple s'il a encouru une déchéance légale, ou encore lorsque la fortune du défunt était soumise à un droit de retour, ou enfin s'il avait déjà reçu des donations ou legs suffisants. Nous n'avons pas à nous occuper ici du droit du conjoint survivant; nous signalerons cependant deux particularités intéressantes : 1° Le droit de jouissance du conjoint peut être remplacé par une rente viagère (art. 767 C. civ.). A la différence des autres rentes du même genre, dont les arrérages contiennent, outre une somme représentative des fruits ou revenus, une certaine portion de capital, le montant de celle-ci doit être égal à la somme représentative des fruits que le conjoint aurait retirés des biens de la succession. 2° Le droit de jouissance du conjoint survivant peut cesser par une déchéance particulière, si celui-ci convole en secondes noces (art. 767, *in fine*), et qu'il existe des descendants du défunt. La loi a pensé sans doute que le nouveau mariage va procurer de nouvelles ressources au conjoint survivant et qu'il n'est plus nécessaire de grever la succession du prédécédé au préjudice de ses descendants.

66. Il nous reste à parler d'un droit de jouissance particulier qui appartient aux héritiers d'une personne sur ses œuvres littéraires et artistiques. Ce droit est d'autant plus intéressant à étudier, que la doctrine et la jurisprudence sur ce point, ne sont pas encore bien arrêtées. Depuis le 3 janvier 1791, date de la première loi sur la propriété littéraire et artistique jusqu'au 14 juillet 1866, on a suivi une marche ascendante et

accordé une jouissance toujours plus longue aux héritiers. Voici brièvement résumées les diverses lois sur la matière :

La loi du 3 janvier 1791 accorde aux héritiers des auteurs dramatiques un droit de jouissance de cinq années après le décès de leur auteur.

La loi du 19 juillet 1793, porte à dix années la durée du droit des héritiers ; elle vise tous les auteurs d'œuvres littéraires, musicales, les peintres et les dessinateurs (1).

Le décret du 5 février 1810 porte le délai à vingt ans, la veuve peut y avoir droit si ses conventions matrimoniales n'y sont pas contraires.

La loi du 8 avril 1854 porte le délai à trente ans, les veuves y ont droit, quelles que soient leurs conventions matrimoniales.

Enfin, la loi du 14 juillet 1866 prolonge encore le délai, le porte à cinquante ans, et le conjoint survivant quel qu'il soit, a un droit de jouissance qui ne se confond pas avec celui qui résulte pour lui de la loi de 1891 (2).

67. Comme on le voit, le droit des héritiers aux revenus produits par l'œuvre est strictement limité à un délai de cinquante ans, après lequel l'œuvre tombe dans le domaine public et peut être éditée ou reproduite à volonté. Les lois, jusqu'en 1866, parlent uniquement des veuves, si bien que le conjoint d'une femme auteur n'avait, après sa mort, aucun droit sur ses œuvres. Maintenant, au contraire, le conjoint survi-

(1) Un projet de loi a été présenté à la Chambre des députés, le 20 janvier 1900 par le ministre de l'instruction publique à l'effet d'étendre la loi de 1793 aux sculpteurs.

(2) Planiol. t. III, n. 1879.

vant, quel qu'il soit, jouit sur les œuvres littéraires et artistiques du défunt d'un droit d'usufruit étendu. La voie était ouverte et la loi du 9 mars 1891 n'a fait que généraliser cette mesure.

On s'est demandé souvent, étant donné la similitude des lois de 1866 et de 1891, quelle était celle qu'il fallait appliquer dans tel ou tel cas déterminé. Les ressemblances sont nombreuses et peuvent porter le juge à appliquer l'une pour l'autre. Citons, par exemple, le fait que le droit de jouissance peut être enlevé lorsque le défunt fait un testament, l'impossibilité de préjudicier aux héritiers réservataires et enfin la déchéance du droit de jouissance lorsqu'un jugement de séparation de corps a été rendu avant le décès contre le conjoint survivant. Mais il existe, par contre, des différences telles que le conjoint survivant peut avoir grand intérêt à invoquer l'une ou l'autre loi, suivant les circonstances ; par exemple, d'après la loi de 1866, le droit de jouissance ne peut être transformé en rente viagère. Aussi la question a-t-elle été vivement controversée. Certains, se rangeant à l'opinion de M. Lyon-Caen (1), n'ont pas voulu reconnaître d'efficacité à la loi de 1866 en vertu de l'article 767 Code civil, qui est postérieur en date et dont la généralité englobe à la fois les œuvres littéraires et les autres biens. D'autres ont voulu admettre la coexistence des deux lois. La majorité de la doctrine a suivi ce dernier système (2). On s'appuie, en

(1) Lyon-Caen, *Le Droit*, 31 mars 1890.

(2) *Sic* : Renault, *Gaz. des tribunaux*, 5 mars 1891. — Souchon, *Revue critique*, 1891, p. 238. — De Loynes, *Rev. crit.*, 1892, p. 45. — Hue, t. iv, n. 166 et v, n. 137. — *Contra*, Thaller, *Ann. de droit commercial*, 1891, p. 70.

effet, sur les paroles bien formelles prononcées au Sénat (1) par M. Lacombe, rapporteur de la loi du 9 mars 1891, répondant à une question posée précisément à ce sujet : « La loi de 1866, disait-il, conserve « toute sa vigueur, car il est de principe que les lois « générales ne dérogent pas aux lois spéciales. » Tel est cependant le résultat de ce système assez étrange, qu'on arrive à avoir, en quelque sorte, deux successions distinctes pour une même masse de biens.

68. Telles sont les principales règles qui régissent l'acquisition des fruits par un héritier, et elles ne présenteraient guère de difficultés si on se trouvait toujours dans l'hypothèse très simple d'un seul héritier. Mais qu'on suppose plusieurs héritiers venant ensemble à la succession : il y a lieu alors de se préoccuper du sort des fruits pendant l'indivision qui précède le partage et de savoir quelle sera la part qui leur est réservée.

69. *De l'indivision et du partage.* — L'indivision qui suit le décès n'a pas pour effet d'empêcher les héritiers d'acquérir les fruits. Ceux-ci y ont droit à proportion de leur part héréditaire et peuvent les réclamer, dès avant le partage, à titre de provision. En pratique, pendant toute la durée de l'indivision, les biens sont administrés par un des cohéritiers, en vertu d'un mandat tacite ou exprès donné par les autres, et les revenus sont immédiatement partagés entre les différents ayants droit. Cependant il peut arriver que le cohéritier qui a administré les biens pendant l'indivision, ait gardé les fruits jusqu'au partage, pour les distribuer ensuite plus exactement. Dans ce cas, il y a lieu,

(1) *Journal officiel*, 3 décembre 1890, *Déb. parl.*, p. 1108.

en général, avant de procéder au partage, de liquider les droits respectifs des copartageants (art. 828, al. 2 C. civ.). En principe, le cohéritier administrateur rend compte des opérations qu'il a faites et des fruits qu'il a perçus ; ses cohéritiers payent leur quote part des frais de production et partagent ensuite entre eux le reliquat des fruits. Cette opération est en dehors du partage principal, qui n'a pour objet que la propriété des biens de la succession. Cependant, si les fruits se retrouvaient en nature, il semble qu'il serait plus juste d'appliquer les règles de l'effet déclaratif du partage et de décider que chaque copartageant est censé avoir toujours été propriétaire du bien compris dans son lot ; on ne lui donnerait alors que les fruits perçus par sa chose, déduction faite du coût de production.

70. L'indivision est destinée à durer peu. Outre ses inconvénients si connus, dont le plus saillant est la mauvaise administration, résultat des vues différentes des copropriétaires d'un bien, il y a quant aux fruits une certaine inégalité. Tel copropriétaire qui trouvera plus tard dans son lot un immeuble produisant beaucoup et coûtant peu à faire valoir, aura cependant été obligé de payer en supplément une partie des frais occasionnés par la mise en valeur des autres immeubles de la succession. Aussi dès que l'indivision est susceptible d'être de longue durée, par exemple lorsque les cohéritiers attendent la majorité d'un mineur, ou encore le retour d'un absent, il y a avantage à procéder à un partage provisionnel. Celui-ci est profitable surtout à deux points de vue. D'abord les fruits appartiendront d'une manière définitive à chaque cohéritier, ce qui

évite les comptes minutieux (1) ; ensuite ceux-ci sont portés à être bons administrateurs, car on leur donne la possession de leur part de biens et mieux ils la feront valoir, plus ils en tireront de revenus. Au moment du partage définitif, les biens seront de nouveau réunis en masse et partagés ensuite suivant les règles habituelles, sans avoir à se préoccuper d'ailleurs si les biens reviennent dans les mains de ceux qui les ont administrés jusque-là. La caractéristique de ce partage définitif, succédant à celui qui n'est que provisionnel, est qu'on n'a pas à tenir compte des fruits.

Nous venons de dire que le principal avantage des partages provisionnels était d'éviter les comptes minutieux et difficiles, qu'il y a toujours lieu de rendre au sujet des fruits. Cela est vrai d'une manière générale, sans être cependant tout à fait exact. Il s'écoule toujours, en effet, avant le partage provisionnel, un certain intervalle de temps où les biens se trouvent soumis à l'indivision ; il y a lieu alors pour cette période d'appliquer toutes les règles ordinaires, si bien qu'en définitive, l'utilité dernière du partage provisionnel est de limiter autant qu'il se peut la durée de l'indivision.

Le partage provisionnel est en général volontaire, mais il peut se faire qu'il ait lieu de plein droit. Ces cas sont prévus par les articles 466 et 840 du Code civil. Toutes les fois qu'un partage, dans lequel est intéressé un mineur, un interdit ou un absent, aura été

(1) Demolombe, t. xv, n. 694. — Aubry et Rau, t. vi, § 623, p. 540, note 11 et § 623, p. 544, note 23. — Laurent, t. x, n. 273. — Planiol t. iii, n. 2346. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. ii, n. 2327. — Cass., 5 juillet 1892 (D. 92, 1, 513, S. 93, 1, 449 et la note de Labbé).

fait sans les formes prescrites, il ne vaudra que comme partage provisionnel. Dans ce cas, comme dans le cas de partage provisionnel volontaire, il n'y a pas lieu de se préoccuper du sort des fruits. Il en résulte malheureusement un préjudice possible pour l'incapable. Supposons que celui-ci ait eu une part dérisoire, il pourra obtenir plus tard la part entière qui lui est due, mais ses copartageants garderont la propriété des fruits qu'ils auront perçus depuis que le partage nul a été conclu (1).

71. — Les partages peuvent être annulés ou rescindés pour des causes assez nombreuses, parmi lesquelles on peut citer : l'incapacité d'un copartageant, le défaut de forme, la violence, le dol, la lésion de plus du quart, et l'action paulienne exercée par les créanciers des copartageants, lorsque le partage a été fait au mépris d'une opposition. Certaines de ces causes ont pour objet de transformer le partage, en partage provisionnel, comme l'incapacité et le défaut de forme ; il n'y a pas alors dans ce cas, comme nous l'avons dit plus haut, à se préoccuper du sort des fruits. Il n'en est pas de même dans les autres hypothèses et on se demande si le copartageant peut acquérir les fruits d'un bien, que l'action en rescision ou en nullité va lui enlever. Il est hors de doute, tout d'abord, que les fruits perçus depuis la demande en rescision ne pourront être acquis par lui, les effets d'une action en justice remontant au jour de la demande ; mais il s'est élevé une vive controverse sur le point de savoir si le copartageant peut également garder les fruits, acquis par lui de bonne

(1) Cass., 5 juillet 1892 (D. 92, 1, 503).

foi, depuis le jour du partage jusqu'à celui de la demande. Une grande partie de la doctrine et plusieurs arrêts sont d'avis qu'il n'y a pas droit (1). D'après ce système, du moment que la nullité ou la rescision a pour effet d'effacer le partage d'une manière rétroactive, les cohéritiers se retrouvent dans l'état où ils étaient auparavant, c'est-à-dire dans l'indivision. Le copartageant qui a perçu les fruits devra alors en rendre compte aux autres suivant les règles du droit commun. Il nous semble cependant, avec certains auteurs (2), que cette idée n'est pas exacte. Le partage, une fois annulé, on se trouve en présence d'un possesseur, qui a possédé pendant la période intermédiaire avec bonne foi et en vertu d'un juste titre constitué par l'acte de partage, l'effet rétroactif de la rescision peut bien anéantir le partage, mais le possesseur a droit aux fruits, même si sa bonne foi repose sur un acte annulé ou rescindé, pourvu qu'il ait eu juste sujet de croire que celui-ci était valable.

Il faut remarquer, par contre, qu'en aucun cas le copartageant n'a droit aux fruits s'il est de mauvaise foi. Il n'y a aucun doute sur ce point dans la doctrine et la jurisprudence.

72. Des rapports. — Les copartageants doivent rapporter à la masse de la succession les biens qui leur

(1) Laurent, t. 8, n. 511. — Baudry Lacantinerie et Wahl, t. III, n. 3537. — Planiol, t. III, n. 2429. — Cass., 14 juillet 1869, (D. 69, I, 347. S. 69, I, 453).

(2) Demante, t. III, n. 239 bis. — Demolombe, t. XVII, n. 511. — Aubry et Rau, t. VI, § 626, p. 585, note 31. — Massé et Vergé, t. II, § 393, p. 386. — Cass., 12 janvier 1863 (D. 63, I, 119). — Orléans, 19 janvier 1839 (P. 39, I, 233). — Caen, 5 décembre 1849 (D. 54, 2, 197).

ont été donnés par le défunt. Cette disposition a pour but de rétablir entre les cohéritiers l'égalité la plus parfaite, car la loi suppose que le défunt l'a voulu ainsi, le don n'ayant été fait que comme « avancement d'hoirie » pour permettre à l'héritier d'en jouir plus tôt. Nous avons sur cette question à nous demander quel est le sort des fruits produits par ces biens : d'abord, pendant l'intervalle de temps qui sépare la donation du décès, ensuite pendant celui qui s'écoule entre le décès et le partage.

73. a) *Fruits antérieurs au décès.* — Le rapport a comme effet principal d'anéantir la donation, qui se trouve ainsi rétroactivement résolue. Le bien est réputé n'être jamais sorti du patrimoine du *de cujus* et par conséquent tous les droits réels, qui peuvent avoir été consentis sur lui par l'héritier, se trouvent anéantis (art. 865 C. civ.). En vertu de cette idée, on devrait logiquement décider que les fruits perçus jusqu'au décès doivent être restitués à l'hérédité. Cependant ce n'est pas là la solution à laquelle s'est arrêté le Code civil dans son article 856, ainsi conçu : « *les fruits et les intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession.* » Les raisons données pour expliquer cette faveur accordée à l'héritier sont nombreuses. La meilleure est tirée de l'idée qu'une pareille décision est conforme à la volonté tacite du donateur (1). Celui-ci n'a pas voulu rompre l'égalité entre ses successibles quant à la propriété, mais au contraire il a entendu favoriser tel de

(1) Demolombe, t. xvi, n. 437. — Aubry et Rau, t. vi, § 631, p. 633, note 43. — Huc, t. v, n. 365. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. 3, n. 2819.

ceux-ci qui en avait besoin pour un établissement en lui donnant les fruits d'un de ses biens. On a également donné une autre raison, tout aussi bonne, tirée du danger qu'auraient couru les donataires. Ceux-ci, croyant avoir droit aux fruits, les auraient dépensés et auraient été ruinés au jour du décès de leur ascendant par l'obligation de rapporter des sommes parfois considérables (1).

Il faut entendre ici très largement le mot « fruits ». Il comprend, non seulement les fruits d'un immeuble et les revenus qu'on en tire par un louage ou un bail à ferme, mais encore les produits des meubles, tels que les intérêts produits par l'argent donné par le défunt et que l'héritier a placé. Il faut y joindre également les arrérages de rentes viagères qui sont considérés dans notre droit comme des fruits, bien que pourtant ils comprennent une portion de capital (arg. art. 1401, 2°), les arrérages de rente perpétuelle, et enfin il faut décider de même, que le donataire d'une œuvre littéraire et artistique profitera des bénéfices qu'elle lui a rapportés (2).

74. En droit romain, le rapport n'existait pas avec la même généralité que de nos jours. Ce fut le préteur qui, en accordant la *bonorum possessio* à un émancipé voulut que celui-ci partageât avec les *sui heredes* les biens qu'il avait pu acquérir. Il apportait alors à l'actif de la succession la totalité de ses biens, sans qu'il y eût à distinguer entre les fruits et les capitaux. Plus tard la « *collatio dotis* » fut imaginée, pour obliger l'héritière qui avait reçu une dot profectice à la conférer à

(1) Planiol, t. III, n. 2259.

(2) Pouillet, *Tr. de la prop. litt. et artist*, p. 213

ses cohéritiers. Dans ce cas il n'y avait pas lieu à rapporter les fruits, puisque durant le mariage, la dot appartenait au mari *ad onera matrimonii sustinenda* et que l'on ne pouvait pas dire que la fille s'en était enrichie au détriment de ses cohéritiers. Plus tard la *collatio* se transforme ; l'émancipé ne rapporte plus que fort peu de choses, puisque les *sui heredes* ont comme lui le pouvoir de posséder un pécule castrens, quasi-castrens et des biens adventices. Il faut cependant remarquer que les fruits des biens adventices appartenant à des *sui* tombaient, en vertu de la *patria potestas*, dans le patrimoine du père ; tandis qu'au contraire ceux de l'émancipé lui restaient propres. Il y avait là un préjudice possible pour les *sui*, aussi obligeait-on l'émancipé à rapporter les économies qu'il avait faites sur ces fruits (1). Enfin, la « *collatio descenditium* » parut en dernier lieu : c'est à peu de choses près notre rapport moderne et on laissait les fruits au cohéritier pour les mêmes raisons qu'aujourd'hui.

L'ancien droit ne fit que maintenir la *collatio descenditium* romaine et n'exigea en aucun cas le rapport des fruits de la chose donnée. L'article 309 de la coutume d'Orléans en décidait ainsi et l'article 856 du Code civil n'en est guère que la reproduction. Il faut remarquer à ce sujet qu'on ne donnait pas alors la même raison de l'attribution des fruits qu'aujourd'hui. On admettait que le successible ne devait comprendre dans son rapport que les biens qui lui avaient été donnés ; or les fruits étaient plutôt les produits de son travail et il était tout naturel qu'il les gardât.

(1) Girard, liv. III, 5, tit. 2, sect. 2, § 2.

75. On s'est demandé si les donations de fruits étaient ou non rapportables. Il ne faut pas confondre avec cette question, le cas où une personne aurait fait une donation à son successible avec de l'argent provenant des fruits de ses immeubles. Il y aurait là, en effet, donation d'un capital, tandis que dans l'hypothèse que nous envisageons, les fruits sont donnés comme tels à des intervalles à peu près réguliers. Il n'y a pas, c'est là l'opinion de la majorité de la doctrine et de la jurisprudence (1), de distinction à faire entre la donation de fruits et celle d'une chose frugifère. Les raisons d'attribuer les fruits à l'héritier sont les mêmes. On peut dire d'abord que le donateur a voulu avantager son cohéritier et lui a donné les fruits avec dispense tacite de rapport. Ensuite il n'a pu s'appauvrir par cette donation, car s'il avait lui-même perçu ces fruits, il les aurait sans doute dépensés. Enfin il serait injuste qu'un des cohéritiers, donataire uniquement de fruits, dût les rapporter, tandis qu'il n'en serait pas de même pour un autre qui en aurait perçu une égale quantité sur la chose qu'on lui aurait donnée.

76. Les donations de fruits peuvent se faire de plusieurs façons. Le moyen le plus simple est de laisser le donataire percevoir les fruits et toucher les revenus d'un bien dont la propriété reste au donateur. On peut encore donner la chose à ferme au donataire sans exiger les fermages convenus ou en faisant une location

(1) Demolombe, t. xvi, n. 438. — Laurent, t. x, n. 630. — Aubry et Rau, t. vi, § 631, p. 635, note 47. — Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. iii, n. 2828. — Planiol, t. iii, n. 2260. — Huc, t. v, n. 353. Cass., 12 mars 1889 (D. 90, 1, 30). — Grenoble, 9 juin 1845 (P. 46, 1, 701). — *Contra*, Cass., 27 octobre 1886 (D. 87, 1, 129, S. 87, 1, 193).

gratuite. Un auteur (1) a cependant dit à ce sujet que la donation se réduisait alors à la valeur des fermages, qui n'auraient pas été demandés et qu'il faudrait les rapporter comme les donations ordinaires. Son opinion a été partagée par quelques arrêts (2). N'est-ce pas cependant la même chose qu'une donation de fruits ou de fermages, puisque ces derniers ne représentent en définitive que l'avantage produit pour le fermier par la vente des fruits jointe à la valeur de son travail. D'ailleurs, si au lieu d'une ferme, une maison était donnée gratuitement à bail, faudrait-il dire que les loyers laissés à chaque terme au locataire n'auraient pas été considérés dans le patrimoine du bailleur comme des fruits civils? De nombreux auteurs ont suivi cette seconde opinion qui a été également partagée par la jurisprudence (3).

La donation faite au profit d'un successible peut également consister en un usufruit établi par le défunt sur un de ses biens ou une rente viagère qu'il s'engagerait à payer. On a décidé dans ce cas, et cela même dès notre ancien droit, que l'héritier ne devait rapporter à la succession que le droit à l'usufruit ou à la rente viagère (4). Au contraire s'il renonçait à la succession, il continuerait jusqu'à sa mort à en percevoir les fruits ou les arrérages.

(1) Laurent, t. x, n. 610.

(2) Cass., 29 juillet 1863 (D. 64, 1, 110, S. 64, 1, 79). — Angers, 29 janvier 1840 (S. 40, 2, 112). — Chambéry, 9 janvier 1889, France judiciaire, 89, 2, 142.

(3) Demolombe, t. xv, n. 445. — Aubry et Rau, t. vi, § 631, p. 636, note 28. — Caen, 13 décembre 1872 (S. 73, 2, 251). — Bourges, 10 décembre 1879 (D. 81, 2, 22, S. 81, 2, 110).

(4) Aubry et Rau, t. vi, § 631, p. 634, note 46. — Laurent, t. x, n. 636. — Huc, t. v, n. 365. — Planiol, t. iii, n. 2260.

La même solution s'applique exactement dans le cas où le défunt avait donné à son successible un usufruit constitué sur la tête d'un tiers. Au moment du décès l'héritier ne pourra pas rapporter l'usufruit puisqu'il s'est éteint par la mort de l'usufruitier primitif, et il gardera les fruits en vertu des art. 856 et 588 C. civ. pour les raisons que nous avons déjà données.

77. Les fruits des donations indirectes faites au successible ne sont également pas rapportables. On appelle donation indirecte, celle qui est faite par voie détournée, de manière à favoriser une personne sans que les tiers puissent s'en douter. Les donations indirectes sont très nombreuses et l'ingéniosité des hommes d'affaires s'exerce à ce sujet, car le but recherché est de déguiser si bien la donation qu'il n'y ait plus lieu au rapport. On peut citer comme donations indirectes : celles faites à une personne interposée, ou encore, ce sont là les plus fréquentes, celles faites sous la forme des contrats à titre onéreux. Ainsi un donateur vend au donataire un immeuble d'une valeur réelle de cent mille francs, pour le prix de cinquante cinq mille francs ; rapport pour le donataire du montant de la donation, soit quarante-cinq mille francs ; mais les revenus produits par l'immeuble restent la propriété de l'acquéreur.

Des questions plus difficiles sont soulevées par un autre genre de donations indirectes. Nous voulons parler des renonciations. La question est particulièrement délicate en matière de fruits, lorsqu'il y a renonciation à un usufruit faite par le de cujus au profit d'un de ses successibles. C'est par exemple un fils qui a reçu, en vertu d'un testament, le legs d'un immeuble en nue propriété tandis que son père en avait l'usufruit. Si ce

dernier y renonce, il faut se demander, d'abord s'il y a là une véritable libéralité, puis si c'est ou non une donation de fruits pour savoir s'il y a lieu à rapport. La question s'est présentée plusieurs fois devant les tribunaux et particulièrement le 19 février 1884 à la cour de Limoges (1).

La première question qui se pose est celle de savoir s'il y a là véritablement une libéralité. Sur ce point le doute n'est guère possible. Sans doute on ne peut pas dire que l'ascendant ait transmis un droit à son fils, mais celui-ci n'en a pas moins bénéficié des revenus qui seraient tombés dans le patrimoine du père. Pour que la libéralité n'existât pas, il aurait fallu supposer que la jouissance de ce bien étant plutôt onéreuse que rémunératrice, le père s'en fût déchargé à bon escient. Mais cela serait un cas tout à fait exceptionnel.

Ceci étant, on se demande s'il y a lieu à rapport. Quoique dans l'hypothèse de l'arrêt de Limoges, les juges aient décidé qu'il devait avoir lieu, il semble qu'il faut, appliquant les principes dont nous avons déjà parlé pour les donations de fruits, décider que le cohéritier les a gagnés. Le doute est né de ce que l'art. 856 du C. civ. ne s'applique pas exactement à cette hypothèse lorsqu'on veut l'interpréter strictement. Il dit en effet « les fruits et intérêts des choses sujettes à rapport » ; or, ici il n'y a pas eu donation, mais seulement renonciation, et encore avait-elle trait à un bien appartenant à l'héritier et qu'il n'a pas à rapporter. Ce raisonnement est juste : mais s'il paraît concorder avec la

(1) Limoges, 19 février 1884 (S. 86, 2, 455). — *Sic*, Cass., 27 octobre 1886 (D. 87, 1, 129. — S. 87, 1, 493).

(2) Cpr. Massigli, *Rev. critique*, 1887, p. 356 et s.

lettre du texte, nous ne le croyons pas d'accord avec son esprit. Les fruits ne sont pas rapportables, a-t-on dit, parce qu'ils sont présumés donnés par le défunt avec dispense de rapport. Or cette idée ne conduit-elle pas à accorder les fruits à l'héritier dans le cas où il n'y a qu'une donation de fruits et par suite dans l'hypothèse qui nous occupe, laquelle n'en est qu'une variante ?

D'ailleurs l'obligation de rapporter imposée au donataire entraîne des difficultés fort grandes lorsqu'il s'agit de savoir quels fruits doivent être restitués. Certains (1) ont proposé alors de l'obliger à la restitution intégrale de tous les fruits, déduction faite de tous les frais de production. Mais, comme le dit fort bien M. Massigli dans l'étude précitée, cette théorie est d'une sévérité excessive : « Les fruits sont destinés à être consommés, « où le revenu augmente, les dépenses deviennent pres- « que fatalement plus considérables, le donataire ne « mettra pas en réserve toute la valeur à rapporter un « jour ; la libéralité aura caché pour lui un piège. »

Dans un autre système, bien moins dur que le premier, on propose de n'obliger le donataire à restituer que les économies faites sur les fruits ; mais outre que cela découragerait l'épargne et engagerait le donataire à dépenser tous ses revenus, cette décision ne s'appuie sur aucun texte.

Cette dernière critique s'applique également à une troisième opinion, qui voudrait calculer ces économies sur celles qu'aurait faites un bon administrateur et au quatrième système, qui a été adopté par la Cour de Limoges et qui consiste à faire restituer les économies

(1) Duranton, t. VII, n. 373 et s.

qu'aurait pu faire le donateur. Ce dernier est évidemment le plus sage, car il a pour but de faire rentrer dans le patrimoine du défunt la valeur exacte qui y aurait été s'il n'y avait pas eu donation. Cependant, outre la critique déjà faite sur l'absence de textes à ce sujet, il faut remarquer qu'il présente beaucoup de dangers, le calcul des économies qu'aurait pu faire quelqu'un étant singulièrement difficile. Enfin est-il juste « d'exiger du donataire, qu'il agisse rigoureusement comme le donateur aurait agi » (1)?

78. On s'accorde à reconnaître que l'héritier soumis au rapport gagne les fruits de la même façon qu'un usufruitier. Les textes sont muets sur cette question et il fallait choisir entre l'assimilation avec l'usufruitier ou avec le possesseur de bonne foi. On a préféré la première (2), en effet, le donataire est pendant la période qui précède le décès, dans la situation d'un usufruitier, puisque la loi réserve en quelque sorte la nue propriété au donateur, le rapport ayant effet rétroactif. L'héritier gagnera alors les fruits naturels ou industriels par la perception et les fruits civils jour par jour (arg. art. 583 et 586). C'est ainsi que les arrérages de rente courus et non perçus pendant la vie du défunt lui appartiendront, ainsi que tous les revenus en argent de la chose qui lui a été donnée, réserve faite cependant de la prescription quinquennale qui peut l'empêcher de les réclamer.

79. Tels sont les cas où les fruits de la chose ne sont pas rapportables, mais il se peut au contraire, ce qui est

(1) Massigli, *op. et loc. cit.*

(2) Demolombe, t. xvi, n. 440 et 449. — Aubry et Rau, t. vi, § 631, p. 633, note 42. — Laurent, t. x, n. 628. — Huc, t. v, n. 365. — Planiol, t. iii, n. 2261. — Cass., 31 mars 1818 (S. chr.)

beaucoup plus rare d'ailleurs, qu'ils soient soumis au rapport comme la chose elle-même. Ceci se présente lorsque telle est la volonté du donateur. En vertu du principe de la liberté des conventions, celui-ci est parfaitement libre de restreindre sa donation dans la mesure qui lui plaît. Cette volonté peut être exprimée, soit dans l'acte de donation, soit postérieurement; mais dans ce cas il faut remarquer que le consentement du donataire doit s'y joindre, car le donateur ne peut, à lui tout seul, retirer d'une main ce qu'il a donné de l'autre. La règle « donner et retenir ne vaut » s'y oppose.

Lorsque les fruits sont rapportables, leur rapport se fait en moins prenant. C'est le mode employé pour les meubles, et par conséquent pour les fruits qui en font partie. Il serait d'ailleurs à peu près impossible d'effectuer ici un rapport en nature, puisque les fruits consistent en sommes d'argent ou en choses qui se détériorent assez vite. La somme due, une fois fixée, les autres cohéritiers font des prélèvements égaux à leur part, d'abord sur le numéraire de la succession, puis sur les meubles et, à défaut, les immeubles. Il se peut cependant que l'héritier donataire n'ait pas à rapporter la totalité des fruits : ceci se présentera dans l'hypothèse où il a fait sur l'immeuble donné des impenses nécessaires ou utiles (art. 861 et 862), que ses cohéritiers doivent lui rembourser. Si ces créances sont liquides, la compensation s'établira jusqu'à concurrence de la somme la plus faible, si bien que l'héritier ne devra que le reliquat (1).

80. b) Fruits postérieurs au décès. — A l'inverse de

(1) Cass., 5 juillet 1876 (D. 77, 4, 277, S. 77, 1, 345). — Toulouse, 1^{er} février 1877 (D. 78, 2, 166, S. 78, 2, 231).

ce qui a lieu pour les fruits perçus antérieurement au décès, le cohéritier doit ceux qu'il a acquis après (art. 856 C. civ.). La raison en est simple. Le rapport doit se faire au moment même de l'ouverture de la succession. Par conséquent, la possession gardée par l'héritier est une possession indue, et il doit rendre compte à ses cohéritiers de tous les profits qu'elle peut lui procurer. La plupart du temps, les fruits dus consistent dans les intérêts de la somme donnée par le défunt au successible. Dans ce cas, on les calculera suivant le taux légal du lieu de l'ouverture de la succession (1).

La raison en est toujours que le rapport est censé fait à la masse de la succession dès le décès, si bien que dans le cas où il aurait été fait réellement à cette date et au lieu de l'ouverture, il aurait rapporté aux autres cohéritiers une somme égale à celle réclamée. Cette règle, cependant, ne s'applique pas toujours strictement et l'on admet souvent que dans le cas où le partage traînerait en longueur par la faute de certains cohéritiers, ceux-ci devraient indemniser le donataire rapportant, si les intérêts qu'il percevait lui-même étaient inférieurs au taux légal (2).

En droit romain, un même texte (3) nous parle, pour la *collatio bonorum emancipati* et pour la *collatio dotis*, du sort des fruits après le décès. Le fils émancipé et la fille dotée sont tenus de les rapporter ; la fille ne rapportant d'ailleurs les fruits de sa dot que si son mariage avait été dissous avant le décès du père. Dans le cas contraire, en effet, les revenus de sa dot étaient la pro-

(1) Cass., 3 juillet 1872 (D. 73, 1, 369, S. 72, 1, 204).

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. III, n. 2920.

(3) D. Liv. 37, tit. 7, l. 5, p. 1.

priété du mari, à qui ils avaient été donnés *ad onera matrimonii sustinenda*. Cependant les commentateurs discutent, au sujet de ce texte, pour savoir si les fruits étaient dus de plein droit dès le décès, ou si, au contraire, il fallait pour cela une interpellation ou mise en demeure adressée à l'héritier. Les deux sens peuvent se soutenir à cause du mot « *mora* » employé par le texte. Cependant, étant donné que les prestations à fournir par les héritiers étaient soumises à l'arbitrage d'un *boni viri* qui statuait uniquement en équité, il semble douteux que le mot retard ait été pris dans cette hypothèse avec son sens juridique.

De même, dans le cas de *collatio descendendum*, les fruits furent dus à partir du décès du donateur et ce sont ces principes qui ont régi notre ancien droit et inspiré notre Code civil.

81. Le rapport des fruits perçus depuis le décès se fait soit en nature, soit en moins prenant. Ces fruits participent alors de la nature de la chose productive, si bien que ceux d'un immeuble seront rapportés en nature si le rapport de l'immeuble se fait ainsi, tandis que ceux d'une somme d'argent se feront en moins prenant. On s'est demandé sur quelles bases il fallait s'appuyer pour calculer la somme due pour les fruits d'un immeuble rapporté en moins prenant. Suivant un auteur(1), l'héritier est débiteur d'une dette facultative, il doit l'immeuble avec la possibilité de se libérer par le paiement d'une somme d'argent, si les conditions prévues par le Code se trouvent remplies. La somme due pour les fruits serait alors égale à la valeur de ceux que l'im-

(1) Laurent, t. v, n. 632.

meuble a réellement produits. Il semble préférable cependant, d'envisager l'obligation de l'héritier comme une obligation alternative et de ne l'obliger à rapporter qu'une valeur égale aux intérêts produits par la somme estimative de l'immeuble depuis le décès jusqu'au partage. La décision contraire pourrait d'ailleurs entraîner des difficultés pour apprécier la valeur des fruits dus ; par exemple, dans le cas prévu par l'article 860 Code civil, si l'immeuble donné avait été aliéné depuis longtemps par le donataire et que sa valeur productive ait changé.

Le rapport des fruits dus depuis le décès est imprescriptible. On admet en général (1), que puisque c'est une opération accessoire du partage, il doit être imprescriptible comme celui-ci. Quelques auteurs (2) cependant ont voulu lui appliquer la prescription de cinq ans en vertu de l'article 2277 Code civil; mais cette opinion qui fait du rapport une opération absolument indépendante du partage n'est pas admissible.

82. Du rapport des dettes. — De même que l'héritier doit rapporter les choses qui lui ont été données par le défunt, de même il doit le faire pour tout ce dont il est débiteur. Ce rapport qui était inconnu en droit romain, s'est introduit dans l'ancien droit au xvi^e siècle ; le Code civil l'a maintenu, mais ne s'en est occupé que très brièvement dans un unique article (art. 829).

Le rapport des dettes étant soumis aux mêmes règles

(1) Troplong, Prescrip., t. II, n. 1032. — Hue, t. V, n. 366. — Paris, 24 novembre 1838 (S. 38, 2, 480). — Bordeaux, 15 mars 1843 (S. 43, 2, 294) et 21 mars 1856 (S. 57, 2, 473).

(2) *Sic* : Baudry-Lacantinerie et Wahl, t. III, n. 2923. — Bastia, 5 novembre 1844 (D. 45, 2, 6, S. 46, 2, 35).

que le rapport des autres biens (art. 829 C. civ.), il faut décider que les revenus produits par la somme dont l'héritier a eu la disposition jusqu'au jour du décès lui appartiendront. Mais il faut remarquer que si des intérêts avaient été stipulés par le prêteur et n'avaient pas été payés, le successible les devrait à ses cohéritiers jusqu'au jour du partage. Dans le cas où des intérêts n'auraient pas été convenus il devrait uniquement rapporter ceux qui seraient dus, au taux légal à partir du décès. L'héritier peut d'ailleurs avoir à rapporter des intérêts sans qu'il y ait eu de sommes prêtées par le défunt. Cela se produit particulièrement lorsqu'il est devenu débiteur envers la succession pour des causes postérieures à son ouverture, par exemple pour des perceptions de fruits héréditaires ou pour des avances. Il en doit alors les intérêts à partir du jour où la dette est née (1). Les cohéritiers, en effet, seraient sans cela en perte des revenus que la somme aurait produits si elle avait été placée.

(1) Cass., 23 avril 1898 (D. 98. 1, 390).

SECTION II

DE L'ACQUISITION CONVENTIONNELLE DES FRUITS

83. Nous avons examiné, jusqu'ici, les différents cas, dans lesquels la loi seule accorde à certaines personnes, la jouissance des fruits d'une chose. Nous allons maintenant examiner les situations variées où les fruits sont acquis en vertu d'une convention intervenue entre les parties. Sans doute, c'est encore ici la loi qui règle l'attribution des fruits et l'on en peut citer comme exemple, l'usufruitier qui les gagnera suivant les règles établies au Code civil ; seulement son influence n'est plus prépondérante. La volonté des parties pourra se donner libre cours et en principe, modifier comme elle l'entend les règles relatives aux fruits. Une seconde différence existe encore. Elle a trait à l'acte, au fait qui donne ouverture au droit de jouissance. Dans notre première section, en effet, nous avons vu que c'était un fait matériel qui remplissait ce rôle ; par exemple pour le possesseur, c'est l'appréhension de la chose ; pour l'envoyé en possession, l'absence ; pour l'héritier, un décès. Au contraire dans les cas qui nous occupent maintenant, c'est un acte juridique qui le remplace, une convention qui, suivant les hypothèses, prend les noms de vente, donation, louage, contrat de ma-

riage, etc., ou un contrat unilatéral comme dans le cas du testament. Nous placerons en tête de notre section l'étude des droits du propriétaire sur les fruits, et ceux qui s'en rapprochent, c'est-à-dire ceux du donataire et légataire ; nous étudierons ensuite l'acquisition des fruits par l'usufruitier et les époux, enfin nous terminerons par l'examen des effets produits par un contrat de prêt ou de louage.

CHAPITRE I

DU PROPRIÉTAIRE EN VERTU D'UNE ACQUISITION A TITRE ONÉREUX (1)

84. *En vertu de quel droit le propriétaire gagne-t-il les fruits ?* — L'article 547 du Code civil est conçu en ces termes : « *Les fruits naturels ou industriels de la terre, les fruits civils, le croît des animaux appartiennent au propriétaire par voie d'accession.* » Comme on le voit, c'est à l'accession que le Code civil fait remonter la cause du droit qui permet au propriétaire de faire les fruits siens. L'accession, c'est le moyen d'acquérir dont bénéficie le propriétaire d'une chose sur celles qui viennent s'y ajouter et l'accroître ; par exemple, le propriétaire d'un champ acquiert des droits sur l'alluvion que la rivière dépose sur ses bords ; celui d'une ferme, sur les plantations qu'un possesseur y a effectuées ;

(1) Nous examinerons, dans ce chapitre, les droits du propriétaire par suite d'une acquisition à titre onéreux, parce que c'est là l'hypothèse qui se présente le plus souvent. Elle donne naissance à quelques particularités, mais les règles générales s'appliquent « *mutatis mutandis* » à tous les cas où un propriétaire gagne les fruits, qu'il soit héritier, donataire ou légataire.

celui d'une voiture, sur la roue qu'on y a adaptée. De même le législateur du Code civil reconnaît au propriétaire d'une chose des droits de propriété sur les fruits qu'elle produit. Cependant, si l'on examine cette idée à la clarté des principes du droit, on ne peut s'empêcher d'en reconnaître l'inexactitude. Le propriétaire d'un bien est, en effet, et cela en vertu de son seul droit de propriété, maître de toutes les parties de ce qu'il possède : « La propriété d'une chose, disent « MM. Aubry et Rau (1), comprend *virtuellement* celle « des objets qu'elle est susceptible de produire, soit spontanément, soit à l'aide du travail de l'homme ; ainsi « que celle des émoluments pécuniaires qu'on peut en » retirer. » On ne peut donc trouver ici de propriété distincte acquise par le propriétaire du principal et partant pas d'accession. Ce n'est qu'au moment des récoltes que le droit du propriétaire devient *apparent*, sans que pour cela il acquière un droit nouveau. D'ailleurs s'il en était ainsi, il serait plus juste alors de dire, comme on l'a fait, que ce n'est pas par accession qu'il acquiert les fruits, mais bien plutôt par désaccession.

85.— En droit romain, les fruits appartenaient au propriétaire en vertu du droit absolu qu'il possède sur la chose, et lorsque ceux-ci étaient séparés, il n'acquerrait pas une nouvelle propriété (2). L'idée du Code civil de rattacher l'acquisition des fruits à l'accession, est née depuis, par une extension, plus ou moins légitime, des règles qui régissaient celle-ci en droit romain. Il faut remarquer que le véritable propriétaire pouvait ne pas

(1) Aubry et Rau, t. II, § 192.

(2) Arg. D., liv. VI, tit. 1, l. 44, ff. — Girard, Précis, liv. III, II, chap. III, sect. IV, § 3.

avoir les fruits, et cela se produisait lorsque sur une même chose il y avait la propriété bonitaire et le « *nudum jus quiritium* ». Dans ce cas le propriétaire quiritaire était à peu près, s'il faut en croire un texte de Gaius (1), dans la situation d'un nu propriétaire. Ce jurisconsulte vise l'hypothèse d'un esclave appartenant à deux propriétaires et décide que ses produits seront acquis, non pas par le propriétaire quiritaire mais par celui qui a l'*in bonis*. Cependant ce dernier différerait d'un propriétaire ordinaire quant à l'acquisition des fruits. Assimilé à l'usufruitier, il ne pouvait les acquérir qu'en les percevant, si bien que dans le cas de vol la *condictio furtiva* ne pouvait être exercée que par le propriétaire quiritaire.

Dans notre ancien droit, la notion d'acquisition des fruits par voie d'accession, n'apparaît pas, si bien que l'on peut mettre cette innovation au compte du Code civil. Pothier en particulier se borne à distinguer deux périodes très distinctes : celle pendant laquelle les fruits sont encore fixés à la terre et celle où ils en sont séparés. Il admet que la propriété des fruits s'acquiert alors au moment de la séparation.

« Quoique ce soit le domaine que j'ai de ma terre qui ait produit celui que j'ai de ses fruits, je l'acquiers dans le même instant que ces fruits sont séparés de la terre où ils étaient pendants et qu'ils commencent à avoir un être distingué de la terre dont ils faisaient partie (2). » Est-il juste, cependant, de dire que le pro-

(1) Gaius, III, § 166. « Sed qui nudum jus Quiritium in servo habet, licet dominus sit, minus tamen juris in ea re habere intelligitur, quam usufructuarius et bonæ fidei possessor ».

(2) Pothier, *Propriété*, n. 151.

priétaire d'un tout acquiert la propriété d'une des parties de sa chose, lorsqu'elle vient à en être détachée ?

86. *Etendue du droit du propriétaire.* — Le droit de jouissance du propriétaire est très étendu puisqu'il acquiert non seulement les fruits de sa terre mais encore les produits. L'article 547 nous cite parmi les fruits : les fruits naturels ou industriels de la terre, auxquels il faut ajouter les fruits industriels quelconques produits par le travail de l'homme, les fruits civils, enfin le croît des animaux.

Au sujet de ce dernier il peut se produire des difficultés, lorsque le propriétaire de la femelle n'est pas le même que celui du mâle. On peut se demander, en effet, auquel des deux vont appartenir les petits. La question cependant a été résolue à peu près unanimement et de tous les temps en faveur du propriétaire de la femelle (1). La raison en est : que sa part dans la production du croît est bien plus considérable que celle du mâle et l'on a dit, à juste titre, que les petits étaient, en quelque sorte, une portion des entrailles de la mère. Ce sont ces idées qui, du temps de l'esclavage, faisaient donner à l'enfant la condition servile lorsqu'il naissait d'une mère esclave, même lorsque le père était de condition libre.

Il faut remarquer, d'ailleurs, que le propriétaire de la femelle ne bénéficiera du croît que déduction faite de la redevance qu'il peut avoir à payer au propriétaire du mâle pour prix de la saillie.

87. Le droit du propriétaire est donc, en principe,

(1) Dig., liv. vi, tit. 1, loi 5, 1. — Pothier, *Propriété*, n. 152. — Demolombe, t. ix, n. 580. — Laurent, t. vi, n. 201.

absolu ; cependant, il y a certaines hypothèses où il reçoit une limitation. Nous en citerons comme exemple la copropriété et le voisinage. La limitation résultant du voisinage est d'ailleurs fort peu importante. Pour encourager le propriétaire limitrophe d'un fonds à tolérer les branches qui empiètent sur son héritage, l'article 673 Code civil, modifié par la loi du 20 août 1881, lui donne le droit de s'approprier tous les fruits qui tombent naturellement sur sa terre.

Les questions qu'a fait naître la copropriété sont beaucoup plus pratiques et en même temps beaucoup plus délicates. Au point de vue qui nous occupe, la copropriété peut être envisagée de différentes façons, et, suivant le point de vue où l'on se place, les conséquences qui en découlent sont fort différentes.

D'habitude, les copropriétaires ont, sur chaque molécule de la chose, un droit indivis. Cette situation existe également sur les fruits produits par le bien, qui sont d'abord indivis, puis partagés à chaque perception entre les différents copropriétaires, suivant l'importance de leur quote part idéale dans la propriété de la chose. Nous en avons déjà rencontré un exemple à propos de l'héritier. Le partage se fait très simplement, en suivant la valeur des droits héréditaires, ou bien si l'indivision a lieu en vertu d'une convention, suivant les règles établies par celle-ci. Dans le cas où aucune disposition n'a été prise à ce sujet, les fruits sont également répartis entre les différents ayants-droit.

Mais la copropriété peut se présenter sous une autre forme où son influence sur le droit aux fruits est bien moins puissante. Nous voulons parler d'une indivision réduite à la propriété. Dans ce cas, comme dans

l'hypothèse précédente, il y a bien encore copropriété indivise sur chaque molécule de la chose, seulement le droit aux fruits est localisé et limité à un certain genre de ceux-ci. La jurisprudence nous en fournit deux exemples. Une terre est à la fois couverte de chaumes, de brandes et de forêts. Un des copropriétaires aura droit aux chaumes, l'autre aux brandes, le troisième aux bois (1). Il en est de même dans le cas où une prairie appartient à deux propriétaires, dont l'un a droit aux premières herbes et l'autre au regain (2). La légitimité de ce droit a été parfois contestée parce qu'on voulait y voir un droit réel spécial, non compris dans l'article 543 Code civil. A la vérité, il n'y a qu'une indivision ordinaire avec attribution aux copropriétaires d'une certaine part de fruits « estimée en nature ». La meilleure raison en est que chaque ayant-droit peut toujours réclamer le partage suivant les règles habituelles et que, dans ce cas, les parts seront évaluées au prorata de la valeur des fruits que chaque propriétaire touchait dans l'année (3).

88. — Les fruits étant une partie intégrante du fonds qui les a produits tant qu'ils n'en ont pas été détachés appartiennent au propriétaire, même quand ils sont le résultat des travaux d'autrui (art. 548 C. civ.). Il faut cependant faire exception, lorsque le propriétaire a lui-même cédé son droit de jouissance à une tierce personne, par exemple à un fermier ou à un usufruitier.

(1) Cass., 26 décembre 1833 (S. 34, 1, 720). — Cass., 13 février 1834 (S. 34, 1, 205).

(2) Cass., 22 novembre 1841 (S. 42, 1, 191).

(3) Cass., 22 mars 1836 (S. 36, 1, 385). — Sur l'ensemble de la question. V. Aubry et Rau, t. II, § 221 bis, p. 409.

Cependant l'acquisition des fruits pendants par le propriétaire est subordonnée au paiement des frais qui ont été nécessités pour leur production (art. 548 C. civ.). Il est en effet de principe que nul ne peut s'enrichir aux dépens d'autrui. Le possesseur, semble-t-il, serait en droit de retenir la chose jusqu'au paiement des frais qu'il a déboursés. Il faut remarquer que ces indemnités sont dues, quelle que soit la qualité de celui qui a contribué à produire les fruits, qu'il soit de bonne ou de mauvaise foi : il y a là un principe supérieur d'équité qui ne permet pas de faire de distinction.

Les jurisconsultes romains donnaient au possesseur de la chose sur laquelle se trouvaient des récoltes qu'il avait semées, l'action de dol pour repousser la revendication tant que les frais qui lui étaient dus, n'avaient pas été entièrement soldés. Si la possession avait été perdue, on lui accordait d'ordinaire des actions qui variaient, semble-t-il, suivant la nature de l'objet qui avait été produit. C'était une action *in rem utilis* pour les fruits des arbres (1) et une action *in factum* pour les semences (2). Par contre on refusait au possesseur de mauvaise foi le droit de réclamer le montant de ses frais. On en donnait cette raison, au moins étrange, qu'il était réputé avoir voulu en gratifier le propriétaire (3), alors que ce serait plutôt le contraire qu'il faudrait croire. D'ailleurs cette solution était déjà combattue et ne fut pas admise dans notre ancien droit (4).

(1) D., liv. vi, tit. 1, l. 5, 3.

(2) D., liv. vi, tit. 1, l. 23, 6.

(3) D., liv. vi, tit. 1, liv. 37 et 45, ff.

(4) Pothier, *Propriété*, n. 151 et 335.

Les règles que nous venons d'étudier et suivant lesquelles le propriétaire, qui trouve sur un bien qui lui appartient des fruits pendants par branches et racines doit rembourser les frais de production, s'étendent également au cas où le possesseur doit restituer des fruits déjà perçus parce qu'il est de mauvaise foi. Bien que l'article 548 du Code civil ne s'applique qu'à la première hypothèse, on l'étend sans difficulté à la seconde, parce que les raisons de décider sont identiquement les mêmes. C'est ainsi qu'il a été jugé : que le propriétaire devait restituer, outre les frais de semence et autres prévus dans l'art. 548, tous ceux qui avaient été faits pour la vente des fruits, tels que frais de récolte, de transport, d'octroi et d'emmagasinage (1).

89. — Le droit aux fruits, étant un accessoire du droit de propriété, existe dès l'instant où celui-ci est né. Par conséquent, dans le cas de vente ou d'échange, la convention des parties (art. 1138 C. civ.) ayant pour effet de transmettre la propriété, le droit aux fruits naîtra immédiatement, dès que la vente aura été conclue (art. 1614, al. 2). Il faut remarquer que cette règle s'applique à toutes les espèces de fruits et que le propriétaire bénéficiera des fruits industriels pendants au moment de la vente, sans devoir pour cela aucune indemnité au vendeur. La loi suppose, en effet, qu'on a tenu compte de leur valeur dans la fixation du prix de la chose. Pour les fruits civils ils commenceront également à courir au profit du propriétaire au moment de la vente. De même, étant donné que l'article 1614, al. 2 du Code civil ne fait aucune distinction, il faut attri-

(1) Cass., 15 janvier 1839 (S. 39, 1, 97).

buer les fruits à l'acquéreur dès l'instant de la vente et non seulement à partir de la délivrance, si elles n'ont pas lieu au même moment. Il peut se faire, d'ailleurs qu'une convention contraire soit intervenue entre les parties, convention qui peut être expresse ou tacite. On cite d'habitude comme exemple de ces dernières, le cas où le vendeur déclare au moment de la vente qu'il ne délivrera son bien qu'après la récolte (1).

Ces règles existaient déjà en droit romain. A l'origine, dans le cas de *mancipatio* ou d'*in jure cessio*, le propriétaire gagnait les fruits du moment où les formalités avaient été remplies ; dans le cas de tradition, c'était la remise de la chose qui en tenait lieu. Plus tard lorsque la vente fut en usage, il est à présumer que les fruits étaient également dus dès la formation du contrat, le vendeur s'engageant à livrer la possession de la chose. Certains textes donnent cette décision comme ne pouvant être mise en doute (2), alors cependant qu'un passage des sentences de Paul (3), restitué par Cujas, semble subordonner l'acquisition des fruits au paiement du prix. Dans notre ancien droit, on suivit les règles romaines. Le consentement ne suffisait pas pour transférer la propriété s'il n'était accompagné de tradition. En fait, d'ailleurs, celle-ci n'avait pas lieu et était remplacée par des clauses qui en tenaient lieu, telles que le constitut possessoire, des conventions fictives et précaires, ou mieux encore celle de dessaisine-saisine (4).

(1) Planiol, t. II, n. 1510.

(2) C., liv. IV, tit. 19, c. 13 et 16. — D., liv. XIX, tit. 1, l. 13, 10, « ... si fructibus jam maturis ager distractus sit, etiam fructus emptori cedere, nisi aliud convenit, exploratum est ».

(3) Paul, Sentences, l. 2, tit. 17, § 7.

(4) Coutume de Meaux (chap. III, art. 13). — Pothier, *Propriété*, n. 208 à 212. — Planiol, t. I, n. 1359.

89 bis. Il peut cependant arriver que le propriétaire ne bénéficie pas des revenus de sa chose à partir du moment exact où il l'a acquise. Cela se produira particulièrement lorsque le vendeur a consenti à un tiers une cession de loyers ou de fermages, ou lorsqu'il a reçu du locataire le paiement de plusieurs termes d'avance. Pour que ces actes lui soient opposables, il y a lieu d'accomplir certaines formalités dont nous allons dire quelques mots.

Les cessions de moins de trois années, seront opposables au tiers acquéreur, pourvu que les règles prescrites par l'article 1690 Code civil aient été observées et qu'elles aient acquis date certaine (art. 1328 C. civ.) La seule difficulté dans ce cas, porte sur le point de savoir jusqu'à quelle époque ces formalités pourront être faites. Bien que l'on ait parfois admis qu'elles pouvaient être accomplies jusqu'à la transcription de l'acte d'acquisition, nous croyons cependant qu'il faut limiter cette période au moment où cet acte a acquis date certaine. Comme on l'a fort bien dit, « la transcription, en effet, n'est pas exigée à l'égard de tous les tiers, mais seulement à l'égard des tiers qualifiés par la loi de 1855, ceux qui ont acquis des droits sur l'immeuble et qui les ont conservés en se conformant aux lois. Le cessionnaire ne rentre pas dans cette définition, il n'a pas de droit sur l'immeuble, mais seulement contre celui qui occupe l'immeuble, le locataire. Le preneur qui a payé par anticipation n'est pas davantage protégé par la loi de 1855 (1). »

Au delà de trois années, suivant les termes de l'article 2-5° de la loi du 23 mars 1855, la cession ou quittance

(1) Jaubert, France judiciaire, 1896, 1^{re} partie, p. 308.

doit être transcrite pour être opposable au tiers acquéreur. Des doutes se sont encore élevés à ce sujet comme dans l'hypothèse précédente, lorsqu'il s'est agi de savoir jusqu'à quelle date la transcription pouvait être effectuée. D'un côté en effet, le cessionnaire ne peut plus faire transcrire son titre dès que l'acte d'aliénation a acquis date certaine, puisqu'il n'a pas droit sur l'immeuble, et en sens inverse, l'acquéreur ne devrait pouvoir opposer le défaut de transcription qu'à partir du jour où il a lui-même fait transcrire son titre d'acquisition, car il ne peut auparavant se prévaloir de la disposition de la loi de 1855. La difficulté est presque insoluble. Dans le doute il est préférable cependant d'envisager la question à l'égard du tiers acquéreur, car la « situation du cessionnaire est une situation purement négative pour ainsi dire » (1). Dans ce cas la transcription de la cession ou quittance pourrait être faite par conséquent jusqu'à ce que l'acquéreur eût lui-même fait transcrire son titre.

90. Si l'acheteur bénéficie des fruits de la chose dès le moment où la propriété lui en a été transférée, il doit, par contre, au vendeur, les intérêts du prix. Il est tout naturel qu'ayant la jouissance de la chose il ne garde pas en même temps le prix qui est la contre-valeur de celle-ci et ne bénéficie à la fois des revenus de celui-ci et des fruits.

L'obligation aux intérêts du prix est, aux termes de l'article 1652 du Code civil, soumise à plusieurs conditions. Il faut :

- 1° Que la chose soit frugifère ;
- 2° Qu'elle ait été livrée à l'acheteur.

(1) Jaubert. *op. cit.*, p. 312.

1^o Chose frugifère. — On a critiqué assez souvent cette disposition de l'article 1652 du Code civil, qui exige, pour que les intérêts du prix soient dus, que la chose soit frugifère. Sans doute dans ce cas l'avantage qu'en retire l'acheteur est très visible et il est très naturel de le lui faire payer en l'obligeant à donner les intérêts du prix ; mais, d'une manière générale, il faudrait statuer alors toujours de même pour toutes les ventes. L'acheteur ne contracte, en effet, que parce qu'il juge que la possession de la chose lui sera plus utile que celle de la somme d'argent qu'il va donner en échange et il en est de même, mais d'une manière inverse, pour le vendeur. Il ne serait donc que juste de forcer l'acheteur à donner également, dans ce cas, les intérêts du prix en compensation de l'agrément qu'il a obtenu.

La question de savoir si une chose est ou n'est pas frugifère est assez délicate à trancher en pratique. Faut-il s'attacher à la possibilité qu'elle a de produire des revenus ou à son état réel ? Un exemple fera mieux ressortir cette difficulté. Supposons une maison habitable qui n'est pas louée au moment de la vente : faut-il dire qu'elle n'est pas frugifère, parce qu'à ce moment là elle ne produit pas de revenus ? Il nous semble conforme à l'esprit de la loi de décider que dans ce cas la chose n'est pas frugifère. Nous trouvons, en effet, un argument en notre faveur dans ce fait que l'article 1652 du Code civil exige que la chose produise des fruits. Or peut-on dire dans notre hypothèse qu'une maison non louée *produit* des revenus au moment de la vente ? Comprendrait-on un acheteur obligé de payer les intérêts d'un prix parfois considérable à partir du moment

précis de la vente, alors qu'en fait il lui faudrait toujours un certain temps pour mettre la chose en état de lui procurer des revenus (1) ?

On doit remarquer d'ailleurs que l'article 1652 du Code civil n'exige pas qu'en fait l'acheteur ait perçu les fruits. La loi ne disant pas : « si la chose a produit des fruits », mais : « si elle produit des fruits » (2) ; il en résultera, par exemple, que l'acheteur d'un vignoble immédiatement après la récolte, n'en devrait pas moins les intérêts de son prix, bien qu'il dût attendre jusqu'à l'année suivante pour en retirer quelque profit.

2° Il faut que la chose ait été livrée à l'acquéreur. — Cette disposition se comprend d'elle-même, l'acquéreur ne devant les intérêts du prix que parce qu'il bénéficie aussi des fruits. Cependant on l'a critiquée (3) avec beaucoup de raison, en se fondant sur ce fait que si la propriété et le droit aux fruits étaient transmis dès la vente et non à l'époque de la délivrance (art. 1614, 2° C. civ.), il n'était pas rationnel de n'obliger à payer les intérêts, qu'à partir de celle-ci. Ce raisonnement est, croyons-nous, parfaitement logique et serait à prendre en considération au moment d'une réforme législative. Cependant, l'importance des intérêts entre la vente et la délivrance est en général bien faible. Si au contraire un long délai les sépare, c'est que le vendeur l'a stipulé d'habitude pour faire une récolte qu'il s'est réservée, si bien que l'avantage pratique d'une pareille modification ne serait pas considérable.

(1) *En ce sens*, Baudry-Lacantinerie et Saignat, *De la vente*, n. 524.

(2) Guillouard, t. II, n. 563.

(3) Vigié, *C. de droit civil*, t. III, n. 770. — *Contra*, Baudry-Lacantinerie et Saignat, n. 525.

91. Telles sont les seules conditions que l'art. 1652 C. civ. impose pour que l'acheteur soit tenu des intérêts du prix. Le vendeur n'est pas désarmé pour cela lorsqu'elles n'existent pas et peut réclamer les intérêts, soit lorsque la convention l'a ainsi décidé, soit par une sommation. Il faut remarquer à ce sujet le régime de faveur dont jouissait le vendeur avant la réforme de l'art. 1153 C. civ. par la loi du 7 avril 1900, puisque les intérêts ne couraient en général, qu'à partir d'une demande en justice.

Il faut enfin également observer que, l'art. 1652 C. civ. ne distinguant pas, on doit décider que les intérêts sont dus même lorsqu'un terme a été accordé à l'acheteur pour payer son prix. Il semblerait pourtant qu'il y ait là une convention tacite suffisante pour l'en dispenser. La question était d'autant plus douteuse que l'ancien droit exonérait l'acheteur du paiement des intérêts en partant justement de cette idée que les parties, en convenant de laisser le prix à l'acquéreur pendant un certain temps, l'avaient fixé à une somme plus forte de telle sorte que la perte des intérêts se trouvait ainsi compensée (1). Cette solution cependant n'a pas été admise et la doctrine moderne est unanime à attribuer dans ce cas les intérêts au vendeur (2).

92. Le propriétaire ne gagne pas les fruits de la même façon que le possesseur de bonne foi. Les fruits naturels, parmi lesquels on peut comprendre les fruits

(1) Pothier, *Vente*, n. 386.

(2) Aubry et Rau, t. iv, § 356, p. 398, texte et note 21. — Laurent, t. xxiv, n. 333. — Baudry-Lacantinerie et Saignat, n. 526. — Guillaouard, t. ii, n. 564. — Hue, t. x, n. 164.

naturels proprement dits et les fruits industriels, sont acquis par la séparation, ou plus exactement, comme nous l'avons fait remarquer plus haut, c'est à partir de la séparation que le droit du propriétaire sur eux devient distinct de celui qu'il a sur la chose frugifère. Par conséquent, dès qu'une récolte de blé est coupée, ou lorsque les fruits sont cueillis à l'arbre qui les a produits, on dit que le propriétaire les acquiert. Il n'est pas besoin, d'ailleurs, qu'ils soient enlevés du fonds qui les a produits, et les gerbes de blé sont réputées acquises dès que le blé lui-même a été coupé, même si elles restent liées dans le champ. La même règle s'applique aux produits des mines, minières, carrières et tourbières (1).

Au contraire des fruits naturels, les fruits civils ne se gagnent pas par la perception ; ils sont réputés être acquis jour par jour. L'application de cette règle conduit à ne donner au propriétaire qu'un droit proportionnel au nombre de jours de l'année pendant lesquels la chose a été sienne. Par conséquent, s'il vient à vendre son bien après avoir perçu d'avance le paiement d'un fermage, il devra en restituer une partie à l'acquéreur.

On s'est demandé si ces règles s'appliquaient à la cession de créance et si le cédant gardait les fruits civils échus jusqu'au moment de la cession. La raison de douter vient de ce que, d'après l'article 1692 Code civil, le cédant, devant au concessionnaire les accessoires de la créance, il semble que les fruits civils échus, mais non perçus, doivent être compris parmi ceux-ci et

(1) Demolombè, t. ix, n. 582 et x, n. 275. — Aubry et Rau, t. ii, § 192.

laissés à l'acquéreur. Nous pensons pourtant qu'une pareille dérogation aux principes n'est guère autorisée par l'article 1692 Code civil, qui paraît entendre le mot *accessoire* d'une façon particulière. Sans doute, son énumération n'est pas limitative, mais il semble cependant vouloir désigner par là uniquement les sûretés qui permettent au cessionnaire d'exercer efficacement son droit de créance et dont la question de transmission, très importante, nécessitait une disposition spéciale du Code. Quoi qu'il en soit, la doctrine est, en général, en sens contraire (1). Outre l'argument du texte tiré du mot « accessoires » employé par l'article 1692 Code civil, on donne d'habitude comme raison que le cessionnaire, en cédant sa créance, s'enlève par là même le moyen de réclamer les intérêts échus, ce qui laisse à supposer son intention d'en gratifier le créancier.

93. Propriété temporaire ou révocable. — Nous avons examiné jusqu'ici le droit aux fruits du propriétaire dont la propriété n'était soumise à aucune limitation de durée ou à aucun risque de résolution. Il nous faut étudier maintenant des hypothèses spéciales où ce droit se trouve profondément modifié, soit en vertu de la loi ou de la convention des parties, comme dans le cas de propriété littéraire et artistique ou de vente sous condition résolutoire, soit au contraire parce qu'un des contractants a fait un acte qui amène la résolution du contrat.

Le premier cas qui se présente à notre examen est celui de la propriété littéraire ou artistique. Le droit

(1) Duranton, t. xvi, n. 507. — Guillouard, t. II, n. 814. — Baudry-Lacantinerie et Saignat, n. 810. — Hue, t. II, n. 448. — *Contra*, Laurent, t. xxiv, n. 553. — Cpr. Planiol, t. II, n. 1667.

du propriétaire reste absolu sur les revenus de ses œuvres, mais il est limité à une certaine durée. Il en résulte notamment que l'héritier d'un auteur, devenu propriétaire de son œuvre, verra disparaître son droit de jouissance sur celle-ci, au bout d'un certain délai, que la loi du 14 juillet 1866 a porté à cinquante ans, à partir du décès de l'auteur. Cette espèce d'expropriation a des raisons diverses. Il faut remarquer que la plupart des œuvres littéraires et artistiques vieillissent assez vite et que cinquante ans après le décès de l'auteur les revenus qu'elles produisent peuvent être singulièrement diminués. De plus, les idées ne sont guère susceptibles d'appropriation comme les choses matérielles (1), elles appartiennent à tous, elles doivent se répandre librement, si bien qu'un monopole d'exploitation perpétuelle empêcherait considérablement cette vulgarisation. Enfin, il ne faut pas se dissimuler qu'au bout d'un temps plus long, il deviendrait difficile de partager la jouissance entre les nombreux ayants-droit. On a calculé, en effet, qu'en supposant seulement deux enfants à chaque génération, le nombre des héritiers se trouverait porté, à la douzième, au chiffre considérable de 4.096, entre lesquels devrait se faire la répartition des revenus (2).

La même limitation s'applique au droit de jouissance des titulaires de brevet d'invention; mais ici le délai est encore plus restreint, et borné à une durée de quinze ans. La raison de ce délai si court se trouve dans ce fait, que les inventions ainsi brevetées sont plus directement utiles à la vie de la société, qu'une œuvre littéraire ou

(1) Planiol, t. I, n. 1283.

(2) Planiol, t. II, n. 1285, B.

artistique, dont l'appréciation n'est permise qu'à un nombre relativement restreint d'individus. Il importait donc de les faire tomber le plus vite possible dans le domaine public et c'est ce qui explique la durée si brève de leur monopole d'exploitation.

94. La condition résolutoire est, suivant les termes de l'article 1183 Code civil, celle qui, lorsqu'elle s'accomplit, opère la révocation de l'obligation et qui remet les choses au même état que si l'obligation n'avait pas existé. Si l'on applique cette définition à la vente, il faut donc décider que, la condition une fois réalisée, le droit du propriétaire est rétroactivement anéanti, que tous les actes faits par lui, à ce titre, sur la chose, sont considérés comme nonavenus et au point de vue qui nous occupe, qu'il n'a pu gagner les fruits. Il faut remarquer, avant d'entreprendre l'étude des difficultés que cette question a soulevées, qu'on distingue d'habitude entre deux espèces de conditions : la condition résolutoire expresse et la condition résolutoire tacite. La condition résolutoire expresse, comme son nom l'indique, est celle qui est formulée par les parties « *expressis verbis* » au moment de la vente, tandis que la condition résolutoire tacite, appelée plus exactement pacte commissoire, est celle qui permet à un contractant d'anéantir rétroactivement le contrat en n'exécutant pas la prestation convenue. Ceci étant et comme nous l'avons laissé entrevoir, il semble logique de décider que la condition résolutoire insérée dans un contrat de vente, ne peut permettre à l'acheteur de faire les fruits siens si elle vient à se réaliser. De quel droit, en effet, cet acheteur qui n'a jamais été propriétaire, pourrait-il les acquérir ? Il ne pourrait en aucune façon invoquer

l'article 1614, alinéa 2 Code civil, qui établit le droit du propriétaire.

On a cependant soutenu assez souvent l'opinion contraire, mais uniquement pour ce qui concerne la condition résolutoire expresse, tandis qu'au contraire il y a des doutes pour la condition résolutoire tacite (1). Il est impossible cependant d'admettre une distinction entre ces deux espèces de conditions qui sont soumises identiquement aux mêmes règles. Comme on l'a fort bien remarqué (2), on arriverait dans ce cas à ne pas faire produire d'effet rétroactif à la condition résolutoire expresse, alors que l'article 1183 Code civil qui la prévoit, l'établit d'une façon indiscutable. Il n'en serait pas de même au contraire pour la condition tacite qui aurait nécessairement effet rétroactif, alors cependant que l'article 1184 Code civil n'en parle pas et que l'on est obligé de lui étendre les règles de l'article 1183 C. civil par voie d'analogie, pour lui donner cet effet.

La jurisprudence n'a suivi ni l'un ni l'autre de ces systèmes et admet entre les parties la restitution des fruits, tandis qu'au contraire elle ne l'admet pas entre le vendeur et des tiers (3). Au point de vue juridique, nous ne pouvons admettre ce système, car il nous semble, que du moment que le titre est résolu, il l'est pour tout le monde et par conséquent à l'égard des tiers à qui l'acheteur n'a pu transférer un droit qu'il n'avait pas lui-même. Cependant il ne faut pas se hâter de le condamner, car s'il est en contradiction avec un article du Code, il n'en est pas moins très équitable. Examinons,

(1) Troplong, De la vente, t. II, n. 652.

(2) Laurent, t. XVII, n. 154.

(3) Cass., 18 juillet 1854 (D. 54, 1, 357).

en effet, la situation de l'acquéreur primitif. Pourrait-on lui laisser les fruits comme à un possesseur de bonne foi, alors qu'en les percevant sous la menace d'une condition résolutoire, il devait savoir qu'il pourrait être obligé de les rendre un jour ? En est-il de même au contraire pour les tiers ? Du moment qu'ils ont cru que l'acheteur était un propriétaire pur et simple, ils ont possédé de bonne foi, si bien qu'on pouvait leur accorder les fruits à ce titre.

La conclusion de tout ceci c'est que la loi s'est montrée trop dure pour le propriétaire sous condition résolutoire. Il nous semble qu'il serait bon de suivre sur ce point les règles établies par l'art. 158 du Code civil allemand et supprimer la rétroactivité de la condition résolutoire. La jurisprudence l'a tenté, mais en violant la loi ; le législateur qui, dans quelques cas, tels que ceux des art. 856, 928, 958, 962 et 1682 C. civ., laisse les fruits au propriétaire résolu, pourrait l'étendre à meilleur droit encore à l'hypothèse que nous venons d'examiner.

Dans le cas de vente sous condition suspensive, on devrait attribuer les fruits *pendente conditione* à l'acquéreur, en vertu du principe établi par l'art. 1614 al. 2 C. civ., sauf bien entendu à obliger celui-ci à donner au vendeur les intérêts du prix stipulé. On admet cependant d'habitude que ces fruits se compenseront avec les intérêts sans qu'il soit besoin de faire d'autre calcul (1). Telle est sans doute l'intention des parties ; celles-ci d'ailleurs, lorsqu'elles stipulent avec une pareille condition, ce qui est assez rare, décident d'habi-

(1) Planiol, t. II, n. 1510.

tude à leur guise de l'attribution des fruits de la chose.

95. Dans la vente sous condition résolutoire, nous avons vu les droits du propriétaire diminués par suite de l'arrivée d'un événement futur et incertain, mais ne dépendant pas de la volonté des contractants qui se sont bornés à le prévoir. Dans le cas de vente à réméré, que nous allons examiner maintenant, c'est la volonté du vendeur qui, manifestée dans un certain délai, anéantit la vente: il y a une condition résolutoire potestative.

Lorsque la vente est stipulée avec faculté de rachat et que le vendeur use de son droit, pendant le délai de cinq années imposé par l'art. 1660 C. civ., la révocation de la propriété a lieu avec effet rétroactif, si bien que les charges, les hypothèques et les autres droits réels constitués par l'acheteur sont censés n'avoir jamais existé. Il faudrait donc, en vertu du principe qu'il n'a jamais été propriétaire, décider que les fruits perçus avant l'exercice du réméré n'auront pu être acquis par lui et qu'il devra les restituer au vendeur. La loi n'a pas statué sur cette question; cependant, comme elle n'oblige pas le vendeur à payer les intérêts du prix, on en conclut naturellement que l'acheteur ne peut être forcé de restituer les fruits perçus, car il éprouverait ainsi un préjudice injustifiable. On a fait d'ailleurs remarquer, à juste titre, que telle a dû être l'intention des parties qui ont entendu qu'il s'opérât une compensation de jouissance (1).

On s'est demandé, par contre, s'il ne fallait pas distinguer, à ce sujet, entre les différents fruits. La ques-

(1) Pau, 9 mars 1896 (S. 96, 2, 68).

tion ne se pose pas pour les fruits civils, puisque l'acheteur ne les acquiert que proportionnellement au temps de sa jouissance et que d'autre part le vendeur n'est dispensé également des intérêts du prix que pendant le temps qu'il le garde. Au contraire il peut y avoir perte pour l'acheteur, lorsqu'il s'agit de fruits naturels ou industriels. Supposons, par exemple, que le bien vendu consiste en bois taillis que l'on ne coupe, comme c'est la coutume, que tous les dix ans. Si le réméré a lieu au bout de cinq ans, avant que la coupe soit faite, il en résultera que l'acheteur perdra les intérêts de son prix, sans rien acquérir en échange. La majorité des auteurs (1), frappés par cette situation, décident qu'il est équitable d'appliquer ici des règles spéciales et de décider que même les fruits naturels sont acquis jour par jour, comme cela se produit au bénéfice du mari dotal (art. 1571 C. civ.). Cette solution est heureuse, mais nous ferons cependant remarquer, qu'il est de principe que l'acquisition des fruits naturels et industriels se fait par la perception, si bien que, pour déroger à cette règle absolue, il faudrait un texte qui, s'il existe pour le mari dotal, n'existe pas cependant pour notre hypothèse.

96. Dans la vente à réméré, nous avons vu la propriété résolue par la volonté du vendeur, avec cette particularité que cette résolution était prévue par le contrat. Le retrait successoral nous présente, au contraire, la résolution faite par la seule volonté d'une personne, mais qui tient son pouvoir de la loi. Ce retrait consiste

(1) Aubry et Rau, t. iv, § 357, p. 410, texte et note 19. — Laurent, t. xxiv, n. 408. — Baudry-Lacantinerie et Saignat, n. 651. — Guillouard, t. ii, n. 672.

essentiellement à accorder à un cohéritier le droit de reprendre, pour son compte, la cession d'une part héréditaire faite par un de ses cohéritiers à une personne qui n'est pas appelée au partage en qualité de successeur universel. Le retrait successoral est une opération *sui generis* et l'on ne peut pas assimiler la situation du retrayé à celle d'un acheteur sous condition résolutoire lorsque celle-ci s'est réalisée. La cession, en effet, reste valable, seulement c'est le retrayant qui se trouve acquéreur à la place du retrayé. Partant de ce principe, il semble qu'il faudrait décider que le retrayant aurait droit à tous les fruits de la chose, puisqu'il est censé en avoir toujours été propriétaire, tandis qu'au contraire le retrayé n'aurait pu les acquérir et devrait restituer ceux qu'il aurait perçus. Cependant, on admet, au contraire (1), que le retrayé fera les fruits siens, parce qu'il est possesseur de bonne foi, tout au moins jusqu'au jour de la demande en retrait. Il faut remarquer, qu'au contraire, le retrayant doit les intérêts du prix de la cession, à partir du jour où le retrayé a payé la somme au cédant (art. 1699 C. civ.). La raison en est qu'on ne peut rien reprocher au retrayé et, qu'au contraire, le droit exercé contre lui est tellement en dehors des principes juridiques sur l'irrévocabilité de la propriété, qu'il n'est que juste de lui laisser, à titre de faveur, les intérêts du prix ainsi que les fruits.

97. Restent des hypothèses particulières, où la rescision est prononcée parce que l'un des contractants a fait un acte tel, que le contrat ne peut plus exister. La

(1) Demolombe, t. xvi, n. 108. — Laurent, t. x, n. 378. — Bordeaux, 25 mars 1857 (D. 57, 2, 116, S. 58, 2, 289). — Chambéry, 27 janvier 1872 (D. 72, 2, 239, S. 72, 2, 77).

différence qui les sépare de celles examinées déjà, est qu'ici la rescision est le résultat d'une sorte de faute commise par l'une des parties.

On en voit un premier exemple dans le cas de rescision pour cause de lésion. En principe, la loi n'admet pas que la lésion puisse suffire pour faire rescinder un contrat, mais elle y fait exception dans le cas qui nous occupe. Partant de cette idée que le vendeur peut être forcé de vendre son bien et qu'il n'a pas alors toute la liberté d'esprit nécessaire, le législateur décide que lorsque la vente aura été faite à des conditions trop onéreuses pour lui, elle pourra être rescindée. Cette lésion, pour avoir une influence sur l'existence de la vente, doit être considérable et atteindre, d'après l'article 1674 du Code civil, plus des sept douzièmes du prix réel. La vente annulée, l'attribution des fruits, pendant la période qui a couru depuis le jour du contrat jusqu'à la demande en rescision, est réglée par l'article 1682 du Code civil. Celui-ci décide qu'il s'opérera une compensation entre les intérêts du prix que le vendeur devra restituer et les fruits perçus par l'acquéreur. Si celui-ci n'en a perçu aucun, l'article 1682, al. 3 du Code civil décide alors que le vendeur lui devra même les intérêts du prix depuis le jour où il l'a touché. Cette décision a été souvent critiquée et à juste titre. Lorsqu'il s'agit, en effet, de fruits qui se perçoivent à longue échéance, le vendeur ne perdra rien, car il les retrouvera pendants sur la chose au moment où la rescision sera prononcée. Mais il peut se faire, au contraire, que le bien vendu ne produise pas de fruits : le vendeur étant obligé de restituer les intérêts du prix, il en résultera que l'ache-

teur aura bénéficié gratuitement des agréments de la chose.

Le vendeur et l'acheteur acquièrent réciproquement les fruits ou intérêts parce qu'ils sont possesseurs de bonne foi. Certains auteurs (1) partant de cette idée, se sont demandé si l'acheteur, qui avait acquis une chose à si bas prix, n'était pas nécessairement de mauvaise foi et obligé dès lors à restituer les fruits.

Cela ne nous semble pas exact (2). Il est parfaitement licite d'acheter un bien pour réaliser un profit, et de chercher à l'avoir au plus bas prix possible. Le commerce est fondé sur ces idées, et dans une vente chaque partie essaye de réaliser un gain. La mauvaise foi ne peut donc en résulter nécessairement. Il faudrait pour cela que l'acquéreur ait su que la lésion était de plus des sept douzièmes du prix, ce qui est à peu près impossible. D'ailleurs dans le cas où cela serait, la mauvaise foi se prouverait par les moyens ordinaires.

98. — Un second exemple nous est fourni, lorsqu'il y a résolution de la vente, parce que l'acheteur refuse de payer le prix. Dans ce cas le vendeur a le pouvoir, ou de l'obliger à s'exécuter par les voies de droit ordinaires, ou de demander la résolution de la vente. Notre hypothèse, il faut le remarquer, n'est qu'un cas de condition résolutoire tacite, ou de pacte commissaire, dont nous avons donné les règles plus haut. Il y a donc lieu de décider que l'acquéreur sera tenu de restituer les fruits par lui perçus, tandis que le vendeur lui donnera

(1) Duvergier, t. II, n. 121. — Demante et Colmet de Santerre, t. VII, n. 126 bis, III. — Guillouard, t. II, n. 718.

(2) Aubry et Rau, t. IV, § 358, p. 417, note 19.

les intérêts du prix, même dans le cas, d'ailleurs, où n'ayant pas placé la somme il n'en a pas perçu (1).

On s'est demandé à ce sujet dans quelle situation se trouverait le sous-acquéreur de la chose vis-à-vis du vendeur primitif lorsque celui-ci lui réclamerait les fruits. Il semble hors de doute qu'il ne faudrait pas lui appliquer les règles précédentes, puisqu'il n'est lié au vendeur primitif par aucune obligation personnelle. Par conséquent, il y aurait lieu de lui appliquer les règles relatives au possesseur de bonne foi et de décider qu'il ne devra les fruits qu'au cas où il aurait connu le vice du titre de son auteur.

99. Il nous faut, en dernier lieu, nous occuper de l'attribution des fruits, lorsque l'acheteur a été évincé par le véritable propriétaire de la chose. Ici la question est beaucoup plus simple, car il n'y a guère qu'à appliquer les règles relatives à la bonne foi. D'une part l'acquéreur évincé, ayant cru le vendeur propriétaire peut, en vertu de l'article 550 du Code civil, garder les fruits qu'il a perçus, et d'autre part il en est de même pour le vendeur qui gardera les intérêts du prix.

Une difficulté s'est cependant élevée au sujet de l'article 1630 du Code civil. D'après celui-ci le vendeur peut être obligé de restituer à l'acheteur évincé les fruits de la chose lorsque celui-ci est obligé de les rendre au propriétaire qui l'évince. Or dans ce cas l'acheteur évincé serait de mauvaise foi et n'aurait pas droit, en vertu de l'article 1599 du Code civil, à des dommages-intérêts, représentant en particulier la valeur des fruits. L'explication est cependant assez simple. L'acheteur,

(1) Laurent, t. xxiv, n. 355. — Baudry-Lacantinerie et Saignat, n. 558. — Guillouard, t. II, n. 615.

en effet, a droit à des dommages-intérêts de la part du vendeur, lorsqu'il a ignoré, au moment de la vente, que la chose fût à autrui. Or il peut avoir à restituer les fruits au propriétaire qui l'évince lorsqu'il a été de mauvaise foi, même après la conclusion de la vente. Par conséquent, l'article 1630 du Code civil, qui a trait à un acheteur devenant de mauvaise foi alors qu'il est déjà en possession, n'est pas en contradiction avec l'article 1599 (1).

CHAPITRE II

DU DONATAIRE

100. *Droits du donataire lorsque la donation est pure et simple.* — La donation entre vifs est, suivant l'article 894 du Code civil, l'acte par lequel le donateur se dépouille irrévocablement de la chose donnée, sans compensation, en faveur d'un donataire. Comme on le voit d'après cette définition, la donation a essentiellement pour but de transférer au donataire la propriété de la chose, si bien que celui-ci acquiert immédiatement sur elle la plénitude des droits du propriétaire qui lui permettent de gagner les fruits. Nous n'insisterons pas ici sur la façon dont il gagne les fruits, car les règles qui s'appliquent dans cette hypothèse sont les mêmes que celles qui régissent l'acquisition des fruits par le propriétaire et que nous avons déjà exposées. Il nous suffira de faire remarquer que ce droit aux fruits ne prend naissance qu'au moment exact où l'acceptation sera signifiée au donateur.

(1) Planiol, t. II, n. 1568.

La donation au lieu de porter sur la propriété d'une chose peut consister dans un droit d'usufruit sur un bien dont le donateur se réserve la nue-propriété. Il n'est pas plus difficile que dans l'hypothèse précédente de déterminer les règles qui régiront dans ce cas l'acquisition des fruits par le donateur. On lui appliquera en effet celles qui ont trait à l'usufruitier et qui seront exposées plus tard. Enfin il peut même arriver que le donataire n'ait aucun droit sur les fruits. Ceci se produira lorsque le donateur se sera réservé ou aura donné à une autre personne l'usufruit du bien objet de la donation. A la mort de l'usufruitier, le donataire acquérant la pleine propriété de sa chose fera les fruits siens.

101. *Droits du donataire lorsque la donation est résoluble.* — Les droits du donataire sur les fruits du bien donné varient lorsque la donation est résolue. La loi qui se méfie, d'une manière générale, de toute donation, a multiplié les cas de résolution, si bien qu'il n'est pas rare de voir un donataire obligé de restituer les fruits qu'il a perçus. Il est impossible de donner sur ces différents cas une théorie d'ensemble. On peut dire cependant, qu'en principe la révocation de la donation a effet rétroactif, mais que dans la plupart des cas la loi attribue pourtant au donataire les fruits perçus jusqu'à la révocation. Nous examinerons d'abord les trois causes de résolution : inexécution des conditions, ingratitude et survenance d'enfant, prévues par l'article 953 du Code civil, et le retour conventionnel, puis la réduction des donations pour atteinte à la réserve et enfin les règles spéciales au grevé de substitution.

102. La donation est résolue lorsque les conditions

sous lesquelles elle avait été conclue n'ont pas été exécutées. Bien que l'intention des parties ne doit être considérée qu'au moment du contrat, le législateur admet ici, que du moment où le donataire n'exécute pas les conditions, le donateur ne veut plus maintenir la donation ; et il juge cette raison suffisante pour en amener la résolution. Celle-ci, opérant avec effet rétroactif, on s'est demandé si le donataire pouvait garder les fruits. D'après un auteur (1) la règle ordinaire doit s'appliquer et du moment qu'il y a effet rétroactif, le donataire, étant censé n'avoir jamais été propriétaire, n'a pu acquérir les fruits. Cette opinion est très juridique, mais elle est si dure à l'égard du donataire que la pratique a cherché une solution plus douce. D'après un second système (2) le donataire frappé par la résolution resterait néanmoins un possesseur de bonne foi, car il a cru, au moment où il acceptait la donation, qu'il en remplirait toutes les conditions. Plus tard, il n'a pas pu, pour une cause quelconque, continuer à les exécuter ou bien il ne l'a plus voulu et ce n'est qu'à partir de cette époque, qu'étant devenu de mauvaise foi, il doit restituer les fruits. Mais ce système n'est pas admissible, car le donataire n'est pas un possesseur de bonne foi. Un troisième système, qui est plus généralement approuvé (3), ne fait pas de distinctions et décide que les fruits appartiendront au donataire jusqu'à la demande en révocation. Cette opinion a pour elle

(1) Laurent, t. VIII, n. 51.

(2) Montpellier, 2 février 1891 (S. 91, 2, 191)

(3) Paris, 3 juillet 1890 (S. 91, 2, 74). — Nancy, 24 juin 1893 (D. 93, 2, 395). — Baudry-Lacantinerie et Colin, *Donations et testaments*, t. I, n. 1580. — Planiol, t. III, n. 2635.

l'équité, mais elle n'est guère explicable au point de vue juridique. Elle s'applique surtout sur un argument tiré de l'art. 598, 2^o C. civ. Celui-ci décide, que dans le cas de révocation pour cause d'ingratitude, le donataire ne doit la restitution que du jour de la demande. Par conséquent, dit-on, si le donataire ingrat peut garder les fruits, il en sera de même et à plus forte raison pour le donataire qui n'exécute pas les conditions et que l'on doit traiter avec beaucoup plus de faveur que le premier.

Il y a lieu également de se demander si le donateur pourrait revendiquer les fruits contre un tiers acquéreur qui aurait acquis la chose du donataire. L'affirmation paraît s'imposer ; le donataire n'a pu transmettre à ce tiers plus de droits qu'il n'en avait lui-même. Cependant il est à présumer, quoiqu'il n'y ait pas à notre connaissance, d'arrêts sur la question, que la jurisprudence tendrait, si elle était appelée à se prononcer, à lui accorder les fruits. Le tiers acquéreur en effet, n'est pas en faute, si les conditions de la donation ne sont pas exécutées par son auteur, qu'il ne sait peut-être pas donataire. D'ailleurs, l'arrêt précité de la cour de Montpellier, qui voit dans le donataire atteint par la résolution un possesseur de bonne foi, donne à penser qu'il y aurait lieu d'accorder à plus forte raison cette qualité au tiers détenteur. Enfin il faut remarquer, qu'en cas de propriété résolue, la jurisprudence applique toujours les règles du possesseur de bonne foi à un tiers détenteur, quelle que soit la cause de la résolution. (Cpr. *supra* n^o 94.)

103. — L'ingratitude du donataire est également une cause de révocation de la donation, mais celle-ci n'a

pas un effet rétroactif vis-à-vis de tous les intéressés. En effet, si la donation est rétroactivement anéantie entre le donateur et le donataire, elle ne l'est pas à l'égard des tiers qui ont acquis sur la chose donnée des droits réels du chef du donataire. Cette décision conduirait uniquement à accorder les fruits aux tiers acquéreurs mais non au donataire ingrat, lorsque c'est le donateur qui les revendique contre lui. Cependant le Code civil, dans son article 958, accorde au donataire les fruits de la chose, jusqu'au jour où est faite la demande en révocation. Il faut remarquer à ce sujet, combien le donataire ingrat est relativement bien traité par notre législation. Il garde, en effet, les fruits, tandis que l'héritier indigne doit les restituer (729 C. civ.). On en donne d'ailleurs une raison assez bonne. L'indignité se prononçant peu de temps après le décès, la somme représentative des fruits n'est pas très élevée, tandis que le donataire ingrat sera peut-être déchu de son droit, de longues années après le décès. Une restitution pourrait causer sa ruine (1). Mais le Code va encore plus loin et lui accorde un avantage sur le donataire qui n'a pas exécuté les conditions, puisque les droits réels constitués par celui-ci sur son bien ne sont pas maintenus (art. 954. C. civ.), tandis qu'il n'en est pas de même pour l'ingrat. Aussi cette constatation nous amène à nous défier de la théorie dont nous avons parlé à propos du donataire qui n'exécute pas les conditions et suivant laquelle il faudrait lui appliquer « *a fortiori* » les règles qui régissent l'acquisition des fruits par l'ingrat, sous prétexte qu'il doit être traité avec plus de faveur que lui.

(1) Baudry-Lacantinerie et Colin, t. I, n. 1647.

104. — Il y a également lieu à révocation d'une donation, lorsqu'il survient un enfant au donateur. Cette cause de révocation, qui s'applique à toutes les donations, quels que soient leur caractère et leur forme, ne s'applique pas cependant aux donations entre époux. Le législateur s'est montré en cette matière très favorable pour le donataire et cela à juste titre. Si en effet dans les cas d'ingratitude ou de non-exécution des conditions, c'est en général par la faute du donataire que la donation est résolue, il n'en est pas de même ici. Le donataire aura particulièrement le droit de garder les fruits qu'il a perçus.

Il faut à ce sujet distinguer deux périodes bien distinctes, dont l'une part du jour de la donation jusqu'à celui de la naissance de l'enfant et dont l'autre part de ce jour jusqu'au moment où le donataire connaît cette naissance par une notification spéciale. Pour la première période, il y a peu de difficultés puisque, d'après l'article 962 du Code civil, le donataire n'est pas « tenu de restituer les fruits par lui perçus de quelque nature qu'ils soient ». La question est plus délicate pour le second délai. Poussé jusqu'à ses extrêmes conséquences, le principe que la révocation pour cause de survenance d'enfant a lieu de plein droit aurait conduit à amener le donataire à restituer les fruits à partir du jour même de la naissance. Cependant cette solution n'a pas prévalu. Le donataire peut ignorer pendant longtemps la naissance de l'enfant et il serait injuste de transformer la donation qu'on lui a faite en une véritable cause de ruine pour lui, en l'obligeant à restituer une quantité de fruits parfois considérable. Aussi l'article 962 du Code civil décide-t-il que la naissance de l'enfant doit

être notifiée au donataire pour que celui-ci soit comptable des fruits. On s'est quelquefois demandé si le donataire qui aurait appris par tout autre moyen la naissance de l'enfant ne devrait pas restituer les fruits à partir de ce moment. Cependant on s'accorde en général à reconnaître (1) que, du moment que l'article 962 exige une notification, c'est que le donataire doit être considéré comme ignorant la naissance tant qu'il ne l'a pas apprise par ce moyen légal. C'est d'ailleurs là une disposition excellente pour supprimer les difficultés considérables qu'aurait soulevées la question de savoir si le donataire connaissait ou non la naissance.

Si les deux périodes se ressemblent par ce fait que les fruits appartiendront toujours au donataire, il faut cependant marquer une différence dans la nature de son droit aux fruits suivant les époques. Du jour de la donation jusqu'à celui de la naissance, le donataire acquiert les fruits comme un propriétaire, puisque la révocation n'a pas d'effet rétroactif à son égard. Pendant la seconde période au contraire, étant donné que la donation a été résolue de plein droit du jour de la survenance d'enfant, il n'est plus possesseur de bonne foi (2). La différence est d'ailleurs peu importante, et n'a trait qu'à l'acquisition des fruits civils, qui dans le premier cas sont acquis jour par jour, tandis que dans le second c'est par la perception qu'on les gagne.

Les mêmes règles qui sont édictées pour l'acquisition des fruits par le donataire s'appliquent également

(1) Demolombe, *Don*, t. III, n. 795. — Aubry et Rau, t. VII, § 709, p. 440, note 39. — Laurent, t. XIII, n. 89. — Baudry-Lacantinerie et Colin, t. I, n. 1698. — Planiol, t. III, n. 2675.

(2) Planiol, t. III, n. 2675.

aux tiers détenteurs. Ceux-ci ayant les mêmes droits que leur auteur pourront acquérir les fruits jusqu'au jour où la naissance aura été notifiée au donataire (1).

105. Nous avons examiné jusqu'ici des causes de révocation légales, mais il se peut également que la donation ait été faite sous condition résolutoire, ce qui est possible sans que pour cela elle porte atteinte à la règle « donner et retenir ne vaut ». Le retour conventionnel en fournit un exemple. Il consiste en ce fait que le donateur, au moment où la donation est conclue, se réserve le droit de reprendre les biens si le donataire meurt avant lui. Dans ce cas la résolution de la donation a lieu avec effet rétroactif et la question de savoir si les fruits appartiendront quand même au donataire, question que nous avons déjà rencontrée si souvent, se pose encore ici. L'application des principes conduirait à obliger les héritiers du donataire à restituer les fruits, mais on est d'accord, bien que la loi soit muette, pour les dispenser de cette restitution (2). Point n'est besoin pour soutenir cette théorie, d'invoquer les articles 549 et 550 du Code civil qui permettent au possesseur de bonne foi de conserver les fruits, car le propriétaire résolu n'est pas un possesseur ; il suffit simplement de se reporter à l'intention présumée du donateur. Celui-ci, en stipulant le retour, a entendu gratifier le donataire de la jouissance de la chose et ne s'est réservé que la propriété, qu'il ne voulait pas voir passer en des mains étrangères.

(1) *Sic*, Demolombe, *Don.*, t. III, n. 801. — Aubry et Rau, t. VII, § 709.

(2) Demolombe, *Don.* t. III, n. 524. — Laurent, t. XII, n. 471. — Baudry-Lacantinerie et Colin, t. I, n. 1528. — Planiol, t. III, n. 2624.

La question de savoir à qui appartiennent les fruits s'est posée également pour la période qui sépare la mort du donataire de la demande en restitution. La Cour de Cassation a décidé à ce sujet que les héritiers du donataire pouvaient les garder du moment qu'ils avaient été perçus de bonne foi (1). On a fait là l'application plus ou moins légitime des principes posés par les articles 549 et 550 du Code civil et appliqué les règles relatives au possesseur de bonne foi.

106. — Lorsqu'une donation, faite par une personne à une autre, excède la quote part de ses biens dont elle peut disposer en vertu des articles 913 et suivants du Code civil ou encore lorsqu'un époux a fait donation à son conjoint d'une valeur plus grande que la quotité disponible, il y a lieu à réduction. Dans ce cas la donation subsiste pour l'ensemble avec tous ses caractères, mais elle est annulée pour la partie qui excède la quotité disponible et il y a lieu alors de se demander si le donataire aura pu acquérir les fruits produits par celle-ci. La situation en face de laquelle nous nous trouvons ressemble un peu à la révocation d'une donation pour cause de survenance d'enfant. La loi enlève au donataire le bénéfice de la donation lorsqu'il laisse à son décès des héritiers en ligne directe. La réduction qui s'opère a un effet rétroactif (929 C. civ.) et il faudrait décider en vertu de ce principe, que le donataire devra restituer les fruits. Cependant cette solution n'est pas celle du Code civil dont l'article 928 est ainsi conçu : « Le donataire restituera les fruits de ce qui excédera la portion disponible, à compter du jour du décès du donateur, si la demande a été faite dans

(1) Cass., 7 janvier 1868 (D. 68, 1, 123, S. 68, 1, 150).

l'année ; sinon, du jour de la demande ». Il en résulte, par argument « a contrario » que les fruits antérieurs au décès ne sont pas dus. Les raisons qui en ont été données sont nombreuses. On a dit d'abord que le donataire était vis-à-vis du donateur propriétaire incommutable ; puis que ce dernier aurait sans doute consommé les fruits s'il avait gardé la propriété de la chose ; enfin on a argumenté d'hypothèses voisines telles que la révocation pour ingratitude, la survenance d'enfants, la réalisation de conditions résolutoires, etc., dans lesquelles le donataire gagne également les fruits (1).

L'article 928 du Code civil nous donne également la solution de la question pour la période postérieure au décès. Si la demande en réduction est intentée dans l'année, le donataire devra la restitution à partir du décès, tandis qu'au contraire, si elle est intentée plus tard, il ne devra les fruits que du jour où elle aura été faite. L'explication de cette disposition se trouve sans doute dans ce fait qu'on a entendu favoriser le donataire qui n'a peut-être pas eu connaissance de la mort du donateur, si bien que les fruits ne courront que du jour de la demande, si la somme à laquelle ils se montent est considérable. Au contraire lorsque la demande est intentée dans l'année, la restitution étant en général assez peu importante, il n'y avait pas lieu de déroger au droit commun. Le donataire, d'ailleurs, conserve toujours les fruits à titre de propriétaire, si bien qu'il peut être obligé de restituer une partie des fruits civils, s'il en a perçus d'avance (2).

Il faut remarquer que les tiers acquéreurs du chef du

(1) Baudry-Lacantinerie et Colin, t. I, n. 1039.

(2) Planiol, t. III, n. 3113.

donataire se trouveront soumis exactement aux mêmes obligations que lui et bénéficieront des mêmes droits. L'article 930 du Code civil ne le dit que pour l'action en réduction portant sur la propriété mais il s'applique également pour ce qui est du droit aux fruits (1). Cependant quelques auteurs qui ne voient dans ce texte qu'une allusion à la « manière » dont l'action en réduction peut être exercée contre les tiers détenteurs, décident au contraire, qu'ils devront restituer les fruits, selon le droit commun, c'est-à-dire à compter de la demande. La jurisprudence est dans ce sens (2).

Un doute s'est élevé à ce sujet pour savoir à partir de quel moment exact les tiers doivent les fruits. On sait, en effet, que leur obligation n'est que subsidiaire et que les héritiers réservataires commencent par discuter les biens du donataire (art. 930 C. civ.). Faut-il alors faire courir les fruits à partir de la demande faite au donataire ou au contraire, de celle qui sera adressée aux tiers détenteurs une fois la discussion accomplie ? L'arrêt précité de la Cour de Dijon décide naturellement en faveur de la seconde opinion, puisqu'il considère le tiers acquéreur comme un possesseur dont « la bonne foi ne cesse pas tant que le résultat de la discussion imposée par l'article 930 n'a pas mis en évidence les vices de son titre en même temps que l'insolvabilité du donataire ». On a cependant émis un avis opposé en

(1) Aubry et Rau, t. VII, § 658 ter, p. 228, texte et note 15. — Laurent, t. XII, n. 216 — Planiol, t. III, n. 3122.

(2) Duranton, t. VIII, n. 376. — Marcadé, sous l'art. 928. — Tropolong, t. II, n. 1021. — Demolombe, *Donations*, t. II, n. 639. — Baudry-Lacantinerie et Colin, t. I, n. 1045. — Dijon, 6 août 1869 (D. 69, 2, 180).

donnant comme raison qu'il « serait manifestement injuste que le retard que la loi impose aux réservataires en exigeant la discussion préalable du donataire pût leur être préjudiciable » (1). Cette raison qui peut être très équitable, ne nous semble pas très exacte ; il y aurait plutôt lieu d'expliquer l'attribution des fruits à partir de la demande faite au donataire, par la raison que le droit des tiers étant un dérivé de celui du donataire, il se trouve atteint en même temps que lui.

107. — Les dispositions relatives aux fruits d'un bien soumis à réduction ne sont pas les mêmes que celles qui s'appliquent au rapport. On sait, en effet, que dans le cas de rapport, les fruits sont dus depuis le jour du décès, quel que soit le moment où le rapport est demandé ; tandis qu'au contraire, dans le cas de réduction, il se peut qu'ils ne soient pas restitués à partir du décès (art. 928 Cod. civ.). Le cohéritier soumis au rapport est présumé connaître le décès, tandis qu'il n'en est pas toujours de même du donataire. D'ailleurs il n'a pas à se faire d'illusion et sait qu'il devra toujours rapporter les biens reçus, tandis qu'au contraire le donataire peut croire que les héritiers lui laisseront la part souvent assez faible dont sa donation excède la quotité disponible. Il ne faut pas cependant, en multipliant les différences, décider, comme l'a fait un auteur (2), qu'il n'y avait pas lieu en matière de réduction d'appliquer les règles de l'article 928 Cod. civ., aux intérêts des sommes données, sous le prétexte qu'il ne parle que de fruits. Cela constituerait, en effet, une nouvelle différence avec le rapport dans lequel l'article

(1) Baudry-Lacantinerie et Colin, t. 1, n. 1046.

(2) Demante et Colmet de Santerre, t. IV, n. 66 bis, III.

856 assimile les intérêts aux fruits. Mais cette idée qui a pour conséquence de n'obliger à restituer les intérêts qu'à partir d'une sommation, n'est pas exacte à notre sens. Il est vrai que le pléonasme « fruits et intérêts » employé dans plusieurs articles du Code pourrait autoriser un certain doute sur cette question, mais les principes et surtout les raisons, qui dans notre hypothèse sont les mêmes pour l'acquisition des fruits que pour celle des intérêts, suffisent à faire rejeter ce système.

On s'est également demandé si le donataire, quand il vient comme héritier à la succession du donateur, pouvait invoquer l'article 928. Nous ne voulons parler, bien entendu, ici que du donataire avec dispense de rapport, car dans le cas opposé ce seraient les règles du rapport qui s'appliqueraient. Bien qu'un arrêt ait statué en sens contraire (1), il semble qu'il n'y ait pas lieu ici de faire de distinction et d'appliquer d'autres règles. Le doute est né de l'article 844 C. civ. qui décide que l'excédent de la quotité disponible doit être *rapporté* par le donataire par préciput ou avec dispense de rapport, mais il est facile de remarquer l'inexactitude de cet article qui parle de rapport dans un cas où il n'y a lieu qu'à réduction (2).

108. — Il nous reste enfin à examiner, très rapidement d'ailleurs, la situation particulière faite par la loi au grevé de substitution. Celui-ci est, durant sa vie, propriétaire des biens avec cette particularité, que devant les transmettre à l'appelé, il ne peut en disposer que d'une façon précaire. Cela ne l'empêche d'ailleurs

(1) Pau, 2 janvier 1871 (D. 73, 2, 94, S. 72, 2, 173).

(2) Cass., 26 avril 1870 (D. 70, 1, 359, S. 70, 1, 377), Planiol, t. III, n. 3128.

en aucune façon d'avoir droit aux fruits de la chose de la même manière qu'un propriétaire. Il en résulte notamment, que lui ou ses héritiers peuvent avoir droit à une indemnité pour les frais de labours et de semences qu'il aura faits avant l'ouverture de la substitution, mais par contre qu'il peut être obligé à restituer une partie des fruits civils s'il en a perçus d'avance.

CHAPITRE II

DU LÉGATAIRE

109. *Comment le légataire acquiert-il les fruits du legs.* — Le testament a pour effet de transférer aux légataires, suivant les termes de l'article 711 Code civil, la propriété des biens donnés. Il se passe ici exactement la même chose que nous avons déjà vue se produire pour l'héritier, avec cette unique différence que, dans le cas de succession *ab intestat*, c'est la loi qui transmet la propriété à l'héritier, tandis qu'au contraire ici, c'est la volonté du testateur qui règle l'attribution de ses biens. Il en résulte que le droit aux fruits du légataire naît en même temps que son droit de propriété, c'est-à-dire à l'époque du décès. Sans doute sa volonté est obligée de se joindre à celle du testateur, afin de réaliser le « consensus » nécessaire à tout acte juridique, mais les effets en remontent cependant au jour du décès, date de l'ouverture de son droit.

De même que pour l'héritier, on s'est demandé s'il ne fallait pas autre chose pour que le droit aux fruits pût naître. Nous trouvons ici des cas où un légataire universel a la saisine, et d'autres où il faut qu'il demande

la délivrance des biens aux héritiers réservataires. Quant aux légataires à titre universel et aux légataires particuliers, ils sont toujours obligés de demander la délivrance aux héritiers. Est-ce en vertu de la délivrance qu'ils ont droit aux fruits? Nous ne le croyons pas car le même raisonnement que nous avons déjà fait à l'égard de l'héritier peut être ici reproduit. Théoriquement, le transfert de propriété s'opère au moment exact où le légataire ayant connaissance du legs fait à son profit l'accepte. C'est à partir de ce moment qu'il a droit aux fruits ; seulement, la loi craignant une ingérence intempestive dans les affaires de la succession, leur défend de s'emparer eux-mêmes des biens qui la composent. Elle leur donne un contradicteur dans la personne des héritiers. Cependant dans le cas particulier où un légataire universel se trouve seul appelé à la succession, sans que le défunt ait laissé des héritiers réservataires, la loi considère le danger comme moins grand et elle permet à ce légataire d'appréhender de lui-même la succession. Par conséquent la saisine ou la demande en délivrance ne seront pas les sources du droit aux fruits ; elles serviront uniquement pour permettre au légataire de prendre possession de la chose, de la faire valoir et d'en percevoir les fruits.

Il faut remarquer à ce sujet, que cette théorie qui fait remonter le droit aux fruits à la saisine ou à la délivrance se comprend cependant mieux en matière de legs qu'en matière de succession ab intestat. Certains, en effet, voyant que le légataire universel n'acquiert les fruits qu'à partir de la demande en délivrance, lorsqu'elle est faite plus d'un an après le décès, et que les légataires particuliers ne les gagnent jamais qu'ainsi,

ont été naturellement portés à dire que c'était elle seule qui permettait de les acquérir, car sans cela les légataires auraient dû les gagner à partir du décès. Cependant, outre que cette disposition ne s'applique pas à tous les legs, elle s'explique par une autre raison. Les héritiers, lorsqu'ils n'ont pas vu le légataire venir réclamer le montant de son legs, ont pu croire qu'il y renonçait et consommer les fruits. Il serait alors injuste de les ruiner en les obligeant à une restitution parfois considérable si le légataire restait longtemps avant de faire sa demande. Au contraire dans le cas de succession il est plus difficile de présumer qu'un héritier n'acceptera pas.

110. En droit romain les règles qui régissent l'acquisition des fruits du legs n'étaient pas les mêmes que de nos jours et il y avait lieu de distinguer entre les différents legs. Dans le cas de legs *per vindicationem* ou *per præceptionem*, qui lui fut complètement assimilé dès l'époque d'Hadrien, le légataire gagnait les fruits dès le jour du décès, parce qu'il était propriétaire. Il est à remarquer toutefois que si l'héritier, ignorant l'existence du legs, avait possédé le bien et en avait perçu les fruits, il y avait lieu de les lui laisser à titre de possesseur de bonne foi (1). Les autres legs au contraire, ne conférant au légataire qu'un simple droit de créance, il lui fallait former une demande spéciale appelée *condictio ex testamento*, à partir de laquelle seulement les légataires avaient droit aux fruits. Gaius (2) cependant, nous apprend que Julien proposait d'étendre à ces legs une disposition en usage pour

(1) D., liv. xli, tit. 1, l. xl. — Cpr., D., liv. x, tit. 2, l. li.

(2) Gaius, II, § 280.

les fidei commis et d'obliger l'héritier à restituer les fruits dès qu'ils étaient dus « ex mora ». Il y a d'ailleurs doute sur le sens exact de ce mot, qui peut signifier ou simple retard ou retard constaté par acte judiciaire. Ces règles n'étaient applicables d'abord que pour les fruits naturels et industriels ; mais pour les intérêts il y avait lieu de distinguer entre le legs *per damnationem*, où ils n'étaient jamais dus même après la demande, et le legs *sinendi modò* où au contraire ils étaient dus à partir de celle-ci. L'assimilation entre les différents fruits se fit d'ailleurs assez vite à une époque indécise (1).

L'ancien droit français suivit en partie ces règles et décidait que les légataires, même universels, n'avaient droit aux fruits que du jour de la demande. Peut-être faut-il voir dans cette disposition une marque de la défaveur avec laquelle les légataires étaient traités dans une législation où le testament était peu en honneur.

111. *Des différentes sortes de legs et de leur influence sur l'acquisition des fruits.* — On appelle legs universel « celui qui donne au légataire une vocation éventuelle à la totalité des biens du testateur » (2). Le légataire peut donc avoir la propriété de tous les biens de la succession ou d'une partie seulement, s'il y a des legs particuliers ; il peut même arriver qu'il ne retire aucun émolument de son legs si les legs particuliers absorbent l'actif de la succession. La saisine lui est donnée lorsqu'il n'y a pas d'héritier réservataire et il peut alors se mettre en possession de fait et percevoir

(1) Girard, liv. III, V, tit. 3, sect. 2, 2.

(2) Planiol, t. III, n. 2750.

les fruits sans aucune autre formalité (art. 1006 du C. civ.). Cependant cet avantage est restreint au cas où le testament qui l'institue est fait par acte authentique. Dans l'hypothèse contraire il doit remplir auparavant une formalité particulière, qui consiste à demander au président du tribunal une ordonnance d'envoi en possession. Lorsqu'il y a des héritiers réservataires, il doit au contraire s'adresser à eux pour obtenir la délivrance des biens et en prendre possession.

La demande en délivrance, formée dans l'année du décès, confère au légataire universel l'avantage de bénéficier de tous les fruits produits par la chose à partir du décès du testateur. Au contraire si elle n'est formée qu'après un an, les héritiers réservataires auront droit de garder les fruits jusqu'au jour de la demande.

Dans ce cas on s'est demandé quel était le titre auquel les réservataires gagnaient les fruits. La jurisprudence et la doctrine se sont accordées à les considérer comme des usufruitiers. Il en résulte particulièrement qu'ils sont obligés de restituer au légataire les fruits civils qu'ils auraient perçus d'avance, au jour de la demande en délivrance (1).

112. Le légataire universel peut être en possession au moment du décès, et l'on se demande alors s'il doit encore réclamer la délivrance au réservataire ou l'envoi en possession au président du tribunal. On s'accorde à reconnaître qu'il doit la demander; mais les conséquences qu'on en tire ne sont pas les mêmes dans les deux cas. En effet il est admis généralement

(1) Cass., 21 août 1871 (D. 71, 1, 213, S. 71, 1, 144). — Laurent, t. xiv, n. 74 et 75. — Baudry-Lacantinerie et Colin, t. II, n. 2319.

que s'il reste en possession, ou même s'il s'y met sans demander l'envoi en possession au président du tribunal, il n'encourt pour cela aucune déchéance et ne peut être condamné à restituer les fruits perçus par lui (1). Au contraire lorsqu'il se trouve en présence d'héritiers réservataires et qu'il perçoit les fruits sans avoir demandé la délivrance, il peut être obligé de les restituer s'il ne forme celle-ci qu'un an après la mort du testateur (2).

Cette restitution ne peut pas d'ailleurs lui être réclamée indéfiniment par les réservataires, qui ne peuvent exciper de son défaut de demande en délivrance que pendant trente ans, délai après lequel l'irrégularité de sa situation sera couverte si bien qu'il restera propriétaire incommutable des fruits (3).

113. Le legs à titre universel est caractérisé par ce fait qu'il ne donne jamais droit à la totalité de la succession, mais seulement à une quote part dont la valeur est variable. Il diffère du legs universel par ce fait qu'il ne confère jamais la saisine, si bien que le légataire est obligé, pour pouvoir percevoir les fruits, de demander la délivrance. On ne faisait pas dans l'ancien droit de différence entre ce légataire et le légataire universel, si bien que les règles qui régissent l'acquisition des fruits étaient les mêmes pour les deux. Mais

(1) Demolombe, *Donations*, t. iv, n. 516. — Aubry et Rau, t. iii, § 710, p. 446. — Laurent, t. xiv, n. 31. — Baudry-Lacantinerie et Colin, t. ii, n. 2344 bis.

(2) Demolombe, *Donat.* t. iv, n. 618. — Aubry et Rau, t. vii, § 718, p. 477. — Laurent, t. xiv, n. 44. — Rennes, 5 février 1894 (S. 95, 2, 96).

(3) Cpr., Cass., 8 mai 1895 (D. 95, 1, 425, S. 96, 1, 385), Planiol, t. iii, n. 2762.

de nos jours le Code civil ayant fait une distinction entre eux et n'ayant pas statué sur le point de savoir à partir de quel moment le légataire à titre universel a droit aux fruits, une vive controverse s'est élevée.

La question qu'il s'agit de trancher est la suivante : Faut-il, assimilant le legs à titre universel au legs universel, appliquer l'article 1005 du Code civil qui décide que si la demande est intentée dans l'année du décès, les fruits seront dus à partir du jour de l'ouverture de la succession ; ou au contraire, lui étendant les règles posées pour le légataire particulier (1014 C. civ.), faut-il ne lui accorder les fruits qu'à partir de la demande ? Suivant un premier système, c'est l'article 1014 qu'il faudrait appliquer. On considère dans ce cas que cet article pose la règle générale, dont l'article 1005 fait une application au légataire universel dont la demande est faite après l'année du décès. La mesure favorable dont bénéficie le légataire universel dans le cas contraire étant une exception ne doit s'appliquer qu'à lui. Enfin on fait ressortir l'influence de la tradition, d'après laquelle les fruits ne couraient que du jour de la demande (1). Cependant il nous semble que le second système qui rapproche la situation du légataire à titre universel de celle du légataire universel est préférable. Il y a d'abord un puissant argument tiré des travaux préparatoires. On assimilait d'après le projet de Code civil, le légataire à titre universel au légataire particulier et on ne leur donnait les fruits que du jour de la demande. « Tout legs pur et simple, soit à titre universel, soit à titre particulier, donnera au légataire... » Or

(1) Troplong, t. III, n. 1855. — Marcadé sous l'art. 1005, n. 1 et 2, et sous l'art. 1011, n. 1. — Laurent, t. XIV, n. 66.

pour empêcher ce texte de s'appliquer aux deux genres de legs on supprima non seulement les mots : « soit à titre universel, soit à titre particulier », mais on ajouta, pour qu'il n'y ait pas de confusion possible, au mot « légataire » qui se trouve dans la seconde partie de l'article, l'épithète de « particulier ». Une autre raison d'assimilation peut être encore puisée dans ce fait que le legs à titre universel participe beaucoup plus de la nature du legs universel que de celle du particulier. C'est ainsi que le légataire à titre universel est tenu de la même façon que le légataire universel des dettes et charges de la succession (art. 1012 C. civ.) et, supportant dès l'ouverture de celle-ci une quote part des intérêts des dettes, il est tout juste qu'il bénéficie des fruits à titre de compensation. Enfin la tradition, qui a été invoquée pour soutenir l'autre opinion, peut nous fournir cependant un dernier argument. Dans l'ancien droit français, le legs à titre universel ne se distinguant pas du legs universel, dans le doute actuel où nous sommes pour les fruits, on peut se référer à ces principes.

La jurisprudence et beaucoup d'auteurs se sont décidés en faveur de ce second système (1).

114. On appelle legs particulier celui par lequel un testateur gratifie une personne d'un ou plusieurs objets individuellement déterminés. Le légataire particulier ne bénéficie jamais de la saisine, comme le légataire universel, mais il doit demander la délivrance pour pou-

(1) Demolombe, *Donat*, t. iv, n. 597. — Aubry et Rau, t. vii, p. 489, § 720. — Demante et Colmet de Santerre, t. iv, n. 154 bis, II et III. — Planiol, t. iii, n. 2775. — Baudry-Lacantinerie et Colin, t. ii, n. 2424. — Huc, t. vi, n. 331. — Cass., 6 avril 1891 (D. 92, 1, 279, S. 92, 1, 515). — Orléans, 13 avril 1889 (D. 90, 2, 84). — Bruxelles, 28 avril 1881 (Pas. 81, 2, 107).

voir se mettre en possession et percevoir les fruits. L'article 1014 Code civil fait partir son droit aux fruits de cette demande et cela quelle que soit l'époque où elle est faite, si bien que le légataire particulier ne pourra jamais gagner les fruits à partir du décès. Il y aura toujours un intervalle plus ou moins long pendant lequel les héritiers bénéficieront des fruits qu'on leur attribue à titre d'usufruitiers (1).

Il peut arriver cependant, bien que ce soit un cas très rare, que le légataire particulier gagne des fruits produits avant le décès du testateur. Cela se produit dans l'hypothèse où un testament étant fait assez longtemps avant le décès, le testateur lègue la propriété d'un troupeau. Le croît produit pendant cette période appartiendra au légataire auquel on a donné une seule chose, le troupeau, susceptible de plus ou moins d'accroissement, mais qui n'en garde pas moins toujours son unité. Au contraire le croît produit entre le décès et la demande en délivrance appartiendra à l'héritier et recommencera seulement à appartenir au légataire dès que la demande sera faite.

115. Les mêmes règles que nous avons déjà appliquées au légataire universel en possession au jour du décès et qui l'obligent à demander quand même l'envoi en possession, doivent être suivies par le légataire particulier qui se trouve dans le même cas. Il y a là une intervention de possession nécessaire pour que le légataire, qui possédait d'abord comme locataire ou fermier par exemple, puisse posséder désormais à titre de propriétaire. Par conséquent les fruits qu'il pouvait gagner

(1) Laurent, t. xiv, n. 74. — *Contra*, Orléans, 13 avril 1889 (D. 90, 2, 84).

en vertu de son bail ne lui appartiendront à titre de légataire qu'à partir de la demande en délivrance (1). Nous remarquerons à ce sujet l'opinion admise en jurisprudence. Celle-ci ne l'oblige pas à faire de demande sous prétexte que l'héritier l'ayant laissé en possession est présumé avoir fait une délivrance tacite (2).

La règle précédente doit être étendue même à certains cas où il semblerait bien pourtant qu'il n'y ait pas lieu de faire une demande en délivrance ; nous voulons parler des hypothèses où c'est un légataire par préciput, qui, étant en même temps héritier, a la saisine de son legs ou encore de celui où un exécuteur testamentaire a celle des meubles. Les auteurs admettent dans ces deux cas que la demande est nécessaire pour acquérir les fruits (3).

Cependant la jurisprudence est toujours en sens contraire (4) et dans un de ses derniers arrêts la Cour de Cassation ne donne même plus pour motif que les cohéritiers sont censés faire une remise tacite de la chose, mais bien que puisque l'héritier saisi est en possession il n'a pas besoin d'une demande pour s'y faire envoyer (5).

116. Bien que la demande en délivrance soit nécessaire dans tous les cas, il y a cependant deux excep-

(1) Demolombe, *Don.*, t. iv, n. 618. — Aubry et Rau, t. vii, § 718, p. 477. — Laurent, t. xiv, n. 44. — Baudry-Lacantinerie et Colin, t. ii, n. 2437.

(2) Cass., 25 janvier 1865 (D. 65, 1, 108, S. 65, 1, 88). — Limoges, 21 février 1839 (S. 39, 2, 334).

(3) Demolombe, *Don.*, t. iv, n. 619. — Laurent, t. xiv, n. 45 et 47.

(4) Riom, 11 avril 1856 (D. 57, 2, 222, S. 56, 2, 602). — Montpellier, 23 juin 1858 (D. 60, 2, 38, S. 59, 2, 536).

(5) Cass., 29 avril 1897 (D. 97, 1, 409).

tions à cette règle, qui sont formulées en ces termes par l'article 1015 Code civil : « Les intérêts ou fruits de la chose léguée courront au profit du légataire dès le jour du décès et sans qu'il ait formé sa demande en justice : 1^o Lorsque le testateur aura expressément déclaré sa volonté à cet égard dans le testament. 2^o Lorsqu'une rente viagère ou une pension aura été léguée à titre d'aliments. »

Il faut, au sujet de ce texte, faire l'observation préalable que la demande en délivrance est toujours nécessaire pour que l'héritier prenne possession de son legs. La règle générale est en effet, qu'il faut une demande, et notre article étant une disposition exceptionnelle, il y a lieu de l'interpréter strictement. Il en résultera par conséquent, qu'il ne pourra percevoir les fruits que du jour de la demande, mais qu'il se verra restituer à cette époque ceux qui auront couru depuis le décès.

L'article 1015 vise deux cas bien distincts. Dans le premier nous voyons le légataire faire les fruits siens dès le décès parce qu'il y a eu à ce sujet une déclaration expresse du testateur. « Expresse » c'est-à-dire en termes clairs et précis. Il n'est pas besoin bien entendu d'employer une formule sacramentelle, et il suffit que l'intention du testateur ressorte clairement de ce qu'il a écrit. Un exemple nous en est fourni par la jurisprudence. La Cour de Douai déclare valable, aux termes de l'article 1015 Code civil, une clause ainsi conçue : « Les légataires disposeront des objets que je leur lègue en toute propriété et jouissance aussitôt après ma mort » (1).

(1) Douai, 8 mai 1847 (S. 48, 2, 44). — Cpr., Bourges, 3 février 1837 (S. 38, 2, 74). — Baudry-Lacantinerie et Colin. t. 11, n. 2453.

Le second cas est celui où une rente viagère ou une pension est léguée à titre d'aliments. Cette disposition s'explique d'elle-même étant donnée l'urgence d'une pareille donation et le besoin pressant qu'a le légataire d'en bénéficier le plus tôt possible. Il n'est pas nécessaire que le testateur indique expressément que cette pension a un caractère alimentaire ; la nécessité d'une déclaration expresse à ce sujet n'est pas indiquée par le texte et on admet qu'il suffit que l'ensemble du legs fasse clairement ressortir le fait que la pension est donnée à titre d'aliments. En vertu de la règle « *exceptio est strictissimae interpretationis* », on ne peut étendre cette exception au cas où un capital serait légué à titre d'aliments. Les mêmes motifs pourtant pourraient être donnés et le légataire aurait intérêt à placer le montant de son legs le plus vite possible. Cependant la loi n'a pas envisagé cette hypothèse, peut-être parce que les donations de capitaux sont rarement à titre alimentaire.

Il nous faut signaler pour terminer, une opinion d'après laquelle la demande en délivrance ne serait pas nécessaire pour bénéficier des fruits dès le décès, dans le cas où le testateur donne au légataire une somme que celui-ci lui devait et dont il payait les intérêts. On admet alors qu'à partir du décès il a droit aux fruits de son legs, c'est-à-dire qu'il ne doit plus en payer les intérêts (1). Nous ne voyons pas de raison à cette disposition exceptionnelle pour le legs de libération. La seule que l'on peut donner est que le légataire étant propriétaire dès le jour du décès, il ne peut dans ce

(1) Demolombe, *Don.*, t. iv, n. 620. — Aubry et Rau, t. vii, § 718 p. 478.

cas payer des intérêts pour une somme qui lui appartient. Il est vrai que le légataire est propriétaire à partir du jour de l'ouverture de la succession, mais il en est de même pour le fermier d'un bien légué et qui en est possesseur au jour du décès. Pourtant dans ce dernier cas on admet qu'il doit demander la délivrance et qu'il ne gagne les fruits à titre de propriétaire que du jour de la demande. Aussi ne voyons-nous pas, ni les motifs, ni les textes qui peuvent légitimer une pareille distinction (1)

117. De grandes difficultés se sont élevées pour savoir dans quelle catégorie il fallait placer le legs d'usufruit, lorsque celui-ci porte sur une quote part ou sur tous les biens du défunt. La question a d'autant plus d'importance que l'usufruitier n'ayant droit qu'aux fruits, il a un grand intérêt à voir ceux-ci lui appartenir à partir du jour du décès. La doctrine est en général d'avis que le legs d'usufruit ne peut jamais constituer qu'un legs à titre particulier. Les raisons qu'on en donne sont que le légataire d'un usufruit universel, ne peut jamais être appelé à l'universalité de la succession, puisqu'il lui manquera toujours quelque chose, à savoir la nue propriété. Au contraire, le légataire universel de la nue propriété, étant appelé à avoir dans un temps plus ou moins long la pleine propriété, il n'y a pas de distinction à faire entre lui et un légataire universel ordinaire (2). Pour ce qui est du légataire d'usufruit d'une quote part des biens, on décide qu'il ne faut

(1) *Sic*, Laurent, t. xiv, n. 46. — Baudry-Lacantinerie et Colin, t. II, n. 2458. — Hue, t. vi, n. 351.

(2) Cass., 2 décembre 1872 (D. 73, 1, 233, S. 73, 1, 73). — Cass., 2 août 1880 (D. 80, 1, 451, S. 81, 1, 172).

pas l'assimiler au légataire à titre universel, parce qu'il n'est pas mentionné dans l'art. 1010, C. civ., dont l'énumération est limitative (1).

Cependant, comme l'a fait remarquer M. Planiol (2), la répartition des legs est faite par la loi, non suivant la nature du droit qu'ils confèrent, mais suivant leur plus ou moins d'étendue. La tradition également, assimilait les legs d'usufruit à ceux de pleine propriété. Enfin les art. 610 et 612 C. civ. parlent de legs d'usufruits universels et à titre universel.

La jurisprudence a employé un système mixte qui, peu satisfaisant au point de vue théorique arrive cependant dans la pratique aux résultats désirés. Elle ne considère jamais en effet le legs d'usufruit de la totalité des biens comme un legs universel, elle partage la succession en deux : nue propriété et usufruit, et décide qu'il y a alors des legs à titre universel (3). Cependant, étant donné qu'au point de vue des fruits, il est de jurisprudence constante que les règles relatives au legs universel s'appliquent à celui à titre universel, l'opinion de la jurisprudence ne cause aucun préjudice à l'usufruitier, qui peut avoir les fruits dès le décès, si la demande est faite dans l'année.

118. Nous n'avons envisagé jusqu'ici que les legs purs et simples, mais il peut se faire qu'ils soient affectés de certaines modalités, qui influent sur l'acquisition des fruits. Pour le legs à terme il n'y a

(1) *Sic.* Demolombe, t. xxi, n. 518 et 586.

(2) Planiol, t. iii, n. 2809 et s.

(3) Cass., 7 août 1827 (D. 27, 1, 461, S. 27, 1, 441). — 19 juin 1895 (D. 95, 1, 470, S. 95, 1, 336). — *Contra*, Amiens, 15 novembre 1892 (D. 93, 2, 314). — Alger, 19 février 1875 (D. 77, 2, 83).

quant aux fruits, aucune distinction à faire avec le legs pur et simple. Il est bien évident que le légataire ne pourra demander la délivrance et faire les fruits siens qu'après l'arrivée du terme, mais s'il reste même un certain temps après pour formuler sa demande en délivrance il n'aura les fruits que suivant les règles imposées aux autres légataires.

Dans le cas de legs sous condition suspensive, bien que le légataire soit toujours en principe propriétaire dès le décès, il ne peut acquérir les fruits qu'après la demande en délivrance faite une fois la condition arrivée. Les héritiers bénéficient des fruits pendant la période intermédiaire, toujours à titre d'usufruitiers. Il est bien entendu que si le légataire bénéficiait de legs universel ou à titre universel et que la demande pût être faite dans l'année du décès, il aurait droit à tous les fruits qui sont échus depuis celui-ci.

Les mêmes règles s'appliquent à un legs fait sous condition résolutoire. Bien que nous ne connaissions pas de jurisprudence sur la question, il semble qu'il faille appliquer à ce legs les règles relatives aux donations faites sous la même condition et décider que malgré l'effet rétroactif que produit la condition, le légataire gardera les fruits qu'il a perçus.

119. Il nous reste pour terminer à examiner deux hypothèses spéciales.

La première est l'institution contractuelle. Celle-ci consiste en une donation faite par contrat de mariage de tous les biens ou d'une partie des biens qu'une personne laissera au jour de sa mort. C'est comme on le voit une espèce de legs universel ou à titre universel, avec la seule différence qu'il est fait sous *la forme*

d'une donation entre vifs. On applique d'ordinaire à cette hypothèse les règles des legs et c'est ainsi qu'un institué contractuel peut avoir la saisine en vertu de l'art. 1006. Il semblerait donc qu'il faille lui appliquer également les règles qui régissent l'acquisition des fruits par le légataire universel. Cependant on admet d'habitude, sans en donner d'ailleurs aucune raison sérieuse, qu'il gagne les fruits à partir du décès (1).

Il nous faut enfin dire quelques mots de la situation où se trouve le légataire grevé de substitution. Les règles qui s'appliquent sont les mêmes que celles que nous avons déjà données, à propos de la donation (supra n° 108). Le grevé aura donc le droit de gagner les fruits perçus par lui et même les fruits civils échus jusqu'au jour de la substitution. Mais, cessant de posséder le bénéfice du legs, le jour même de l'ouverture de la substitution, il ne pourra, lui ou ses héritiers, bénéficier des fruits qui naissent entre le décès et la demande. C'est l'appelé qui les acquiert (2).

CHAPITRE IV

DE L'USUFRUITIER

120. L'usufruit est, aux termes de l'article 578 du Code civil, « le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même,

(1) Demolombe, *Don.*, t. vi, n. 334; — Aubry et Rau, t. viii, § 739, p. 82. — Laurent, t. xv, n. 238. — Huc, t. vi, n. 459. — *Contra*, Duranton, t. iv, n. 719 et 720.

(2) Demolombe, *Don.*, t. v, n. 617. — Laurent, t. xiv, n. 579. — Baudry-Lacantinerie et Colin, t. ii, n. 2349.

mais à la charge d'en conserver la substance ». — Comme on le voit d'après cette définition, le droit aux fruits est le principal de ceux qui appartiennent à l'usufruitier. Le droit d'usage qu'il possède aussi, est en général de peu d'importance et ne se comprend guère que pour certains objets comme des tableaux ou autres meubles de luxe. Il en est résulté que c'est surtout pour cette matière que le Code civil a réglementé le droit aux fruits, si bien que dans les autres cas où l'on se demande quelles sont les règles qu'il faut appliquer pour l'acquisition des fruits, on se réfère d'habitude à celles qui sont édictées pour l'usufruitier.

L'usufruitier a droit à toute espèce de fruits. Cette règle qui était déjà mentionnée par Ulpien (1) a été suivie par notre ancien droit, qui lui attribuait : les blés, les grains, les vignes, le croît des animaux, les fruits civils, etc. Cependant on ne lui accordait ni les produits des mines, non encore ouvertes, lorsque l'usufruit commençait, ni les hautes futaies, même lorsqu'elles étaient déjà mises, à cette époque, en coupes réglées (2). Le Code civil maintint l'universalité de son droit aux fruits, par l'article 582 ainsi conçu : « l'usufruitier a le droit de jouir de toute espèce de fruits, soit naturels, soit industriels, soit civils, que peut produire l'objet dont il a l'usufruit. » Mais il l'étendit encore aux mines et aux hautes futaies (art. 591 et 598 C. civ.), qui furent considérées, non plus comme des capitaux mais comme des fruits, du moment qu'elles étaient déjà exploitées à l'ouverture de l'usufruit.

Il faut d'ailleurs remarquer que l'usufruit, étant la

(1) D., liv. vii, tit. 1, l. 9, pr.

(2) Pothier, *Du douaire*, n. 197.

plupart du temps établi par convention, l'étendue du droit aux fruits peut être profondément modifiée par la volonté des parties. Ce n'est que dans le silence du titre ou lorsque l'usufruit est légal qu'il faut se reporter aux règles édictées par le Code.

121. Le point de départ du droit de l'usufruitier varie, suivant la façon dont il est établi. Dans le cas d'usufruit légal, c'est la loi elle-même qui en détermine le jour ; dans le cas au contraire d'usufruit conventionnel, l'usufruitier acquerra les fruits dès que la convention sera parfaite, c'est-à-dire, en général, dès que l'accord des parties aura lieu (arg. art. 1138 C. civ.). La question de savoir quelle solution donner lorsqu'il s'agit d'un legs a été déjà examinée (supra n° 117). Rappelons brièvement que la doctrine décide que le legs d'usufruit même universel ne devant être considéré que comme fait à titre particulier ne produit d'effets que du jour de la demande en délivrance. La jurisprudence au contraire, le considérant comme fait à titre universel, juge que le légataire peut en acquérir les fruits, dès le décès, si la demande est faite dans l'année qui le suit.

122. On s'est demandé cependant si l'usufruitier ne pouvait pas être privé des fruits pendant un temps plus ou moins long, lorsqu'il ne satisfait pas aux obligations qui lui sont imposées à l'ouverture de l'usufruit. En droit romain, pour pouvoir assurer au nu-propriétaire un moyen plus commode d'avoir sa chose à la fin de l'usufruit, le prêteur imposait à l'usufruitier l'obligation de fournir une « cautio usufructuaria » et permettait au nu-propriétaire de retenir la chose jusqu'à ce qu'elle fût

fournie, de la revendiquer, si l'usufruitier s'était mis en possession (1).

Dans l'ancien droit, il en était de même et la douairière, ne pouvant fournir caution, devait tout au moins accomplir au greffe une certaine formalité qui en tenait lieu, faute de laquelle elle était privée des fruits (2). Au contraire le Code civil, dans son article 604, décide que « le retard de donner caution ne prive pas l'usufruitier des fruits auxquels il peut avoir droit. » Le seul inconvénient qui peut résulter de ce fait pour l'usufruitier est d'être privé de l'administration des biens.

La même question s'est posée pour le cas où l'usufruitier est entré en jouissance sans avoir fait dresser inventaire. Suivant certains auteurs (3), il n'aurait pas alors droit aux fruits. Cette opinion se fonde sur l'art. 600 du Code civil, où on relève cette phrase : « ... mais il ne peut entrer en jouissance qu'après avoir fait dresser... un inventaire.. ». Or le mot *jouissance* signifiant surtout « *droit aux fruits* », il faut en conclure que l'usufruitier en sera privé. On ajoute que si le législateur avait eu la pensée contraire, il l'aurait exprimée dans un article semblable à l'art. 604 du Code civil relatif à la caution. Enfin si le retard de donner une caution parfois difficile à trouver n'est pas chose assez grave pour empêcher d'acquérir les fruits, il n'en doit pas être de même dans le cas d'inventaire, qu'il est très facile de faire dresser.

(1) D., liv. vii, tit. 1, l. 13, 4.

(2) Coutume d'Orléans, art. 218.

(3) Proudhon, *De l'usufruit*, t. ii, n. 793 et 798. — Laurent, t. vi, n. 501.

D'autres auteurs au contraire (1) traduisent le mot « jouissance » par le mot « possession ». On fait remarquer dans cette opinion que la loi décide toujours que l'usufruitier a droit aux fruits dès l'ouverture de l'usufruit (art. 578, 582, 585 C. civ.). Par conséquent, pour établir une exception à une règle aussi générale, il faudrait un texte beaucoup plus précis que ne l'est l'art. 600 du Code civil. D'ailleurs la loi, lorsqu'elle prive l'usufruitier des fruits pour ne pas avoir fait inventaire, le dit formellement, comme dans le cas de l'art. 1442 du Code civil, qui prononce la déchéance de l'usufruit légal contre l'époux, qui, à la mort de son conjoint, ne fait pas dresser inventaire des biens des enfants. C'est là une pénalité qui s'explique, tandis qu'au contraire il n'y a pas de raison dans notre hypothèse d'enlever les fruits à l'usufruitier, d'autant plus que le nu-propriétaire n'est pas dépourvu de sanction contre lui et qu'il peut le contraindre à faire inventaire sous peine de dommages-intérêts.

123. L'usufruitier gagne les fruits pendant toute la durée de l'usufruit, sauf dans le cas de déchéance prononcée par la justice pour abus de jouissance, suivant les termes de l'art. 618 du Code civil. Cependant on s'est demandé s'il ne pouvait pas en bénéficier encore, même après sa cessation. En effet, lorsque l'usufruit porte sur une maison d'habitation occupée par l'usufruitier et sa famille, le nu-propriétaire ne pouvant forcer les héritiers à déloger (arg. art. 1736), on en a conclu que ceux-ci étaient dispensés d'en payer

(1) Aubry et Rau, t. II, § 229, p. 472. — Demante et Colmet de Santerre, t. II, n. 441 bis, III. — Huc, t. IV, n. 212. — Pau, 28 mars 1887 (D. 87, 2, 166).

les loyers. Certains, argumentant de ce fait que dans le cas d'usufruit d'une somme d'argent ou de choses consommables dont l'usufruitier ne doit que le prix, on s'accorde à reconnaître d'habitude que celui-ci en garde les intérêts jusqu'au jour de la sommation, ont voulu de même accorder les loyers jusqu'au jour du congé. Mais outre qu'il est fort douteux que l'on puisse appliquer l'art. 1153 du Code civil, à la restitution d'une somme d'argent ou de la valeur de choses consommables, il ne nous semble pas exact d'assimiler à ce cas la situation d'un usufruitier d'une maison d'habitation. Celui-ci en effet, étant dispensé de payer un loyer ailleurs, bénéficie en fait des fruits civils que produit la maison d'habitation. Pourquoi alors ne pas appliquer la règle que nous étudierons plus tard et suivant laquelle, l'usufruitier gagnant les fruits civils jour par jour, ne peut plus les faire siens dès que l'usufruit a pris fin. Suivant ces principes il faudrait décider ici que l'usufruitier ou ses héritiers étant tenus de restituer les fruits civils, les devraient au nu-propriétaire sous forme de loyers (1). Ces considérations générales terminées, nous allons maintenant examiner les particularités relatives à l'acquisition des différents fruits.

PARAGRAPHE PREMIER

De l'acquisition des fruits naturels et industriels

124. De même que le possesseur de bonne foi, l'usufruitier acquiert les fruits naturels et industriels par

(1) *Sic.* Aubry et Rau, t. II, § 235, p. 522, texte et note 2. — Laurent, t. VII, n. 95. — Planiol, t. I, n. 1786. — Hue, t. IV, n. 250.

la perception, c'est-à-dire lorsqu'il les détache du sol ou des arbres qui les supportent (1). Il faut remarquer à ce sujet, que l'usufruitier n'est pas obligé de percevoir lui-même les fruits. Il en résulte, non seulement que la perception peut être faite par des ouvriers qui travaillent sous ses ordres, mais même indépendamment de sa volonté lorsque les fruits ont été détachés par le vent ou par la pluie. Il n'est pas nécessaire non plus que les fruits soient enlevés pour être censés perçus, il suffit qu'ils soient détachés de la terre, même s'ils y restent déposés, comme le serait par exemple une meule de paille ou de gerbes de blé. Les règles qui régissent l'acquisition des fruits sont d'ailleurs les mêmes pour l'usufruitier que pour le propriétaire, l'art. 578 décidant en effet, qu'il doit jouir « comme le propriétaire lui-même ».

Les fruits séparés du sol étant la propriété de l'usufruitier, il en résulte que celui-ci peut dès lors en disposer. De même ils peuvent être saisis par ses créanciers et on leur reconnaît également le droit d'exercer une saisie brandon sur les récoltes encore pendantes. Il faut cependant remarquer que le succès de celle-ci sera aléatoire, car si l'usufruit vient à s'éteindre avant la récolte, la saisie sera nulle comme portant sur des choses n'appartenant pas à l'usufruitier mais au nu-propriétaire.

125. Cette perception, pour permettre à l'usufruitier d'acquérir les fruits, doit avoir été faite sans fraude, c'est-à-dire qu'il ne doit la faire qu'au moment où la maturité des fruits permet de les détacher des arbres

(1) Aubry et Rau, t. II, § 230, p. 280. — Laurent, t. VI, n. 391. — Planiol, t. I, n. 1687.

ou du sol (1). La fraude peut surtout se produire au moment de l'extinction de l'usufruit. L'usufruitier, en effet, a tout intérêt à faire procéder alors à une récolte hâtive, à la vendre même à vil prix, pour bénéficier au moins de la somme rapportée qui sans cela aurait appartenu au nu-propriétaire. Il faut cependant exempter de cette règle certains fruits qui se cueillent verts comme les olives ou les foin, car l'usufruitier en les percevant n'a fait qu'user de son droit. Enfin il faudrait de même lui accorder le bénéfice des récoltes qu'il a faites hâtivement pour éviter les désastres d'une guerre ou de pluies menaçantes qui les auraient détruites.

126. En droit romain comme en droit français, l'usufruitier fait les fruits siens par la perception (2). Cependant le droit romain, qui appliquait cette règle avec rigueur, obligeait l'usufruitier à percevoir les fruits lui-même ou par l'entremise de ses préposés. Si au contraire la séparation était l'œuvre d'un voleur par exemple, c'était alors le nu-propriétaire qui acquérait les fruits et pouvait seul intenter la *condictio furtiva*. La raison qu'en donnent les commentateurs se trouve dans la nature particulière du droit de l'usufruitier. On n'admettait pas alors que celui-ci puisse jouer le rôle du propriétaire quant à la jouissance des fruits, mais bien qu'il avait uniquement le droit de prendre les fruits pendants (3). L'ancien droit français admit le principe romain que les fruits n'étaient acquis que par

(1) Proudhon, n. 1145. — Demolombe, t. x, n. 370. — Marcadé, sous l'art. 585.

(2) D., liv. vii, tit. 1, l. 12, 5. — D., liv. vii, tit. 4, l. 13. — Liv. 22, tit. 1, l. 25, 1.

(3) D., liv. vii, tit. 3, liv. i. — Institutes, liv. ii, 1, § 36.

la perception, mais ne l'appliqua plus à la lettre comme à Rome. Il se débarrassa avec raison de « toutes ces subtilités » suivant l'expression employée par Pothier (1).

127. L'usufruitier est libre ou de faire valoir lui-même la chose dont il a la jouissance et d'en retirer tous les fruits, ou bien de la louer et de bénéficier en leur place du prix des fermages. Il faut alors appliquer les règles relatives à l'acquisition des fruits civils, mais nous ferons remarquer à ce sujet une bizarrerie du droit romain (2) et de notre ancien droit. On considérait en effet le fermage comme étant la représentation exacte des fruits naturels et industriels et on poussait l'assimilation si loin, que l'usufruitier ne le gagnait que par la perception. Cette règle curieuse avait le grand inconvénient d'obliger à des calculs fort délicats. Une année de fermage représentant plusieurs récoltes de fruits différents, il fallait en calculer la valeur représentative et ne la donner à l'usufruitier que par fractions, au fur et à mesure que les récoltes successives étaient perçues par le fermier.

128. Bien qu'étant libre de jouir à sa guise, de louer la chose ou même de céder son droit d'usufruit, il n'est cependant pas possible à l'usufruitier de modifier la forme du fonds, de changer le mode de jouissance. C'est ainsi par exemple qu'il ne peut changer une vigne en un pré ou un bois en terre labourable. Cela dérive tout naturellement de ce fait que l'usufruitier n'ayant que la jouissance doit se borner à cultiver et à percevoir les fruits, il ne peut, comme le propriétaire, détruire

(1) Pothier, *Du douaire*, n. 497.

(2) D., liv. VII, tit. 1, l. 58.

une chose même pour la remplacer par une autre. Cependant il ne lui est pas interdit de transformer une lande inculte en terres labourées, ni de faire ce qui peut rendre sa jouissance plus productive, par exemple édifier un moulin à huile pour exploiter des oliviers.

A. Usufruit sur des animaux.

L'étendue des droits de l'usufruitier sur des animaux varie suivant que ceux-ci sont considérés séparément, ou au contraire comme formant un troupeau. Il y a là deux situations bien distinctes que nous allons examiner successivement.

129. Lorsque l'usufruit porte sur des animaux envisagés séparément, il y a lieu d'attribuer à l'usufruitier tous les produits qu'ils peuvent donner. C'est ainsi que celui-ci peut les louer, si telle est leur destination, comme ce serait le cas par exemple d'un maquignon qui loue des chevaux de promenade ; les tondre si ce sont des moutons, tirer profit du lainage et du croît. Au sujet de celui-ci nous voyons se représenter une question déjà examinée à propos du propriétaire et qui consiste à se demander à qui appartiendront les petits d'un animal, lorsque ce n'est pas la même personne qui est maître du mâle et de la femelle. Les raisons de décider étant les mêmes, il convient d'attribuer le croît au propriétaire de la femelle.

Le fait que l'usufruit ne porte que sur certains animaux, peut avoir encore pour conséquence que le légataire d'un pareil usufruit ne peut pas profiter de l'augmentation résultant du croît produit depuis le jour du testament jusqu'à celui de la demande en délivrance.

C'est là un désavantage sur le légataire d'un troupeau.

Signalons également, qu'aux termes de l'article 615 Code civil, l'usufruitier n'est pas tenu dans le cas d'un pareil usufruit, de remplacer les bêtes mortes par le croît produit. Mais il y aura extinction de l'usufruit par perte de la chose et l'usufruitier devra restituer tout ce qu'il a pu retirer de la bête, tel que le prix de la peau, des cornes, etc., qui ne constituent pas des fruits (1).

Il faut cependant remarquer qu'il a été jugé par la cour de Bourges (2) que même l'usufruitier d'animaux ne constituant pas un troupeau peut être obligé de remplacer les bêtes mortes par le croît. Ceci se produirait particulièrement lorsque les animaux ont été attachés à un domaine et étaient dans l'esprit des parties destinés à l'exploitation du fonds. La cour se référant sans doute à l'intention présumée des parties, a supposé que le constituant de l'usufruit avait entendu que l'usufruitier n'acquerrait le croît, que déduction faite d'un nombre de têtes égal au nombre des bêtes mortes pendant la durée de l'usufruit.

130. Lorsque l'usufruit est établi sur un troupeau, les droits de jouissance sont les mêmes que ceux que nous avons déjà énumérés. La difficulté de cette matière vient de ce que l'article 616 du Code civil décide d'une manière générale que l'usufruitier doit remplacer par le croît, les bêtes mortes. Il en résulte une diminution considérable de jouissance pour lui. On l'a expliquée en disant que le propriétaire aurait agi de même et que le remplacement des vides d'un troupeau se faisant tout naturellement avec les petits, il fallait que l'usufruitier

(1) Demolombe, t. x, n. 342. — Marcadé sous l'art. 616.

(2) Bourges, 12 juin 1872 (D. 73, 5, 479).

en supporte la charge. On s'est demandé à ce sujet, et la question est encore controversée, si le remplacement devait se faire uniquement avec le croît des animaux nés depuis la perte, ou au contraire s'il fallait combler les vides avec des animaux nés auparavant ou en faisant des achats avec l'argent que la vente de ces derniers aurait produit. Suivant un premier système (1), il y aurait lieu de décider que l'usufruitier doit toujours consacrer le croît et l'argent qu'il en retire, à réparer les pertes qui peuvent survenir au troupeau. On argumente d'abord de l'esprit même de l'article 616 qui semble considérer le troupeau comme une unité dont la valeur doit toujours rester la même, les pertes étant compensées par les nouveau-nés ; puis de son texte qui, disant que l'usufruitier doit remplacer les animaux « jusqu'à concurrence du croît », semble bien dire qu'il faut y consacrer tout le croît ou même l'argent qu'il a produit. On ajoute enfin, que l'usufruitier étant averti de cette obligation, les perceptions de petits animaux qu'il opère ou la vente qu'il en fait ne peuvent avoir lieu que sous la condition de rendre à la fin de l'usufruit le troupeau intact au nu-propriétaire. Nous sommes plutôt d'avis d'admettre le second système, en sens contraire (2). Il nous semble en effet, que du moment où l'usufruitier a acquis la propriété des petits ou de la somme qu'a procurée leur vente, il en est maître incommutable et n'a plus à se préoccuper des pertes qui peuvent survenir.

(1) Proudhon, t. III, n. 1093. — Aubry et Rau, t. II, § 236, p. 529, texte et note 14. — Laurent, t. VI, n. 536.

(2) Cpr., Duranton, t. IV, n. 630. — Demolombe, t. X, n. 315. — Marcadé sous l'art. 616.

Cependant comme il semblerait injuste que l'usufruitier pût emporter à l'extinction de l'usufruit une grande quantité d'animaux nés depuis la perte des anciens, il ne peut le faire que lorsqu'il aura remplacé ceux qui sont morts.

On a étendu les mêmes règles au cas où des animaux sont inutilisables pour cause de vieillesse. L'usufruitier doit alors le croît, déduction faite de la somme que peuvent valoir les animaux vieillis (1).

B. *Usufruit sur des forêts.*

131. Les bois sont en principe des capitaux, et au lieu de constituer des fruits ils rentrent eux-mêmes dans la catégorie des choses frugifères. Cependant ceci n'est pas également vrai pour tous les genres d'arbres. Certains, tels que les arbres fruitiers, sont considérés comme des capitaux rapportant des fruits, pendant fort longtemps ; les futaies au contraire sont des capitaux de réserve : on ne les utilise qu'en les détruisant, car la réfection d'une futaie demande beaucoup de temps. Au contraire, il y a toute une catégorie d'arbres que l'on range parmi les fruits et dont nous allons maintenant étudier l'acquisition. Ce sont : les taillis que l'on coupe d'habitude tous les dix ans ; les futaies aménagées, que l'on coupe successivement suivant leur genre d'aménagement et enfin les arbres des pépinières.

132. On appelle *bois taillis* ceux que l'on coupe à des intervalles rapprochés, avant qu'ils aient achevé

(1) Demolombe, t. x, n. 315. — Aubry et Rau, t. II, § 236, p. 530

leur croissance. Ordinairement les coupes se font de dix en dix ans ou à des intervalles plus éloignés, suivant que l'on veut en retirer une quantité plus ou moins grande de bois, si bien qu'on les range en catégories suivant leur âge : jeunes taillis de moins de dix ans ; taillis proprement dits de 10 à 25 ans et hauts taillis lorsqu'ils dépassent cette durée. L'espèce d'arbres n'est d'ailleurs pas à envisager, il peut y avoir des taillis de chênes, d'ormes, de hêtres, et la seule condition pour les faire entrer dans cette classe est que les coupes soient faites dans un intervalle suffisamment rapproché par comparaison à celles des futaies. Aussi y joint-on encore les arbrissaux, les osiers et les saules, lorsqu'ils sont susceptibles d'aménagement ainsi que les arbres abattus par le vent dont les chutes qui se reproduisent à peu près aussi fréquemment chaque année amènent à les ranger dans la catégorie des fruits.

133. L'usufruitier peut en principe jouir comme il l'entend des bois taillis sur lesquels porte son droit, c'est-à-dire qu'il a la faculté de s'en servir lui-même ou de les vendre. Cependant c'est peut-être pour les forêts que son droit est le plus limité, car tandis que l'agriculteur peut ensemençer ses champs à sa convenance, l'usufruitier de forêts est obligé de suivre certaines règles s'il veut faire une bonne exploitation. Jouissant comme le propriétaire, l'usufruitier doit suivre le mode d'exploitation que celui-ci avait commencé. Suivant les termes de l'art. 590, C. civ. il est tenu : « d'observer l'ordre et la quotité des coupes, conformément à l'aménagement ou à l'usage constant des propriétaires ». Par conséquent une fois les règlements

forestiers observés il doit encore suivre : l'ordre des coupes, c'est-à-dire ne couper chaque partie du bois que successivement suivant les règles établies par le propriétaire ; 2° la quotité, c'est-à-dire l'étendue de la coupe ; 3° l'âge ; Enfin, 4° il doit réserver un certain nombre de baliveaux destinés au repeuplement, s'il y a lieu (1).

Il peut être impossible à l'usufruitier de se référer à l'usage du propriétaire précédent parce que le bois n'avait pas été aménagé d'une manière régulière. Il doit suivre alors, d'après les termes même de l'art. 590. C. civ. « l'usage constant des propriétaires », mais cette expression très large à dessein, laisse place au doute, lorsqu'il faut choisir par exemple entre l'usage établi par les précédents propriétaires ou celui des propriétaires voisins. Il nous semble, suivant l'opinion de Proudhon (2), qu'il faut se référer à l'usage de la majorité des propriétaires voisins, à cette espèce de coutume qui existe dans chaque contrée, et qui est le résultat de l'observation combinée avec les nécessités climatiques du lieu. Evidemment si le précédent propriétaire avait laissé une exploitation bien régulière, il n'y aurait qu'à la continuer, mais lorsque cela ne se peut pas parce que le bois est nouveau par exemple, c'est l'usage du lieu qui doit s'appliquer.

Il en résulte même que si les propriétés forestières étaient très rares dans la contrée ou exploitées d'une façon si irrégulière, qu'on ne puisse en déterminer clai-

(1) Proudhon, t. III, n. 1170.

(2) Proudhon, t. III, n. 1164 et s. — Cpr. Demolombe, t. X, n. 392.

rement les règles, il y aurait lieu de suivre le mode d'aménagement établi par l'Etat pour ses bois (1).

134. L'usufruitier devant faire les coupes à des intervalles réguliers, suivant les règles des propriétaires, on s'est demandé s'il y aurait lieu à une indemnité dans le cas où il aurait négligé d'en faire. L'article 590 Code civil nous répond négativement et sa décision est conforme à une règle que nous examinerons plus tard et d'après laquelle les fruits pendants sur un fonds appartiennent au nu-propriétaire, quelle que soit la cause pour laquelle l'usufruitier n'a pu les percevoir. Cependant malgré les termes très nets de cet article on a douté qu'il pût s'appliquer à l'hypothèse où la coupe n'était pas faite par suite de cas fortuits. Comme on l'a fort bien dit cependant (2), le cas fortuit ne doit nuire qu'aux personnes sur lesquelles il frappe et l'on ne voit pas pourquoi, dans l'espèce qui nous occupe, on le ferait supporter par le nu-propriétaire. On admet cependant qu'il y a un cas où l'usufruitier pourrait recevoir une indemnité, c'est celui où le nu-propriétaire est lui-même la cause du retard de la coupe, comme par exemple s'il avait élevé une contestation sur le fonds de son droit. Il y a une raison supérieure d'équité qui se refuse à accorder au nu-propriétaire, un avantage qu'il pourrait ainsi se procurer à lui-même d'une manière illicite.

L'hypothèse inverse de celle que nous venons d'examiner nous est fournie lorsque l'usufruitier a perçu des coupes de bois avant l'époque où celles-ci devaient être faites. Il doit alors au nu-propriétaire une indemnité égale à la valeur que celui-ci aurait retirée de la coupe

(1) Demolombe, t. x, n. 393.

(2) Proudhon, t. III, n. 1178.

s'il y avait lui-même procédé. Ceci bien entendu n'a lieu que si l'usufruit prend fin avant l'époque fixée pour la coupe. Cependant une coupe prématurée peut porter préjudice au nu-propriétaire, même lorsque celui-ci n'eneût pas profité parce que l'usufruit s'est terminé après l'époque où elle aurait dû être faite. Ceci se produit lorsque l'usufruitier a coupé les taillis à une époque si mauvaise que la force vitale des arbres en a été atteinte, par exemple lorsqu'il les a coupés en pleine sève ou dans un temps trop rapproché de celui des gelées, si bien que les jeunes pousses ont été détruites. Le nu-propriétaire peut alors réclamer à l'usufruitier, non la propriété des arbres abattus, puisque l'usufruitier l'a acquise par la perception, mais des dommages-intérêts. Ceux-ci seront appréciés par les juges suivant les circonstances et en tenant compte de la dépréciation que la nouvelle coupe a subie par suite des mauvaises conditions dans lesquelles la précédente avait été faite.

135. Il peut se faire que, dans le même usufruit, il y ait eu à la fois des coupes prématurées et des coupes retardées. Certains auteurs, en présence de cette difficulté, ont été d'avis qu'elles devaient se compenser mutuellement (1). Il nous semble cependant (2) qu'une pareille compensation est impossible, pour la raison bien simple que si l'usufruitier doit au nu-propriétaire une coupe prématurée, celui-ci ne lui doit rien pour une coupe retardée ; la compensation ne peut avoir lieu qu'entre deux personnes débitrices l'une de l'autre, ce qui n'est pas le cas dans notre hypothèse.

136. — Il peut enfin y avoir doute lorsqu'un bois

(1) Duranton, t. iv, n. 548.

(2) *Sic*, Demolombe, t. x, n. 402.

nouvellement planté est soumis à un droit d'usufruit, pour savoir si l'usufruitier a le droit d'en jouir comme bois taillis ou au contraire s'il doit le réserver comme futaie. On peut se demander en effet, qu'elle est l'intention de la personne qui l'a planté. Il semble préférable de le ranger dans la catégorie des bois taillis. En effet, à part les forêts réservées pour la chasse ou l'agrément et qui se composent de futaies, les propriétaires qui exploitent leurs forêts ne le font que par taillis. Dans le doute, il y a lieu de se référer à ce qui se fait d'habitude et de permettre à l'usufruitier de procéder à la coupe (1).

137. On appelle *futaies* des arbres qu'on laisse pousser jusqu'à leur complet développement avant de les abattre. Comme les taillis, on les distingue suivant leur âge en plusieurs catégories et on désigne sous le nom de jeunes futaies celles de moins de quarante ans et de vieilles futaies celles qui n'ont pas été coupées depuis cent ans au moins. En principe l'usufruitier n'y a pas droit, car elles constituent des capitaux et non des fruits. On lui permet uniquement d'y prendre tous les ans (art. 592 C. civ.), pour les réparations qu'il est tenu de faire, un certain nombre d'arbres arrachés par le vent ou d'en couper quelques-uns en en faisant constater la nécessité par le propriétaire. Cependant l'article 591 du Code civil établit une grave dérogation à ces règles et permet à l'usufruitier de faire siens les produits retirés des coupes de hautes futaies aménagées, soit de tous les arbres d'un certain âge dans une partie du bois, soit d'une certaine quantité d'arbres pris dans toute

(1) Proudhon, t. III, n. 1177.

l'étendue du domaine (1). La jurisprudence ne s'est pas en général montrée trop sévère pour apprécier s'il y avait ou non coupes réglées et elle tend en principe à reconnaître ce caractère à toutes les coupes périodiques et destinées dans l'esprit du propriétaire à pouvoir se renouveler perpétuellement (2). En définitive les questions qui peuvent s'élever à ce sujet constituent plutôt des questions de fait, que des questions de droit susceptibles de se ramener à une règle invariable. Le meilleur criterium consiste à se demander si le propriétaire a entendu se créer par l'aménagement de la futaie des revenus périodiques et réguliers.

Les baliveaux doivent être soumis aux règles établies pour les futaies. La question, du reste, n'est pas très pratique, car d'habitude, ceux-ci, disséminés à travers les taillis, sont conservés avec soin pour le repeuplement et ne peuvent faire l'objet d'un acte d'appropriation par l'usufruitier (3). Cependant il peut arriver qu'il soit dans les usages du propriétaire d'en couper un certain nombre chaque année et cela permettra à l'usufruitier d'en acquérir de même à titre de fruits.

La même question se pose également pour les chablis ou arbres arrachés par le vent ou tombés de vieillesse. Il nous semble qu'il faudra les comprendre dans la catégorie des fruits, si le propriétaire avait l'habitude de les ajouter à ses coupes. Le nombre des chablis est à peu près le même tous les ans et du moment que le propriétaire les traite comme des fruits il n'y a pas lieu de les refuser à l'usufruitier (4).

(1) Pau, 8 février 1886 (D. 86, 2, 249).

(2) Riom, 19 juillet 1862 (D. 62, 2, 123).

(3) *Contra*, Paris, 28 novembre 1874 (D. 75, 2, 143).

(4) *Cpr.* Cass., 21 août 1874 (D. 74, 1, 213).

Signalons enfin, pour terminer l'énumération des droits de l'usufruitier sur les hautes futaies, celui que lui accorde l'article 593 Code civil de prendre dans les bois des échalas pour les vignes et sur les arbres des produits annuels et périodiques. Il faut entendre par là tous les fruits que peuvent produire les arbres forestiers, tels que les faines, les glands, le liège et même les différentes feuilles qui servent à la nourriture des bestiaux. Ce n'est là que l'application des principes ordinaires de l'usufruit, si bien qu'il paraît étrange que l'article 593 Code civil en eût subordonné la perception à la condition qu'elle fût faite « suivant l'usage du pays et la coutume du propriétaire ». Il y a là une inexactitude, l'usufruitier ayant droit aux fruits de tous les arbres même de ceux des futaies non aménagées.

138. L'usufruitier doit jouir des futaies en bon père de famille. Ceci veut dire, c'est du moins là ce que décide un arrêt (1), que l'usufruitier doit calculer la quotité de ses coupes de façon à rendre à la restitution de l'usufruit une valeur à peu près égale à celle qu'il a reçue au moment de l'ouverture. L'accroissement des arbres restants servira à compenser la valeur de ceux qu'il aura abattus. Il en résulte que si le propriétaire avait aménagé son fonds de telle façon qu'au bout d'un nombre d'années assez long les hautes futaies eussent été épuisées, l'usufruitier ne devra pas suivre sa manière de faire. L'idée exprimée par l'arrêt n'est peut-être pas exacte. Il nous semble que l'usufruitier doit jouir comme le propriétaire, même si cette jouissance doit conduire plus tard à la destruction de la chose, à la condition

(1) Cass., 8 janvier 1845 (D. 45, 1, 113).

quelle fut longue, comme celle de la mine qu'épuise chaque extraction de minéral.

Une seconde conséquence de ce fait que l'usufruitier doit jouir en bon père de famille est qu'il doit conformer strictement sa jouissance à celle du propriétaire précédent. Il peut y avoir d'ailleurs à ce sujet de sérieuses difficultés pratiques. Nous avons dit que la jurisprudence voyait des coupes réglées même lorsqu'elles avaient été faites suivant des quotités variables, il en résultera que l'usufruitier ne saura quelle devra être l'étendue des coupes qu'il devra faire. Nous croyons qu'on peut suivre dans cette hypothèse l'article 591 du Code civil, à la lettre et décider qu'il devra établir une moyenne en se fondant « sur l'usage des anciens propriétaires. »

139. L'usufruitier n'ayant droit qu'aux futaies mises en coupes réglées, ne peut en aucune façon toucher à celles qui ne le sont pas, car il percevrait alors un produit appartenant au nu-propriétaire. Un arrêt très ancien lui accordait le droit de ne payer l'indemnité représentative des arbres abattus, qu'au moment de l'extinction de l'usufruit, si bien que l'usufruitier se trouvait incité à faire des coupes illicites pour profiter des intérêts du prix de vente (1). Mais ce système n'a pas été suivi par la doctrine et la jurisprudence (2). L'usufruitier, en effet, ne peut en aucune façon se rendre propriétaire des arbres de haute futaie non aménagée, car la perception ne lui donne que le droit de s'approprier les arbres ayant le caractère de fruits. Il est donc débiteur dès le moment même où la perception indue a été faite et le

(1) Paris, 12 décembre 1811 (S. chr.)

(2) Dijon, 22 décembre 1842 (S. 43, 2, 135). — Proudhon, t. IV, n. 2094. — Demolombe, t. X, n. 410.

nu-propriétaire peut agir contre lui, d'abord pour lui réclamer le prix de la coupe, puis pour lui demander des dommages-intérêts s'il y a lieu : enfin pour demander la déchéance de son droit de jouissance, si l'abus qu'il en a fait a été suffisamment grave.

140. Le dernier droit qui est accordé à l'usufruitier lorsque sa jouissance porte sur des arbres est celui qui lui est donné par l'article 590, 2^o Code civil, sur les arbres des *pépinières*. Il peut en effet, sous la condition de se conformer aux usages des lieux pour le remplacement, enlever les arbres qui peuvent en être tirés sans dégradation. Le bénéfice qu'il en retire est constitué par la différence de valeur qu'il y a entre un arbre déjà gros et le petit arbre par lequel il le remplace.

C. Usufruit sur des mines.

141. L'art. 598 du Code civil accorde en ces termes à l'usufruitier un droit aux produits des mines : « Il (l'usufruitier) jouit aussi de la même manière que le propriétaire, des mines et carrières qui sont en exploitation à l'ouverture de l'usufruit... Il n'a aucun droit aux mines et carrières non encore ouvertes, ni aux tourbières dont l'exploitation n'est point encore commencée. » Comme on le voit cet article, distinguant entre les mines exploitées ou non à l'ouverture de l'usufruit, accorde la jouissance des premières à l'usufruitier et lui refuse celle des secondes. Il y a là une imitation de la règle édictée pour les futaies et qui exige également, comme on l'a vu, un aménagement antérieur.

En droit romain l'usufruitier jouissait déjà des pro-

duits des mines et avait même la faculté d'en commencer l'exploitation (1). Ce fut l'ancien droit français qui distingua, à une époque inconnue, entre les mines ouvertes ou non au commencement de l'usufruit. Il était même plus rigoureux que ne l'est le Code civil puisque l'usufruitier ne pouvait bénéficier des produits d'une mine près de s'épuiser, même si l'exploitation en était déjà longue (2).

142. La question de savoir si une mine est ouverte avant le commencement de l'usufruit peut présenter certaines difficultés lorsqu'elle n'est pas encore à cette époque en pleine exploitation. On s'est tout d'abord demandé s'il suffisait que le propriétaire eût fait des travaux de recherches soit sur son fonds, soit sur un fonds voisin; mais sur ce point l'accord n'a pas tardé à être parfait et l'on reconnaît que l'art. 598 du Code civil, qui parle « d'exploitation commencée » ne peut permettre cette interprétation (3). Une question plus délicate s'est présentée, lorsqu'il s'est agi de savoir s'il fallait appliquer la même solution dans le cas de mine seulement concédée? Il faut faire ici une distinction. En principe l'usufruitier n'a pas droit aux produits des mines, lorsque son droit porte simplement sur le fonds où celle-ci a été concédée et l'on en donne la même raison que nous avons déjà indiquée dans l'hypothèse précédente. Mais il peut se faire au contraire que le propriétaire ait cédé son droit d'usufruit sur la mine concédée et qui n'est pas encore ouverte.

(1) D., liv. VII, tit. 1, l. 13, 5.

(2) Pothier, *Du douaire*, n. 196.

(3) Aubry et Rau, t. II, § 230, p. 485. — Laurent, t. VI, n. 450 — Lyon, 24 mai 1853 (D., 55, 2, 347).

Cette opération est parfaitement licite depuis la loi du 21 avril 1810, qui considère la propriété de la mine comme distincte de celle du sol. La seule chose défendue en effet, est la division de l'exploitation de la mine sans l'autorisation du gouvernement (art. 7, al. 2, loi du 21 avril 1810). Dans ce cas il n'y aura aucun doute sur le droit de l'usufruitier aux minerais qui en seront extraits.

On s'est enfin demandé si une mine étant mise en exploitation sur le périmètre d'une propriété, elle peut profiter à l'usufruitier d'une autre propriété voisine sur laquelle elle va s'étendre. La mine forme, dit-on, un tout et du moment qu'elle est exploitée à un endroit, elle est présumée ouverte dans toute son étendue. Cependant il a été jugé (1) à juste titre que cette règle qui s'applique aux mines dans un but de sage réglementation, ne doit pas s'appliquer aux rapports de l'usufruitier et du nu-propriétaire. Pour celui-ci en effet, la mine n'est ouverte que lorsqu'elle lui rapporte une redevance au moment de l'ouverture de l'usufruit ce qui n'est pas le cas dans notre hypothèse.

143. Lorsque la mine est en exploitation au moment de l'ouverture de l'usufruit, deux hypothèses peuvent se présenter : ce sera en effet ou l'usufruitier qui continuera l'exploitation ou un tiers.

1° Dans le premier cas il n'y a guère de difficultés pour déterminer le droit de l'usufruitier. Celui-ci, en effet, percevra tous les produits de la mine, sous la seule condition de se conformer au mode d'exploitation qui existait déjà.

(1) Lyon, 7 décembre 1866 (S. 67, 2, 6).

Il importe seulement de remarquer à ce sujet qu'il ne lui est plus nécessaire d'avoir une autorisation nouvelle depuis la loi du 21 avril 1810, le nu-propriétaire pouvant céder la sienne à l'usufruitier, pourvu que l'exploitation ne soit pas morcelée (1).

2° Si au contraire le concessionnaire de la mine est un autre que l'usufruitier, celui-ci jouira de la redevance qui, d'après l'esprit de la loi de 1810, est censée représenter la valeur des minerais enlevés.

144. La mine n'étant pas en exploitation au moment de l'ouverture de l'usufruit, il se peut que l'usufruitier l'ayant découverte dans le fonds, en obtienne la concession.

Dans ce cas il gagnera bien les produits perçus, mais à titre de concessionnaire et il sera obligé de payer la redevance au nu-propriétaire. Il ne bénéficierait pas non plus de la redevance, si c'était un tiers qui était choisi comme concessionnaire, il aurait seulement droit à une indemnité pour la perte que les travaux faits sur la surface pourraient lui causer.

145. L'art. 598 C. civ. statue sur les mines, les carrières et les tourbières, mais ne se préoccupe pas des minières. On s'accorde cependant à leur étendre les mêmes règles et à décider qu'elles ne profitent à l'usufruitier que si elles ont été exploitées avant le commencement de l'usufruit. La loi de 1810 ne permettant pas à un tiers de solliciter la concession d'une minière ou carrière, la question de savoir à qui doit être la redevance ne se pose pas ici. Il se peut cependant que le droit d'exploiter la carrière ait été loué par le proprié-

(1) Planiol, t. 1, n. 1701.

taire à un tiers avant l'ouverture de l'usufruit. Dans ce cas l'usufruitier bénéficiera des annuités suivant les règles établies pour les fruits civils.

PARAGRAPHE II

Droits sur les fruits pendants à l'ouverture et à l'extinction de l'usufruit.

146. Aux termes de l'art. 585 « les fruits naturels et industriels pendant par branches ou par racines au moment où l'usufruit est ouvert appartiennent à l'usufruitier. » Cette disposition est une innovation du Code civil. Dans l'ancien droit, en effet, on répugnait à accorder à l'usufruitier des fruits dont il n'avait pas payé la semence ou les frais de production. On voulait appliquer avec rigueur la règle : « *non sunt fructus nisi deductis impensis* » ; mais la question était déjà l'objet de vives controverses (1). Le Code civil a voulu trancher par là une source de difficultés sans pour cela nuire au nu-propriétaire, qui peut avoir en compensation une récolte pendante à la fin de l'usufruit.

Il faut remarquer au sujet de l'art. 585 C. civ. qu'il renferme une inexactitude. Il donne en effet à l'usufruitier la propriété des fruits pendants à l'ouverture de l'usufruit, si bien que la règle de l'acquisition des fruits par la perception ne se trouve pas appliquée. A la vérité, ils continuent d'appartenir au nu-propriétaire comme accessoires du fonds, mais celui-ci, privé du droit de les percevoir, se trouve avoir un droit tout

(1) Renusson, *Du douaire*, ch. XIV, n. 40. — Pothier, *Du douaire*, n. 201 et 272.

théorique qu'il ne peut exercer. L'usufruitier n'a encore qu'un pouvoir, celui de percevoir les fruits et d'en devenir ensuite propriétaire.

147. L'usufruitier cependant n'a droit, sans indemnité, à la récolte qui se trouve sur pied au commencement de l'usufruit, que dans ses rapports avec le nu-propriétaire. Si au contraire, elle est le résultat des travaux d'un tiers il y a lieu d'appliquer les règles du droit commun et de décider que l'usufruitier devra lui rembourser les frais occasionnés pour la production des fruits. Ceci pourrait se produire, par exemple, si ceux-ci avaient été faits par un possesseur de bonne foi qui occupait la terre au moment de l'ouverture de l'usufruit. Il ne faut cependant pas décider, comme on l'a fait parfois, que l'usufruitier ayant droit aux fruits pendant à l'ouverture dans ses rapports avec le nu-propriétaire, il a la faculté de réclamer à celui-ci le remboursement de la somme qu'il a versée au tiers. Ceci en effet ne nous semble pas exact. L'art. 585 C. civ. décide uniquement que le nu-propriétaire n'a pas droit à récompense pour les fruits non encore récoltés, mais ne dit pas que le propriétaire doive forcément payer les frais de la récolte. Il n'est déjà pas très juste d'accorder à l'usufruitier des fruits qu'il n'a pas produits et nous avons rappelé les difficultés que cette règle avait rencontrées pour s'introduire dans notre droit ; il ne faut donc pas, l'exagérant encore, obliger dans ce cas le nu-propriétaire à payer les frais des récoltes dont un autre va profiter.

L'art. 585, *in fine*, limite également le droit de jouissance de l'usufruitier sur les fruits pendant à l'ouverture de l'usufruit, lorsqu'il y a un colon partiaire. Cela

n'est qu'une application de la règle que l'usufruitier doit respecter les baux faits par le nu-propiétaire. Le colon partiaire a donc droit à une quote-part des fruits en vertu d'un droit opposable même à l'usufruitier.

148. On s'est demandé si le droit aux fruits pendant subsistait encore lorsqu'ils avaient été l'objet d'une vente conclue par le nu-propiétaire avant le commencement de l'usufruit. Bien que l'on ait décidé parfois qu'il fallait accorder à l'usufruitier le prix de la vente, parce qu'il représente la valeur des fruits pendant, qui lui appartiennent aux termes de l'article 585 du Code civil, il nous semble que l'opinion contraire est cependant préférable (1). Jusqu'à l'ouverture de l'usufruit en effet, les fruits appartiennent au nu-propiétaire qui peut en disposer librement et la vente étant parfaite avant le moment de l'ouverture, il n'y a pas à se préoccuper de son exécution. D'ailleurs, l'usufruitier ne peut avoir plus de droits que n'en a le nu-propiétaire ; or celui-ci ne pouvant plus, dès avant l'ouverture de l'usufruit, disposer des fruits qui ne font plus partie de son patrimoine, il est également logique de refuser à l'usufruitier tout droit sur eux ou sur leur prix.

Il y aurait cependant exception à ces règles si la vente avait été faite par fraude ou si l'usufruit ayant été constitué à titre onéreux, l'usufruitier avait entendu comprendre dans le prix la valeur des fruits pendant. La vente subsisterait néanmoins dans ces deux cas, mais l'usufruitier serait en droit de réclamer des dommages-intérêts au nu-propiétaire.

149. Comme compensation à la perte des frais de

(1) Proudhon, *op. cit.*, n. 994. — Laurent, t. vi, n. 389.

production qui peut incomber au nu-propiétaire, lorsque des fruits encore pendants au commencement de l'usufruit sont perçus par l'usufruitier, l'article 585 lui accorde ceux qui n'ont pas été récoltés à la fin de l'usufruit. Il n'y a là qu'une application de la règle suivant laquelle l'usufruitier ne peut gagner les fruits qu'en les percevant. Le texte ne faisant aucune distinction, on s'accorde à étendre cette disposition même au cas où l'usufruitier n'a pu faire la récolte par suite d'une force majeure, telle qu'une inondation par exemple ou l'invasion de l'ennemi (1). Les cas fortuits doivent être, en effet, supportés par ceux qu'ils frappent et il serait injuste d'en rendre le nu-propiétaire responsable. Il en serait de même si c'était une demande en justice émanant d'un tiers qui empêchait l'usufruitier de percevoir les fruits et il n'y aurait d'exception à ces règles, que si c'était le nu-propiétaire lui-même qui mettait obstacle à l'exercice du droit de jouissance (2).

Le nu-propiétaire ne devant pas d'indemnité à l'usufruitier pour les frais de la récolte, il faut en conclure qu'il en sera de même si celui-ci n'a pas encore payé les ouvriers qui y ont travaillé. Une question plus délicate se pose, lorsque l'usufruitier ayant négligé de s'occuper de sa chose, l'a laissée posséder par un tiers qui y a fait pousser des récoltes. Faut-il obliger le nu-propiétaire ou l'usufruitier à en payer les frais ? A notre avis il convient d'en imposer l'obligation au nu-propiétaire sauf à lui permettre de demander à l'usu-

(1) Proudhon, t. III, n. 1178. — Demolombe, t. x, n. 369. — Marcadé sous l'art. 585, n. 2.

(2) Genty, *De l'usufruit*, p. 58. — Laurent, t. vi, n. 393. — *Contra*, Aubry et Rau, t. II, § 230, p. 480.

fruitier des dommages et intérêts pour sa négligence. L'article 585 en effet, ne s'applique que dans les rapports entre l'usufruitier et le nu-propiétaire. Or ici, celui-ci n'étant nullement en présence de l'usufruitier, c'est le droit commun qu'il faut suivre.

150 Une controverse très vive s'est élevée pour savoir quel serait le sort de la vente faite par l'usufruitier de fruits encore pendants à l'extinction de l'usufruit. D'après une première théorie (1), on admet que la vente prématurée est valable parce que c'est là, dit-on, un acte de bonne administration que l'usufruitier a le droit de faire. On argumente particulièrement dans ce système de l'article 595 Code civil, qui permet à l'usufruitier de faire des baux de neuf ans et de priver ainsi pendant longtemps le nu-propiétaire des fruits de la chose. Enfin on a fait remarquer que la tradition porte à adopter cette solution. La vente étant valable, on distingue pour savoir à qui en appartiendra le prix. Si l'usufruit prend fin avant la récolte, ce sera le nu-propiétaire qui en bénéficiera en totalité ; si au contraire la récolte était en voie d'achèvement il y aurait lieu d'accorder au nu-propiétaire une part du prix égale à la valeur proportionnelle des fruits perçus. Malgré ces raisons, il nous semble cependant qu'il est préférable de suivre l'opinion d'autres auteurs et de décider que la vente est nulle (2). S'il y a un principe certain, en effet, c'est celui qui ne donne à l'usufruitier la propriété des fruits que lorsqu'ils sont perçus. C'était déjà la solu-

(1) Demante et Colmet de Santerre, t. II, n. 434 bis, IV. — Aubry et Rau, t. II, § 230, p. 490. — Cass., 9 août 1881 (D. 82, 1, 365).

(2) Demolombe, t. X, n. 358 et 359. — Laurent, t. VI, n. 477 et 478. — Huc, t. IV, n. 180.

tion du droit romain, qui ne reconnaissait à l'usufruitier que le droit de prendre sans vol les fruits du fonds soumis à son droit. Enfin on ne peut s'empêcher de remarquer, combien il est téméraire d'assimiler la vente à un bail et de la faire considérer comme un acte d'administration. N'est-elle pas, en effet, considérée universellement comme un acte de disposition ?

151. Il résulte de l'examen de toutes les questions qui se posent au sujet du sort des fruits pendants à l'ouverture ou à l'extinction de l'usufruit, qu'il est à regretter que la règle de l'acquisition jour par jour, qui existe pour les fruits civils, n'ait pas été étendue aux fruits naturels et industriels. Non seulement il en serait résulté une grande simplification, mais encore la répartition aurait été plus juste. Il se peut par exemple, que l'usufruitier n'ait commencé sa jouissance qu'au moment où une coupe de bois venait d'être faite et qu'il la termine neuf ans après, sans avoir gagné aucun revenu. En sens inverse un usufruit aurait pu commencer quelques jours après la première coupe et finir peu après la seconde, si bien que pour une jouissance guère plus longue il aurait bénéficié de deux coupes. Il y a là une réforme législative qui s'impose et il serait à souhaiter que les fruits naturels et industriels puissent toujours s'acquérir jour par jour.

PARAGRAPHE III

De l'acquisition des fruits civils.

152. L'usufruitier est réputé acquérir les fruits civils jour par jour (art. 586 C. civ). Ce n'est bien

entendu qu'une fiction. Les revenus, produits dans l'année, seront mis en masse et partagés en 365 parties ; l'usufruitier prendra ensuite autant de ces parties qu'il aura été de jours en jouissance pendant l'année de l'ouverture ou de l'extinction de l'usufruit, et le nu-propriétaire s'appropriera la somme restante. Cette règle est très simple et très équitable, chacun recevant à proportion de la durée de son droit. Il est à remarquer que toutes les conventions qui peuvent avoir lieu pour le paiement des fruits civils, n'ont aucune influence sur leur acquisition et si un fermage ne doit être payé qu'après la récolte, les parts réciproques se calculent de la même manière ; seulement l'usufruitier devra attendre le jour du paiement pour prendre possession de la somme qui lui revient (1).

153. L'usufruitier d'une ferme ou d'une maison louée est tenu de respecter le bail passé par le propriétaire. Avant le Code civil, il n'en était pas de même, car l'on considérait le bail comme une obligation purement personnelle et n'ayant d'effet qu'entre les parties contractantes. Pour permettre de louer plus commodément, on a permis au preneur d'opposer son bail s'il a date certaine, soit à un nouvel acquéreur, soit à l'usufruitier. Les droits de ce dernier aux fermages ou loyers se détermineront facilement d'après la règle que nous avons précédemment posée.

L'usufruitier a également droit de donner à bail la chose sur laquelle porte son usufruit, mais le bail qu'il aura conclu ne sera pas indéfiniment opposable au nu-propriétaire. Il sera divisé en périodes de neuf ans et le

(1) *Sic*, Paris, 30 mai 1864 (D. 64, 2, 221). — Metz, 17 novembre 1856 (D. 58, 2, 72).

nu-propriétaire ne sera obligé de garder le locataire que pour ce qui reste à courir de la dernière période, ou si le bail a été renouvelé deux ou trois ans avant l'extinction de celle-ci pour un nouveau délai de neuf ans, augmenté de ces années.

Il peut arriver que les fruits naturels soient transformés en fruits civils pendant la durée de l'usufruit. Ce cas se présentera lorsque l'usufruitier après avoir exploité lui-même son fonds, l'affirme la même année pour le restant de l'usufruit. Une controverse qui nous paraît oiseuse s'est élevée à ce sujet pour savoir si l'usufruitier n'aurait droit aux fruits civils qu'à compter du commencement du bail ou au contraire s'il fallait lui accorder sur le fermage une somme proportionnelle à la durée totale de son usufruit. Il est incontestable que l'usufruitier aura droit aux fruits naturels, suivant les règles habituelles, et aux fruits civils à partir du moment où l'immeuble en a produit, c'est-à-dire du jour du bail (1). Il faut remarquer encore à ce sujet, combien la répartition des fruits entre le propriétaire et l'usufruitier a lieu d'une manière peu équitable. Il peut arriver en effet, que l'usufruitier ayant perçu lui-même une récolte, afferme son bien, et l'usufruit prend fin dix mois après. Il bénéficiera des fruits et du fermage pendant les dix mois, tandis qu'il n'aurait rien gagné durant le cours de cette période, s'il avait continué à exploiter lui-même. Par contre le nu-propriétaire qui aurait perçu toute la récolte, devra se contenter des deux mois de fermage qui restent à courir pour terminer l'année.

154. Il peut arriver, cela se produit surtout dans les

(1) Demolombe, t. x, n. 380. — Proudhon, t. II, n. 923. — Aubry et Rau, t. II, § 230, p. 481. — Laurent, t. VI, n. 596.

pays pauvres, que le fermage soit payable en denrées, telles que : blé, foin, poulets, beurre, etc., pour la totalité ou pour une partie seulement. Il n'y a pas lieu dans ce cas de considérer ces matières comme des fruits industriels que l'usufruitier ne pourrait acquérir qu'en les percevant, mais comme de véritables fruits civils, évaluables en argent, d'après les mercuriales du marché le plus voisin.

La question est plus délicate, lorsqu'il s'agit de savoir dans quelle classe il faut ranger les fruits que le colon partiaire donne au propriétaire du fonds, d'autant plus qu'en pratique le fermier se libère souvent de cette obligation en en payant la valeur. Il faut, semble-t-il ici, reconnaître à ces fruits le caractère de fruits industriels. Le bailleur, en effet, n'y a droit qu'au moment des récoltes et son émolument varie suivant l'abondance de celles-ci. D'ailleurs il contribue à leur production en en surveillant la culture (1). Il n'y aurait lieu de faire exception à ces principes, que si le colon devait en même temps que les fruits une certaine somme d'argent dont la quotité aurait été fixée par le bail. On appliquerait alors pour l'acquisition de celle-ci, les règles des fruits civils et pour le reste des produits celles des fruits industriels.

155. Les intérêts et arrérages de créances ou de rente qui sont des fruits civils sont également acquis à l'usufruitier jour par jour et lui appartiennent irrévocablement à proportion de la durée de son usufruit. Son droit de jouissance lui permet d'en exiger le paiement du débiteur, et de présenter les coupons à l'échéance

(1) Proudhon, t. III, n. 1152. — Demolombe, t. x, n. 386. — Laurent, t. VI, n. 399.

pour en recevoir le montant. Enfin lorsque la créance est remboursée, il aura, quel que soit le parti que l'on prenne sur la question de savoir s'il peut s'en faire verser personnellement le prix, les intérêts de cette somme.

La question est beaucoup plus délicate lorsqu'il s'agit de savoir à qui appartiendra la prime de remboursement ou la somme gagnée dans le tirage d'une obligation à lots. Celles-ci, qui deviennent de plus en plus nombreuses, donnent à l'obligataire un faible intérêt, compensé par la chance de gagner une somme qui peut être considérable.

Sur ce point on trouve dans la doctrine trois systèmes différents :

D'après une première opinion, il faudrait considérer ce lot comme un don de fortune, comme un trésor et par conséquent ne l'attribuer qu'au nu-propriétaire. Ce système, qui n'a été suivi que par un arrêt isolé de la Cour de Lyon (1), est fondé sur une idée qui à notre avis n'est pas exacte. Il n'est pas juste en effet, semble-t-il, de dire que le lot constitue une espèce de trésor. L'obligataire, en effet, recevant tous les ans un intérêt plus faible que celui auquel il aurait droit s'il n'y avait pas de lots, a contribué à la formation d'un capital qui sert à payer ces lots. L'usufruitier également, recevant des intérêts moins élevés, achète en quelque sorte la chance de gagner un lot. Il faut donc qu'il en profite dans une certaine mesure.

Faut-il cependant, en exagérant cette idée, comme on l'a fait dans un second système, admettre que le lot

(1) Lyon, 29 mai 1884 (S. 85, 2, 79),

appartiendra « à celui qui a payé le billet de loterie, c'est-à-dire à l'usufruitier, puisqu'il a subi la retenue qui forme le prix du billet » (1). Nous ne le croyons pas, car il nous semble avec M. Huc (2), que c'est aller trop loin : « L'usufruitier, dit-il, n'a droit en définitive, « qu'aux faibles intérêts que rapportent les obligations « à l'ouverture de l'usufruit, car les circonstances qui « ont déterminé le taux de cet intérêt lui sont étrangè-
« res et il serait inexact de prétendre qu'il subit un « retranchement. Il n'a jamais eu aucun droit sur la « retenue opérée. »

Le troisième système, qui a été adopté par la majorité des auteurs et la jurisprudence, est plus équitable (3). D'après cette opinion, ce serait le nu-propriétaire qui aurait droit à la propriété du lot et l'usufruitier à la jouissance. Comme le fait très bien remarquer M. Planiol (4), cette solution est conforme à l'intention des parties. Les obligations sont remboursées, tantôt au pair, tantôt avec une prime ou un lot, mais c'est en définitive « un capital » qui est remboursé et il est juste que l'usufruitier en ait la jouissance.

156. On discutait beaucoup avant le Code civil pour savoir si l'usufruitier pouvait avoir les arrérages d'une rente viagère. Ce cas est d'ailleurs assez rare et ne se produit guère que lorsqu'un enfant étant bénéficiaire d'une rente, son père en a profité parce qu'il a l'usufruit légal de tous ses biens. Les arrérages d'une rente

(1) Baudry-Lacantinerie, *Précis*, t. 1, n. 1554.

(2) Huc, t. iv, n. 195.

(3) Demolombe, t. x, n. 280 et 281. — Huc, t. iv, n. 195. — Planiol, t. 1, n. 1704. — Cass., 14 mars 1877 (D., 77, 1, 353, S., 78, 1, 1). — Paris, 13 avril 1878 (S., 78, 2, 134).

(4) Planiol, t. 1, n. 1704.

viagère renfermant, outre une part d'intérêts, une portion du capital, on décidait que l'usufruitier ne pouvait les gagner. Certains lui accordaient uniquement la jouissance des arrérages, qu'il devait plus tard restituer au nu-propiétaire ; les autres, distinguant en eux la portion représentative des intérêts et celle du capital ne lui accordaient que la première. L'article 588 Code civil a tranché la difficulté et a statué en faveur de l'usufruitier ; mais sa disposition ayant un caractère exceptionnel ne doit pas être étendue hors du cas qu'elle prévoit. Nous citerons particulièrement l'hypothèse où l'usufruit portant sur des redevances périodiques stipulées pour un temps déterminé, il n'y aurait pas lieu d'en accorder la propriété à l'usufruitier (1).

157. L'usufruitier d'une œuvre littéraire ou artistique et celui d'un brevet d'invention, ont le droit de jouir des revenus qui peuvent en être retirés. On s'accorde cependant à reconnaître que l'usufruitier n'a pas droit à la somme complète qu'il en retire chaque année, parce que la jouissance ne durant qu'un temps, on considère celle-ci comme représentant une portion de capital, à peu près comme les arrérages d'une rente viagère. L'art. 588 C. civ. étant, comme nous l'avons dit, exceptionnel, ne peut s'appliquer ici. Il en résulte un calcul très difficile, lorsqu'il faut, dans la somme perçue pour l'exploitation d'un brevet, distinguer la part qui revient à l'usufruitier comme prix des soins qu'il a apportés pour le faire valoir le plus possible (2).

158. Il nous reste à dire quelques mots sur deux

(1) Demolombe, n. 330 bis. — Aubry et Rau, t. II, § 320, p. 483, texte et note 21.

(2) Pouillet, *Brev. d'invention*, n. 200.

situations particulières : 1^o celle où l'usufruit porte sur un usufruit ; 2^o celle où il porte sur un droit au bail.

La première situation ne présente guère de difficultés et l'on décide que le deuxième usufruitier jouira de la même façon et dans la même mesure que le premier.

La seconde a été autrefois l'objet de discussions assez vives, car on se demandait si l'usufruitier ne devait restituer que le droit au bail (1) ou au contraire le produit des récoltes, déduction faite des fermages payés et des impenses (2). Mais cette controverse est éteinte depuis longtemps et l'on décide maintenant que l'usufruitier a droit à la propriété de tous les fruits que le bien loué peut produire. Il est logique, en effet, de décider que l'usufruitier d'un bail à ferme étant obligé de payer les fermages devient propriétaire des fruits annuels du fonds (3).

CHAPITRE V

DE L'USAGER ET DU SUPERFICIAIRE

159. Usager. — L'usage est un droit analogue à l'usufruit mais bien moins étendu. Il consiste uniquement dans le droit qu'a une personne de se servir d'une chose, si bien qu'il devrait normalement ne concéder à

(1) Proudhon, t. I, n. 367.

(2) Demolombe, t. x, n. 330.

(3) Aubry et Rau, t. II, § 230, p. 482. — Laurent, t. VI, n. 379. — Montpellier, 13 mars 1856 (D., 57, 2, 160). — Douai, 22 janvier 1891. (*La loi*, 28 avril 1891).

son titulaire aucun droit sur les fruits. Cependant, s'il en était ainsi dans le principe, les jurisconsultes romains considérant qu'un droit pareil était à peu près inutile permirent à l'usager de recueillir quelques produits (1), et la législation moderne a suivi cette voie. Ce droit aux fruits est d'ailleurs exceptionnel et les Romains faisaient bien ressortir dans leurs textes, la dérogation qu'il constituait au droit commun. De nos jours, l'habitude nous fait considérer l'usager comme un usufruitier, avec cette différence que son droit aux fruits est moins étendu.

La mesure dans laquelle l'usager a droit aux fruits a été déterminée par l'art. 630 C. civ. ainsi conçu : « Celui qui a l'usage des fruits d'un fonds ne peut en exiger, qu'autant qu'il lui en faut pour ses besoins et ceux de sa famille. Il peut en exiger pour les besoins même des enfants qui lui sont survenus depuis la concession de l'usage. » Bien que cet article soit très clair, il donne lieu à des difficultés lorsqu'il s'agit de déterminer l'étendue des besoins de l'usager. En général on admet que les tribunaux sont souverains sur cette matière et doivent se régler sur la fortune, les habitudes ou la position sociale de l'usager. La famille comprend non pas un ensemble de parents, mais bien les personnes, qui habitent avec lui (2). Celui-ci a d'ailleurs droit aux fruits pour sa famille, même lorsque celle-ci ne vient loger avec lui ou ne s'accroît qu'après la constitution de l'usage.

L'usager n'a droit qu'à la portion de chaque espèce de fruits qu'il peut consommer. Supposons, par exemple,

(1) D., liv. vii, tit. 8, lois 12, 15 et 22. — Institutes, l. ii, 6, § 1.

(2) Genty. *De l'usufruit, etc.*, n. 341.

qu'un domaine produise du blé et du vin, l'usager n'aura droit qu'à la quantité de blé et de vin qu'il peut consommer. Il ne lui est pas permis au contraire de s'approprier par exemple une plus grande quantité de blé et de la vendre pour acheter avec le prix les autres denrées qui lui sont nécessaires.

Il ne peut également ni céder son droit ni le louer.

Il faut remarquer que le droit d'usage peut être profondément modifié par la volonté des parties. C'est ainsi que l'étendue de ses pouvoirs peut être augmentée ou diminuée suivant les cas, et il peut arriver à avoir une jouissance aussi étendue que celle de l'usufruitier, ou au contraire un droit assez insignifiant, tel qu'un droit de passage ou de puisage. Ces modifications sont très fréquentes, car l'usage étant presque toujours constitué par testament, il n'est pas rare que le testateur détermine l'étendue de la jouissance.

A part les règles spéciales que nous venons d'étudier, l'usage ressemble dans ses grandes lignes à l'usufruit. C'est ainsi que l'usager doit donner caution et faire inventaire, car il arrivera assez souvent qu'exploitant lui-même il aura des comptes à rendre au propriétaire (1). L'acquisition des fruits se fait également de la même manière et il n'y a droit qu'autant qu'il les aura perçus lui-même ou par un autre en son nom.

160. Usage forestier. — Il nous faut mentionner également un autre droit d'usage qui n'est usité que dans les campagnes : nous voulons parler des usages forestiers. Ils consistent en ce fait que les habitants d'un certain village ont droit de prendre dans une forêt, des

(1) Cass. 7 novembre 1888 (D., 89, 1, 407, S., 1, 169).

bois d'affouage ou de construction et de mener leurs troupeaux à la glandée. Ce droit, qui diffère du droit d'usage proprement dit, constitue à la différence de celui-ci une servitude réelle et est perpétuel au lieu d'être viager. L'acquisition des fruits se fait également par la perception, mais il y a lieu à certains partages qui sont réglés par l'article 105 Code forestier. On suit d'ailleurs, pour déterminer le droit des usagers, la coutume du pays ou de vieilles chartes de concessions accordées par les seigneurs. La législation moderne, qui voit dans les usages forestiers un reste des coutumes féodales, y est franchement hostile (1).

161. Superficiaire. — Le superficiaire a, sur la surface du sol, tous les droits que peut avoir un propriétaire. Il en résulte par conséquent que son droit de jouissance est absolu comme celui du propriétaire et qu'il acquiert les fruits de la même façon que lui. Il n'est pas tenu de donner caution et il n'a même pas besoin de jouir en bon père de famille (2). Il est libre d'ailleurs d'exploiter par lui-même, de louer son droit, ou même de constituer sur lui un usufruit. Les baux pourront être faits pour plus de neuf ans et ils seront opposables au propriétaire, comme si c'était lui-même qui les avait faits, pourvu bien entendu qu'ils soient enregistrés ou transcrits s'il y a lieu.

Le droit du superficiaire est cependant limité car il ne peut porter que sur les choses de la surface. Il en résulte et c'est là un désavantage sur l'usufruitier, que le superficiaire ne pourra en aucune façon jouir des mines, ouvertes ou non au commencement de son

(1) Planiol, t. 1, n. 1808 et s.

(2) Chauveau, *De la superficie* (Thèse, Paris, 1885), n. 62.

droit. La propriété et la jouissance en resteront au tréfoncier et le superficiaire n'aura droit qu'à l'indemnité qui pourrait être due pour les travaux faits à la surface (1).

Le droit de superficie est en général viager. Dans la Bretagne il revêt une forme spéciale et s'appelle bail à domaine congéable. Dans ce cas, le superficiaire a également la propriété et la jouissance de tout ce qui est à la surface, mais son droit peut prendre fin, soit par le congément donné par le tréfoncier, soit par l'exponse émanant de lui-même (2).

CHAPITRE VI

DES ÉPOUX

PARAGRAPHE PREMIER

Du régime de la communauté

162. *Quels sont les fruits qui appartiennent à la communauté.* — Aux termes de l'art. 1401, 2° Code civil, l'actif de la communauté se compose « de tous les fruits, revenus, intérêts et arrérages de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage et provenant des biens qui appartenaient aux époux lors de sa célébration ou de ceux qui leur sont échus pendant le mariage à quelque titre que ce soit ». Il faut donc, suivant cette disposition, accorder à la communauté, comme

(1) Chauveau, *op. cit.*, n. 73. — *Contra*, Proudhon, *Du dr. d'usage*, etc., n. 373.

(2) Planiol, t. 1, n. 1256. — T. II, n. 1856 et s.

cela existait déjà dans l'ancien droit, tous les fruits propres des époux, mais il faut y joindre encore ceux qui sont produits par les conquêts de communauté.

Ceux-ci, dont nous ne nous occuperons pas, obéissent à des règles très simples. En effet la communauté les acquiert comme le ferait un propriétaire, jusqu'à sa dissolution et après ils appartiennent, pour moitié, à chacun des époux si la femme accepte la communauté, ou pour le tout au mari si elle la répudie. Au contraire, l'acquisition des fruits des propres présente d'assez grandes complications. Le principe est en lui-même assez simple et l'on peut dire, d'une manière générale, que la communauté les acquiert de la même façon qu'un usufruitier, mais il se produit des difficultés de détail assez nombreuses qui vont faire l'objet de notre étude. Nous examinerons en premier lieu quels sont les fruits qui appartiennent à la communauté et ensuite comment elle les acquiert, enfin nous déterminerons les limites qui peuvent être apportées à l'exercice de ce droit, par l'action des créanciers des époux.

163. La communauté a droit, d'une façon générale, à tous les fruits des immeubles propres à l'un des époux, aussi bien de ceux qui lui appartiennent au commencement de la communauté que de ceux qui lui sont acquis après par succession, testament ou donation.

Cette règle s'applique d'ailleurs non seulement aux fruits de l'immeuble déterminé, propre à l'un des époux, mais s'étend à celui qui est acquis en remplacement. Il y a là une sorte de subrogation réelle. Supposons, par exemple, que pendant la durée de la communauté le mari cède l'usufruit d'un bien de sa femme à un tiers, le prix de la cession tombera tout entier dans la commu-

nauté, puisqu'il représente la valeur des fruits. Il y aurait lieu cependant à récompense de la part de la communauté à l'époux dont le droit a été cédé, si l'usufruit durait encore à la dissolution de la communauté (1).

On a par contre beaucoup discuté pour savoir si la même solution devait être donnée pour le cas où un immeuble propre était aliéné contre une rente viagère ou sous réserve d'un droit d'usufruit. Certains décidaient, avec beaucoup de raison d'ailleurs, que l'époux, ne retrouvant à la dissolution qu'un droit viager, avait droit à une portion des revenus touchés par la communauté. Les droits viagers en effet, s'usent avec le temps et l'époux se trouve n'avoir à la dissolution de la communauté qu'une valeur assez faible dans son patrimoine. Enfin on argumentait de l'article 1433 Code civil qui établit une récompense toutes les fois que le propre d'un des époux étant aliéné, le prix en est versé dans la communauté. L'opinion adverse s'appuyait sur des raisons aussi bonnes. Chaque fois, disait-on, que les arrérages de rente viagère, ou les produits d'un usufruit sont accordés à quelqu'un qui n'est pas propriétaire de la chose, ils sont entièrement gagnés par celui-ci. Dans notre hypothèse, la communauté étant usufructière devrait logiquement avoir tous les revenus, comme cela a lieu dans l'usufruit ordinaire (article 588 Code civil) et comme cela se passe pour les rentes viagères qui appartiennent à l'un des époux au commencement de la communauté (arg. art. 1401, 2° C. civ.). On pouvait hésiter entre les deux systèmes, mais la jurispru-

(1) Cass., 31 mars 1824 (D. A 10, 492). — Laurent, t. XXI, n. 240.

dence s'est décidée depuis 1868 en faveur du premier et s'est maintenue depuis invariable dans cette voie (1). D'après ses arrêts, la communauté ne pourra acquérir que les fruits qu'aurait donnés l'immeuble s'il était resté à l'époux; la différence entre cette valeur et celle des arrérages de la rente viagère ou des revenus de l'usufruit sera restituée à l'époux à titre de récompense.

164. Nous n'avons examiné jusqu'à présent que les fruits des immeubles propres, il nous faut également remarquer que les meubles peuvent, dans le cas où ils restent propres à l'un des époux, produire des revenus qui tombent dans la communauté. Les meubles qui rentrent dans cette catégorie sont d'ailleurs assez rares, car ils sont souvent constitués par des souvenirs de famille, tels que tableaux, armes, livres et décorations qui ont un caractère personnel bien marqué. Cependant on peut citer certains droits qui peuvent produire des revenus ayant une valeur considérable, tels que les rentes viagères données à un des époux sous la condition qu'elles ne pourront être cédées (2), les meubles subrogés à un immeuble propre, comme les indemnités d'assurances dues à raison de l'incendie d'un bâtiment appartenant à l'un des époux, enfin l'office ministériel dont la propriété reste propre au titulaire bien que la communauté puisse bénéficier de l'émolument que pourra produire le droit de présentation.

165. Tels sont les cas où les revenus des biens propres des époux tombent dans la communauté, mais il peut y avoir des exceptions à ces règles, la volonté

(1) Cass., 1^{er} avril 1868 (D. 68, 1, 314, S., 68, 1, 253). — Bordeaux, 17 décembre 1873 (D., 74, 5, 202, S., 74, 2, 213).

(2) Alger, 11 mars 1885 (D., 86, 2, 222, S., 87, 2, 59).

des parties étant souveraine pour déterminer les conventions matrimoniales. Il en résulte que tout en étant marié sous le régime de la communauté on peut convenir que les époux toucheront eux-mêmes les revenus de leurs immeubles. Ce qui est permis par l'article 1534 Code civil à la femme mariée sous le régime exclusif de communauté où tous les revenus de la femme appartiennent au mari, doit l'être à plus forte raison sous le régime de communauté. Dans ce cas, non seulement les revenus qu'un époux s'est réservés ne tomberont pas dans la communauté, mais il faudra en décider de même pour les fruits des biens acquis avec les économies qui en résulteront (1).

166. Une autre exception, mais beaucoup plus discutée, résulte de ce fait, qu'une donation peut être faite à l'un des époux sous la condition que les fruits du bien donné lui seront propres. .

Certains (2) ont douté de la validité d'une telle clause. Ce serait, disent-ils, violer la règle de l'immutabilité des conventions matrimoniales et une disposition pareille porterait atteinte aux droits du mari et pourrait nuire à ses intérêts. Enfin on a fait remarquer que l'article 1401 Code civil, après avoir permis aux donateurs de mettre des meubles hors de l'actif de la communauté, disait d'une façon très formelle que tous les fruits et les revenus de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage, devaient appartenir à la communauté. Il semble cependant préférable de se ranger à l'opinion contraire et de tenir la condi-

(1) Cpr. Cass., 18 mai 1897 (D. 97, 1, 407). — Grenoble, 30 décembre 1896 (D., 97, 2, 238).

(2) Delvincourt, t. III, p. 239.

tion pour valable. D'après un principe très certain, la volonté du testateur ou donateur est souveraine sauf lorsque sa puissance est formellement limitée par la loi. Or ici le seul argument de texte est celui qui résulte de l'article 1401 Code civil, et encore est-il bien faible. Sans doute, on décide dans cet article que tous les fruits et revenus appartiendront à la communauté, mais n'est-ce pas sous la condition qu'il n'existera pas de stipulation contraire ? On rapproche de cette affirmation pour la faire paraître plus formelle, la licence permise dans le premier alinéa de cet article de donner des meubles à la condition qu'ils resteront propres, mais cela s'explique tout simplement par ce fait, que le doute existant dans notre ancien droit avant la discussion du Code civil sur le point de savoir si pareille stipulation était permise, le législateur s'est expliqué avec précision. Enfin les deux autres raisons ne sont pas non plus très décisives. Pour qu'il n'y ait pas atteinte aux droits du mari, un auteur (1) voulait, en refusant la propriété des fruits au mari, lui permettre de les percevoir. Mais pourquoi ne pas permettre de restreindre après le mariage les pouvoirs du mari sur les fruits d'un bien, dans la crainte qu'il ne les dissipe, alors que le même résultat se produit, lorsqu'il y a séparation de biens, soit judiciaire soit même conventionnelle ? Enfin la règle de l'immutabilité des conventions est faite surtout pour protéger les créanciers des époux, qui au contraire dans le cas d'acquisition à titre gratuit ne peuvent que voir augmenter la valeur de leur gage. La majorité des auteurs et la jurisprudence sont dans ce sens (2).

(1) Delvincourt, t. III, p. 239.

(2) Duranton, t. XIV, n. 150. — Troplong, n. 68 et 978. — Proudhon, *De l'usuf.*, n. 283 et s. — Paris, 5 mars 1846 (D., 46, 4, 29).

167. *A partir de quand la communauté fait-elle les fruits siens.* — Les fruits des biens propres appartiennent à la communauté, à partir de la célébration du mariage. Cependant les fruits perçus avant peuvent y tomber, mais seulement à titre de meubles, la communauté n'ayant la jouissance des biens qu'à partir du moment où elle a commencé.

Les fruits des biens constitués en dot appartiennent, sauf convention contraire, à la communauté à partir également de la célébration du mariage. Ceci se produit même si un terme a été convenu pour le paiement de la dot (art. 1440 C. civ.). On en a donné pour raison que les fruits de la dot servant à faire vivre les époux, il y avait lieu de les leur attribuer dès le mariage. On a supposé également, que le donataire qui est d'habitude un des parents du donateur hésiterait à faire la sommation prescrite par l'article 1153 Code civil et permettrait ainsi au donateur de retarder indéfiniment le paiement. L'article 1440 du Code civil qui n'a trait qu'à une dot payable en argent doit être étendu aux fruits en nature des immeubles. M. Laurent, voulant interpréter cet article à la lettre, est même d'avis que si leur valeur est inférieure à l'intérêt légal que produirait la somme représentative de la valeur de l'immeuble, le donateur devra parfaire la différence (1). Il nous semble que les motifs qui ont légitimé l'article 1440 du Code civil ne s'appliqueraient plus si une pareille solution était suivie, l'époux devant avoir uniquement ce dont il aurait profité s'il avait été mis en possession le jour même de la célébration. On a d'ailleurs fait remarquer avec beau-

(1) Laurent, t. xxi, n. 181. — Cpr. Cass., 7 juillet 1835 (D., 35, 1, 390, S., 35, 1, 914).

coup d'à-propos, que si l'on veut faire produire cet effet à l'article 1440 C. civ. en l'appliquant à la lettre il faut toujours, pour l'interpréter restrictivement, le limiter au seul cas où la dot est constituée en argent (1).

168. *Acquisition des différents fruits.* — La communauté gagne les fruits, sauf quelques différences que nous signalerons plus tard, de la même manière qu'un usufruitier. C'est ainsi qu'elle acquiert les fruits naturels et industriels par la perception, et les fruits civils jour par jour. L'art. 1401 2º, du C. civ. nous donne cette solution en parlant de fruits perçus et échus pendant la communauté.

Les fruits naturels et industriels étant acquis seulement par la perception, il y a lieu de faire ici la même critique que nous avons déjà faite pour l'acquisition de ces fruits par l'usufruitier. Il peut arriver, en effet, que la communauté dure neuf ans sans pouvoir bénéficier des revenus d'une forêt, tandis qu'au contraire une durée d'un mois peut lui permettre de faire une coupe d'une valeur considérable. Il y a lieu de désirer sur ce point une réforme législative, d'autant plus justifiable que l'acquisition des fruits naturels et industriels, jour par jour, existe déjà pour le régime dotal.

Les époux, ou plutôt le mari qui a seul durant le mariage l'administration des biens, peuvent être portés à faire sur les propres, suivant les cas, des récoltes hâtives ou tardives. Par exemple le mari a avantage à faire hâtivement une récolte sur les biens de sa femme, lorsqu'il sait que la communauté va se dissoudre, et dans le même cas il cherchera à retarder celle qui de-

(1) Aubry et Rau, t. v, § 500, p. 227. — Guillouard, *Traité du contrat de mariage*, t. I, n. 167.

vrait être faite sur ses biens. Les fruits produits par la récolte anticipée appartiennent cependant à la communauté, mais on doit étendre à ce cas l'art. 1403 C. civ., qui ne se rapporte qu'aux forêts et décider que la communauté devra une récompense à la femme et le mari des dommages intérêts s'il y a lieu (1). Dans le cas de récolte retardée, c'est la solution inverse qu'il faut donner et c'est l'époux qui devra une récompense à la communauté.

169. La communauté a sur les bois et forêts appartenant à l'un des époux, exactement les pouvoirs qui appartiennent à un usufruitier et c'est en vertu des règles qui limitent le droit de ce dernier qu'elle gagne les coupes de bois taillis et celles de bois de haute futaie aménagés avant le mariage (art. 1403 C. civ.). Cependant, à la différence de l'usufruitier elle a, comme nous l'avons déjà vu, droit à récompense lorsqu'une coupe n'a point été faite à l'époque où elle devait avoir lieu, sans doute parce qu'on a craint que les époux puissent par là se faire des avantages indirects. L'appréciation du montant de la récompense se fera d'après la valeur que la coupé aurait eue au moment où elle devait être faite, car la communauté ne doit pas profiter du bois poussé depuis cette époque (2).

170. Les produits des mines et carrières tombent dans la communauté suivant les règles de l'usufruit, c'est-à-dire que celle-ci les gagne lorsqu'elles sont ouvertes avant la célébration du mariage, tandis qu'il en est autrement lorsque leur exploitation est posté-

(1) Aubry et Rau, t. v, § 507, p. 292. — Laurent, t. xxi, n. 247. — Guillouard, t. i, n. 413.

(2) Proudhon, t. v, n. 2688.

rieure. Il n'est d'ailleurs pas très exact de dire dans ce dernier cas que la communauté n'acquiert pas les revenus des mines ; il est plus juste de dire qu'elle ne les gagne que sauf récompense. Autrefois on discutait sur le montant de celle-ci et certains auteurs étaient portés à la calculer d'après le préjudice causé au fonds par les dégradations provenant de l'exploitation de la mine. On s'appuyait sur les motifs donnés par le Tribunalat dans la discussion de l'article 1403, 3^o ; mais du moment que le Code, suivant en cela les règles de l'usufruit, refuse à la communauté les revenus des mines, il semble impossible de les lui laisser ainsi. La récompense devra être de la totalité des revenus perçus, déduction faite des frais d'exploitation (1).

La loi du 21 avril 1810 a apporté à ces règles d'importantes modifications, mais pour les mines seulement. Elle permet d'abord à un tiers d'exploiter la mine pourvu qu'il ait une concession du gouvernement ; puis elle décide que la mine une fois concédée forme une propriété immobilière distincte du sol qui la recèle. Ce sont ces deux principes qui ont été la source des changements opérés. Supposons d'abord une mine ouverte depuis le mariage : nous nous trouvons en présence de deux situations : ou bien l'époux exploitera lui-même, ou un tiers. Dans le premier cas, il n'y a pas de doute sur l'attribution des revenus, qui appartiennent à la communauté, comme fruits d'un propre ; dans le second, la redevance lui appartiendra également parce qu'elle a le caractère de fruits. Les solutions sont les mêmes lorsqu'on se met en présence de l'hypothèse où

(1) Aubry et Rau, t. v, § 507, p. 292, note 37. — Laurent, t. xxi, n. 250. — Guillouard, t. i, n. 415,

la mine est ouverte pendant la communauté. Si elle est concédée à un tiers, la communauté n'aura pas droit aux produits de la mine, mais à la redevance, toujours parce que celle-ci a le caractère de fruits. Si c'est l'époux lui-même qui est concessionnaire, la mine constitue une propriété distincte du sol et qui lui est en quelque sorte donnée par la concession administrative ; c'est un nouveau propre immobilier dont les revenus seront des fruits, tandis qu'il n'en est pas de même dans le système de l'article 1403 du Code civil.

171. Nous avons vu, en étudiant les règles de l'usufruit, que les fruits pendants à l'ouverture appartenaient à l'usufruitier sans indemnité pour les frais de labour et de semence faits par le propriétaire, et qu'inversement ce dernier bénéficiait à la fin de l'usufruit des fruits pendants sur son fonds. Il y a là, avons-nous dit, une compensation entre le gain possible de l'usufruitier au commencement de l'usufruit et celui du nu-propriétaire à la fin. En matière de communauté le même résultat ne se produit pas, car l'on part pour régler le sort des fruits pendants d'un principe tout autre. L'article 1437 du Code civil établit, en effet, qu'aucun des trois patrimoines existants sous le régime de la communauté ne doit s'enrichir aux dépens des deux autres, si bien que toutes les fois qu'un des époux ou la communauté aura profité des frais qu'ils n'ont point faits, il y aura lieu à récompense (1).

(1) Coutume de Paris, art. 231. — « Les fruits des héritages propres, pendants par les racines au temps du trépas de l'un des conjoints, appartiennent à celui auquel appartient l'héritage, à la charge de payer la moitié des labours et semences ». — Cpr., Pothier, Com., n. 212 et s.

Supposons d'abord une récolte de fruits pendants à l'ouverture de la communauté, ce sera celle-ci qui y aura droit. Ou bien en effet les frais de la récolte n'auront pas été payés et la communauté en étant chargée, il serait injuste d'en faire bénéficier l'époux propriétaire du fonds, ou bien c'est cet époux qui les a payés, mais comme il l'a fait avec l'argent tombé en communauté, il n'y a point lieu à récompense. Supposons au contraire qu'à la dissolution de la communauté, un époux trouve sur son domaine une récolte près d'être coupée et qui a été payée avec des deniers communs. Il devra alors récompense à la communauté, parce que sans cela il s'enrichirait à ses dépens (1). L'indemnité doit être calculée, non par rapport au profit retiré, mais eu égard à la somme dépensée par la communauté. La raison en est très simple et découle de ce que nous avons déjà dit : il ne faut pas que le patrimoine de la communauté soit appauvri. Il en résulte que l'époux la devra même si la récolte a été plus tard détruite et ne lui a rien rapporté (2). Enfin il faut remarquer que cette récompense n'est en définitive supportée que pour moitié par l'époux qui est obligé de la faire, puisqu'il retrouvera l'autre moitié dans sa part de communauté.

Les règles que nous venons d'indiquer ne s'appliquent que dans les rapports entre les époux, mais non entre ceux-ci et des tiers. Il en résulte que si un époux avait un usufruit sur le bien d'un tiers et qu'il vienne à

(1) Aubry et Rau, t. v, § 507, note 36. — Laurent, t. xxi, n. 248. Guillouard, t. i, n. 414 et t. ii, n. 986 et s. — Rouen, 3 mars 1853 (D., 55, 2, 344). — *Contra*, Bordeaux, 3 février 1873 (D., 73, 2, 162).

(2) Proudhon, t. v, n. 2686.

cesser avant la dissolution de la communauté alors qu'il y avait sur ce fonds une récolte parvenue à la maturité, la communauté n'aurait pas droit à récompense pour les frais de la récolte. Ce seraient ici les règles ordinaires de l'usufruit qu'il faudrait appliquer. Il en résulte également que la communauté devra respecter les droits du tiers qui aurait labouré et ensemencé avant l'ouverture de la communauté.

172. Les fruits civils étant réputés s'acquérir jour par jour n'appartiennent à la communauté qu'à proportion de sa durée. Il en résulte que si elle a perçu des fruits civils d'avance elle sera tenue à récompense pour la partie qui peut revenir à l'époux propriétaire de la chose frugifère. On s'est demandé à ce sujet, si le mari avait le droit de stipuler que les loyers d'un bien de sa femme pourraient être payés par anticipation. La question n'est pas douteuse lorsque tel est l'usage de la contrée, et le mari, ou plutôt la communauté qu'il représente, n'aura qu'à tenir compte à la femme des fruits civils qui pourraient lui revenir. Au contraire, lorsque l'usage des lieux ne permet pas de payer les loyers d'avance, le mari est regardé comme ayant fait un acte qui excède les bornes de son pouvoir d'administration. Il en résulte que les paiements qui lui sont faits ne sont pas opposables à la femme pour la période postérieure à la dissolution de la communauté et celle-ci peut les exiger des locataires, sauf leurs recours contre le mari.

173. Telles sont les règles qui régissent l'acquisition des fruits par la communauté et qui sont sensiblement les mêmes que celles qui se rapportent à l'usufruitier.

Sans doute on a pu dire avec raison (1), que la jouissance de la communauté différerait profondément par certains caractères de celle qui dérive de l'usufruit, mais cette idée ne s'applique pas au sujet que nous traitons. Ces différences tiennent, en effet, surtout aux charges qui sont la contre-partie de ces deux droits et à leur mode d'extinction. Au contraire, pour ce qui est du droit aux fruits et du mode de leur acquisition, il y a assimilation presque complète. Nous avons déjà vu que les fruits acquis par l'usufruitier étaient les mêmes que ceux qui appartiennent à la communauté et qu'on faisait la même distinction lorsqu'il s'agissait de savoir comment on peut les acquérir. Il n'y a guère que deux différences peu importantes que nous rappellerons ici : d'une part la communauté a droit à récompense pour les récoltes qui n'ont pas été faites pendant sa durée, alors qu'elles auraient dû l'être et d'autre part elle a droit à indemnité pour les frais de labour et de semence des fruits pendants à la dissolution sur les propres d'un des époux. Mais ces différences ne sont que des exceptions aux principes généraux de l'usufruit qui doivent toujours s'appliquer. Elles s'expliquent parce que le législateur a voulu maintenir strictement égaux les droits des époux et n'a pas permis qu'ils se fassent ainsi des donations indirectes.

174. *Droits des créanciers sur les fruits.* — En principe les créanciers qui ont pour gage tout le patrimoine de leur débiteur (art. 2092, C. civ.) ont par cela même un droit sur les fruits qu'il produit. En matière de mariage, il n'en est plus de même et les revenus sont

(1) Planiol, t. I. n. 1626.

parfois soustraits à leur action. En général ceci ne se produit que pour les dettes de la femme et la raison en est qu'on n'a pas voulu la laisser libre de contracter des dettes qui pourraient enlever au ménage les revenus qui lui sont nécessaires. Le législateur a cru qu'il y avait lieu dans une telle circonstance de sacrifier le droit des créanciers, pour favoriser celui des époux.

Les questions que soulèvent les droits des créanciers sur les fruits, quoique compliquées en apparence, sont cependant aisées à résoudre et n'ont été l'objet d'aucune controverse sérieuse. Nous étudierons d'abord les dettes antérieures au mariage, puis celles qui sont contractées pendant la durée de la communauté, enfin celles qui peuvent être à la charge d'un époux ou de la communauté par suite de donation ou succession survenue après le mariage.

175. a). Dettes antérieures au mariage. — Les dettes antérieures au mariage peuvent être exécutées sur les fruits soit des biens de la communauté, soit des biens propres des époux (art. 1409, 1^o). La raison en est que la communauté bénéficiant des meubles doit supporter sur tous les biens qui la composent, les dettes qui en sont regardées comme la contre-partie. Il importe cependant de faire une distinction pour les dettes de la femme. Celles-ci doivent être constatées, soit par un acte authentique antérieur au mariage, soit par un acte sous-seing privé ayant reçu date certaine avant la même époque. Si cette condition n'est pas réalisée, le créancier ne pourra poursuivre sa dette que sur la nue-propriété des biens de la femme ; les revenus lui échappent (art. 1410 C. civ.). Cette règle a été établie pour empêcher la femme de contracter des

dettes pendant le mariage, sans autorisation du mari, en antidatant l'acte qui les constate.

La même solution doit être donnée même lorsque la femme s'est réservé le droit de toucher une partie des revenus. En effet, cette clause n'empêche pas la communauté de profiter des revenus de la femme et si celle-ci en était privée, son entretien tomberait à la charge de la communauté, si bien que la saisie rejaillirait en quelque sorte sur elle.

176. b). *Dettes contractées postérieurement au mariage.* — Il faut distinguer, pour déterminer les droits des créanciers sur les fruits, entre les dettes du mari et celles de la femme.

Les dettes du mari, quelles qu'elles soient, peuvent toujours être poursuivies sur les fruits (sauf bien entendu la récompense s'il y a lieu).

Pour les dettes de la femme, il faut faire une sous-distinction.

Si celle-ci a contracté avec l'autorisation expresse du mari ou dans les limites du mandat tacite qu'elle est censée avoir pour les besoins du ménage, la dette de la femme devient en quelque sorte dette du mari et elle porte alors sur tous les revenus (art. 1419 Code civil).

Si la femme n'a pas eu l'autorisation du mari mais celle de la justice, le créancier ne peut s'attaquer qu'à la nue-propriété (arg. art. 1426 C. civ.). Il y a cependant à cette règle trois exceptions dans lesquelles le créancier peut saisir tous les fruits. Ce sont :

1° Lorsque la femme a contracté comme marchande publique et pour le fait de son commerce (art. 1426 C. civil).

2° Lorsqu'il s'agit de tirer le mari de prison (art. 1427 C. civil).

3° Pour l'établissement des enfants communs en cas d'absence du mari (art. 1427 C. civil).

La règle, que la femme ne peut obliger les revenus par les dettes contractées pendant le mariage, s'applique à plus forte raison à celles qui résultent d'actes illicites, délits ou quasi-délits, et l'article 1424, *in fine*, limite le droit des créanciers en ces termes : « les amendes... encourues par la femme ne peuvent s'exécuter que sur la nue propriété de ses biens personnels tant que dure la communauté ».

177. c). *Dettes des successions ou donations postérieures au mariage.* — Les droits des créanciers d'une succession sur les fruits varient suivant que celle-ci est entièrement mobilière ou immobilière ou mixte.

Nous laisserons de côté le cas où elle est échue au mari, car les créanciers peuvent toujours alors s'attacher aux biens de la communauté et par conséquent aux fruits.

Une succession purement mobilière étant échue à la femme, il faut distinguer si elle a été acceptée avec l'autorisation du mari ou de justice. Dans le premier cas, les créanciers peuvent agir sur les fruits. Dans le cas contraire ils ne peuvent saisir que les meubles de la succession et la nue propriété des biens de la femme ; mais si le mari n'a pas fait inventaire ils peuvent agir indistinctement sur tous les biens de la communauté et saisir les fruits. (Arg. art. 1416, al. 2, C. civ.)

Si la succession est purement immobilière et si la femme est autorisée du mari, c'est la même solution que dans l'hypothèse d'une succession mobilière. Autorisée

de justice, les créanciers ne peuvent saisir que la nue propriété de ses biens personnels et la pleine propriété des biens de la succession (art, 1413 C. civ.) Les fruits naturels ou industriels des biens de la succession peuvent être saisis tant que la communauté ne les aura pas perçus.

Enfin la succession peut être mixte. Suivant les distinctions déjà faites, il faut décider que si le mari autorise la femme à l'accepter les créanciers peuvent agir sur l'ensemble de la communauté. Si la femme n'a que l'autorisation de justice, ils ne peuvent s'attaquer qu'aux biens de la succession et à la nue propriété de ses biens propres, sauf si le mari n'avait pas fait dresser inventaire, auquel cas tous les fruits pourraient être saisis. (Arg. art. 1416 et 1417, C. civ.)

PARAGRAPHE II

Clauses restrictives de la communauté.

A. *Communauté réduite aux acquets.*

178. Les règles qui régissent l'acquisition des fruits par la communauté s'appliquent en principe lorsqu'on a stipulé une communauté réduite aux acquets. En effet l'article 1498 Code civil lui a accordé tous les revenus des biens propres des époux à partir de la célébration du mariage et elle les acquiert également à titre d'usufruitière.

Cependant la femme peut se réserver dans le contrat de mariage la faculté de toucher elle-même et sur ses quittances une partie des fruits de ses biens. Dans ce

cas elle est libre d'en employer les économies à acheter des immeubles dont les fruits tomberont d'ailleurs, sauf convention contraire, dans la communauté (arg. art. 1498 C. civ.) Il a été jugé notamment que si des retenues étaient opérées sur les dividendes d'actions de société civile ou commerciale appartenant à un époux, le capital constitué avec ces retenues n'avait pas le caractère de fruits, l'époux étant censé avoir voulu les exclure de la communauté. Il en résulte que si ce fond vient à être distribué entre les actionnaires, il ne pourra tomber dans la communauté (1).

179. La communauté réduite aux acquêts acquiert les fruits civils jour par jour (2) et les naturels et industriels par la perception. Il en résulte qu'elle gagnera les fruits pendants à l'ouverture de la communauté tandis qu'au contraire ceux qui seront dans le même état au jour de la dissolution appartiendront à l'époux propriétaire. On s'accorde à reconnaître que dans le dernier cas la communauté aura droit à récompense pour les frais de labour et de semence. La règle qu'un des époux ne doit pas s'enrichir aux dépens de l'autre ou de la communauté, doit encore s'appliquer ici, les raisons de décider ainsi étant les mêmes que pour le régime de la communauté (3).

(1) Cass., 20 mars 1876 (S., 78, 1, 5). — Cpr. Bruxelles, 29 mai, 1885 (D., 85, 2, 276).

(2) Cependant un arrêt de la cour de Cassation du 27 mai 1879 (D., 81, 2, 297, S., 80, 1, 393) laisse à l'époux la totalité des loyers touchés avant le mariage même s'ils ont été payés pour une période postérieure à la célébration. — *Contra*, Planiol, t. III, n. 1003.

(3) Troplong, t. III, n. 1868. — Aubry et Rau, t. V, § 522, p. 452. — Laurent, t. XXIII, n. 131. — Guillouard, t. III, n. 1452. — *Contra* Bordeaux, 3 février 1873 (D. 73, 2, 162, S., 73, 2, 107).

La question est plus douteuse lorsqu'il s'agit de savoir si la communauté aura droit, sans récompense, aux fruits pendants par branches et par racines au moment du mariage. On a souvent soutenu que dans ce cas la communauté ne devait pas d'indemnité, parce que l'époux en ne s'expliquant pas sur ce point avait entendu mettre en communauté la jouissance de l'immeuble tel qu'il était au jour de la célébration (1). Cependant, on s'accorde en général à adopter la solution contraire. La communauté, dit-on, doit récompense parce qu'elle ne peut pas s'enrichir aux dépens de l'époux : celui-ci en effet, s'il n'avait pas payé les frais de la récolte, aurait bénéficié de la somme dépensée, puisqu'elle lui serait restée propre. Enfin la volonté de l'époux étant très douteuse, il est dangereux de l'interpréter dans le sens qu'on lui donne (2).

180. Les droits des créanciers sur les fruits se règlent de la même façon que pour la communauté ordinaire. Les dettes des époux antérieures à la célébration du mariage sont bien exclues de la communauté, mais ce n'est là qu'une question de contribution : les biens de la communauté en effet peuvent être saisis pour les payer, du moment qu'elles sont constatées, si elles sont à la femme, par un acte authentique ou ayant date certaine antérieure à la célébration.

B. Clause d'immobilisation.

181. La clause d'immobilisation produit, pour les

(1) Duranton, t. xiv, n. 11. — Troplong, n. 1869.

(2) *Sic*, Marcadé, sous l'art. 1498, 1499, n. 2. — Aubry et Rau, t. v, § 522, p. 452, note 21. — Laurent, t. xxiii, n. 131. — Guillouard, t. iii, n. 1453, — Planiol, t. iii, n. 1002. — Limoges, 31 août 1863 (S., 64, 2, 204).

meubles immobilisés, les mêmes effets que la clause de communauté réduite aux acquêts. Ainsi les fruits échus lors du mariage appartiendront en propre à l'époux dont le bien est exclu de la communauté. Par contre, les fruits perçus après la célébration tomberont dans la communauté, comme cela se passe lorsqu'elle est réduite aux acquêts. Elle les perçoit également à titre d'usufruitière et pour soutenir les charges domestiques (1).

On s'est demandé si la clause immobilisant les fruits à échoir pendant le cours de la communauté était valable. Il y a eu des doutes à ce sujet (2), parce qu'on parlait de l'idée, qu'étant destinés à subvenir aux charges de la communauté, on ne pouvait les en exclure. Cependant, il nous semble impossible, conformément au principe de la liberté des conventions, que cette clause qui n'est défendue par aucun texte, ne soit pas permise. La seule question à résoudre serait alors celle qui aurait pour objet de déterminer la quotité des revenus qui seront destinés à alimenter la communauté.

PARAGRAPHE III

Clauses exclusives de communauté.

A. Régime sans communauté.

182. Le régime sans communauté est caractérisé par ce fait, que tous les biens des époux, au moment du mariage, et ceux qui leur adviendront par la suite,

(1) Troplong, n. 1962.

(2) Troplong, n. 1935.

leur appartiendront en propre. Cependant, comme il fallait attribuer certains revenus au ménage, le législateur a décidé que le mari serait chargé d'en supporter toutes les dépenses, mais qu'il bénéficierait par compensation des fruits des biens de la femme (art. 1530 C. civ.).

Bien que le Code civil ne détermine pas quels sont les biens dont les fruits appartiendront au mari, on est d'accord pour décider, qu'en principe, il aura droit à tous les fruits et revenus qui pourraient appartenir à la femme. Dans le doute, en effet, on peut se reporter au régime de la communauté dont les règles doivent s'appliquer à tous les régimes matrimoniaux qui en dérivent, sauf lorsqu'il y a une dérogation formelle. Cependant une controverse assez vive et qui n'est pas encore éteinte, s'est élevée sur le point de savoir si les profits que la femme retire de ses talents artistiques ou littéraires et de l'exercice d'une industrie ou d'un commerce séparé pouvaient appartenir au mari. L'affirmative a été soutenue en vertu de la raison que nous venons de donner. L'article 1530 Code civil, dit-on, en effet, accorde au mari « les fruits » des biens de la femme de même que le fait l'article 1401, al. 2, C. civ., et dans le cas prévu par cet article on ne doute pas que les produits des industries et du commerce de la femme ne soient compris sous le mot « fruits ». La communauté ne profitant des fruits que pour subvenir aux charges du mariage et le mari remplissant ici le rôle qui lui est dévolu, il est logique de lui accorder le même émolument qu'à celle-ci (1).

(1) Duranton, t. II, n. 480 et xv, n. 259. — Marcadé sous les art. 1529 à 1532, n. 3. — Troplong, t. III, n. 2236. — Laurent t. XXIII, n. 433

Cependant cette opinion n'a pas été admise par la majorité des auteurs (1), qui préfèrent réserver à la femme, les revenus de son commerce et de ses œuvres littéraires et artistiques. Ce dernier « système » appuie en effet, sur un excellent argument. On fait remarquer qu'il résulte de l'article 5 du Code de commerce, par « *a contrario* », que les dettes de la femme, mariée sans communauté et contractées pour les besoins de son commerce, ne seront pas supportées par son mari. Comment concevoir alors que le mari puisse bénéficier des profits retirés du commerce, sans en supporter les charges? Enfin on ajoute également qu'il est douteux que les rédacteurs du Code aient employé le mot « biens » dans l'article 1530 Code civil pour désigner le talent ou l'industrie de la femme, alors qu'ils distinguent nettement au sujet de la communauté d'acquêts (art. 1498 C. civ.) entre ceux-ci et les autres biens des époux.

183. Le mari acquiert les fruits de ses biens propres de la même façon qu'un propriétaire et ceux des biens de sa femme comme un usufruitier. Les règles sont les mêmes que celles que nous avons déjà données à propos du régime de la communauté et il faut décider que les fruits naturels et industriels seront acquis par la perception et les fruits civils jour par jour, le tout sous l'obligation de subvenir aux charges du mariage.

Enfin le mari peut placer les économies réalisées sur les revenus des biens de sa femme. Les fruits des nou-

(1) Demolombe, t. iv, n. 314 et s. — Aubry et Rau, t. v, § 531, p. 515 et 516. — Demante et Colmet de Santerre, t. vi, n. 200 bis, II. — Bravard Veyrière et Demangeat, *Tr. de dr. commerc.*, t. 1, p. 105 et s. — Guillouard, t. III, n. 1660.

veaux biens acquis lui appartiendront en propre à titre de propriétaire.

184. Le pouvoir du mari sur les revenus des biens de sa femme est limité lorsque celle-ci stipule par le contrat qu'elle touchera sur ses seules quittances, pour son entretien personnel, une partie des revenus de ses biens (art. 1534 C. civ.). Il faut remarquer cependant qu'elle ne peut ainsi conserver tous ses revenus, car ce ne serait plus alors sous le régime sans communauté qu'elle serait mariée, mais sous celui de la séparation de biens. Enfin si les revenus libres ne suffisent pas à entretenir le ménage, elle pourra être obligée de verser au mari une partie de ceux qu'elle s'est réservés.

Il faut également décider que les biens achetés avec les économies qu'elle peut faire sur ses revenus, lui appartiennent en propre, et que le mari n'y a aucun droit même si ces revenus avaient été, en fait, laissés entre ses mains et que ce fût lui qui ait fait l'acquisition (1).

B. Séparations de biens conventionnelle.

185. Nous venons de voir dans le régime sans communauté que tous les revenus de la femme appartaient, sauf stipulation contraire, au mari; c'est la règle inverse qu'il faut appliquer au régime de la séparation de biens que nous allons examiner. Sous ce

(1) Pothier, *Com.*, n. 466. — Aubry et Rau, t. v, § 531, p. 528. — Demante et Colmet de Santerre, t. vi, n. 204 bis, III. — Laurent, t. xxiii, n. 431. — Guillouard, t. III, n. 1671. — Planiol, t. III, n. 1422. — Cass., 18 mai 1897 (D. 97, 1, 407). — *Contra*: Marcadé sous les articles 1534 et 1535.

régime il y a une séparation complète entre les deux patrimoines des époux, qui gardent chacun la propriété de tous leurs biens, ainsi que celle des fruits qu'ils produisent. Il était cependant nécessaire que les époux attribuent une portion de leurs fruits aux charges du ménage. Le mari y étant déjà contraint en vertu de l'article 214 Code civil qui l'oblige à recevoir sa femme et à lui fournir tout ce qui est nécessaire aux besoins de sa vie, il n'était que juste d'y faire aussi contribuer la femme en l'obligeant à verser au mari une portion de ses revenus.

La part contributoire de la femme est en pratique, déterminée par le contrat lui-même et il est fort rare que les époux ne règlent pas une question si importante. Cependant comme il peut se faire que le contrat soit muet sur ce point, la part contributoire est alors fixée par l'article 1537 du Code civil au tiers des revenus de la femme. Dans l'ancien droit, au contraire, c'était le juge qui, connaissant l'étendue de la fortune de la femme, déterminait souverainement la valeur qu'elle devait fournir (1).

Cette part contributoire de la femme est d'ailleurs susceptible de nombreuses variations. D'abord, ainsi que nous l'avons dit, la femme est libre de la limiter comme elle l'entend et l'on admet même qu'elle peut la réduire à néant (2). Si au contraire les époux ont stipulé qu'ils contribueraient par portions égales aux charges du ménage, sans déterminer la quotité de ces portions, on

(1) Pothier, *Communauté*, n. 464.

(2) Aubry et Rau, t. v, § 532, p. 519. — Laurent, t. xxiii, n. 449. — Guillouard, t. iii, n. 1680. — Metz, 17 août 1858 (D. 59, 2, 130. S., 59, 2, 49).

décide d'habitude (1) qu'il faudra prendre pour base les revenus de l'époux le moins riche. Enfin il peut arriver que le mari venant à perdre sa fortune, la femme soit obligée de supporter les charges pour la totalité (arg. art. 1448 C. civ.).

186. — La femme doit verser sa part contributoire entre les mains du mari, si bien que celui-ci n'est plus usufruitier comme dans le cas du régime sans communauté. On a dit qu'elle était en quelque sorte en pension chez lui (2), et cette expression serait très heureuse si le mari n'était pas obligé de l'entretenir (art. 214 C. civ.). La somme versée peut d'ailleurs être limitée à celle nécessaire aux besoins de la vie commune, lorsque la femme a consacré tous ses revenus aux charges du ménage, si bien qu'elle pourra payer directement les sommes nécessaires à ses besoins personnels (3). Enfin s'il était à craindre que le mari ne dissipe les revenus ou ne les utilise pour un autre emploi que celui qui leur est destiné, on admet d'habitude qu'elle pourrait se faire autoriser par la justice à payer directement les fournisseurs (4).

187. Il arrive très fréquemment que la femme ne profite pas du droit que la loi lui accorde d'administrer ses biens et qu'elle donne mandat de le faire à son mari, soit par contrat de mariage, soit plutôt par un acte postérieur. Dans ce cas, c'est l'acte lui-même qui règle les pouvoirs du mari ; mais s'il ne statue pas

(1) Angers, 26 mai 1810 (D. A., 10, 284).

(2) Pothier, *Communauté*, n. 464.

(3) Bruxelles, 14 juillet 1859 (Pas., 60, 2, 210).

(4) Guillouard, t. III, n. 1682. — Planiol, t. III, n. 1437. — Cass. 6 mai 1835 (S., 35, 1, 415). — Cass., 8 avril 1851 (D., 52, 1, 127, S 51, 2, 720). — *Contra*, Laurent, t. XXIII, n. 451.

d'une façon précise, il faut décider que le mari ne percevra pas les revenus comme un usufruitier et qu'il n'en aura pas la propriété. Il sera au contraire tenu comme tout mandataire et devra rendre compte à sa femme de tous les revenus qu'il aura touchés, déduction faite seulement de ceux qui sont destinés à payer les charges du ménage (1). Il sera de même comptable des fruits produits par ces revenus, s'ils ont été placés ou employés à l'achat d'une chose frugifère (2).

188. Il arrive aussi très souvent que le mari administre les biens de sa femme sans que celle-ci l'en ait chargé. Il y a ici une situation particulière que le Code civil a envisagée spécialement dans l'article 1539, ainsi conçu :

« Lorsque la femme séparée a laissé la jouissance de ses biens à son mari, celui-ci n'est tenu qu'à la représentation des fruits existants, et il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors. »

La loi présume sans doute que les fruits consommés l'ont été pour l'utilité commune des deux époux, si bien qu'il serait injuste d'accorder à la femme le droit de les réclamer.

Quelques difficultés ont été soulevées pour savoir quels étaient exactement les fruits qu'il fallait considérer comme « existants », aux termes de l'article précité. Ils comprennent d'abord, bien entendu, tous les fruits qui se retrouvent en nature au jour où la demande est faite; mais, cela est très important, ils doivent se retrou-

(1) Aubry et Rau, t. v, § 516, pr 405 et § 532, p. 519, note 1. — Planiol, t. III, n. 1461. — Cass., 15 juin 1868 (S., 68. 1, 460). — 31 octobre 1888 (D. 89, 1, 315, S., 89, 1, 300).

(2) Cass., 24 avril 1855 (D. 55, 1, 154).

ver dans le patrimoine du mari « à titre de fruits » et non à titre de capitaux. La question était très discutée avant un arrêt du 17 janvier 1860. On se demandait si les fruits capitalisés devaient être restitués par le mari et la plupart des auteurs étaient portés à décider qu'il fallait dans ce cas partager les économies faites par le mari, entre lui et la femme, à peu près comme s'il s'était agi du partage d'une communauté réduite aux acquêts. La cour suprême s'est cependant décidée en faveur de la solution contraire (1). Sans doute elle a voulu tarir par là la source de nombreux procès, car il est difficile de savoir, la plupart du temps, si le placement ou l'achat a été fait avec les revenus des biens de la femme ou avec ceux du mari. D'ailleurs la femme qui peut surveiller l'administration du mari n'a qu'à s'en prendre à elle-même si elle ne l'a pas obligé à faire emploi en son nom des économies réalisées.

Une autre question s'est encore posée à propos des fruits existants lorsqu'il s'est agi de savoir s'il fallait y compter ceux que le mari avait rendus et dont le prix n'était pas encore payé. Il semble qu'il n'y ait guère de doute à ce sujet. L'article 1539 ne laisse les fruits au mari que parce qu'ils sont présumés avoir été consommés : or ici, une pareille présomption n'étant pas admissible, il n'y a pas lieu de les lui attribuer (2). Il faut cependant remarquer que ce système peut aboutir à une iniquité, si le mari en attendant le payement des fruits par lui vendus, avait soldé les dépenses du ménage avec ses revenus personnels.

189. Il peut enfin arriver que le mari administre

(1) Cass., 17 janvier 1860 (D. 60, 1, 60, S., 60, 1, 264).

(2) Guillouard, t. III, n. 1685. — Cpr. Laurent, t. XXIII, n. 453.

malgré la volonté de la femme. Cela se produira, par exemple, lorsque la femme aura révoqué formellement le mandat qu'elle lui avait donné ou lorsqu'elle lui aura fait notifier sa défense d'administrer, si le mandat était tacite. Dans ce cas le mari qui ne se trouve plus protégé par les termes du mandat exprès ou par l'article 1539, devra rendre compte à sa femme de tous les revenus qu'il a perçus, exception faite de ceux qui étaient destinés aux charges du ménage (1).

190. Il nous reste à examiner les pouvoirs des créanciers sur les fruits des biens des époux.

La difficulté sera vite tranchée lorsque la dette est à la charge du mari. Les créanciers peuvent alors agir sur les fruits de ses biens propres et sur ceux que la femme lui verse pour subvenir aux besoins du ménage. Ce sera affaire à lui de s'arranger ensuite pour que les dépenses communes puissent être soldées, mais les créanciers n'ont pas à s'occuper de la destination des fruits versés par la femme qui, n'ayant pas un caractère alimentaire, peuvent être saisis (2).

Pour ce qui est des dettes de la femme, il faut distinguer deux hypothèses.

1^o Si la femme s'est obligée dans n'importe quel but, mais avec autorisation du mari, nous croyons qu'il y a lieu d'appliquer ici les règles de la communauté. Nous

(1) Aubry et Rau, t. v, § 516, p. 405 et s. — Guillouard, t. III, n. 1685. — Planiol, t. III, n. 1461. — Cass., 13 novembre 1861 (D., 62, 1, 367, S., 62, 1, 741), 31 mars 1879 (D., 79, 1, 425, S. 80, 1, 425).

(2) On admet cependant que pour les frais d'éducation des enfants les créanciers pourront agir contre la femme. — Agen, 13 juillet 1849 (D., 49, 2, 168). — Paris, 20 mars 1850 (D., 50, 2, 137, S. 50, 2, 387). — Cpr. Planiol, t. III, n. 1438,

déciderons donc que les créanciers pourront saisir : les fruits propres de la femme ; ceux du mari et enfin ceux que la femme donne au mari pour subvenir aux charges du mariage.

2° Si la femme s'est obligée sans autorisation, il faut faire une sous-distinction. Si l'obligation n'a pas été contractée pour l'administration de ses biens elle est nulle (1). Dans le cas contraire les créanciers pourront saisir les fruits qui lui appartiennent en propre, mais non ceux qu'elle verse au mari.

C. Séparation de biens judiciaire.

191. Les règles qui régissent le régime de la séparation de biens contractuelle s'appliquent également lorsque celle-ci est judiciaire. Les époux gardent de même les fruits de leurs biens et la femme est tenue d'en verser une certaine part au mari pour subvenir aux charges du ménage. Cependant il y a à signaler ici une différence importante, à savoir que la part contributive de la femme est fixée, d'après l'article 1448 Code civil, proportionnellement à ses facultés et non au tiers de ses revenus, comme nous l'avons vu pour la séparation contractuelle.

Les difficultés de la matière qui nous occupe proviennent, non pas du fait de savoir qui doit acquérir les fruits pendant la durée de la séparation, mais du sort des fruits au commencement de celle-ci lorsque la situation des époux est encore indécise. On sait en effet, qu'aux termes de l'article 1445, 2°, « le jugement qui

(1) Cass., 5 mai 1829 (D., 29, 1, 237, S., 29, 1, 181). — Cpr. Planiol, t. III, n. 1457.

prononce la séparation de biens remonte quant à ses effets au jour de la demande ». Il faut par conséquent décider que la femme aura droit aux fruits de ses biens dès la demande en séparation. La question était, dans notre ancien droit, très discutée, bien que la jurisprudence du Châtelet fût formelle pour les lui accorder à partir de cette époque. Beaucoup d'auteurs cependant étaient de l'avis contraire. On trouvait exorbitant de donner à la femme le droit de faire courir les intérêts à son profit dès qu'il lui plairait de faire une demande en séparation et que d'ailleurs le mari, devant supporter les charges du ménage jusqu'au jugement, il n'y avait pas lieu de lui retirer les revenus qui y sont destinés. Cependant de nos jours, malgré quelques arrêts contradictoires, la question n'est plus guère discutée et la majorité de la doctrine et la jurisprudence, se fondant sur les termes très nets de l'article 1445, 2°, accordent à la femme les fruits dès la demande (1).

192. Le droit des créanciers de la femme sur les fruits de ses biens se règle d'après les principes que nous avons déjà posés pour la séparation contractuelle, avec cette particularité qu'il peut s'exercer sur ceux qui lui appartiennent à partir de la demande en séparation, sauf sur ceux qui sont destinés aux charges du ménage (2). Aussi en vertu de ces principes on a décidé

(1) Cass., 13 mars 1872 (D., 72, 1, 49, S., 72, 1, 74). — 18 juin 1877 (S., 77, 1, 406). — Limoges, 17 juin 1835 (D., 36, 2, 31). — Toulouse, 29 juin 1882 (D., 83, 2, 146). — Toulouse, 30 décembre 1891 (D., 92, 2, 95). — Aubry et Rau, t. v, § 516, p. 401, note 46. — Laurent, t. xxii, n. 341. — Guillouard, t. iii, n. 1163. — *Contra*, Cass., 28 mars 1848 (D., 48, 1, 170, S., 48, 1, 354).

(2) Aubry et Rau, t. v, § 516, p. 400, note 45. — Laurent, t. xxii, n. 336. — Guillouard, t. iii, n. 1162. — Cass., 22 avril 1845 (D., 45, 1, 267).

que la saisie brandon faite par les créanciers du mari sur des récoltes encore sur pied au moment de la demande, était nulle (1).

193. On a beaucoup discuté le point de savoir si les effets de la séparation de biens, accessoire à la séparation de corps, remontaient au jour où la demande est faite. Certains auteurs s'appuyant sur ce fait que l'article 1445 Code civil parle uniquement des effets du jugement « de séparation de biens » n'appliquaient pas cet article à la séparation de corps (2). Cependant la majorité des auteurs et la jurisprudence se sont fixés en sens contraire. Le jugement de séparation de corps, dit-on, produit les effets du jugement de séparation de biens, par conséquent on peut y étendre l'article 1445 Code civil. D'ailleurs, a-t-on ajouté, le motif de cette disposition est qu'il faut protéger la femme contre les actes de son mari ; or il s'applique aussi bien au cas de séparation de corps que de séparation de biens (3). Pour nous, nous en tirerons cette conséquence que les fruits des biens de la femme lui appartiennent dès la demande.

Pour ce qui est du droit des créanciers sur les fruits des biens de la femme, la solution n'est plus la même. On décide en général que les créanciers du mari auront droit sur les fruits appartenant à la femme jusqu'au jour

(1) Bordeaux, 14 juillet 1870 (D., 71, 2, 229). — *Contra*, Bordeaux, 30 août 1859 (D., 71, 2, 230). — Rouen, 9 août 1839 (D., 40, 2, 39, S., 40, 2, 153).

(2) Demante et Colmet de Santerre, t. VI, n. 94 bis, III. — Laurent, t. XXII, n. 338. — Guillouard, t. III, n. 1173.

(3) Aubry et Rau, t. V, § 494. p. 203, note 18. — Cass., 13 mai 1862 (D., 62, 1, 422, S., 62, 1, 885). — Limoges, 17 juin 1835 (D., 36, 2, 31, S., 36, 2, 61).

du jugement. Cette décision est très équitable, car si la demande en séparation de biens est portée à la connaissance des tiers, il n'en est pas de même de la demande en séparation de corps (1).

PARAGRAPHE IV

Régime dotal.

194. Dans notre droit moderne, le mari n'est plus propriétaire de la dot de sa femme. Il possède seulement sur elle un droit d'usufruit qui lui permet d'en acquérir les revenus. Il n'en est ainsi d'ailleurs que depuis une époque relativement rapprochée de nous, et la persistance de la notion du mari propriétaire de la dot tient à des raisons historiques.

Dans le très ancien droit romain, la dot était destinée à subvenir aux charges du ménage et la femme la transmettait dans ce but en pleine propriété à son mari. Cette institution ne choquait pas à une époque où les divorces étaient presque inconnus et où les enfants n'héritant pas de la mère, le seul moyen de leur transmettre la fortune de celle-ci était d'en donner la propriété au mari. Peu à peu on obligea dans certains cas le mari à restituer la dot ; puis ces cas se multiplièrent, si bien que sous Justinien elle devait être rendue dans toutes les hypothèses. Cependant le mari n'en est pas moins appelé propriétaire, mais il possède sur la dot un droit tout particulier, une propriété limitée dans sa durée et son étendue (2).

(1) Cass., 13 mars 1872 (D., 72, 1, 49). — 18 juin 1877 (D., 77, 1, 445). — Toulouse, 29 juin 1882 (D., 83, 2, 146).

(2) Girard, *Précis*, liv. III, VI, chap. II, sect. 1, § 3.

Dans notre ancien droit français, les mêmes idées régnèrent pendant longtemps dans les pays de droit écrit et l'on s'habitua à voir dans le mari un propriétaire d'un genre spécial (1) ; mais peu à peu les idées se précisèrent et l'on fut amené à le considérer comme un usufruitier (2). Enfin le Code civil, s'inspirant des anciens jurisconsultes, le reconnaît comme un simple administrateur de la dot (art. 1549 C. civ.) et ne lui donne la propriété des biens de la femme que lorsqu'ils ont été estimés dans le contrat de mariage avec indication que l'estimation vaut vente (art 1551 et 1552, C. civ. (3).

195. *Etendue du droit de jouissance du mari.* — De même que l'usufruitier, le mari jouit de tous les fruits des biens qui constituent la dot, fruits naturels, industriels et civils. C'est ainsi qu'il aura droit uniquement aux coupes de bois de haute futaie déjà aménagée au commencement du mariage, mais non à celle dont l'exploitation serait postérieure et dont les revenus n'ont pas le caractère de fruits (4). Cependant il y aurait lieu de décider, que les bois de haute futaie constitués en dot sans être aménagés, pourraient l'être, car ce serait là la seule raison d'être de leur apport par la femme, à moins qu'ils ne produisent suffisamment de revenus sans être coupés, comme si c'étaient des forêts de chênes lièges ou d'arbres résineux.

(1) Domat, *Loix civiles*, liv. 1, tit. 40, sect. 1, n. 4.

(2) Masuer, *Practica forensis, De dote et matrimonio*, n. 10. — Planiol, t. III, n. 1503.

(3) Planiol, t. III, n. 1504.

(4) Pau, 8 février 1886 (D., 86, 2, 249). — Rennes, 17 mars 1892 (D., 92, 2, 345, S., 94, 2, 73).

De même le mari n'aurait droit aux fruits des mines que si elles avaient été ouvertes avant le mariage (1). Si une mine avait été concédée à une époque postérieure, il pourrait bénéficier de la redevance s'il avait été stipulé que tous les biens futurs de la femme seraient dotaux. Dans le cas contraire la propriété de la mine, étant distincte de celle du sol, d'après les principes posés par la loi du 21 avril 1810, appartiendrait, ainsi que les revenus, à la femme, à titre de bien paraphernal.

196. La durée du droit de jouissance du mari dotal est de même étendue que celle qui appartient à la communauté, renfermée dans les limites de la durée du mariage. Cependant le droit de jouissance du mari présente à ce sujet quelques particularités. En effet, tandis que la communauté acquiert les fruits naturels et industriels pendant au moment de la célébration du mariage, sans devoir aucune indemnité au propriétaire du bien sur lequel ils se trouvent, le mari dotal est au contraire tenu de payer les frais de labours et de semences. La raison en est que sans cela il s'enrichirait aux dépens de la femme. Celle-ci en effet, si les frais de labours n'avaient pas été faits, aurait gardé leur valeur à titre de capital.

On s'est demandé à ce propos, si les fruits des biens dotaux perçus avant le mariage devaient être remis au mari, à titre également de bien dotal, ou si au contraire ils devaient rester à la femme comme biens paraphernaux. On pourrait soutenir en effet, que ces fruits étant un accessoire, devraient suivre le sort du bien dont ils

(1) Guillouard, t. iv, n. 1803.

émanent et l'on étendrait à cette hypothèse la règle romaine « *accessorium sequitur principale* ». Mais s'il est un cas où cette règle ne doit pas s'appliquer, c'est bien dans celui qui nous occupe. On ne peut oublier qu'en matière de régime dotal, la paraphernalité est la règle et la dotalité l'exception, si bien que, pour être autorisé à donner une telle solution, il faudrait que la femme se fût constitué en dot l'universalité de ses biens présents (1).

197. Le mari a sur les fruits une fois perçus tous les pouvoirs d'un propriétaire ; cependant son droit a été considérablement restreint par une jurisprudence définitivement fixée. Celle-ci a suivi l'opinion de certains auteurs qui voudraient assurer en même temps que l'inaliénabilité du fonds dotal, celle des fruits qui en émanent. Du moment, disent-ils, que l'inaliénabilité dotale est instituée pour que les biens apportés par la femme à l'effet de subvenir aux charges du ménage ne soient pas employés à autre chose, il n'est que juste de décider que les revenus de ces biens seront eux-mêmes inaliénables puisqu'ils remplissent le même rôle. Cependant on peut faire à ce système d'assez nombreuses objections. Nous ferons remarquer tout d'abord, qu'en théorie, sous tous les régimes matrimoniaux, même jusqu'à un certain point sous celui de la séparation de biens, les biens de la femme comme ceux du mari, sont destinés à subvenir aux charges du ménage, sans que pour cela ils soient inaliénables, pas plus que les revenus qu'ils produisent. On peut dire encore à l'appui de cette opinion que l'inaliénabilité étant dérogaire aux prin-

(1) *Sic*, Rodière et Pont, *Traité du contrat de mariage*, t. II, n. 442.

cipes du droit commun et dangereuse pour les tiers, il faut un texte formel pour l'établir. Enfin, comme l'a dit Laurent (1), en poussant ce système jusqu'à ses dernières limites, il faudrait décider que tous les fruits, quels qu'ils soient seraient inaliénables, ce qui n'est pas admissible. Quoi qu'il en soit, la Cour de cassation s'inspirant de ces idées décide que le mari est libre de disposer, comme il l'entend, des revenus qui excèdent la somme nécessaire aux besoins du ménage, mais que l'autre partie ne peut être employée qu'à payer les dépenses communes (2).

198. Nous avons dit déjà que le droit du mari ressemblait beaucoup à celui de l'usufruitier et nous avons vu qu'il pouvait s'approprier tous les fruits des biens de la femme; il ne faut pas cependant pousser cette assimilation trop loin, car il y a des différences telles entre ces deux droits qu'elles justifient pleinement la dénomination d'usufruit « *sui generis* » que certains auteurs donnent au droit du mari.

La première différence qui se présente à notre examen porte sur le mode d'acquisition des fruits. L'usufruitier en effet, acquiert les fruits naturels et industriels par la perception, tandis qu'au contraire le mari dotal les acquiert, du moins pour la dernière année, jour par jour (art. 1571 C. civ.). Cette règle, que le législateur aurait dû appliquer aussi à l'usufruitier, s'explique particulièrement ici parce que la jouissance du mari doit être exactement proportionnée à la durée du mariage.

(1) Laurent, t. xxiii, n. 483.

(2) Cass., 7 juin 1864 (D., 64, 1, 201), 27 mars 1893 (D., 93, 1, 311, S., 95, 1, 35).

En second lieu, il faut remarquer, et c'est là encore une conséquence du principe que nous venons de poser, que le mari dotal aura droit à une indemnité pour les récoltes ou les coupes de bois, qu'il n'aurait pas faites pendant la durée de la communauté. Par contre, il doit, comme nous l'avons vu, payer les frais de labours et de semences pour les fruits qu'il trouve pendant au commencement du mariage, toutes choses qui ne se produisent pas dans le cas d'usufruit ordinaire.

Enfin une troisième différence résulte de ce fait que le droit d'usufruit est cessible tandis que celui du mari étant un attribut de la puissance maritale ne peut pas plus être cédé que cette puissance elle-même. Il faut remarquer cependant que c'est le droit seul qui ne peut être cédé et non les fruits perçus. Ceux-ci peuvent l'être dans la mesure dont nous avons parlé, c'est-à-dire jusqu'à concurrence des besoins du ménage.

199. Les pouvoirs du mari sur les fruits des biens dotaux de la femme n'existent plus lorsque celle-ci s'est réservé le droit d'en toucher les revenus ou de les administrer. Il faut à ce sujet, pour déterminer quels sont exactement alors les droits de la femme, distinguer entre trois hypothèses.

1° La femme peut s'être réservé le droit de toucher sur ses seules quittances une partie de ses revenus.

2° La femme se réserve l'administration et la jouissance d'une partie de ses biens.

3° La femme garde l'administration et la jouissance de tous ses biens dotaux.

1° La première hypothèse est la moins douteuse, car un texte formel, l'article 1549 Code civil l'a réglée. Cependant il ne précise pas les effets de cette clause,

si bien que les auteurs ont été obligés de suppléer à son silence. D'une manière générale, on admet que l'article 1549 n'empêche pas le mari d'administrer les biens dont la femme s'est réservé la jouissance, et c'est lui par exemple qui doit passer les baux et les renouveler s'il y a lieu (1). On décide également que les économies faites sur ces revenus appartiendront au mari à titre de fruits et la raison que l'on en donne est que la femme n'a voulu, par une telle clause, que s'épargner la peine de demander au mari lui-même les sommes dont elle aurait besoin (2). Enfin on est d'accord pour reconnaître que les paiements peuvent être faits valablement au mari, sauf si le contrat de mariage avait été notifié au débiteur (3).

2° La question devient beaucoup plus délicate lorsque la femme s'est réservé, non seulement le droit de toucher certains revenus, mais encore celui d'administrer les biens qui les produisent. Dans ce cas en effet, on a douté de la validité d'une pareille clause et les auteurs, du moins ceux de la première moitié du siècle, n'admettaient pas qu'elle fût licite. En vertu d'idées romaines qui ne sont pas encore bien effacées, on voudrait que le mari eût toujours sur la dot le maximum de droits possible. Cependant cette opinion n'a pas prévalu, car le régime dotal ne forme pas un tout auquel les parties ne peuvent apporter de dérogations et la loi elle-même nous en donne l'exemple lorsqu'elle envisage la possibilité d'y joindre une société d'acquêts. Par conséquent il n'y a pas lieu d'interdire aux époux d'insérer dans le

(1) Rodière et Pont, t. II, n. 460.

(2) Cass., 23 août 1859 (D., 59, 1, 455, S., 59, 1, 792).

(3) Rodière et Pont, t. II, n. 460.

contrat une clause qui donne une portion d'administration à la femme et il est impossible d'y voir une atteinte aux droits du mari comme chef, pas plus qu'il n'y en a dans le cas de séparation de biens (1).

L'étendue des droits de la femme nous semble, bien qu'il n'y ait pas, à notre connaissance, de jurisprudence sur la question, ne pas être plus grande que dans l'hypothèse précédente, les biens dont l'administration reste à la femme étant toujours dotaux. Il en résulte que nous déciderons que les économies réalisées sur ces revenus appartiendront au mari.

3^e La troisième hypothèse, qui est celle où la femme se réserve l'administration et la jouissance de ses biens dotaux, a fait naître, à plus forte raison, les mêmes doutes que celle que nous venons d'envisager ; mais la jurisprudence a cependant reconnu la validité d'une pareille clause (2). La difficulté de la matière réside dans la détermination de l'étendue du droit de la femme. La jurisprudence (3) semble vouloir appliquer toutes les règles propres au régime de la séparation de biens, c'est-à-dire obliger seulement la femme à contribuer dans la mesure fixée par le contrat ou par l'article 1537 Code civil aux charges du mariage, tout en maintenant l'inaliénabilité des biens.

200. Il faut encore signaler une dérogation aux pou-

(1) *Sic*, Rodière et Pont, t. I, n. 64. — Guillouard, t. IV, n. 1792. — Cass., 17 février 1886 (D., 86, 1, 249, S., 86, 1, 161).

(2) Cass., 2 mars 1837 (D., 37, 1, 102, S., 37, 1, 193). — 13 novembre 1876 (D., 78, 1, 111, S., 77, 1, 145). — 17 février 1886 (D., 86, 1, 249, S., 86, 1, 161). — Planiol. t. III, n. 1521. — *Contra*, Aubry et Rau, t. V, § 535, p. 549, note 16. — Labbé, *Revue critique*, 1887, p. 442 et s.

(3) Mêmes arrêts que ci-dessus.

voirs du mari sur les fruits des biens dotaux, qui se produit lorsque la femme ayant stipulé que tous ses biens seront dotaux, on lui fait une donation ou un legs sous la condition que les fruits lui appartiendront en propre. Bien que la validité d'une pareille condition ait été autrefois mise en doute, on s'accorde maintenant à la considérer comme licite et cela pour les mêmes raisons que nous avons déjà données à propos du régime de la communauté (*supra*, n° 166.)

201. *Restitution de la dot.* — Le droit du mari sur les fruits cesse au moment précis où le mariage est dissous, si bien qu'il ne peut percevoir ensuite aucun revenu (art. 1570 C. civ.). On a pourtant douté s'il devait en être ainsi lorsque la dot n'est restituable qu'après un an aux termes de l'article 1565 Code civil. Le droit romain et la jurisprudence de beaucoup de pays de droit écrit décidaient que le mari les gagnait jusqu'à l'expiration de ce délai, mais on est d'accord aujourd'hui pour les lui refuser.

L'acquisition des fruits de la dernière année est régie par un mode spécial emprunté au droit romain (1). Les fruits des immeubles se partagent entre le mari et la femme à proportion du temps qu'a duré le mariage pendant la dernière année (art. 1571) et celle-ci est comptée, à partir de l'anniversaire du mariage. Il y a là, comme on le voit, un mode de répartition très équitable et très simple. Les fruits de la dernière année sont réunis en masse, déduction faite des frais de production, partagés en 365 parties et l'on accorde au mari autant de parties que le mariage a duré de jours pendant cette dernière année.

(1) D., liv. xxiv, tit. 3, loi 7.

Quelques difficultés peuvent cependant se produire, lorsqu'il s'agit de déterminer la part du mari dans une récolte qui n'a lieu qu'à des intervalles plus éloignés, comme par exemple une coupe de bois. On admet alors qu'il faut assimiler à la dernière année, la période qui sépare les deux coupes. Supposons, par exemple, que deux coupes de bois se sont succédées à dix ans d'intervalle et que le mariage s'est dissous sept mois après la première, il faudra diviser les produits de la seconde coupe en 120 parties égales qui correspondent au nombre des mois et en accorder sept au mari (1).

Si au contraire les récoltes sont bis-annuelles, on appliquera à la lettre l'article 1571 du Code civil en faisant masse des deux récoltes de la dernière année (2).

Enfin nous ferons remarquer que l'art. 1571 ne distinguant pas, il y a lieu d'appliquer ses règles, quelle que soit la cause de la dissolution du mariage (3).

202. Il peut arriver que les héritiers du mari bénéficient cependant des intérêts échus dans le cours de l'année qui suit le décès de leur auteur. Cela se produit lorsque la femme se fait fournir, aux termes de l'art. 1570 in fine, les aliments par la succession du mari, si bien qu'il n'y a là en quelque sorte qu'une compensation entre les aliments et les fruits de la dot.

Les droits de viduité de la femme comprennent les aliments pendant une année et aussi le logement et les robes de deuil, mais il faut remarquer que les deux der-

(1) *Sic*, Aubry et Rau, t. v, § 540, p. 634 et s. — Laurent, t. xxiii, n. 574.

(2) Demante et Colmet de Santerre, t. vi, n. 243 bis, IV.

(3) Guillouard, t. iv, n. 2457.

niers lui sont dus, même lorsqu'elle ne laisse pas les fruits aux héritiers du mari.

203. *Fruits des biens paraphernaux.* — Les fruits des biens paraphernaux sont soumis exactement aux mêmes règles que ceux des biens de la femme lorsqu'elle est mariée sous le régime de la séparation de biens. Le Code ne le dit pas expressément, mais il reproduit la plupart des règles qui ont été données pour le régime de la séparation de biens et il y a lieu d'appliquer même celles qu'il n'a pas rappelées.

La première ressemblance avec le régime de la séparation de biens se trouve dans ce fait que la femme est tenue de contribuer aux charges du ménage pour le tiers de ses revenus, s'il n'y a pas convention contraire (art. 1575 C. civ.). Cependant cela ne se produit que lorsqu'il n'y a pas de biens dotaux ou que ceux qui existent sont insuffisants à subvenir aux dépenses communes (1).

Le mari peut également être en possession des biens paraphernaux de la femme, soit en vertu d'un mandat exprès qu'elle lui a donné, soit parce qu'elle s'est déchargée entre ses mains du soin d'administrer sa fortune. Dans le premier cas, il est tenu comme tout mandataire et doit rendre compte de tous les revenus, même de ceux employés aux dépenses du ménage, s'il était tenu de les supporter avec les fruits des biens dotaux (2). Il faut cependant, et c'est là une différence avec le régime de la séparation de biens, que le mandat donné par la femme contienne la stipulation expresse que le mari devra rendre compte des fruits (art. 1577

(1) Cass., 2 juillet 1851 (D., 51, 4, 272).

(2) Metz, 17 août 1858 (D., 59, 2, 130).

C. civ.). Dans le cas opposé il est présumé les avoir remis à la femme après chaque perception et il n'est tenu à aucune restitution.

Si le mari a au contraire l'administration des biens de sa femme sans mandat exprès de celle-ci, mais uniquement parce qu'elle le laisse administrer sans opposition, il a droit aux fruits perçus et ne doit restituer, aux termes de l'art. 1578 C. civ., que les fruits existants au moment de la dissolution du mariage ou de la demande de la femme. Il faut, d'ailleurs, pour déterminer ce que l'on entend par fruits existants se reporter aux règles du régime de séparation de biens que nous avons déjà exposées. (V. *supra*, n. 187 et s.)

Enfin si le mari administre contre l'opposition de la femme, il devra restituer tous les fruits tant existants que consommés (art. 1579 C. civ.).

204. Lorsque les époux stipulent dans leur contrat de mariage en même temps que le régime dotal une *société d'acquêts*, il y a lieu d'appliquer conjointement, autant que faire se peut, les règles de ces deux régimes. Cependant leur combinaison peut présenter quelques difficultés que nous allons examiner.

On s'est d'abord demandé si la femme pouvait garder l'administration et la jouissance de ses paraphernaux, ou au contraire s'ils devaient être envisagés comme des propres de communauté et être administrés par le mari. Malgré quelques opinions divergentes (1) la majorité des auteurs et la jurisprudence la plus récente sont d'avis de les lui réserver (2). Les propres ne sont

(1) Demante et Colmet de Santerre, t. vi, n. 252 bis. — Laurent, t. xxiii, n. 591.

(2) Cass., 31 juillet 1861 (D., 62, 1, 113, S., 62, 1, 529). — 17 juil-

en effet administrés par le mari que sauf stipulation contraire ; or celle-ci résulte nettement ici de ce fait que la femme n'a apporté que certains biens en dot.

On refuse toutefois à la femme le droit de conserver en propre les fruits des économies réalisées sur les revenus de ses paraphernaux. On ne peut en effet enlever à ces biens le caractère d'acquêts de communauté, aussi la jouissance doit en appartenir au mari (1).

On s'est enfin demandé quelles règles il fallait appliquer lorsqu'il y a à la dissolution du mariage des fruits pendants sur les biens dotaux et sur les paraphernaux. Il semble naturel d'appliquer aux biens dotaux les règles de l'acquisition jour par jour et à ceux des paraphernaux les règles du droit commun (2). Cependant un arrêt de la cour de Rouen a statué en sens contraire et soumet tous les fruits aux règles qui les régissent dans le régime de communauté (3).

205. *Droit des créanciers sur les fruits.* — Il faut à ce sujet distinguer entre les créanciers de la femme et ceux du mari.

Les *créanciers du mari* peuvent agir non seulement sur les fruits de ses biens propres mais encore sur ceux des biens dotaux. Le mari les acquiert en effet comme un usufruitier et en devenant propriétaire, il est libre de les employer comme il l'entend ; il n'y a pas lieu par conséquent de les soustraire aux droits des créanciers.

let 1895 (D., 97, 2, 137 et la note de M. Boistel). — Aubry et Rau, t. v, § 541 bis, p. 644, note 4. — Guillouard, t. iv, n. 2261. — Planiol, t. iii, n. 1690.

(1) Cass., 17 juillet 1895, précité.

(2) Planiol, t. iii, n. 1695.

(3) Rouen, 3 mars 1853 (D., 55, 2, 344).

Une jurisprudence bien fixée aujourd'hui et dont nous avons déjà étudié les décisions (*supra* n° 197) tend à considérer les fruits comme participant à l'inaliénabilité des biens dotaux dont ils émanent (1). Ne pouvant cependant les déclarer tous inaliénables, elle se contente de soustraire à l'action des créanciers la portion des revenus nécessaires aux besoins du ménage. Il en résulte des difficultés considérables dans la pratique, lorsqu'il s'agit d'évaluer la quote part nécessaire aux besoins du ménage.

Les *créanciers de la femme* peuvent agir sur les paraphernaux exactement de la même façon qu'ils le feraient si elle était mariée sous le régime de la séparation de biens (*supra* n° 190). Nous rappelons particulièrement, qu'ils peuvent saisir les revenus jusqu'à concurrence de la part versée par la femme entre les mains du mari pour subvenir aux charges du ménage.

Pour les fruits des biens dotaux, on admettait autrefois que les créanciers de la femme, valablement autorisée par le mari ou dont la créance avait date certaine antérieure au mariage, pouvaient les saisir librement (2) et cela même pour leur totalité. Depuis au contraire, la Cour de cassation, par suite d'une évolution que nous examinerons à propos de la séparation de biens succédant au régime dotal, en est arrivée à les déclarer insaisissables pour le tout (3).

Il peut cependant se présenter certains cas où les créanciers de la femme peuvent saisir les fruits d'un

(1) Aix, 6 janvier 1890 (D., 91, 1, 486, S., 90, 2, 89).

(2) Cass., 28 mars 1827 (D., 27, 299, S. chr., 8, 1, 557).

(3) Cass., Ch. réunies, 7 juin 1864 (D., 64, 1, 201, S., 64, 1, 201). — Paris, 11 juin 1896 (D., 97, 2, 14, S., 96, 2, 261).

bien dotal. Cela arrive particulièrement pour les revenus d'une femme autorisée à faire le commerce (1) ou pour celle qui s'est réservé le droit de toucher sur ses seules quittances une portion de ses revenus (2). Il faut remarquer à ce sujet une singularité. On sait que les économies réalisées par la femme sur ses revenus (*supra* n° 199, 1°) ne lui appartiennent pas en propre, mais tombent dans le patrimoine du mari à titre de fruits de biens dotaux. Il en résultera donc que les créanciers de la femme auront bien le droit de les saisir entre ses mains, mais perdront le droit d'agir lorsqu'ils auront été versés entre les mains du mari, puisque les fruits dotaux sont insaisissables d'après la jurisprudence. Il y a là une source de fraudes nombreuses et très faciles à commettre.

Nous ferons enfin une dernière remarque à propos de l'insaisissabilité des fruits dotaux : les obligations contractées par la femme pendant le mariage ne peuvent être exécutées après le mariage sur les revenus de la dot (3). La jurisprudence a même étendu ce caractère d'inaliénabilité aux revenus que la femme s'était réservés pendant le mariage et qu'elle n'a pas encore perçus au moment de la dissolution ; la raison qu'elle en donne est que la portion de ces revenus garde le caractère dotal et échappe ainsi à l'action des créanciers (4).

206. Le droit des créanciers de la femme sur les

(1) Nîmes, 26 février 1851 (D., 52, 2, 61). — Aubry et Rau, t. v, § 538, p. 608.

(2) Cass., 14 août 1883 (D., 84, 1, 334).

(3) Cass., 1^{er} décembre 1834 (D., 35, 1, 177, S., 35, 1, 925). — Paris, 26 août 1846 (D., 47, 2, 184). — Caen, 21 avril 1875 (D., 77, 2, 73, S., 75, 2, 28).

(4) Poitiers, 14 février 1883 (D., 85, 1, 145).

fruits des biens dotaux présente quelques difficultés lorsque le mariage a été dissous par une séparation de biens. Suivant les principes généraux, il y aurait lieu de décider que les créanciers antérieurs n'auraient pas d'action sur eux, puisqu'ils avaient contracté avec la femme à un moment où elle était incapable de s'obliger, mais qu'au contraire les créanciers postérieurs à la séparation auraient droit de les saisir du moins jusqu'à concurrence de la part qui n'est pas nécessaire aux besoins du ménage. En effet, s'il est hors de doute que les biens dotaux restent inaliénables après la séparation de biens, il n'y a aucun principe et aucun texte qui étende cette inaliénabilité aux revenus de ces biens. Cependant la jurisprudence a été amenée à donner une solution contraire après une longue évolution dont nous allons retracer brièvement les phases.

A l'origine la Cour de cassation décide que les revenus des biens dotaux sont toujours aliénables et cela pour leur totalité. Par conséquent les créanciers qui pouvaient les saisir entre les mains du mari pendant le mariage, peuvent le faire entre les mains de la femme après la dissolution (1). Mais peu après, partant de cette idée que la femme ne pouvant s'obliger pendant le mariage sur la pleine propriété des biens dotaux, il y avait lieu d'étendre cette incapacité aux revenus de ces biens, la jurisprudence décida que les créanciers antérieurs à la séparation de biens ne pouvaient pas agir sur les fruits des biens dotaux, mais qu'il n'en était pas de même pour ceux qui avaient contracté postérieurement (2).

(1) Cass., 9 avril 1823 (D. A., 10, 353, S. chr., 7, 1, 224). — 28 mars 1827 (D., 27, 1, 299, S. chr., 8, 1, 557).

(2) Cass., 11 janvier 1831 (D., 31, 1, 51, S., 31, 1, 3).

La Cour de cassation ne s'en tint pas là et elle restreignit encore les droits des créanciers postérieurs à la séparation. De même, qu'à peu près à la même époque elle déclarait insaisissables les revenus dotaux entre les mains du mari pendant le mariage, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire aux besoins du ménage, de même elle étendit cette règle à la femme séparée de biens (1).

Malgré la tentative de réaction de quelques cours d'appel qui voulaient faire bénéficier de la même règle les créanciers antérieurs (2), elle maintint fermement ses décisions, si bien qu'aujourd'hui encore elle refuse toute action aux créanciers antérieurs et ne permet aux créanciers postérieurs de saisir que les fruits qui ne sont pas nécessaires aux besoins du ménage (3).

CHAPITRE VII

DES CRÉANCIERS

PARAGRAPHE PREMIER

Du créancier pur et simple et du créancier hypothécaire.

207. Le créancier retire de la somme prêtée des revenus appelés intérêts. Les anciens ne comprenaient pas

(1) Cass., 26 février 1834 (D., 35, 1, 122, S. 34, 1, 176). — 6 janvier 1839 (D., 40, 1, 69, S., 40, 1, 133).

(2) Paris, 15 juillet 1856 (D., 57, 2, 121, S., 56, 2, 433). — Montpellier, 10 juillet 1860 (D., 61, 5, 167, S., 61, 2, 156).

(3) Cass., Ch. réunies; 7 juin 1864 (D., 64, 1, 201, S., 64, 1, 201). — Sur l'évolution de la jurisprudence. V. Planiol, t. III, n. 1630.

comment une somme d'argent, qui est par elle-même improductive, pût produire des revenus : aussi le prêt à intérêts fut-il plusieurs fois interdit à Rome, d'ailleurs sous l'influence également de raisons politiques ; et prohibé ensuite d'une façon absolue par le droit canonique qui le considérait comme une espèce de péché. Cependant il est naturel que le prêteur retire un certain profit de la somme dont il se prive. Ces idées furent pour la première fois admises dans notre législation par le décret du 12 octobre 1789 et on s'est borné depuis à réglementer à plusieurs reprises le taux de l'intérêt (1). Nous ne nous occuperons pas ici de l'acquisition des intérêts par le créancier dont le droit n'est garanti par aucune sûreté. Il n'y a en effet aucune difficulté à ce sujet, il acquiert les fruits comme un propriétaire et nous avons déjà examiné le sort des fruits lorsque la créance a été cédée (2) (*supra* n° 92). Nous étudierons uniquement les droits du créancier hypothécaire, non pas sur les intérêts de la créance, mais sur les fruits de la chose hypothéquée.

208. Le *créancier hypothécaire* n'a pas droit aux fruits du bien hypothéqué. Sans doute son hypothèque porte à la fois sur l'immeuble et sur les fruits qui en sont l'accessoire, mais le débiteur conserve intact son

(1) Loi du 3 septembre 1807, 12 janvier 1886, 7 avril 1900. — Pour l'Algérie, 27 août 1881 et 13 mai 1898.

(2) Nous ne parlerons pas également ici des droits des créanciers chirographaires, sur les fruits du bien saisi. Pour les créances la question ne présente aucune difficulté, le tiers saisi ne pouvant en payer les intérêts entre les mains du saisi, que si le saisissant y consent. Pour les immeubles, les règles applicables sont les mêmes que celles que nous donnons plus bas à propos des créances hypothécaires, (v, *infra*, n. 209).

droit de jouissance et d'administration. C'est même là le principal avantage de l'hypothèque sur l'antichrèse, car elle ne dépouille pas le débiteur de sa possession et ne met pas son bien entre des mains parfois inhabiles à le gérer. Aussi lui reconnaît-on le pouvoir d'aliéner, même d'avance, tous les fruits de l'immeuble, même ceux qui ont une valeur considérable comme les coupes de bois par exemple.

Le débiteur peut également toucher les fruits civils et les dépenser à sa guise; cependant il y a eu quelques difficultés sur le point de savoir s'il pouvait toucher d'avance les loyers de ses biens ou les céder à un tiers. En principe il n'y aurait pas lieu de lui retirer ce droit. Nous avons dit que le débiteur conservait sur sa chose les droits les plus étendus, et ce n'est qu'au moment de la transcription de la saisie, qu'il perd le droit de jouissance. Cependant la loi du 23 mars 1855, voulant protéger les créanciers hypothécaires, a décidé dans son article 2, alinéa 5, que tout acte ou jugement constatant quittance ou cession d'une somme équivalente à trois années de loyers ou fermages non échus devait être transcrit.

Ceci étant, il faut distinguer pour apprécier le droit des créanciers hypothécaires entre deux périodes. Si, avant l'inscription de leurs hypothèques, le débiteur a consenti une cession de loyers pour moins de trois années, il suffira qu'elle ait été rendue opposable aux tiers par l'accomplissement des formalités prévues dans l'article 1690 Code civil. Si, au contraire, la cession est faite pour plus de trois années, il y aura lieu à la faire transcrire; mais cette formalité une fois remplie, elle

sera opposable à tous les créanciers postérieurs (1). Transcrite après l'inscription des créances hypothécaires, la cession de loyers ne leur est plus opposable (2). Il ressort, en effet, très clairement de l'esprit de la loi du 23 mars 1855, que celle-ci a voulu protéger les créanciers hypothécaires contre une cession de loyers trop considérable; or si on leur permet de faire transcrire après coup une cession de loyers quelconque, il n'y a plus aucune protection et la disposition de la loi n'a plus de raison d'être. Il faut cependant remarquer que la cession de loyers postérieure à l'inscription sera toujours valable pour une durée inférieure à trois ans, pourvu que les formalités de l'article 1690 Code civil aient été remplies. La loi du 23 mars 1855, n'a voulu enlever au débiteur que le droit de faire des cessions considérables.

Ces idées qui ont été admises par un certain nombre d'auteurs (3) ont été cependant repoussées par la jurisprudence la plus récente (4).

209. Le droit de libre administration et de jouissance n'appartient plus au débiteur propriétaire de l'immeuble lorsque le procès-verbal de saisie a été transcrit (art. 682 et 685 C. proc. civ.). Les fruits sont

(1) Jaubert, *Cess. de loyers* (France judiciaire, 1896, 1^{re} partie, p. 292).

(2) Jaubert, *op. cit.*, p. 293 et s. — Riom, 11 décembre 1860 (S., 62, 2, 415). — Cass., 21 décembre 1874 (D., 76, 2, 81).

(3) Aubry et Rau, t. III, § 286, page 433, texte et note 25. — Guilouard, t. III, n. 1611. — Baudry-Lacantinerie et de Loynes, n. 2033.

(4) Paris, 24 décembre 1894 (D., 95, 2, 385). — Bordeaux, 27 mars 1895 (D., 95, 2, 385, S. 97, 2, 1). — Dijon, 3 août 1896 (S., 97, 2, 1). — Planiol, t. II, n. 3085, texte et note 1.

alors « immobilisés » et le prix qui résultera de leur vente sera distribué entre les créanciers hypothécaires de la même façon que le prix de l'immeuble.

Pour assurer l'observation de cette règle, les créanciers hypothécaires ont la ressource de faire nommer un séquestre ou même de se faire autoriser par la justice à percevoir et à vendre eux-mêmes les fruits dont le prix sera plus tard distribué avec celui de l'immeuble. Le saisi lui-même peut d'ailleurs, et c'est là même ce qui se passe le plus fréquemment en pratique, rester en qualité de séquestre judiciaire (art. 681 C. proc. civ.), à la tête de l'administration de son bien. Au contraire, si l'immeuble est affermé, les créanciers auront la ressource de faire pratiquer une saisie-arrêt, par simple opposition entre les mains du débiteur du saisi et de les obliger à ne se libérer qu'en exécutant un mandement de collocation ou en versant les sommes dues à la Caisse des dépôts et consignations (art. 685, proc. civ.)

Il faut enfin faire à ce sujet une dernière remarque. Les créanciers pour frais de labours et de semence des fruits immobilisés qui avaient, en vertu de l'article 2102, 1^o al. 4, un privilège mobilier sur la récolte, le perdront nécessairement lorsque les fruits seront immobilisés, puisque ce privilège ne peut porter que sur des meubles.

210. Il peut arriver qu'au moment où la saisie transcrite immobilise les fruits, ceux-ci aient déjà été l'objet d'une vente de la part du débiteur. On se demande, si les créanciers y auront toujours droit. La question a inspiré quelques doutes, car les fruits, bien qu'ils soient encore pendants par branches et par racines, ont été rendus meubles par la volonté des parties qui ont

entendu conclure une vente mobilière. Cependant l'opinion contraire nous semble préférable. En effet cette mobilisation des fruits n'est pas opposable aux créanciers hypothécaires qui, n'ayant pas été parties au contrat, doivent être considérés comme des tiers (arg. art. 1165 C. civ.). De plus, l'article 682 du Code de procédure civile ne fait aucune distinction. L'immobilisation frappe, d'après son texte, tous les fruits naturels ou industriels qui n'ont pas été « recueillis » avant la transcription du procès-verbal de saisie. Cette sévérité de la loi s'explique d'ailleurs parfaitement, car il faut remarquer combien ces aliénations sont dangereuses pour les créanciers hypothécaires. L'aliénation de l'immeuble est moins à redouter pour eux, car ils conservent cependant le droit de suite, tandis que dans notre hypothèse les fruits leur échappent définitivement. Il y a enfin à craindre des fraudes nombreuses, car le débiteur pressurant la saisie qui va être faite, se hâte souvent de vendre les fruits d'avance, même à perte, pourvu qu'il puisse bénéficier du prix.

211. L'existence d'une hypothèque sur un immeuble n'empêche pas de le vendre, et l'acquéreur possède alors tous les droits qui appartenaient à son auteur. Il en résulte que celui-ci a le pouvoir d'administrer son bien et de disposer, à titre de propriétaire, des fruits qu'il perçoit (1). Mais il arrive un moment, où ce droit lui est retiré parce que les fruits sont, comme dans l'hypothèse précédente, immobilisés au profit des créanciers hypothécaires. Le tiers détenteur se trouve alors débiteur personnel des fruits qui seront payés

(1) Riom, 27 avril 1825 (S., 26, 2, 141). — Caen, 23 avril 1826 (S., 27, 2, 21).

aux créanciers de la même façon que le prix de l'immeuble (1). Cette immobilisation se produit, aux termes de l'article 2176 du Code civil, à partir du moment où lui est faite la sommation de payer ou de délaisser. On s'est demandé parfois s'il n'y avait pas alors antinomie entre ce texte et l'article 682 Code procédure civile qui, statuant d'une manière générale pour toutes les saisies faites par les créanciers hypothécaires, décide que les fruits ne sont immobilisés qu'à partir de la transcription du procès-verbal de saisie, c'est-à-dire beaucoup plus tard. On s'accorde cependant à reconnaître que ces deux articles s'appliquent à des hypothèses différentes. L'article 682 régissant celle que nous avons examinée plus haut et dans laquelle les créanciers agissent contre le débiteur lui-même, l'article 2176, au contraire ayant trait à l'action intentée contre un tiers détenteur. On a justifié cette différence en disant que les fruits de l'immeuble sont le gage commun de tous les créanciers même chirographaires; aussi ne peuvent-ils être réservés aux créanciers hypothécaires que du jour où l'immeuble a été saisi par eux entre les mains du débiteur. Si l'action est au contraire intentée contre un tiers acquéreur, il n'y a plus à se préoccuper des chirographaires, et les fruits peuvent être attribués dès la sommation aux créanciers hypothécaires (2). Nous ferons uniquement remarquer à ce sujet, que si les créanciers chirographaires du débiteur n'ont plus de droit sur l'immeuble, ils sont remplacés par ceux du tiers détenteur,

(1) Aubry et Rau, t. III, § 287, p. 450, texte et note 52. — Agen, 23 juin 1849 (D., 49, 2, 245).

(2) Demante et Colmet de Santerre, t. IX, n° 157 bis, I. — Thézard, *Privilèges et Hypothèques*, n. 184.

qui ont un intérêt égal à ce que les fruits ne soient immobilisés que par la transcription de la saisie (1).

L'immobilisation des fruits dure jusqu'au jour du paiement du capital par le tiers détenteur ou de l'adjudication, qui purge l'immeuble de toutes les hypothèques. Les créanciers n'ont plus droit alors, qu'au prix de vente augmenté de celui retiré des fruits (2).

212. Le tiers détenteur peut, au lieu de payer ou de délaisser, faire des offres à fin de purge. Si ces offres ne sont pas acceptées, une vente sur surenchère aura lieu, et il peut en résulter que l'immeuble restera aux mains du détenteur surenchéri, ou passera dans celles d'une autre personne. Dans le premier cas, le sort des fruits ne présente aucun intérêt, le tiers détenteur restant toujours propriétaire ; mais il n'en est pas de même pour le second qui est fort discuté. On se demande en effet, si la propriété du détenteur surenchéri est résolue avec effet rétroactif ou si au contraire l'adjudicataire n'a de droit qu'à partir du jugement d'adjudication. Si on admet le premier système, les fruits acquis par le tiers détenteur devront être restitués, tandis que, suivant le second, il pourra faire les fruits siens jusqu'au jugement d'adjudication. Sans entrer dans l'examen de cette controverse, nous ferons remarquer que la doctrine et la jurisprudence arrivent au même résultat, qui est de laisser les fruits à l'acquéreur surenchéri. De la part de la doctrine cette décision se comprend facilement puisqu'elle n'admet pas dans notre hypothèse la rétroactivité de la surenchère, mais elle est plus diffi-

(1) Planiol, t. II, n. 3267.

(2) Cass., 30 juin 1890 (D., 90, 1, 327, S., 91, 1, 499).

lement admissible de la part de la jurisprudence qui suit l'opinion contraire (1).

PARAGRAPHE II

Du créancier nanti.

A. *Créancier gagiste.*

213. Le créancier gagiste n'a pas droit aux fruits de la chose donnée en gage lorsque celle-ci est susceptible d'en donner parce que le débiteur, s'il perd la possession, n'en reste pas moins propriétaire et peut seul les acquérir (art. 2079 C. civ.). Mais en pratique c'est cependant lui qui a seul le droit d'administrer la chose, si bien qu'il devient comptable envers le débiteur des fruits qu'il a perçus et même de ceux qu'il a négligé de percevoir (2). Il est également obligé de jouir en bon père de famille et il peut être privé de son gage si, aux termes de l'article 2082, al. 1, Code civil, il commet des abus de jouissance. Cependant il arrive fréquemment qu'une convention intervient entre les parties et que le créancier gagiste devient propriétaire des fruits perçus sauf à les imputer sur les intérêts ou capitaux.

Le Code civil dans son article 2081, présume même cette convention, lorsque le gage est constitué par une créance portant intérêts. Cette disposition est très pratique, car les prêts sur titres sont excessivement fréquents ; d'ailleurs elle était presque obligatoire, puisque le débiteur n'ayant plus le titre ne peut plus réclamer ses

(1) Cass., 19 avril 1865 (D., 65, 1, 209, S., 65, 1, 280). — Amiens, 27 juin 1899 (D., 1900, 2, 185).

(2) Paris, 21 juin 1893 (D., 93, 2, 470).

intérêts. Dans ce cas le créancier est autorisé à les toucher comme le ferait le propriétaire lui-même ; la loi lui en fait même une obligation et il doit les imputer soit sur les intérêts de la créance si celle-ci en produit, soit sur le capital dans le cas contraire.

Le créancier dont le gage est constitué par un fonds de commerce, en vertu de la loi du 1^{er} mars 1898, n'en a pas la détention et n'a pas droit aux revenus qu'il produit. A la vérité il n'y a pas là un véritable gage, mais bien une espèce d'hypothèque mobilière.

B. *Antichrésiste.*

214. L'antichrèse avait déjà pour effet à Rome de permettre au créancier de bénéficier des fruits de l'immeuble dont le possesseur lui avait remis la possession. Il y avait même cette différence avec notre institution moderne que la compensation s'opérait chaque année entre les revenus et les intérêts, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de l'abondance des récoltes ou de la facilité des locations (1). Dans notre ancien droit elle fut très employée sous le nom de *mort-gage*, car elle servait surtout à tourner la prohibition du prêt à intérêts. Cependant elle fut interdite particulièrement par les conciles et par les décrétales des papes ; aussi, bien qu'en pratique on l'employât assez souvent, on n'en prit pas moins l'habitude de stipuler que les fruits seraient imputés sur le capital. Le Code civil revint à la règle romaine, mais la compensation entre revenus et intérêts ne s'opère que jusqu'à concurrence de la somme la plus faible.

(1) C., liv. IV, tit. 32, c. 14 et 17.

215. Le créancier antichrésiste a le droit d'administrer l'immeuble qui lui sert de gage, en respectant bien entendu le mode d'exploitation établi par le propriétaire et sous la condition d'en jouir en bon père de famille. Il se trouve à peu près dans la situation d'un usufruitier et le propriétaire ne garde sur sa chose que le droit de la réclamer lorsque la dette aura été payée. Il en résulte que l'antichrésiste acquiert la propriété de tous les fruits, soit qu'il fasse valoir lui-même l'immeuble, soit qu'il le loue (1) en respectant pour la durée des baux, les règles établies pour les administrateurs de la chose d'autrui (art. 1429 et 1430). Les fruits une fois perçus doivent être imputés sur le capital lui-même dans le cas où on n'en aurait pas stipulé. Enfin si l'immeuble antichrésié a été occupé par le créancier, il faudra faire une évaluation de la valeur locative et l'imputer ensuite sur les intérêts.

216. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, le droit moderne n'admet pas que les intérêts se compensent avec les revenus, sans qu'il y ait aucun compte à établir. Cependant l'article 2089 Code civil le permet dans une certaine mesure et reconnaît licite la clause par laquelle « les parties ont stipulé que les fruits se compenseront avec les intérêts ou totalement ou jusqu'à une certaine concurrence ». Le champ d'application de cet article est cependant bien restreint depuis les lois postérieures au Code qui ont apporté des limitations au taux de l'intérêt. On ne peut en effet citer aujourd'hui que le cas où une dette commerciale est garantie par un immeuble donné en antichrèse. Pour

(1) *Contra*, Laurent, t. xxviii, n. 545.

toutes les autres dettes au contraire, la loi du 3 septembre 1807, ayant fixé un taux maximum, il n'est pas au pouvoir des parties de déroger à ses règles.

217. La masse des revenus qui doit être imputée sur les intérêts de la créance et à défaut sur le capital, ne se fait bien entendu, qu'en tenant compte de toutes les dépenses qui ont pu être faites, soit pour l'entretien de la chose, soit pour le paiement des impôts auxquels elle peut donner lieu. La question n'est guère douteuse lorsque les frais sont inférieurs aux revenus, mais on s'est au contraire demandé s'il fallait permettre à l'antichrésiste d'agir contre le débiteur lorsqu'il avait été obligé d'en payer de ses deniers. Certains auteurs lui ont refusé cette action en excipant du silence du Code et de l'intention probable des parties. On a dit en particulier que le créancier était bien mandataire du débiteur, mais uniquement jusqu'à concurrence de la valeur des fruits qu'il peut percevoir ; au delà, il excède les bornes de ses pouvoirs et il ne peut avoir de recours (1).

Nous croyons cependant que ces idées ne sont pas exactes. Ce n'est pas l'intention des parties qui est la cause du pouvoir d'administration du créancier, celui-ci tient ses pouvoirs de la loi et il est obligé de percevoir les fruits. Il y a là en quelque sorte un mandat forcé qui est de l'essence même du gage, car on ne peut comprendre la mise en possession d'une personne sans qu'elle ait le droit d'administrer la chose qui est dans ses mains. Il en résulte que l'antichrésiste ne doit pas logiquement éprouver de préjudice par suite de l'administration que la loi lui confère. Enfin il est difficile

(1) Demante et Colmet de Santerre, t. VIII, n. 320 bis, VI.

d'argumenter du silence du Code. Celui-ci a statué, suivant l'expression connue « *de eo quod plerumque fit* » car en principe les revenus de la chose doivent être supérieurs aux dépenses et aux intérêts pour constituer une sûreté sérieuse entre les mains du créancier (1).

Il en serait cependant autrement si, dans le cas où l'article 2089 Code civil peut s'appliquer, les parties avaient convenu que les intérêts se compenseraient en totalité avec les fruits. Il y a là en effet un contrat aléatoire et le créancier, qui par suite d'une mauvaise récolte ne perçoit pas les fruits, est obligé cependant de payer les frais occasionnés par celle-ci. On admet dans ce cas, pour déterminer les obligations et les droits de l'antichrésiste, qu'il joue le rôle d'un usufruitier. Il supportera donc toutes les dépenses qui sont à la charge de celui-ci, mais aura un recours pour les autres contre le propriétaire, comme par exemple pour les grosses réparations qu'il aurait faites à l'immeuble (2).

CHAPITRE VIII

DU FERMIER ET DE L'EMPHYTÉOTE

A. *Du fermier.*

218. Le fermier a le droit de recueillir les fruits de la chose louée, en vertu de la convention qu'il a passée avec le propriétaire. Ce dernier lui vend en quelque sorte les fruits, si bien que le fermier en devient pro-

(1) Aubry et Rau, t. iv, § 439, p. 720. — Baudry-Lacantinerie et de Loynes, n. 213. — Laurent, t. xxviii, n. 549. — Paris, 9 décembre 1836 (S., 37, 2, 29).

(2) Aubry et Rau, t. iv, § 439, p. 720.

propriétaire par suite d'une espèce de tradition que le bailleur est censé lui faire à chaque perception. C'était là déjà la théorie romaine (1) et nous ne croyons pas que notre droit l'ait abandonnée.

D'après ces principes, on ne saurait comparer le fermier à un usufruitier. Sans doute il y a des ressemblances entre eux, car tous deux ont droit aux fruits produits par la chose, ainsi que le pouvoir d'administrer le bien et de le cultiver ; mais il existe une différence essentielle dans la nature du droit qui, réel pour l'usufruitier, est, suivant l'opinion généralement admise, personnel pour le fermier. Il en résulte que le nu-propriétaire n'est tenu à aucun acte positif envers l'usufruitier et n'a que l'obligation de le laisser jouir, tandis que le bailleur doit maintenir la chose en bon état, de façon que le droit aux fruits du fermier puisse librement s'exercer.

Il faut se garder cependant d'assimiler complètement le bail à un achat, bien qu'il y ait parfois des situations telles qu'on puisse douter s'il y a vente ou louage, comme par exemple lorsqu'on a permis à une personne de prendre du liège dans une forêt. Le louage, en effet, rend bien comme la vente le preneur propriétaire, mais celui-ci ne perçoit les fruits, du moins la plupart du temps, que parce qu'il a lui-même contribué à les produire (2).

219. Le droit du fermier porte sur tous les fruits produits par l'immeuble, puisque c'est pour les acquérir qu'il a contracté avec le bailleur. Nous ferons cependant remarquer à ce sujet que le fermier n'acquiert pas tous

(1) D., liv. XLVII, tit. II, loi 61, § 8.

(2) Baudry-Lacantinerie et Wahl, n. 9.

les « fruits » qui appartiennent à l'usufruitier, car la jurisprudence limite strictement son droit aux produits périodiques qui se renouvellent sans altérer la substance de la chose. Il en résulte qu'elle lui refuse le droit aux produits des mines, et si le propriétaire a concédé un droit d'extraction, elle considère ce contrat comme une vente, car il est censé aliéner des portions de son domaine (1).

Cet argument qui est très logique, ne nous semble pas cependant conforme aux principes juridiques. Sans vouloir assimiler le fermier à l'usufruitier, nous ferons remarquer que le législateur a entendu considérer comme fruits les produits d'une mine parce que l'usure en est insensible (2). Sans doute cette disposition n'a été édictée qu'à l'occasion de l'usufruit, mais nous avons vu dans tout le cours de notre étude que les règles de l'usufruit s'appliquaient en principe à la plupart des acquisitions de fruits. Par conséquent, il ne nous semble pas qu'il y ait lieu de lui retirer le droit aux produits des mines, lorsqu'elles étaient exploitées avant la confection du bail et que le bailleur n'a pas limité le droit du preneur à la surface du sol (3).

Le preneur bénéficie encore de tous les profits du troupeau donné par le bailleur à titre de cheptel, tels que la laine, le croît, le laitage, sauf à consacrer le fumier à l'entretien des terres et à combler avec le croît les vides que la mort peut avoir produits dans le troupeau (art. 1824 et 1826 C. civ.).

(1) Cass., 15 février 1893 (D., 93, 1, 292, S., 94, 1, 149). — Baudry-Lacantinerie et Wahl, n. 609.

(2) Planiol, t. 1, n. 1693.

(3) Cpr. Guillouard, t. 1, n. 14. — Cass., 29 juin 1886 (S., 89, 1, 266). — Bruxelles, 31 juillet 1894 (Pas., 95, 3, 23).

Enfin il faut remarquer qu'aux termes de l'art 1778 Code civ., le preneur ne peut s'approprier les pailles et les graines de la dernière année. Cette disposition a été édictée dans l'intérêt de l'agriculture, car le fermier rentrant, se serait trouvé dans l'impossibilité de tirer parti de la terre, s'il n'avait pas de grains pour semer ou de paille pour nourrir ses bestiaux en attendant la sortie des premières herbes du printemps. D'ailleurs le fermier n'éprouve aucun préjudice de ce fait, puisqu'il ne fait que rendre au fermier qui lui succède la valeur de ce qu'il avait déjà reçu lui-même de celui qui l'avait précédé. Dans le cas contraire, il a droit à une indemnité de la part du propriétaire, indemnité estimée suivant les règles du droit commun.

220. En échange de son droit d'administrer la chose louée, le fermier est tenu de certaines obligations. La première, que nous avons déjà mentionnée à propos de l'usufruitier, du gagiste, de l'antichrésiste, est celle de jouir en bon père de famille (art. 1766 C. civ.). Il faut entendre par là, que le fermier ou le preneur doit se comporter vis-à-vis de la chose comme le ferait un bon administrateur. Cette obligation est d'ailleurs conforme à la volonté des parties, car si le bailleur veut bien en effet, permettre au preneur d'acquérir les fruits, il entend par contre que cette acquisition ne nuise en rien à sa chose qu'il doit retrouver intacte à la fin de l'usufruit. Par conséquent, ne rentrerait pas dans la définition du bon père de famille, le fermier qui laisserait ses bestiaux briser les jeunes arbres dans les taillis, qui taillerait trop la vigne ou qui laisserait la terre s'épuiser en n'y mettant pas d'engrais. Dans tous les cas la sanc-

tion de l'obligation du fermier se trouve entre les mains du bailleur, qui peut faire résilier le bail et demander des dommages-intérêts s'il y a lieu.

L'article 1766 nous indique également une autre obligation du preneur en disant qu'il doit employer la chose suivant sa destination. Cette obligation ne se confond pas avec la précédente, car on peut employer la chose suivant sa destination sans pour cela en jouir en bon père de famille. Nous en citerons, comme exemple, le cas où un fermier se servirait de terres arables pour y faire pousser du blé sans les renforcer par les engrais nécessaires. Il peut d'ailleurs se produire à ce sujet des difficultés assez grandes pour savoir si le fermier jouit bien de la chose suivant sa destination. Cette obligation, en effet, n'est pas un obstacle à un léger changement dans la culture, mais la difficulté est de savoir quand il sera assez grand pour que la destination de la chose soit modifiée. En pratique on se reportera à l'intention présumée du bailleur, sans se montrer sévère lorsque les changements ne portent aucun préjudice pécuniaire à celui-ci.

Nous citerons enfin, comme dernière obligation du fermier, intéressante au point de vue auquel nous nous plaçons, celle d'engranger sur les lieux loués. Cette disposition a pour effet de permettre au bailleur d'exercer son privilège plus facilement sur les récoltes (art. 2102, 1^o). Cependant depuis la loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles il arrivera souvent qu'il ne pourra plus l'exercer même sur des récoltes emmagasinées sur son fonds.

221. *Du métayer.* — Nous venons d'examiner à propos du contrat de louage, le droit qui appartient à un

fermier de percevoir tous les fruits d'un immeuble moyennant une somme payée en argent au bailleur. Dans le bail à colonage partiaire que nous allons examiner rapidement, cette somme est remplacée par une certaine quantité de fruits en nature, dont la quotité, qui est d'habitude de la moitié des fruits produits par la terre, peut varier suivant la volonté des parties. Ce mode de culture qui a été souvent attaqué par les économistes présente de sérieux avantages pour le métayer. Nous n'insisterons pas sur les considérations économiques et sociales, que l'on tire du fait de la coopération existant entre le fermier et le propriétaire pour la production des récoltes, mais nous ferons remarquer que le métayer peut ainsi supporter plus facilement les mauvaises récoltes sans être ruiné. Sans doute le Code civil, dans les art. 1770 et s., décide que la redevance due par le fermier sera diminuée lorsque les récoltes seront mauvaises, mais cette réduction n'existe que lorsque la perte est considérable et n'a pas lieu de plein droit, au contraire le métayer ne devant qu'une part de récolte ne peut éprouver de préjudice que si les frais ont été supérieurs à la valeur des fruits récoltés.

Les règles qui régissent le contrat de métayage ont été établies par les articles 1763 et 1764 C. civ. et la loi du 18 juillet 1889, qui doit former le titre IV du Code rural. Elles ne s'appliquent d'ailleurs, qu'à défaut de conventions contraires qui sont très fréquentes en cette matière.

En général le métayer gagne la moitié des fruits produits par la chose, l'autre moitié appartenant au propriétaire (art. 2), mais le métayer est souvent obligé par le bail à certaines redevances en nature, telles que

beurre, œufs, poulets, etc., et une somme d'argent assez modique appelée suivant les contrées de différents noms, tels que *prestation colonique*, *charge de culture*, *droits de cour*. C'est un dernier vestige de coutumes disparues, car il est beaucoup plus simple pour le bailleur de stipuler à leur place une quote part plus élevée des fruits.

Le métayer est tenu des obligations qui incombent au fermier et doit également jouir en bon père de famille. Il est, particulièrement, déclaré par la loi (art. 4) responsable de l'incendie, des dégradations et des pertes arrivées pendant la durée du bail. Enfin il faut remarquer que c'est lui qui supporte tous les frais de culture et de semence.

Le droit de jouissance du métayer est limité par celui du bailleur, non seulement parce que celui-ci a droit à une part des fruits, mais encore parce qu'il a la haute main sur la direction des cultures. C'est en effet le bailleur qui détermine les cultures à faire, l'époque des récoltes, la vente ou l'achat des bestiaux. Cependant il arrive assez souvent que le bailleur, ne s'occupant pas lui-même de l'exploitation de la terre, c'est le métayer qui la dirige.

222. *Droits du bailleur sur les fruits.* — Il nous reste à envisager, brièvement d'ailleurs, un droit autre que celui du fermier, mais portant cependant aussi sur les fruits produits par les biens loués : nous voulons parler du privilège qui appartient au bailleur d'immeuble sur les récoltes de la dernière année, en vertu de l'article 2102, 1, du Code civil.

Le législateur a voulu par là assurer le paiement des fermages dus au bailleur et lui a accordé ce privilège

sur les récoltes de la dernière année en partant de cette idée, que les fruits proviennent de sa chose et qu'il n'a consenti à ce qu'ils entrent dans le patrimoine du fermier que grevés d'un droit réel, ayant pour objet de garantir le paiement des fermages. Cette explication du droit du bailleur a son importance pratique, car si l'on décidait qu'il est fondé sur une idée de gage, il faudrait en conclure qu'il n'existerait plus dès que le fermier aurait transporté hors du domaine les fruits sur lesquels ce droit portait.

Le privilège du bailleur porte à la fois sur les ustensiles aratoires et les meubles du fermier, dont nous n'avons pas à nous occuper ici, et enfin, selon les termes de l'article 2102, 1^o sur la récolte de l'année. Cela ne veut pas dire cependant qu'il ne puisse également frapper les fruits recueillis pendant les années précédentes, mais ceux-ci y sont soumis comme « meubles » et non à titre de fruits. D'ailleurs les récoltes de la dernière année seront également soumises aux droits du bailleur, qu'elles soient déjà coupées ou encore sur pied (1). Le bailleur ayant à sa disposition toutes les voies de droit ordinaires pourra opérer une saisie revendication ou une saisie brandon. On s'est demandé à ce sujet si le privilège du bailleur pouvait encore s'exercer lorsque des récoltes avaient été vendues, mais non encore livrées par le fermier. Les auteurs sont d'accord, sans donner d'ailleurs de raisons plausibles à leur décision, pour distinguer suivant que la récolte vendue est encore sur pied ou engrangée sur la ferme, ou au con-

(1) Aubry et Rau, t. III, § 261, p. 140. — Demante et Colmet de Santerre, t. IX, n. 28 bis, IX. — Poitiers, 30 décembre 1823 (S., 25 2, 49). — *Contra*, Laurent, t. XXIX, n. 429.

traire, qu'elle se trouve placée dans des bâtiments n'appartenant pas au bailleur. Le bailleur ne pourrait exercer son privilège que dans le premier cas (1). Il nous semble cependant que cette distinction est arbitraire, le privilège du bailleur s'exerçant aussi bien sur les fruits engrangés dans la ferme que sur ceux qui le sont ailleurs, il faut si on lui accorde la préférence sur l'acheteur la lui donner dans les deux cas.

Enfin nous signalerons également que le privilège du bailleur porterait, en vertu de l'article 2 de la loi du 19 février 1889, sur l'indemnité d'assurance due à la suite de l'incendie des récoltes.

223. Les créances du bailleur privilégiées sur les fruits de la dernière année, comprenaient, d'après le Code civil, tous les loyers échus ou à échoir si les baux étaient authentiques ou avaient date certaine ; pour les baux sous seing privé n'ayant pas date certaine, ils ne garantissaient qu'une année de fermage à partir de l'année courante. Enfin il fallait y ajouter les frais de réparations locatives et toutes les créances qui peuvent résulter de l'exécution du bail (art. 2102, 1°).

Mais ces dispositions ne sont plus applicables qu'aux locataires de biens urbains depuis la loi du 19 février 1889, relative à l'organisation du crédit agricole mobilier. En vertu de ce texte le privilège du bailleur d'un fonds rural ne garantit plus sa créance que pour deux années échues, l'année courante et celle qui suit. On a voulu diminuer par là le droit du bailleur pour permettre au fermier d'emprunter plus facilement sur les récoltes.

(1) Baudry-Lacantinerie et de Loynes, n. 383. — Laurent, t. xxix n. 433. — Amiens, 4 décembre 1886 (S., 87, 2, 140).

224. Le privilège du bailleur d'immeuble prime tous les autres, en vertu de l'idée que c'est le bailleur qui a mis la chose dans le patrimoine du fermier et ensuite, parce que les fruits restant sur son fonds lui tiennent lieu de gage. Si ceux-ci sont engrangés dans des bâtiments appartenant à autrui, c'est encore le privilège du premier bailleur qui primera celui du second, car lorsqu'il y a conflit entre deux gagistes successifs on applique la règle établie pour l'hypothèque : « *prior tempore, potior est jure* » (1).

Cependant le droit du bailleur n'est pas préférable à celui des ouvriers et laboureurs qui ont travaillé à produire la récolte ou à celui du vendeur de semence (art. 2102-1, 4°, C. civ.) Enfin et c'est là la dérogation la plus importante, le porteur d'un warrant agricole a droit de saisir les fruits même engrangés sur la ferme, de préférence au bailleur, à la condition que celui-ci ne se soit pas opposé à la constitution du warrant, ce qu'il ne peut faire d'ailleurs que si le fermier lui doit des termes échus (art. 2, l. 18 juillet 1898). On peut dire que depuis cette dernière loi, le privilège du bailleur sur les fruits est en pratique supprimé.

B. De l'emphytéote.

225. L'emphytéote a droit, comme le fermier, à tous les revenus produits par la chose ; mais la nature de son droit et le mode d'acquisition des fruits ne sont plus les mêmes que pour ce dernier. Nous avons dit en effet, que le bailleur était censé en quelque sorte ven-

(1) Planiol, t. II, n. 2642.

dre les fruits de son fonds à chaque perception et qu'il était obligé de maintenir la chose en état pour assurer la jouissance du preneur. Il n'en est plus de même pour l'emphytéote qui possède un droit réel sur la chose, et qui n'a avec le propriétaire que des rapports éloignés (1). Il en résulte qu'au point de vue de l'acquisition des fruits nous devons prendre comme modèle les règles données à propos de l'usufruit. C'est ainsi qu'il acquiert les fruits civils jour par jour et les fruits naturels et industriels par la perception. Pour ce qui est des fruits pendants à l'ouverture ou à l'extinction de son droit, il faut remarquer qu'il est douteux que l'art. 585 C. civ. s'applique à l'emphytéote. Cet article en effet, constituant une dérogation à la règle générale que les fruits ne sont acquis que déduction faite des dépenses occasionnées, ne doit pas être étendu à d'autre hypothèse que celle qu'il envisage. Il en résulte que s'il a le droit de percevoir la récolte qui se trouve sur pied au commencement de son bail, il n'en devra pas moins au propriétaire les frais de labour et de semence et qu'inversement celui-ci lui devrait une indemnité pour la récolte pendante sur le fonds lorsque le bail emphytéotique prend fin.

Les mines, minières ou carrières appartiennent également à l'emphytéote de la même manière qu'à l'usufruitier, c'est-à-dire qu'il ne peut en percevoir les produits que si elles ont déjà été exploitées avant le commencement de son bail. La raison en est que s'il a

(1) Cass., 26 avril 1853 (D., 53, 1, 145, S., 53, 1, 445). 24 août 1857 (D., 57, 1, 326).

(2) Tocilescu, *Etude sur l'emphytéose*, p. 311 (Thèse, Paris, 1883).

le droit de jouir de la chose, il ne peut en aucune façon la diminuer au préjudice du propriétaire (1). L'emphytéote est par contre beaucoup plus libre que l'usufruitier quant aux modes de jouissance qu'il peut employer. Cela était nécessaire étant donné que les baux emphytéotiques sont consentis à longue durée pour permettre au preneur d'opérer des défrichements et d'avoir ensuite le temps de jouir des plantations qu'il y fera. Aussi faut-il en conclure que l'emphytéote pourra changer le mode de culture et même abattre les hautes futaies, à condition toutefois que la valeur de la chose n'en soit pas sensiblement diminuée (2).

(1) Tocilescu, p. 312. — Cpr. Pépin le Halleur, *Hist. de l'emphytéose*, p. 295.

(2) Cpr. Tocilescu, p. 315.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA RESTITUTION DES FRUITS

226. *Qui doit restituer les fruits.* — Les personnes qui doivent restituer les fruits qu'elles ont perçus, peuvent être rangées en trois catégories bien distinctes. D'une part il faut envisager celles qui ne peuvent les acquérir à titre d'usufruitier, de mari, de fermier, d'antichrésiste, etc., parce qu'elles ne remplissent pas toutes les conditions nécessaires pour les gagner à ce titre. D'autre part on peut se trouver en présence d'un possesseur qui ne peut faire les fruits siens, parce qu'il n'est pas de bonne foi, aux termes de l'article 549 du Code civil. Enfin il arrive, dans des hypothèses exceptionnelles d'ailleurs, que la loi ordonne que telle personne restituera les fruits, comme par exemple l'héritier indigne ou celui qui a recélé un objet de la succession. Mais l'explication se trouve alors dans ce fait, que la loi présume la mauvaise foi et c'est pour cela qu'elle oblige à la restitution.

Nous dirons ici uniquement quelques mots du possesseur de mauvaise foi, et du moment exact où on le devient, puis nous étudierons quels sont les fruits qu'il faut rendre et enfin la façon dont la restitution doit être opérée.

227. Le possesseur de mauvaise foi est celui qui détient sans droit une chose qui ne lui appartient pas, ou pour parler plus exactement, celui qui possède en vertu d'un titre qui n'est pas translatif de propriété ou dont il connaît les vices. Le possesseur de mauvaise foi peut d'ailleurs être tel dès l'origine de sa possession et cela se produit particulièrement lorsqu'une personne s'empare d'une propriété dont le maître est négligent; mais il peut arriver également qu'un possesseur, d'abord de bonne foi, cesse de l'être dans la suite. Nous avons déjà vu (*supra* nos 14 et s.) que le possesseur devait, pour être de bonne foi, posséder en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignore les vices. Il peut arriver qu'un des vices lui soit révélé d'une manière où d'une autre, si bien qu'à partir de ce moment il devra restituer les fruits.

Le possesseur devient d'habitude de mauvaise foi à la suite d'une demande en restitution intentée contre lui par le véritable propriétaire de la chose possédée. Ce sera par exemple l'héritier qui, en réclamant l'hérédité au possesseur de celle-ci, lui inspirera des doutes sur son droit et lui fera ainsi connaître l'existence d'héritiers plus rapprochés. Nous avons déjà fait remarquer d'ailleurs (*supra* n° 44) que d'après l'opinion commune un possesseur n'est pas nécessairement de mauvaise foi parce qu'une demande en justice est intentée contre lui; peut-être qu'ayant une croyance assurée dans la légitimité de son droit, il continuera à se considérer comme propriétaire. A notre point de vue, la question n'a pas d'intérêt pratique, puisque le possesseur de bonne ou de mauvaise foi jusqu'au moment du jugement, n'en devra pas moins les fruits à partir de la demande, en vertu

du principe que les plaideurs ne doivent pas souffrir des lenteurs de la justice (1).

Cependant la jurisprudence tend à reconnaître que le possesseur se trouve être de mauvaise foi du moment qu'il peut avoir un doute sérieux sur son droit ; aussi la plupart des arrêts ne sont-ils pas motivés sur ce fait que les effets du jugement doivent remonter au jour de la demande, mais bien sur la mauvaise foi du possesseur. C'est ainsi qu'il a été jugé qu'un légataire, accusé d'avoir fait fabriquer un testament et qui s'était mis en possession en vertu de ce testament, devait être considéré comme possesseur de mauvaise foi dans l'instance introduite contre lui (2).

228. Bien que ce soit presque toujours par suite d'une demande en justice que le possesseur cesse d'être de bonne foi, le même résultat peut cependant se produire lorsqu'il est averti par tout autre moyen. Le possesseur ne peut avoir le droit de percevoir les fruits que s'il est de bonne foi au moment de chaque perception, si bien qu'il devra restituer tous ceux perçus après qu'il aura eu connaissance des vices de son titre (3). Il faut cependant remarquer que le possesseur n'est pas tenu de rendre les fruits civils échus pendant la durée de sa bonne foi, mais qui n'étant devenus exigibles que plus tard ont été perçus au moment où il était déjà de mauvaise foi. La raison en est qu'il ne faut pas ici s'atta-

(1) Demolombe, t. IX, n. 613. — Aubry et Rau, t. II, § 206. — Demante et Colmet de Santerre, t. II, n. 385 bis, VIII. — Cass., 8 mars 1852 (S., 52, 1, 497). — 4 juillet 1882 (D., 82, 1, 353, S., 83, 1, 105).

(2) Caen, 25 juillet 1826 (D., 28, 2, 151, S., 28, 2, 134).

(3) Aubry et Rau, t. II, § 206. — Baudry-Lacantinerie et Chauveau, n. 322.

cher à la perception matérielle, puisque le possesseur est censé les avoir déjà perçus jour par jour. Il en serait ainsi même pour les fruits naturels et industriels qu'un mari dotal resté en possession aurait perçus après la dissolution du mariage.

La détermination du moment exact où la bonne foi a cessé est faite souverainement par le juge. C'est au propriétaire à fournir la preuve, souvent très difficile, de la mauvaise foi du possesseur.

229. *Quels fruits faut-il restituer.* — Le restituant est tenu de rendre les fruits qu'il a perçus. Cette règle dispense donc de toute restitution le possesseur d'une chose qui n'est pas frugifère, comme une nue propriété. Mais il faut encore distinguer parmi les fruits perçus, ceux qui proviennent directement de la chose et ceux qui, au contraire, sont le résultat des travaux personnels du preneur. La question ne se pose guère pour les domaines ruraux, car s'il est vrai que les récoltes sont dues au travail du possesseur, c'est la nature et le sol qui ont surtout contribué à les produire. Au contraire il n'en est plus de même pour le possesseur d'une usine ou d'une maison de commerce. Dans ce cas, en effet, l'industrie ou l'intelligence du possesseur pouvant se donner libre cours, il serait injuste de faire profiter le propriétaire du travail d'autrui. Aussi les juges devront-ils s'attacher à distinguer dans les fruits perçus, la part afférente à l'industrie du possesseur et pour cela ils devront se demander quels auraient été les fruits que le propriétaire lui-même aurait perçus, s'il avait été lui-même à la tête de l'exploitation (1).

(1) Demolombe, t. ix, n. 587. — Pau, 29 juillet 1868 (D., 68, 2, 237).

230. Dans le très ancien droit romain, le possesseur de mauvaise foi devait uniquement restituer les fruits qu'il avait perçus. On se contentait de lui enlever tout le profit qu'il avait retiré de la possession de la chose. Mais la situation changea après le sénatus-consulte Juventien rendu sous le règne d'Hadrien en l'an 129 après J.-C. On ne faisait pas auparavant, en matière d'hérédité, de différence entre possesseur de bonne ou de mauvaise foi, tous deux étant obligés de restituer les fruits à l'héritier en vertu de la règle : « *fructus augent hereditatem* ». Mais cette situation paraissant choquante, on essaya d'établir une distinction entre eux. D'après le sénatus-consulte en effet, le possesseur de bonne foi n'est pas tenu de restituer les fruits et ne doit, suivant une règle propre au droit romain, que les fruits perçus qu'ils n'a pas consommés ; tandis qu'au contraire, le possesseur de mauvaise foi est tenu non seulement des fruits perçus, mais encore de ceux qu'il aurait dû percevoir (1). Cette disposition, qui était d'abord strictement limitée à la pétition d'hérédité fut ensuite étendue à la revendication à cause des grandes ressemblances qui existent entre ces deux actions (2). Enfin une fois admise par le droit romain, elle se perpétua, passa dans notre ancien droit français et elle régit encore aujourd'hui les rapports qui existent entre le possesseur de mauvaise foi et le propriétaire (3).

On s'est demandé, et la question n'est pas encore

(1) D., liv. vi, tit. 1, loi 25, § 3 et l. 33.

(2) D., liv. vi, tit. 1, loi 27, 3. — Girard, l. III, V, tit. 2, sect. 3, 1.

(3) Pothier, *De la propriété*, n. 336. — Laurent, t. vi, n. 230. — Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Des biens*, n. 327. — Planiol, t. 1, n. 1170.

tranchée d'une manière définitive, s'il fallait apprécier la diligence du possesseur de mauvaise foi, par rapport à celle qu'il aurait lui-même apportée à ses propres affaires ou au contraire à celle qu'aurait eue le propriétaire, s'il était resté à la tête de son bien. Les deux opinions eurent également des partisans à Rome. D'un côté, il semblait injuste de considérer le possesseur comme tenu à une diligence à laquelle il n'était pas accoutumé, mais d'autre part il était également équitable de ne pas causer un préjudice au propriétaire, et de lui donner ce qu'il aurait pu acquérir si le possesseur ne s'était pas emparé de son bien. Comme il arrive souvent lorsque sur une même question se rencontrent des opinions très différentes, on a adopté une opinion intermédiaire, si bien que l'on décide, d'une manière presque unanime, que le possesseur de mauvaise foi ne sera tenu de rendre que les fruits, qu'aurait perçus un administrateur d'une diligence moyenne (1).

231. Le restituant est également obligé de rendre au propriétaire les intérêts des fruits à partir du jour de la demande en restitution, bien que cependant la dette ne soit pas liquide, puisqu'il doit être procédé à un compte établissant la valeur des fruits à restituer (2). On admet en outre que les juges peuvent encore condamner le restituant à rendre les intérêts des fruits perçus à partir de leur perception, mais seulement lorsque le propriétaire pourra prouver que ces perceptions lui ont causé

(1) Cpr. Cass., 9 février 1864 (D., 64, 1, 75). — 2 avril 1878 (D., 82, 1, 353, S., 79, 1, 261). — 4 juillet 1882 (D., 82, 1, 353, S., 83, 1, 105).

(2) Cass., 15 janvier 1839 (D., 39, 1, 119. S., 39, 1, 97). — 8 février 1864 (D., 64, 1, 72, S., 64, 1, 137).

un préjudice particulier (1). Il y a là une véritable condamnation à des dommages-intérêts et les juges peuvent à volonté fixer le taux des intérêts dus par le restituant.

232. Aux termes de l'article 548 du Code civil, « les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire qu'à charge de rembourser les frais des labours, travaux et semences, faits par des tiers ». Comme on le voit, en vertu de cet article, qui ne fait aucune distinction, le restituant lui-même a droit aux frais que les fruits peuvent avoir occasionnés, tels que dépenses pour labours, semences ou engrais (2). Ce n'est là qu'une application de la célèbre règle romaine qui domine toutes les acquisitions de fruits « *Fructus intelliguntur deductis impensis, quæ quærendorum, cogendorum, conservandorumque eorum gratia fiunt* » (3). D'ailleurs l'article 548 du Code civil doit être étendu bien au-delà de l'hypothèse qu'il envisage ; la loi a statué en effet uniquement sur les fruits qui existent en nature, mais lorsqu'il s'agit de restituer la valeur des fruits déjà perçus, la même règle doit s'appliquer et il faut décider que toutes les sommes dépensées à leur occasion devront être restituées (4). Enfin il faut donner la même solution pour les fruits civils lorsque leur perception, ce qui est plus rare, aura coûté quelque chose au restituant.

Le propriétaire doit également rembourser au possesseur les impenses nécessaires qu'il a faites sur la chose,

(1) Cass., 8 février 1864, *Précité*.

(2) Planiol, t. 1, n. 1170. — Baudry-Lacantinerie et Chauveau, n. 291.

(3) D., liv. v, tit. 3, loi 36.

(4) Cass., 15 janvier 1839 (D., 39, 1, 119, S., 39, 1, 97).

comme par exemple les réparations d'entretien, puisqu'il aurait été obligé de les déboursier s'il avait exploité lui-même son fonds. La même règle s'applique pour les impenses utiles qui, augmentant la valeur de l'immeubles et lui procurant une plus grande puissance productive, ne peuvent appartenir au propriétaire sans compensation. On a même décidé, que dans ce cas le propriétaire devait restituer l'intérêt des impenses faites par le restituant, du moment que celles-ci ont contribué à augmenter la quantité des fruits. En somme on attribue au possesseur de la chose les fruits qu'il a fait produire en plus de ceux qu'elle produisait d'habitude, avec cette particularité cependant qu'il devra restituer tous les fruits quitte à recevoir ensuite la valeur de ceux auxquels il a droit, la compensation ne pouvant avoir lieu qu'entre créances liquides (1).

On s'est enfin demandé si le restituant aurait le droit de réclamer la valeur des charges extraordinaires qu'il aurait payées ou même celle des impôts. Il n'y a pas de doute pour la première hypothèse, mais la seconde est plus délicate. Cependant il nous semble, suivant l'opinion de certains auteurs, qu'il faut rendre au restituant la valeur des impôts qu'il a pu déboursier. Ce sont là des charges qui sont d'habitude payées avec les fruits retirés du domaine, et puisque le restituant ne bénéficie pas de ceux-ci, il semble logique, l'art. 548 C. civ., ne faisant aucune distinction, de ne pas les mettre à sa charge (2).

233. En principe la compensation ne peut avoir lieu

(1) Cass., 9 décembre 1839 (P., 40, 1, 112).

(2) Duranton, t. iv, n. 549. — Demolombe, t. ix, n. 589. — *Contra*, Proudhon, *Domaine de propriété*, t. II, n. 554.

entre les sommes dues par le propriétaire au restituant et la valeur des fruits que celui-ci doit rendre. La jurisprudence et la doctrine sont d'accord sur ce point (1). Cependant il peut se présenter quelques hypothèses où cette règle ne s'applique plus. Nous en trouvons particulièrement un exemple lorsqu'un jugement ordonnant une restitution de fruits les convertit en intérêts d'un capital déterminé, ce qui peut se produire lorsque le restituant a eu à sa disposition une somme d'argent ou un immeuble, si bien que ce sont des fruits civils qu'il doit rendre. On admet alors qu'il y aura compensation entre les deux dettes respectives du propriétaire et du restituant jusqu'à concurrence de la plus faible (2).

234. Le possesseur de mauvaise foi étant tenu de rendre les fruits qu'il aperçus en vertu d'un quasi-délit, il en résulte que son obligation ne passe pas à ses héritiers, qui ne sont tenus que des fruits dus à partir du décès et encore à condition qu'ils soient eux-mêmes de mauvaise foi. Dans le cas contraire ils en bénéficient même après le décès jusqu'au jour où ils deviendront eux-mêmes de mauvaise foi, soit à la suite d'une demande en justice, soit parce qu'ils ont connu par tout autre moyen les vices de leur titre (3). C'est ainsi que le légataire universel d'une personne ne devra restituer les fruits pos-

(1) Demolombe, *Distinct. des biens*, t. I, n. 680. — Demante et Colmet de Santerre, t. II, n. 392 bis, V. — Aubry et Rau, t. V, § 204, p. 260, texte et note 15. — Pau, 29 juillet 1868 (D., 68, 2, 237, S., 69, 2, 6).

(2) Cass., 18 mai 1855 (P., 57, 863).

(3) Demolombe, t. IX, n. 612. — Demante et Colmet de Santerre, t. II, n. 385 bis, VIII. — Aubry et Rau, t. II, § 206, p. 271. — Laurent, t. VI, n. 221. — Cass., 24 mai 1848 (D., 48, 1, 200). — Orléans, 11 janvier 1849 (D., 49, 2, 172).

térieurs au décès qu'à partir de la demande en justice, s'il croyait avoir droit aux fruits et que le testament fût régulier(1).

235. Ce ne sont pas seulement les fruits qu'il a perçus lui-même que le restituant doit rendre, mais encore ceux dont peuvent avoir bénéficié les tiers détenteurs, auxquels celui-ci pourrait avoir transmis le bien qu'il avait entre les mains. Il n'y pas d'ailleurs à distinguer à ce sujet entre les tiers détenteurs de bonne ou de mauvaise foi, car le restituant n'ayant pas droit aux fruits par rapport au propriétaire doit lui rendre tout ce que ce dernier aurait pu retirer de la chose. Cependant si le tiers détenteur est lui-même de mauvaise foi, il pourra être condamné conjointement avec le restituant à rendre les fruits perçus pendant la durée de son indue possession (2).

236. Le restituant ne peut opposer au revendiquant la prescription de cinq ans établie par l'article 2277 du Code civil. L'accord est à peu près unanime sur cette question et la doctrine et la jurisprudence lui refusent également le bénéfice de cette courte prescription (3). La raison en est que l'article 2277 ne s'applique qu'aux sommes dont l'échéance se renouvelle tous les ans, tandis qu'au contraire dans l'hypothèse qui nous occupe, c'est à titre de capitaux que le restituant doit les fruits. Il en résulte que la seule prescription possible est celle de trente ans. D'ailleurs les cas où le res-

(1) Dijon, 12 août 1874 (D., 76, 2, 92).

(2) Cass., 8 février 1864 (D., 64, 1, 72, S., 64, 1, 137).

(3) Aubry et Rau, t. II, § 206, p. 394, note 25. — Demante et Colmet de Santerre, t. II, n. 384 bis. — Planiol, t. I, n. 1170. — Cass., 13 décembre 1830 (D., 31, 1, 8., S., 31, 1, 24). — 21 juin 1897 (D., 98, 1, 35). — Dijon, 27 novembre 1893 (D., 96, 2, 218).

tituant devra l'invoquer sont très rares, car il aura presque toujours acquis en même temps la propriété. Il faut remarquer dans ce cas, que la prescription de la propriété se fera avec effet rétroactif pour ce qui est de l'acquisition des fruits. Par conséquent l'ancien propriétaire ne pourra revendiquer les fruits pour une période de trente ans avant sa demande, car du moment qu'il ne peut pas revendiquer la chose, il n'a pas non plus ce pouvoir vis-à-vis des accessoires.

237. *Comment les fruits sont-ils restitués ?* — Aux termes de l'article 526 Code procédure civile, « celui qui sera condamné à restituer les fruits en rendra compte dans la forme ci-après ; et il sera procédé comme sur les autres comptes rendus en justice ». Comme on le voit d'après cet article, il y aura lieu chaque fois qu'une restitution de fruits sera demandée à la justice, à l'établissement d'un compte, devant un juge commissaire nommé à cet effet (art. 530 proc. civ.) et qui préparera un rapport, servant au tribunal à apprécier la quotité exacte des fruits à restituer.

Cette disposition impérative entraîne de nombreuses conséquences. En premier lieu nous remarquerons que la loi, établissant ainsi un mode spécial de restitution, met les restitutions dans la compétence exclusive des tribunaux civils. C'est ainsi que si une restitution est ordonnée par acte administratif, elle devra cependant être précédée d'un compte établi par le Tribunal civil, du moins si elle ne nécessite pas l'interprétation de l'acte administratif lui-même (1).

Il faut en conclure également que les juges ne peu-

(1) Conseil d'Etat, 11 mai 1822, 30 juin 1824, 29 mars 1827. †

vent fixer arbitrairement le montant des fruits à restituer sans qu'il y ait eu auparavant un compte rendu suivant les règles déterminées par les articles 527 et suivantes du Code de procédure civile (1). De même ils ne peuvent ni faire fixer la valeur à restituer par expert (2), ni en déterminer le montant cumulativement avec d'autres condamnations à des dommages-intérêts, car les règles prescrites ne seraient pas observées (3).

Cependant ces diverses règles n'ont plus à s'appliquer lorsque les parties elles-mêmes ayant renoncé aux garanties que leur accorde la loi, s'entendent sur la valeur des fruits à restituer, ou encore lorsqu'elles donnent pouvoir aux juges d'arbitrer eux-mêmes souverainement la quotité qui doit être rendue (4).

238. Aux termes de l'article 129 Code procédure civile, « les jugements qui condamnent à une restitution de fruits ordonneront qu'elle sera faite en nature pour la dernière année et pour les années précédentes, suivant les mercuriales du marché le plus voisin, eu égard aux saisons et aux prix communs de l'année : sinon à dire d'experts, à défaut de mercuriales. Si la restitution en nature pour la dernière année est impossible, elle se fera comme pour les années précédentes. » Cet article nous indique à l'aide de quels éléments on évalue la valeur des fruits, pour établir le reliquat du compte dont nous venons de parler ; puis il décide la façon dont ils seront restitués. Nous examinerons séparément les

(1) Cass., 25 juin 1832 (D., 32, 1, 246, S., 32, 1, 606).

(2) Cass., 25 février 1838 (D., 38, 1, 125, S., 38, 1, 533).

(3) Cass., 20 décembre 1819 (D., 20, 1, 12, S., 20, 1, 187).

(4) Cass., 17 août 1853 (D., 54, 1, 382). — 8 décembre 1862 (D., 63, 1, 142).

deux hypothèses qu'il envisage en étudiant, d'abord les fruits des années précédentes, puis ceux de la dernière année.

La preuve des perceptions de fruits opérées par le restituant peut se faire indistinctement par tous les moyens, soit à l'aide d'écrits, soit par témoins. Il n'y a en effet pas d'acte juridique à prouver, mais simplement un fait matériel, la perception de fruits, et la loi n'a pas établi pour cela un genre de preuve spécial.

La perception et son étendue une fois prouvées, il s'agit d'en déterminer la valeur. L'article 129 Code procédure civile prescrit de se reporter aux mercuriales du marché le plus voisin en tenant compte, bien entendu, pour apprécier la valeur de la récolte, du temps où celle-ci a été faite. Il ne faut pas cependant pour calculer celle-ci se placer exactement au jour où elle a été perçue et se demander quel était ce jour-là le cours des fruits dont elle se composait. Il faut au contraire, établir un cours moyen pour l'année où elle a été faite et s'en servir pour évaluer sa valeur.

Il faut d'ailleurs remarquer que les juges sont entièrement libres pour apprécier la somme qui doit être restituée : l'article 129 Code procédure civile a, en effet, simplement indiqué le moyen pratique d'arriver à un bon résultat ; mais lorsqu'ils peuvent statuer d'après les documents fournis par les parties ils ne sont pas obligés de l'appliquer (1).

L'évaluation de fruits civils, dus par le restituant, ne présentant d'habitude aucune difficulté, sera librement faite par le juge.

(1) Cass., 18 avril 1832 (D., 32, 1, 245, S., 32, 1, 607). — 23 février 1859 (D., 59, 1, 386). — 16 novembre 1874 (D., 76, 1, 393).

239. A défaut de mercuriales, les juges peuvent encore recourir à une expertise. Celle-ci se fait dans la forme ordinaire, c'est-à-dire que les juges doivent nommer d'office un nombre minimum de trois experts ; à moins qu'ils ne soient choisis par les parties elles-mêmes ou que celles-ci conviennent de laisser trancher leur différend par un seul expert désigné par elles à cet effet (1). D'ailleurs il faut remarquer que cet arbitrage n'étant pas rendu obligatoire pour le juge par une disposition expresse et formelle de la loi, celui-ci peut s'en dispenser et arbitrer lui-même la restitution qui doit être opérée, s'il a des éléments suffisants pour le faire (2).

240. La disposition de l'article 129 Code procédure civile n'étant pas d'ordre public, les parties peuvent y déroger librement, si bien que l'évaluation des fruits à restituer peut se faire par le moyen qui leur semble préférable. C'est ainsi qu'il a été jugé que la partie qui, en première instance, avait demandé aux juges une évaluation fixe, sans qu'elle soit fondée sur les mercuriales, ne pouvait invoquer devant la Cour de cassation un moyen tiré de ce fait que l'article 129 Code procédure civile n'avait pas été observé (3). De même si le restituant évalue lui-même librement la valeur des fruits qu'il doit restituer, il n'est pas non plus recevable à exciper de l'inobservation de l'article 129 Code procédure civile (4). Enfin il en est de même, comme nous l'avons déjà fait observer, soit lorsque les parties ont

(1) Cass., 15 janvier 1839 (D., 39, 1, 119, S., 39, 1, 97).

(2) Cass., 6 juillet 1857 (D., 57 1, 383).

(3) Cass., 14 janvier 1839 (D., 39, 1, 119, S., 39, 1, 97).

(4) Cass., 30 mars 1831 (D., 31, 1, 112. S., 31, 1, 273).

abandonné au juge le pouvoir d'arbitrer souverainement la somme due (1), soit lorsqu'elles ont chargé de ce soin des experts qu'elles ont désignées elles-mêmes (2).

241. Les fruits de la dernière année doivent être restitués en nature (art. 129 C. proc. civ.), parce que la loi présume que le restituant les a encore entre les mains. Cette règle n'est d'ailleurs pas absolue et le restituant qui aura aliéné des fruits devra uniquement leur valeur, qui sera déterminée de la même façon qu'on le fait pour les fruits des années précédentes.

Il faut remarquer cependant que l'on se montre beaucoup plus sévère pour les fruits perçus depuis la demande en restitution. Le restituant, en effet, ne peut s'en défaire qu'en cas d'urgence, lorsqu'ils seraient détériorés par le temps et avec l'autorisation de la justice. Aussi, admet-on que s'il a contrevenu à cette règle il pourrait être obligé de les payer un prix supérieur à celui auquel il les a vendus (3). Cependant, dans le cas où cet achat étant impossible il y aurait lieu à estimer leur valeur, il ne faudrait pas la fixer au plus haut cours atteint depuis la demande jusqu'à la restitution, mais faire une moyenne de tous les cours qui se sont succédé pendant cette période (4).

(1) Cass., 22 août 1865 (D., 65, 1, 368, S., 66. 1, 153).³

(2) Cass., 23 avril 1839 (P. 43, 2, 410).

(3) Toullier, *Droit civil*, t. VII, n. 63.

(4) Toullier, t. VII, n. 62.

Vu : LE PRÉSIDENT DE THÈSE,
CH. MASSIGLI.

Vu : LE DOYEN,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

LE VICE-RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — *Cours de droit civil*. 4^e édition.
- BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Des obligations*.
- BAUDRY-LACANTINERIE et CHAUVEAU. — *Des biens*.
- BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN. — *Donations et testaments*.
- BAUDRY-LACANTINERIE et de LOYNES. — *Nantissement, privilèges et hypothèques*.
- BAUDRY-LACANTINERIE et SAIGNAT. — *De la vente*.
- BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. — *Des successions*, 2^e édition.
- — — *Du louage*.
- BÉRENGER. — *Des fruits*, Thèse, Aix, 1879.
- CHAUVEAU. — *De la superficie*, Thèse, Paris, 1886.
- DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon*.
- DEMANTE et COLMET de SANTERRE. — *Cours analytique de Code civil*.
- DURANTON. — *Cours de droit français suivant le Code civil*.
- GARSONNET. — *Traité théorique et pratique de procédure*.
- GENTY. — *Usufruit, usage et habitation*.
- GUILLOUARD. — *Traité du contrat de mariage*.
- — — *Traité de la vente*.
- HUC. — *Commentaire théorique et pratique de Code civil*.
- LAURENT. — *Principes de droit civil français*.
- MARCADÉ et Paul PONT. — *Explication théorique et pratique de Code Napoléon*.
- PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil*.

PROUDHON. — *Traité des droits d'usufruit, d'usage, d'habitation et de superficie.*

RODIÈRE et PONT. — *Traité du contrat de mariage et des droits respectifs des époux.*

TOCILESCO. — *De l'emphytéose.*

TROPLONG. — *Le droit civil expliqué suivant l'ordre des articles du Code.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

	Page
1. Définition, 1-3	1
2. Distinction des fruits et produits, 3	2
3. Diverses espèces de fruits, 4-6	3
4. Nature mobilière ou immobilière des fruits, 6-9	7

PREMIÈRE PARTIE

Du droit aux fruits.

SECTION PREMIÈRE

-De l'acquisition légale des fruits.

CHAPITRE PREMIER

DU POSSESSEUR DE BONNE FOI

1. Définition, 10-12	13
2. Pourquoi fait-il les fruits siens, 12-14	14

PARAGRAPHE I

Des éléments de la bonne foi.

A. Du juste titre, 16-33	17
B. De l'ignorance des vices, 33-37	33

PARAGRAPHE II

	Pages
<i>Preuve de la bonne foi, 37-45.....</i>	38

PARAGRAPHE III

<i>Quels sont les fruits acquis par le possesseur de bonne foi et comment les acquiert-il, 45-50.....</i>	47
---	----

CHAPITRE II

DES ENVOYÉS EN POSSESSION DES BIENS D'UN ABSENT

1. Présomption d'absence, 51	53
2. Déclaration d'absence, 52-59	54
3. Envoi en possession définitif, 59	63
4. A qui l'art. 127 C. civ. est-il opposable, 60-62	65
5. Situation des cohéritiers d'un absent, 62	70

CHAPITRE III

DE L'HÉRITIER

1. Droits de l'héritier aux fruits de la succession, 63-69 .	71
2. Indivision et partage, 69-72	78
3. Des rapports, 72	82
a) Fruits antérieurs au décès, 73-80	83
b) Fruits postérieurs au décès, 80-83	92

SECTION II

De l'acquisition conventionnelle des fruits.

CHAPITRE PREMIER

DU PROPRIÉTAIRE

1. En vertu de quel droit il gagne les fruits, 84-86 . . .	98
2. Etendue du droit du propriétaire, 86-100	101

CHAPITRE II

DU DONATAIRE

	Pages
1. Droits du donataire lorsque la donation est pure et simple, 100	124
2. Droits du donataire lorsque la donation est résoluble, 101-109	125

CHAPITRE III

DU LÉGATAIRE

1. Comment le légataire acquiert les fruits du legs, 109-111	137
2. Des différentes sortes de legs et de leur influence sur l'acquisition des fruits, 111-120	140

CHAPITRE IV

DE L'USUFRUITIER

1. Historique. Etendue de son droit, 120-124	152
---	-----

PARAGRAPHE I

De l'acquisition des fruits naturels et industriels.

A. Usufruit sur les animaux, 129-131	161
B. Usufruit sur des forêts, 131-141	164
C. Usufruit sur des mines, 141-146	173

PARAGRAPHE II

<i>Droits sur les fruits pendants à l'ouverture et à l'extinction de l'usufruit, 146-152.</i>	177
---	-----

PARAGRAPHE III

<i>De l'acquisition des fruits civils, 152-159.</i>	182
---	-----

CHAPITRE V

DE L'USAGER ET DU SUPERFICIAIRE

	Pages
1. De l'usager, 159-161	189
2. Du superficiaire, 161	192

CHAPITRE VI

DES ÉPOUX

PARAGRAPHE I

Du régime de la communauté.

1. Quels sont les fruits qui appartiennent à la communauté, 162-168	193
2. Acquisition des différents fruits, 168-174	200
3. Droits des créanciers sur les fruits, 174-178	206

PARAGRAPHE II

Clauses restrictives de la communauté.

A. Communauté réduite aux acquêts, 178-181	210
B. Clause d'immobilisation, 181	212

PARAGRAPHE III

Clauses exclusives de communauté.

A. Régime sans communauté, 182-185	213
B. Séparation de biens conventionnelle, 185-191	216
C. Séparation de biens judiciaire, 191-194	222

PARAGRAPHE IV

Du régime dotal.

1. Etendue du droit de jouissance du mari, 195-201	226
2. Restitution de la dot, 201-203	233

	Pages
3. Fruits des paraphernaux, 203-205	235
4. Droits des créanciers sur les fruits, 205-207	237

CHAPITRE VII

DES CRÉANCIERS

PARAGRAPHE I

<i>Du créancier pur et simple et du créancier hypothécaire,</i> 207-213	241
---	-----

PARAGRAPHE II

Du créancier nanti.

A. Créancier gagiste, 213	249
B. Antichrésiste, 214-218	250

CHAPITRE VIII

DU FERMIER ET DE L'EMPHYTÉOTE

A. Du fermier, 218-221	253
Métayer, 221	257
Droits du bailleur sur les fruits, 222-225	259
B. De l'emphytéote, 225	262

DEUXIÈME PARTIE

De la restitution des fruits.

1. Qui doit restituer les fruits, 226-229	265
2. Quels fruits faut-il restituer, 229-237	268
3. Comment les fruits sont restitués, 237-241	275



BUZANÇAIS (INDRE), IMPRIMERIE F. DEVERDUN.
